



## APPEL À COMMUNICATIONS POUR LES SECTIONS THÉMATIQUES

En partenariat avec

Sciences Po  
Grenoble UGA

Pacte  
Laboratoire de sciences sociales

### 50 Sections thématiques / Panels (ST) au Congrès 2024 *Appels à communications / Call for papers*

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

ST	Thématique & Intitulé	Responsables scientifiques
ST 1	Conditions de travail et exercice des mandats politiques ou syndicaux	ACHIN Catherine & DEMAZIÈRE Didier
ST 2	Campus Politics ? Politisations et contestations étudiantes saisies par les transformations de l'enseignement supérieur.	ALLOUCH Annabelle & TIBERJ Vincent
ST 3	Gouverner (par) les publics. La mise à contribution des administré-es dans la production de l'action publique	AUBRY Agnès & CLAPPE Maureen
ST 4	Explorer la domination politique sans croyance en la légitimité des gouvernants	BARRAULT-STELLA Lorenzo & POUPONNEAU Florent
ST 5	Concerné-es et allié-es : une nouvelle division du travail militant ?	BAUDOT Pierre-Yves & LEBRUN Aude
ST 6	Institutions diplomatiques. recompositions des régimes et transformation de l'État	BEAUD Guillaume & BENHAÏM Yohanan
ST 7	La représentation politique vue par les acteurs de la démocratie : conflits et ambivalences	BEDOCK Camille & ROJON Sébastien
ST 8	La fabrique des identités et des subjectivités militantes dans les mondes arabes (post)révolutionnaires	BENCHEKOR Lina & FOURN Léo
ST 9	Comparer les syndicalismes à l'aune du capitalisme financiarisé	BÉROUD Sophie & ERDINC Isil
ST 10	La fabrique des ministères. Penser les restructurations des administrations centrales et de leurs agences	BEZES Philippe & VIALLET-THÉVENIN Scott
ST 11	Minorités de sexualité et de genre dans les institutions : discriminations. inclusion. résistances	BILAND Émilie & FISSON Estelle
ST 12	De la crise à l'utopie : enjeux écologiques et renouvellements démocratiques	BREAUGH Martin & VITIELLO Audric
ST 13	Politiques de lutte contre les illégalismes économiques et financiers	BRISAUD Constantin & LOUIS Julien
ST 14	Après l'effondrement. Institutions. corps et champs pris dans les changements de régimes brutaux	BRISSET-FOUCAULT Florence & HMED Choukri

ST 15	Les revues de la littérature en science politique : innovations méthodologiques et logicielles. enjeux professionnels et épistémologiques	CABY Vincent & GALIMBERTI Deborah
ST 16	Diplomatie et gouvernement transnational des ressources minières	CHAILLEUX Sébastien & DEFORGE Quentin
ST 17	Les partis politiques et l'écologie : discours et acteurs	CHAZEL Laura & DAIN Vincent
ST 18	La Manif pour tous 10 ans après ? Résilience et recompositions militantes des catholiques conservateurs au sein des droites	CHELINI-PONT Blandine & RAISON DU CLEUZIOU Yann
ST 19	Logiques et spécificités de la répression associative	CODACCIONI Vanessa & TALPIN Julien
ST 20	La vérité électorale : fabrique et contestations	COMBES Hélène & VOILLIOT Christophe
ST 21	Religion et politique en Amérique latine : enjeux au regard des tournants autoritaires et conservateurs ?	DE BARROS Margaux & GOIRAND Camille
ST 22	L'action publique collaborative par le bas : les coopérations organisationnelles par les problèmes et le territoire	DELPEUCH Thierry & MONTOUROY Yves
ST 23	Gouverner les opérations militaires. Politiques, acteurs et instruments	DESCHAUX-DUTARD Delphine & JOANA Jean
ST 24	Plus qu'une question de méthode : Approches et analyses de l'éthique de la recherche comme pratique professionnelle	DIAS FÉLIX Annabelle & MAHÉ Anne-Laure
ST 25	Socialisation politique au travail et comportements électoraux	DOUMENC Saphia & GIRAUD Baptiste
ST 26	Étudier et enseigner les rapports de genre aujourd'hui : nouveaux défis et paradoxes	DULONG Delphine & GUIONNET Christine
ST 27	Politiques des territoires délaissés	EPSTEIN Renaud & ROUSSEAU Max
ST 28	Sociologie politique des cabinets de conseil dans l'action publique	GALLARDO Lucille & GERVAIS Julie
ST 29	La digitalisation des pratiques militantes. à quel(s) prix ? Coûts et rétributions des engagements en contexte numérique	GIDON Maximilien & GREFFET Fabienne
ST 30	L'innovation contestataire à l'épreuve de la comparaison	GODEFROY Elisabeth & GONTHIER Frédéric
ST 31	La fabrique politique et gouvernementale des futurs	GODMER Laurent & JEANPIERRE Laurent
ST 32	Les changements des politiques de santé suite à la crise COVID 19 : une mise en perspective comparative et multi-niveaux	HASSENTEUFEL Patrick & SAURUGGER Sabine
ST 33	Pratiques de l'enquête	JAKSIC Milena & FISCHER Nicolas
ST 34	Une démocratie sur le fil. Les ressources humaines du processus électoral	LE GALL Laurent & VIGNON Sébastien
ST 35	Alliances et coalitions des mouvements LGBTI+ : mécanismes de convergence et communautés de lutte	LE PERRON Corto & MORIN-DELAURIÈRE Camille
ST 36	Socio-histoire de la mondialisation économique libérale	LECLER Romain & MORIVAL Johann
ST 37	La monographie dans l'étude des espaces politiques locaux : actualité et renouvellement	LEFEBVRE Rémi & SAINTY Jessica
ST 38	Crises et échelles d'action publique Outre-mer	LEHUGER Clémentine & VERLIN Jan
ST 39	Faire de la crise une opportunité : quand la difficulté devient ressource pour les organisations internationales	LELOUP Mathilde & VERGONJEANNE Anaëlle
ST 40	Transnationalisme et diplomatie d'influence : Attractivité et instrumentalisation des acteurs privés à l'étranger	LEQUESNE Christian & PUNDZUITE-GALLOIS Emilija
ST 41	Les « Chambres » consulaires et leurs réseaux : quelle contribution à l'action publique ?	LOUEY Sophie & PILLON Jean-Marie
ST 42	Explorer la socialisation politique en situation autoritaire	MACHIKOU NGAMÉNI Nadine & POMMEROLLE Marie-Emmanuelle
ST 43	Repenser les dynamiques instables de politiques publiques en régime de conflictualité et d'incertitude	MAHIEU Céline & ZITTOUN Philippe
ST 44	Une reconfiguration des politiques culturelles par de « nouveaux » enjeux en Europe et dans les Amériques ?	MARX Lisa & PAQUETTE Jonathan
ST 45	Politique(s) de l'interdiction. Étudier les configurations de prohibition et de sortie de la prohibition	OBRADOVIC Ivana & TAICLET Anne-France
ST 46	Politisations locales des enjeux agricoles	PAHUN Jeanne & SÉNÉGAS Léa
ST 47	Corps et politisation	QUÉRÉ Lucile & RUAULT Lucile
ST 48	Répercussions des mobilisations conservatrices sur les politiques publiques : comparaison, transnationalisation, méthodes	SIMONNEAU Damien & TOMAZINI Carla
ST 49	Splendeurs et misères du système de santé français : un modèle paradoxal ?	En partenariat avec l' <i>American Political Science Association</i> (APSA)
ST 50	Etat des lieux de la science politique au Maroc	En partenariat avec l'Association Marocaine de Science Politique (AMSP)

## ST 1

### Conditions de travail et exercice des mandats politiques ou syndicaux *Working conditions and political or trade union mandates*

#### Responsables scientifiques :

Catherine Achin (Université Paris Dauphine-PSL, IRISSO) [catherine.achin@dauphine.psl.eu](mailto:catherine.achin@dauphine.psl.eu)

Didier Demazière (CNRS-Sciences Po, CSO) [didier.demaziere@sciencespo.fr](mailto:didier.demaziere@sciencespo.fr)

Cette session thématique entend contribuer à l'étude du métier d'élu.e (politique ou syndical) en investissant un angle mort des sociologies politique et du travail : celui des conditions de travail des élu.es. L'intuition initiale est que celles-ci s'inscrivent dans un cadre normatif spécifique fait de dévouement et de sens du sacrifice alors que la prégnance de ce modèle de référence s'affaiblit parmi les élu.es. L'objectif central est d'étudier les conditions de travail – soit l'organisation de l'activité, le temps qui y est consacré, les contraintes et les gratifications en résultant, mais aussi les façons d'articuler exercice des mandats, vie hors travail et emploi éventuel – auxquelles les élu.es sont confrontés.es.

Il s'agit d'interroger de manière centrale les pratiques et les expériences que les élu.es font de leurs mandats et des activités qui en découlent. L'ambition est aussi de porter une attention forte aux variations affectant le travail et les conditions de sa réalisation, mais aussi les élu.es en tant que tel.les. Cela invite à prendre en compte, et à comparer, une diversité de mandats, politiques et syndicaux, nationaux et locaux, et à considérer l'hétérogénéité des élu.es selon leurs parcours d'engagements, leurs expériences des mandats, leurs situations familiales et professionnelles, etc. Cela invite aussi à la comparaison historique et transnationale.

Enfin, ce centrage sur les expériences des mandats et les conditions de travail ne doit pas occulter les cadrages, tant juridiques (comme la limitation des cumuls) que normatifs (la norme sacrificielle) ou valoriels (la perte de considération des élu.es), qui contribuent à configurer et modifier ces conditions de travail.

Différentes entrées pourront être envisagées, et nous accorderons une attention particulière à la variété des angles d'approche privilégiés, des cas empiriques traités et des méthodologies mobilisées :

- Comment caractériser les conditions de travail des élu.es et leurs expériences de leurs mandats ? La littérature a mis l'accent sur les charges temporelles, qui sont aussi une composante des rhétoriques professionnelles. Dans la continuité, l'exercice des mandats semble caractérisé par d'importants niveaux de contraintes, pas seulement temporelles, générant une pression pouvant se traduire en charge mentale. Comment peut-on explorer cette pénibilité de la fonction, qui reste encore largement une boîte noire ?
- De manière complémentaire, quels sont les rapports, potentiellement pluriels et différenciés, des élu.es à leurs conditions de travail ? Comment ils ou elles perçoivent les différentes activités qui les engagent et comment ils ou elles composent des valorisations différentielles : tâches nobles, pénibles, supportables ou pas, etc. ? Dans quelle mesure les significations attribuées à ces conditions de travail sont-elles le signe d'évolutions dans les rapports aux mandats – qui sont en grande partie genrés – aux engagements et aux carrières électives ?
- Quelles sont les interactions entre exercice des mandats et frontières entre sphères d'engagement, privée et professionnelle ? Comment ces frontières sont-elles brouillées, et avec quelles conséquences sur les territoires respectifs qu'elles délimitent ? Comment les élu.es contribuent à organiser et réguler ces frontières ? Comment sont-elles agencées, déplacées ou encore préservées, et quelle part y prennent tant les élu.es que leurs entourages, familiaux ou professionnels ?
- Dans quelles circonstances et conditions des élu.es peuvent être, à divers degrés, empêché.es d'exercer pleinement leur mandat en raison de problèmes de santé pouvant résulter ou non de leurs conditions de travail ? Comment la santé, et ses dégradations, pèsent-elles sur le métier politique ou syndical, que ce soit en termes de pratiques préventives visant l'entretien de la santé ou de pratiques adaptatives face à une détérioration de celle-ci, ou encore d'ajustements des carrières ?

*This thematic session aims to contribute to the study of the profession of elected representative (political or trade union) by exploring a blind spot in the sociology of politics and work: the working conditions of elected representatives. The initial intuition is that these working conditions are part of a specific normative framework based on dedication and a sense of sacrifice, while the influence of this model is weakening among elected representatives. The core objective is to study the working conditions - i.e. the organisation of the activities, the time devoted to them, the corresponding constraints and rewards, but also the links and tensions between the exercise of mandates, private and familial life and potential jobs.*

*The aim is to focus on how elected representatives experience their mandates and how they deal with them. The ambition is also to pay close attention to the variations affecting their work and their working conditions. The objective is to take into account, and compare, a diversity of mandates, political and trade union, national and local, and to consider the heterogeneity of elected representatives according to their commitment, their experience of mandates, their family and working situations, etc. This also encourages historical and transnational comparisons. Finally, this focus on the experience of elected office and working conditions should not obscure the legal (such as limiting on the accumulation of offices), normative (the sacrificial norm) or symbolic (the loss of consideration for elected representatives) frameworks that contribute to shape and modify these working conditions.*

*Various approaches will be considered, and particular attention will be paid to the variety of approaches adopted, the empirical cases dealt with and the methodologies used:*

- How can we characterise the working conditions of elected representatives and their experiences of their mandates? The literature has focused on time pressure, which is also a component of professional rhetoric. Similarly, the exercise of elected office seems to be characterised by high levels of constraint, generating for example pressure that can lead to mental workload. How can we explore the arduous nature of the job, which is still largely a black box?*
- As a complement, what are the potentially plural and differentiated relationships of elected representatives to their working conditions? How do they perceive the different activities they are involved in, and how do they conceive these as noble, arduous, bearable and unbearable tasks, etc.? To what extent do the meanings attributed to these working conditions reflect changes in the relations - which are largely gendered – to mandates, commitments and careers?*
- What are the tensions between the exercise of mandates and other spheres of commitment, private and professional? How are these boundaries blurred, and with what consequences for the respective territories they delimit? How do elected representatives contribute to organise and regulate these boundaries? How are they arranged, shifted or preserved, and what part do elected representatives and their family and professional circles play in this process?*
- In what circumstances and under what conditions can elected representatives be prevented, to varying degrees, from fully exercising their mandate because of health problems that may or may not be the result of their working conditions? How does health, and its deterioration, affect the political or trade union occupations, whether in terms of preventive practices aimed at maintaining health, or adaptive practices responding to health deterioration, or in terms of career adjustments?*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

## ST 2

### **Campus Politics ? Politisations et contestations étudiantes saisies par les transformations de l'enseignement supérieur** **Campus Politics ? *Student protests and the transformations of higher education***

#### Responsables scientifiques :

Annabelle Allouch (UPJV / CURAPP-ESS) [annabelle.allouch@u-picardie.fr](mailto:annabelle.allouch@u-picardie.fr)

Vincent Tiberj (Sciences Po Bordeaux / Centre Emile Durkheim)

[v.tiberj@sciencespobordeaux.fr](mailto:v.tiberj@sciencespobordeaux.fr)

Durant les cinquante dernières années, les systèmes d'enseignement supérieur ont connu une véritable lame de fond qui a contribué à modifier largement leurs publics et leurs modes de gouvernance (Mignot-Gérard et al., 2019). La sociologie des organisations souligne d'ailleurs que cette tendance s'est accélérée ces vingt dernières années-notamment sous l'influence de l'Union européenne- au point de transformer les universités « en une organisation comme les autres » (Musselin, 2006). Mais dans quelle mesure les politiques universitaires affectent-elles également le rapport au politique des étudiants et des étudiantes ?

A partir de recherches empiriques qui articulent sociologie de la participation politique et de l'action publique, la section thématique vise à éclairer les effets des changements des politiques universitaires des dernières décennies sur leurs usagers (massification, internationalisation, économie de la connaissance, instauration du *New Public Management*, etc.), en les saisissant à partir des modes et les trajectoires de politisation et de contestation des étudiants.

On se propose ainsi de comprendre ces processus de politisation comme autant de *policy feedbacks on mass publics* (Pierson, 1993) qui, en fournissant des ressources, des messages ainsi que des normes aux usagers (Dupuy, van Ingelgom, 2019 ; Spire, 2016 ; Mesnel, 2021 ; Revillard, 2018) transforment le rapport au politique des étudiants, leurs préférences politiques, leurs modes d'engagement et de contestation, y compris lorsque ces réformes n'induisaient pas un effet direct sur eux et leur travail scolaire. Pour ce faire, on se concentrera sur l'échelle des institutions et de leur campus, dans différentes configurations nationales.

Depuis les années 2010, une littérature centrée autour de la notion de « *campus politics* » émerge en effet dans l'espace nord-américain. Mobilisée par des journalistes tout comme par certains sociologues (Binder et Woods, 2022), le terme désigne ce qui est vécu comme une forme de conflictualisation des rapports sociaux sur les campus (qui aurait pour conséquence la disparition de la liberté d'expression ou des libertés académiques), tout autant que les processus de politisation des enjeux universitaires, autour des questions comme le genre et les inégalités genrées ou encore la diversité et la lutte contre les discriminations.

La notion qui présente de nombreuses limites<sup>1</sup>, permet néanmoins de rendre visible les effets des formes de socialisation spécifique à l'expérience étudiante prise dans toutes ses dimensions sur la politisation des jeunes de 18 à 25 ans scolarisés dans une filière de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle permet également de réévaluer l'importance dans les processus de socialisation politique de la spatialité et de la temporalité des relations sociales sur les campus universitaires, en y intégrant également les routines organisationnelles des institutions et de leurs personnels. En se centrant sur la dimension spatiale du travail de socialisation des institutions, on réintègre ainsi les effets d' « un lieu physique qui fonctionne comme espace de mise en visibilité des rapports sociaux de classe et de sexe » (El Chazli, 2020, p. 86) mais également un niveau intermédiaire de l'analyse de l'action publique universitaire incarné par les personnels administratifs et enseignants, entre Etats et usagers.

A partir de cette notion, la section thématique se propose donc de réarticuler l'analyse des modes de politisation étudiantes et les effets des changements induits par les politiques universitaires (Mignot-Gérard et al., 2019, op.cit. ; Ravinet, 2011 ; Musselin, 2002 ; 2006, op.cit.). Dans quelle mesure les réformes liées à la marchandisation, et plus généralement l'accélération des réformes liées l'instauration d'une rationalité gestionnaire dans de

---

<sup>1</sup> La sociologie qui s'intéresse au « *campus politics* » présente un biais parfois culturaliste (ou quasi-culturaliste) dans la lignée des *cultural studies* anglo-américaines, qui considèrent parfois qu'il existerait une culture de campus propre à cet espace et qui, bien que reproduisant les modes de vie et le rapport au scolaire des classes moyennes et supérieures, s'en émanciperait partiellement.

nombreux systèmes européens, notamment liées à la multiplication des agences de moyens (Crespy, Leresche, 2022) affectent-elles la construction du rapport au politique des étudiants? De la même manière, l'institutionnalisation à la lutte contre les discriminations ou encore le rôle des classements internationaux dans le supérieur depuis ces vingt dernières années (Espeland, Saunders, 2016) ont-elles affecté l'intériorisation de dispositions et de connaissances politiques spécifiques ?

La section thématique s'inscrit plus largement dans la veine de travaux, qui, en sociologie politique, replacent les socialisations universitaires au cœur du travail de politisation des étudiants, en postulant que les institutions ont-ou-delà des socialisations familiales et scolaires antérieures-un effet propre (Desrumeaux, Mainsaint, 2022) et que la massification scolaire puis universitaire a eu un effet important-mais nuancé selon les positions et les trajectoires sociales- dans le rapport à la citoyenneté et à la participation des 18-25 ans par rapport aux générations précédentes (Tiberj, Lardeux, 2021). Dans la lignée de recherches qui portent sur des configurations plus anciennes (MacAdam, 1988 ; Favre, Offerlé, 2002 ; Muxel et al., 2004 ; Lahire, 1995), les travaux de S. Michon soulignent en particulier le poids de la discipline et du contexte des études (petite ou grande promotion, contexte des études plus ou moins élitiste, etc.) dans la politisation des groupes étudiants (Michon, 2006). En prenant en compte non seulement les conditions sociales de cette politisation mais également leurs conditions institutionnelles, comment les modes de politisation des étudiants se sont-elles vues modifiées par la transformation du paysage de l'enseignement supérieur ?

Cette articulation entre milieux universitaires et socialisation politique a également connu un développement particulièrement fécond dans plusieurs études récentes de sociologie politique qui s'attèlent à analyser les formes du militantisme dans des Etats autoritaires, notamment en contexte révolutionnaire (Baamara, 2016 sur l'Algérie ; El Chazli, 2020 sur l'Egypte). Influencée par la sociologie processuelle des mouvements sociaux et une sociologie des socialisations politiques attentive au poids des événements dans les trajectoires militantes (Filleule, 2001 ; Pagis, 2014), ces études soulignent notamment le rôle des modes de vie des étudiants (en cité universitaire, c'est à dire dans un espace relativement affranchi du contrôle parental) dans les mobilisations politiques (Gourisse, 2011 sur la Turquie). Cette lecture nous paraît d'autant plus féconde qu'elle invite à penser les effets comparés des politiques universitaires (par exemple concernant le logement) à partir de cas a priori décentrés des espaces les plus légitimes de l'enseignement supérieur, en général associé aux Nord et aux pays occidentaux.

Pour articuler ces approches, trois axes seront privilégiés au sein de la section thématique :

- Le premier axe portera sur la compréhension des modes et des trajectoires de politisation des étudiants dans le contexte des évolutions récentes de l'enseignement supérieur, que les communications seront invitées à enrichir à partir d'enquêtes empiriques. Ainsi, des réformes comme celle de la sélection à l'université française (loi ORE de 2018 instaurant la plateforme Parcoursup) ont-elles pu affecter non seulement la composition sociale des filières et des établissements, mais aussi la connaissance du politique par les étudiants (compris comme un univers spécialisé) ou encore leur capacité à se positionner sur l'échiquier politique ? Si oui, quels sont les espaces, les situations ou les groupes institués qui, dans les trajectoires des individus, affectent dans cette nouvelle configuration leur rapport au politique ? Plus largement, comment les politiques universitaires définissent-elles le rôle des étudiants sur le campus en affectant leurs représentations de leur rôle social et politique ?
- Le deuxième axe de la section thématique sera centré sur les transformations du militantisme étudiant sous les effets des politiques universitaires, notamment lorsque ces dernières visent à modifier les publics ou les *curricula*, voire les formes de l'engagement étudiant lui-même (par exemple en le rétribuant sous forme d'UE ou encore en interdisant les blocages). Ainsi, les communications sont invitées à s'intéresser aux transformations des répertoires d'action collective et des espaces de contestation institués au sein d'établissements comme les syndicats étudiants (Argibay, 2014 ; Espagno-Abadie, 2002 ; Morder, 2006. Le Mazier, 2018). Par exemple, si la hausse des frais d'inscription en 2010 en Grande-Bretagne a suscité une mobilisation étudiante sans précédent depuis les années 1960, dans quelle mesure a-t-elle affecté sur la longue durée les pratiques des syndicats sur les campus ? De la même manière, comment la mise en place de dispositifs de lutte contre les violences sexistes et sexuelles a-t-elle polarisé (ou non) le travail des syndicats étudiants au regard d'autres causes (autour de la sélection, par exemple) ?
- Un troisième axe de la section thématique portera enfin sur les professions de l'enseignement supérieur prises dans une diversité de rôles et de statuts (personnel administratif et enseignant ; secrétaire pédagogique, directions d'UFR et de services centraux, etc.), et la manière dont elles participent au processus de politisation des étudiants ou, au contraire, la manière dont elles tentent de mettre en œuvre

des formes de régulation voire de contrôle à leur égard. Cet angle, peu traité dans la littérature récente alors qu'elle se situait souvent au cœur de l'analyse des mouvements étudiants des années 1960 (Ladd, Lippset, 1975), permet notamment de restituer le rôle des enseignants-chercheurs dans la politisation des étudiants en ne les limitant pas à un rôle de transmission des savoirs. En parallèle, les participant.e.s seront invité.e.s à s'intéresser aux personnels non enseignants dans ces processus, souvent largement oubliés dans la littérature sur l'enseignement supérieur, alors qu'ils assurent un rôle d'accueil et parfois d'encadrement des étudiants (Avril, 2018 ; Allouch, 2019). A la faveur d'un intérêt plus soutenu pour ces *street level bureaucrats* et ces cadres intermédiaires qui assurent la mise en œuvre des réformes du supérieur ou bien la distribution de ressources sur les campus, on souhaite donc mieux comprendre l'articulation entre processus de managérialisation de l'Université, modes de gestion des publics et de leurs besoins, et leur socialisation politique.

Plus largement, on s'interrogera dans cet axe sur les manières dont les politiques universitaires affectent la politisation des étudiants, selon les types d'acteurs qui portent ou accompagnent la mise en œuvre de ces politiques. Des réformes qui font l'objet de résistances de la part des universitaires affectent-elles de la même façon les étudiants que celles qui bénéficient d'une adhésion plus grande de la part des enseignants-chercheurs ? Et comment comprendre et évaluer les effets des mobilisations enseignantes à l'occasion de réformes comme la Loi de Programmation pour la Recherche (LPR) en France sur les socialisations politiques étudiantes ?

D'un point de vue méthodologique, les communications pourront mobiliser des méthodes variées, de la socio-histoire en passant par l'analyse lexicographique et aux études quantitatives, à l'image de la diversité du champ des analyses sur la politisation et la contestation des étudiants. Un intérêt particulier sera porté aux terrains non-occidentaux ou mettant en œuvre un travail de comparaison internationale.

*Over the past fifty years, higher education systems have undergone a groundswell that has contributed to major changes in their audiences and modes of governance (Mignot-Gérard et al., 2019). Organisational sociology also emphasises that this trend has accelerated over the last twenty years - particularly under the influence of the European Union - to the point of transforming universities "into an organisation like any other" (Musselin, 2006). But to what extent do university policies also affect students' relationship with politics?*

*Based on empirical research that combines the sociology of political participation and public action, this thematic section aims to shed light on the effects of changes in university policies in recent decades on their users (massification, internationalisation, the knowledge economy, the introduction of New Public Management, etc.), by looking at the ways in which students have become politicised and protested.*

*We propose to understand these politicisation processes as policy feedbacks on mass publics (Pierson, 1993) which, by providing users with resources, messages and norms (Dupuy, van Ingelgom, 2019; Spire, 2016; Mesnel, 2021; Revillard, 2018), transform students' relationship with politics, their political preferences and their modes of engagement and contestation, even when these reforms do not have a direct effect on them and their academic work. To do this, we will focus on the scale of institutions and their campuses, in different national configurations. Since the 2010s, a body of literature centred around the notion of 'campus politics' has been emerging in North America. Used by journalists and sociologists alike (Binder and Woods, 2022), the term refers to what is experienced as a form of conflictualisation of social relations on campuses (which would result in the disappearance of freedom of expression or academic freedom), as well as to processes of politicisation of university issues, around questions such as gender and gender inequalities or diversity and the fight against discrimination.*

*The concept, which has many limitations, nevertheless makes it possible to highlight the effects of the forms of socialisation specific to the student experience, taken in all its dimensions, on the politicisation of young people aged 18 to 25 enrolled in a higher education or research course. It also makes it possible to reassess the importance of the spatiality and temporality of social relations on university campuses in the processes of political socialisation, by also incorporating the organisational routines of institutions and their staff. By focusing on the spatial dimension of the work of socialising institutions, we are thus reintegrating the effects of 'a physical place that functions as a space for making class and gender relations visible' (El Chazli, 2020, p. 86), as well as an intermediate level of analysis of university public action embodied by administrative and teaching staff, between states and users.*

*On the basis of this notion, the thematic section therefore proposes to re-articulate the analysis of modes of student politicisation and the effects of changes brought about by university policies (Mignot-Gérard et al., 2019, op.cit.; Ravinet, 2011; Musselin, 2002; 2006, op.cit.). To what extent do the reforms linked to marketisation, and more*

generally the acceleration of reforms linked to the introduction of managerial rationality in many European systems, in particular linked to the multiplication of funding agencies (Crespy, Leresche, 2022), affect the construction of students' relationship with politics? Similarly, has the institutionalisation of the fight against discrimination or the role of international rankings in higher education over the last twenty years (Espeland, Saunders, 2016) affected the internalisation of specific political dispositions and knowledge?

The thematic section is more broadly in the vein of work in political sociology that places university socialisation at the heart of the politicisation of students, postulating that institutions have - over and above previous family and school socialisation - their own effect (Desrumeaux, Mainsaint, 2022) and that the massification of schools and then universities has had a significant effect - albeit one that varies according to position and social trajectory - on the relationship between citizenship and participation of 18-25 year olds compared to previous generations (Tiberj, Lardeux, 2021). Following on from research into older configurations (MacAdam, 1988; Favre, Offerlé, 2002; Muxel et al., 2004; Lahire, 1995), The work of S. Michon highlights in particular the importance of the discipline and the context of studies (small or large classes, more or less elitist context of studies, etc.) in the politicisation of student groups (Michon, 2006). Taking into account not only the social conditions of this politicisation but also their institutional conditions, how have students' modes of politicisation been modified by the transformation of the higher education landscape?

This link between academia and political socialisation has also been particularly fruitfully developed in a number of recent studies in political sociology, which set out to analyse the forms of activism in authoritarian states, particularly in a revolutionary context (Baamara, 2016 on Algeria; El Chazli, 2020 on Egypt). Influenced by the processual sociology of social movements and a sociology of political socialisation that pays attention to the weight of events in militant trajectories (Filleule, 2001; Pagis, 2014), these studies emphasise the role of students' lifestyles (in university halls of residence, i.e. in a space that is relatively free from parental control) in political mobilisation (Gourisse, 2011 on Turkey).

To articulate these approaches, the thematic section will focus on three areas:

- The first axis will focus on understanding the modes and trajectories of student politicisation in the context of recent developments in higher education, which papers will be invited to enrich on the basis of empirical investigations focusing primarily on the level of institutional configurations. For example, have reforms such as the selection process at French universities (the 2018 ORE law introducing the Parcoursup platform) been able to affect not only the social composition of courses and institutions, but also students' knowledge of politics (understood as a specialised universe) or even their ability to position themselves on the political chessboard? If so, what are the spaces, situations or instituted groups that, in the trajectories of individuals, affect their relationship with politics in this new configuration? More broadly, how do university policies define the role of students on campus by affecting their representations of their social and political role?

- The second axis of the thematic section will focus on the transformations of student activism under the effects of university policies, in particular when the latter aim to modify the public or the curricula, or even the forms of student engagement itself (for example by rewarding it in the form of UEs or by prohibiting blockades). Papers are therefore invited to look at transformations in the repertoires of collective action and spaces of protest established within institutions, such as students' unions (Argibay, 2014; Morder, 2006). For example, if the increase in tuition fees in 2010 in Great Britain led to a student mobilisation unprecedented since the 1960s, to what extent has it affected the practices of unions on campuses over the long term? Similarly, how has the introduction of measures to combat sexist and sexual violence polarised (or not) the work of students' unions in relation to other causes (around selection, for example)?

-The third theme of the thematic section will focus on the various roles and statuses of the higher education professions (administrative and teaching staff, educational secretaries, heads of UFRs and central services, etc.), and the way in which they participate in the process of politicising students or, on the contrary, attempt to implement forms of regulation or even control over them. This angle, which has received little attention in recent literature although it was often at the heart of the analysis of the student movements of the 1960s (Ladd, Lipsset, 1975), makes it possible to restore the role of lecturers in the politicisation of students by not limiting them to a role of transmitting knowledge. At the same time, participants will be invited to take an interest in the non-teaching staff involved in these processes, who are often largely overlooked in the literature on higher education, even though they play a role in welcoming and sometimes supervising students (Avril, 2018; Allouch, 2019). With the growing interest in these street level bureaucrats and middle managers who implement higher education reforms or distribute resources on campus, we hope to gain a better understanding of the link between the processes of

*managerialization of the university, the ways in which the public and their needs are managed, and their political socialization.*

*More broadly, this section will look at the ways in which university policies affect the politicisation of students, depending on the types of actors who implement or accompany the implementation of these policies. Do reforms that are resisted by academics affect students in the same way as those that are more widely supported by lecturers? And how can we understand and assess the effects of teacher mobilisation in the context of reforms such as France's Loi de Programmation pour la Recherche (LPR) on student political socialisation?*

*From a methodological point of view, papers will be able to draw on a variety of methods, from socio-history to lexicographical analysis and quantitative studies, reflecting the diversity of the field of analysis of student politicisation and protest. Particular interest will be shown in non-Western fields or those involving international comparisons.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Allouch A., 2019, « Être dominée et fabriquer des élites. Une secrétaire des Grandes écoles au travail », *Savoir/Agir*, vol. 48, no. 2, 2019, pp. 91-98.
- Argibay C., 2014, « Des militants en costume cravate. Regards socio-historiques sur l'engagement des dirigeants étudiants de la MNED (1973-1986) », *Le Mouvement social*, 2014/3, n°248.
- Avril C., 2018, « Secrétaires, des domestiques comme les autres ? », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 131-1 | -1, 153-168.
- Baamara L., « L'écart difficile aux routines contestataires dans les mobilisations algériennes de 2011 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 211-212, no. 1-2, 2016, pp. 109-125.
- Binder A.J. et Wood K., 2022, *Becoming Right. How Campuses Made Young People Conservative*, Princeton : Princeton University Press.
- Desrumeaux C., Mainsaint G., 2022, *Apprendre la politique. Enquête sur les étudiant.e.s en droit et science politique en France*, Lille : Presses du Septentrion.
- Dubois A., 2020, « Une politisation contre la politique ? Les luttes électorales à l'Université de Berlin (1880\_1900) », *Revue Histoire Moderne et contemporaine*, 2020/3, n° 67, pp.115-139.
- Crespy C., Leresche J.P, 2022, "Quand la comparaison permet de revisiter la question des modèles académiques nationaux », *Revue internationale de politique comparée*, 2022/1 (Vol. 29), p.7-21.
- Dupuy C., et Van Ingelgom V., 2019, « Policy feedback », Laurie Bousquet éd., *Dictionnaire des politiques publiques. 5<sup>e</sup> édition entièrement revue et corrigée*. Presses de Sciences Po, pp. 453-461.
- El Chazli Y., 2020, *Devenir révolutionnaire à Alexandrie*, Paris : Dalloz (nouvelle bibliothèque des thèses).
- Espagno-Abadie D., 2022, « la fabrique d'un nouveau visage de l'usager: l'usager contestataire » in O. Bachelard, D. Espagno-Abadie, A. Gillet, *L'usager, acteur du service public?*, Presses universitaires Blaise Pascal? IADT, p. 141\_152.
- Espeland W., Saunders M., 2016, *Engines of Anxiety. Academic Rankings, Reputation and Accountability*, New York : Russell Sage Foundation.
- Favre P., Offerlé M., 2002, « Connaissances politiques, compétences politique ? Enquête sur les performances cognitives des étudiants français », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2, p.201-232.
- Filleule O., 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p.209.
- Gaxie D., 2002, « Appréhensions du politique et mobilisation des expériences sociales », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), p.145-177.
- Gourisse B., 2011, « Enquête sur les relations entre politisation et études supérieures : le cas turc (1971-1980) », *Critique internationale*, 2011, vol.50, n°1, p ;39-53.
- Ladd E. C. et Lipset S. M., 1975, *The Divided Academy : Professors and Politics*, New York : McGraw-Hill Books.
- Lahire B., 1996, *Les manières d'étudier. Enquête 1994*, Paris : La Documentation française.
- Le Bart C., Merle P., 1997, *La citoyenneté étudiante, intégration, participation, mobilisation*, Paris : PUF.
- Le Mazier, Julie. « Les formations à la prise de parole en public. Un indicateur du façonnage organisationnel dans deux syndicats étudiants », *Agora débats/jeunesses*, vol. 77, no. 3, 2017, pp. 41-55.
- MacAdam D., 1988, *Freedom Summer*, Oxford : OUP.
- Mesnel B., 2021, « État des lieux. Les démarches administratives à l'interface des gouvernants et des gouvernés », *Gouvernement et action publique*, vol. 0110, no. 2, 2021, pp. 113-128.
- Michon S., 2006, "Études et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique » ; thèse de doctorat de sociologie, Université Marc Bloch, Strasbourg, 2006.
- Mignot-Girard S., Normand R., Ravinet P., 2019, "Les (re)configurations de l'université française », *Revue française d'administration publique*, 2019/1 (n°169), p. 5-20.

- Morder R., 2006, *Naissance d'un syndicalisme étudiant, 1946 : la Charte de Grenoble*, Paris : Syllepse.
- Musselin C., 2001, *La Longue marche des universités françaises*, Paris : PUF.
- Musselin C., 2006, « Are universities specific organizations? », in Georg Krücken, Anna Kosmützky, Marc Torca (eds.), *Towards a multiversity? Universities between global trends and national traditions*, Bielefeld, Transcript Verlag, p. 63-84.
- Muxel A. ? Catzaras, N., Chiche, J., Maurer, S., Tiberj, V., 2004, *Les étudiants de Sciences Po. Leurs idées, leurs valeurs, leurs cultures politiques*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Pagis J., 2014, *Mai 68 : Un pavé dans leur histoire*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Pierson P., 1993, « When Effect Becomes Cause : Policy Feedback and Political Change », *World Politics*, 45 (4), 1993, p. 595-628.&
- Ravinet P., 2011, « La coordination européenne « à la bolognaise ». Réflexions sur l'instrumentation de l'espace européen d'enseignement supérieur »
- Revillard A., « Saisir les conséquences d'une politique à partir de ses ressortissants. La réception de l'action publique », *Revue française de science politique*, vol. 68, no. 3, 2018, pp. 469-491.
- Tiberj V., Lardeux L. (Dir.), 2021, « Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie », Paris, La Documentation française, 2021, collection de l'INJEP.

### ST 3

## Gouverner (par) les publics. La mise à contribution des administré-es dans la production de l'action publique *Governing (through) the governed. Involving recipients in the production of public policy*

### Responsables scientifiques :

Agnès Aubry (Haute école et École supérieure de travail social – HES-SO Valais-Wallis)

[agnes.aubry@hes-so.ch](mailto:agnes.aubry@hes-so.ch)

Maureen Clappe (Sciences Po Grenoble, Université Grenoble Alpes – PACTE)

[maureen.clappe@umrpacte.fr](mailto:maureen.clappe@umrpacte.fr)

Cette section thématique s'intéresse à la mise en œuvre de l'action publique *par* ses publics et interroge les enjeux que recouvre cette modalité néolibérale de gouvernement des conduites des administré-es. Dans le sillage des travaux qui portent une attention renouvelée aux publics de l'action publique (Gourgues et Mazeaud, 2018), à ses relais (Frau et Taiclet, 2021), et au modelage des comportements de ses ressortissant-es (Borraz et Guiraudon, 2010), nous envisageons la production de l'action publique par ses publics comme un instrument de gouvernement. Cet angle de recherche permet de dépasser la dichotomie gouverné-es/gouvernant-es qui caractérise la littérature sur les *street level bureaucrats* et l'analyse des relations de guichet, en concevant certain-es administré-es comme des agent-es (dominé-es) de l'État.

L'objectif de cette section thématique est de dresser un nouvel état des lieux du rôle des publics dans la mise en œuvre des politiques publiques et de renouveler l'analyse des publics dans la conduite de l'action publique. La mise à contribution des publics s'insère dans un contexte de sophistication du gouvernement des conduites individuelles (Dubuisson-Quellier 2016), marqué par l'avènement de politiques visant à gouverner les publics « pour qu'ils se gouvernent eux-mêmes » (Chelle, 2012 :147). En produisant une partie de l'action publique qui leur est déléguée, des administré-es se font les « intermédiaires » (Hassenteufel 2008 ; Nay et Smith, 2002), les « courtiers » (De Sardan, Bierschenk, Chauveau, 2013) ou les « passeurs » (Jobard et al., 2020) de différentes politiques publiques. Ils et elles sont dès lors amené-es à intégrer et diffuser des pratiques, normes et valeurs produites par les pouvoirs publics. Ainsi, des personnes migrantes et précarisées sont conduites à porter assistance à leurs homologues en échange de l'aide reçue (Drif, 2018 ; Aubry, 2019) ou à effectuer un travail d'interprétariat pour d'autres demandeur-ses d'asile (Pian 2017 ; Clappe, 2019). La mobilisation des destinataires des politiques sociales ou migratoires s'appuie sur la réception et la diffusion d'une « pédagogie de la citoyenneté active et éthique » (Di Cecco, 2021 : 36 ; Muehlebach, 2012) qui favorise l'autodiscipline des publics. Ces logiques se retrouvent dans d'autres domaines liés au « gouvernement des corps » (Fassin et Memmi, 2004), des personnes incarcérées étant par exemple conduites à participer aux soins de leurs codétenus (Bessin et Lechien, 2004).

Nous attendons des travaux qui interrogent les modalités actuelles du gouvernement par les publics, selon deux axes principaux.

#### Axe 1) Des gouverné-es gouvernant-es

Ce premier axe entend rassembler des contributions qui interrogent la mise en œuvre quotidienne de l'action publique (Dubois, 2010) et le rôle actif qu'y jouent les publics (Warin, 1999 ; Gourgues et Mazeaud, 2018). Alors qu'actuellement, l'État « "fait faire" plutôt qu'il ne fait » (Frau et Taiclet, 2021 :11), il s'agit ici de questionner les formes prises concrètement par la délégation de certains pans de l'action publique à ses publics. Comment sont-ils mis à contribution et transformés en agents de l'État ? Quelles tâches leur sont assignées et comment contribuent-ils à produire l'action publique au quotidien ? Comment les publics travaillent-ils aux côtés d'autres agent-es de l'État censé-es les encadrer ?

#### Axe 2) Adhésions, négociations et résistances à la mise en œuvre de l'action publique par les publics

Un deuxième axe se penchera sur les rapports ordinaires des individus à l'action publique (Barrault-Stella 2013 ; Spire 2016), en questionnant les réappropriations des contenus des politiques publiques. En particulier, l'on peut interroger le rapport qu'entretiennent les « gouverné-es gouvernant-es » à l'action publique, à leur gouvernement et à celui des autres. Quelles sont les marges de manœuvre des personnes poussées à mettre en œuvre une partie

de l'action publique les concernant ? Il s'agit d'interroger les formes d'acceptation ou les stratégies d'évitement des normes et pratiques prescrites par les politiques publiques. L'on se demandera ainsi comment les publics adhèrent, négocient ou s'opposent à l'action publique qui les ciblent et qu'ils sont censés mettre en œuvre.

*This panel proposes to reflect on the implementation of public policy by its target population, and to examine the issues related to this neoliberal way of governing the conducts. Following recent research that pays renewed attention to the role played by public policy recipients (Gourgues and Mazeaud, 2018), to the shaping of their behaviours (Borraz and Guiraudon, 2010), and to relays of political regulation (Frau and Taiclet, 2021), we consider the production of public policy by its recipients as an instrument of government. This perspective enables us to go beyond the governed/governor dichotomy that characterizes the literature on street-level bureaucrats and the analysis of administrative relations, by conceiving some recipients as (dominated) agents of the state.*

*The aim of this panel is to draw up a new inventory of the role of recipients in the implementation of public policies, and to renew the analysis of the public in the conduct of public action. The involvement of the target population in the making of public policy echoes the sophistication of the government of individual conducts (Dubuisson-Quellier 2016) and is marked by policies aimed at pushing precarious people to govern themselves (Chelle, 2012:147). By producing part of public policies, recipients become "intermediaries" (Hassenteufel 2008; Nay and Smith, 2002), "brokers" (De Sardan, Bierschenk, Chauveau, 2013) or "smugglers" (Jobard et al., 2020) of different public policies. They are led to integrate and disseminate practices, norms and values produced by governments. For instance, precarious migrants provide supply services to their counterparts in exchange for the assistance they received (Drif, 2018; Aubry, 2019), or perform interpreting work for other asylum seekers (Pian 2017; Clappe, 2019). The enrolment of migratory policies' recipients is based on the dissemination of a "pedagogy of active and ethical citizenship" (Di Cecco, 2021: 36; Muehlebach, 2012) that fosters self-discipline. This logic can also be found in other policy field linked to the "government of bodies" (Fassin and Memmi, 2004), with incarcerated people having to participate in the care of their fellow inmates (Bessin and Lechien, 2004) for example.*

*We look forward to works that question the current modalities of government by the public, along two main lines.*

*Axis 1) The governed as governors*

*First, we would like to bring together contributions that question the implementation of public action on a daily basis (Dubois, 2010) and the active role played by its target population (Warin, 1999; Gourgues and Mazeaud, 2018). While State action is more and more externalized (Frau and Taiclet, 2021), which forms takes the delegation of public policy to its recipients? How are they "put to work" and transformed into state agents? What tasks are they assigned to, and how do they contribute to the day-to-day production of public action? How do they work alongside other public servants who are supposed to supervise them?*

*Axis 2) Adherence, negotiation, and resistance to the implementation of public action by its recipients*  
*Second, panelists can investigate individuals' ordinary relationships to public action (Barrault-Stella 2013; Spire 2016), questioning the reappropriation of public policy contents. What sort of relationship the "governed governors" entertain with public action, with their own government and that of others ? Do recipients who implement public policy have some room for manoeuvre? Our aim is to examine the acceptance or avoidance of the norms and practices prescribed by public policy. Thus, this second axis will examine how the target population adheres to, negotiates, or opposes public policy they are supposed to implement.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Aubry A., 2019, Le bénévolat d'hommes migrants en Suisse : travail gratuit et mise à l'épreuve civique, *Critique internationale*, 84 (3), pp. 147-164.
- Barrault-Stella L., 2013, *Gouverner par accommodements. Stratégies autour de la carte scolaire*, Paris, Dalloz.
- Bessin M. et Lechien M.-H., 2004, « Proximité avec le corps malade des détenus. La participation des prisonniers aux soins », dans D. Fassin & D. Memmi (eds.). *Le gouvernement des corps*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Bierschenk T., Chauveau J.-P. et Olivier de Sardan, J.-P., 2000, *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala ; Mayence, APAD.

- Borraz O. et Guiraudon V., 2010, « Introduction / Les publics des politiques », dans O. Borraz (éd.), *Politiques publiques 2: Changer la société*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 11-27.
- Chelle E., 2012, *Gouverner les pauvres. Politiques sociales et administration du mérite*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Clappe M., 2019, « Interpréter les récits de demande d'asile : une perspective légitimiste et militante du statut de réfugié », *Lien social et Politiques*, n° 83, p. 167-183.
- Di Cecco S., 2021, *Le « sale boulot » de l'intégration. Travail et racisme dans les programmes de bénévolat pour personnes demandeuses d'asile en Italie*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Diderot.
- Drif L., 2018, « Être réfugié et "volontaire": les travailleurs invisibles des dispositifs d'aide internationale », *Critique internationale*, 81(4), pp. 21-42.
- Dubois V., 2010, *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris, Economica.
- Dubuisson-Quellier S., 2016, *Gouverner les conduites*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Fassin D. et Memmi D.(eds.), 2004, *Le gouvernement des corps*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Foucault M., 1994, « La technologie politique des individus », *Dits et Écrits 1954-1988, Volume IV*, Paris, Gallimard.
- Frau C. et Taiclet A., 2021, « Dans les marges de l'action publique: Enquêter sur les activités de(s) relais de la régulation politique ». *Gouvernement et action publique*, 10(4), p.9-37.
- Gourgues G. et Mazeaud A. (dir.), 2018, *L'action publique saisie par ses "publics". Gouvernement et (dés)ordre politique*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.
- Hassenteufel P., 2011, « Les acteurs intermédiaires des politiques publiques », dans P. Hassenteufel, *Sociologie politique : l'action publique*, Paris, Armand Colin, pp. 213-242.
- Jobard F., Laumond B., Geeraert J., Mützelburg I., Zeigermann, U., 2020, « Sociologie politique des passeurs : Acteurs dans la circulation de savoirs, de normes et de politiques publiques », *Revue Française de Science Politique*, 70 (5), pp.557-573.
- Morel S., 2000, *Les logiques de la réciprocité. Les transformations de la relation d'assistance aux États-Unis et en France*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Muehlebach A., 2012, *The moral neoliberal: welfare and citizenship in Italy*, Chicago, University of Chicago Press.
- Nay O. et Smith A., 2012, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions », dans O. Nay et A. Smith (dir.), *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action publique*, Paris, Economica, pp. 1-21.
- Pian A., 2017, « Devenir interprète bénévole dans des associations de solidarité pour demandeurs d'asile et sans-papiers. Temporalités biographiques et institutionnelles », *Sociologie*, 8(40), pp. 351-368.
- Spire, A., 2016, « État des lieux. Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État », *Gouvernement et action publique*, 5(4), pp. 141-156.
- Warin P., 1999, « Les « ressortissants » dans les analyses des politiques publiques », *Revue française de science politique*, 49(1), pp.103-121.

## ST 4

### Explorer la domination politique sans croyance en la légitimité des gouvernants *Exploring political domination without belief in the legitimacy of those who govern*

#### Responsables scientifiques :

Lorenzo Barrault-Stella (CNRS – CRESPPA-CSU) [lorenzo.barrault-stella@cnr.fr](mailto:lorenzo.barrault-stella@cnr.fr)

Florent Pouponneau (Université de Toulouse Capitole – IDETCOM) [f.pouponneau@gmail.com](mailto:f.pouponneau@gmail.com)

Cette section propose de réunir des travaux contribuant à l'étude de la perpétuation du pouvoir politique dans une perspective peu commune. Le plus souvent, les travaux prennent appui sur une conception de la domination en termes d'autorité, attribuée à M. Weber : on considère que l'État, et plus largement l'ordre politique et social, reposent sur la croyance chez les gouvernés en la légitimité des gouvernants (Weber, 1921). D'autres ressorts de l'acceptation du pouvoir gagnent pourtant à être explorés, d'autant que l'objectivation des croyances des gouvernés pose des difficultés méthodologiques (Scott, 1990 ; Mariot, 2006). Dans une conception plus horizontale de la légitimation, M. Dobry considère que ce sont les « transactions collusives » entre les gouvernants de différents secteurs qui sont productrices de légitimité, indépendamment des croyances des gouvernés (Dobry, 2003). On peut également penser autrement les relations entre gouvernants et gouvernés en s'intéressant aux calculs de ces derniers. Pour Weber, la domination se joue aussi par l'effet de « constellations d'intérêts », c'est-à-dire dans la rencontre d'intérêts hétérogènes (notamment en situations de monopole) : les dominés obéissent dans leurs intérêts sans que les dominants aient forcément la volonté de dominer. En ce sens, des travaux relatifs à des régimes autoritaires (Hibou, 2006 ; Rowell, 2006) ou à la politique internationale (Galtung, 1971 ; Bayart, 1999 ; Dezalay, Garth, 2002) ont souligné que les contraintes de la domination pouvaient être compensées par des bénéfices.

En réunissant des travaux portant sur divers contextes (autoritaires, démocratiques ou autres), des échelles d'analyse (locale, nationale, internationale) et des méthodes variées, cette ST revisite la consistance de la domination politique sans la réduire à une affaire de croyance des gouvernés. Plusieurs pistes sont envisagées et d'autres manières de faire sont recherchées. Il peut d'abord s'agir d'interroger la manière dont les gouvernants structurent les situations de domination (Barrault-Stella, 2021). La séquence des gilets jaunes pourrait constituer un terrain fécond pour étudier la lucidité ou le sens pratique des gouvernants qui peuvent, en période de crise, ménager les intérêts de secteurs stratégiques (militaires, policiers, juges) comme ceux de certains gouvernés. Les transformations en cours de la politique internationale apparaissent, quant à elles, propices à l'exploration des rivalités entre gouvernements pour l'entretien de relations de clientèle. Il peut aussi s'agir de congédier l'opposition entre les conceptions verticale et horizontale de la légitimation en faisant l'hypothèse que la solidité des transactions collusives dépend pour partie des rapports des gouvernants aux autres groupes sociaux, et par exemple de l'existence de protestations des gouvernés. Il peut enfin s'agir de mettre au travail une autre hypothèse webérienne quant aux « croyances en troisième personne » (Giry, Heurtin, 2018) : non le fait de croire soi-même qu'un pouvoir est légitime, mais le fait de croire que les autres gouvernés y croient (ou font comme si) et qu'il convient de se comporter comme si l'on y croyait (par exemple pour éviter les coûts de l'isolement ou du désaccord ; Ermakoff, 2008).

*This section proposes to bring together research contributing to the study of the perpetuation of political power from an uncommon perspective. Most often, researches are based on a conception of domination in terms of authority, attributed to M. Weber: the State, and more broadly the political and social order, are considered to be based on the belief of the governed in the legitimacy of the rulers (Weber, 1921). However, there are other reasons for the acceptance of power that need to be explored, especially as the objectification of the beliefs of the governed poses methodological difficulties (Scott, 1990; Mariot, 2006). In a more horizontal conception of legitimization, M. Dobry considers that it is the "collusive transactions" between rulers in different sectors that produce legitimacy, independently of the beliefs of the governed (Dobry, 2003). Another way of thinking about the*

*relationship between rulers and ruled is to look at the latter's calculations. For Weber, domination is also the result of "constellations of interests", i.e. the meeting of heterogeneous interests (particularly in situations of monopoly): the dominated obey in their interests, without the dominators necessarily having the will to dominate. In this sense, studies of authoritarian regimes (Hibou, 2006; Rowell, 2006) and international politics (Galtung, 1971; Bayart, 1999; Dezalay, Garth, 2002) have shown that the constraints of domination can be offset by benefits.*

*By bringing together studies on a variety of contexts (authoritarian, democratic or other), scales of analysis (local, national, international) and methods, this section revisits the consistency of political domination without reducing it to a matter of belief by the governed. Several options are envisaged, and other ways of doing things are sought. First, it may involve questioning the way in which those in power structure situations of domination (Barrault-Stella, 2021). The "gilets jaunes" sequence could provide fertile ground for studying the lucidity or practical sense of rulers who can, in times of crisis, spare the interests of strategic sectors (military, police, judicial) as well as those of certain governed. Ongoing transformations in international politics, for their part, appear to be conducive to the exploration of rivalries between governments for the maintenance of client relationships. It may also involve dismissing the opposition between vertical and horizontal conceptions of legitimation, by hypothesizing that the solidity of collusive transactions depends in part on the relationship between rulers and other social groups, and, for example, on the existence of protests from the governed. Finally, we can put to work another weberian hypothesis concerning "third-person beliefs" (Giry, Heurtin, 2018): not the fact of believing oneself that a power is legitimate, but the fact of believing that the other governed believe it (or do as if), and that we should behave as if we believed it (for example, to avoid the costs of isolation or disagreement, Ermakoff, 2008).*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Barrault-Stella Lorenzo, « *Addendum. Propositions pour des analyses processuelles et relationnelles des contributions de l'État aux (dés)investissements politiques* », *Revue Française de Science Politique*, 71 (5-6), 2021, p. 827-846.
- Bayart Jean-François, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, 5, 1999, p. 97-120.
- Dezalay Yves, Garth Bryant, *La mondialisation des guerres de palais*, Paris, Seuil, 2002.
- Dobry Michel, « Légitimité et calcul rationnel. Remarques sur quelques "complications" de la sociologie de Max Weber », in P. Favre, J. Hayward et Y. Schemel (dir.), *Être gouverné*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 127-147.
- Ermakoff Ivan, *Ruling Oneself Out: a Theory of Collective Abdications*, Durham, Duke University Press, 2008.
- Galtung Johan, « A Structural Theory of Imperialism », *Journal of Peace Research*, 8 (2), 1971, p. 81-117.
- Giry Johan, Heurtin Jean-Philippe, « Le règne de l'administration », in B. Karsenti, D. Linhardt (dir.), *État et société politique*, Paris, Editions de l'EHESS, 2018, p. 227-257.
- Hibou Béatrice, *La force de l'obéissance*, Paris, La Découverte, 2006.
- Mariot Nicolas, *Bains de foule*, Paris, Belin, 2006.
- Rowell Jay, *Le totalitarisme au concret*, Paris, Economica, 2006.
- Scott James C., *Domination and the Arts of Resistances*, New Haven, Yale University Press, 1990.
- Weber Max, *Économie et Société*, tome 1 : *Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket, 2008 [1921].

## ST 5

### Concerné·es et allié·es : une nouvelle division du travail militant ? *Activism and allyship : a new division of labour in social movements?*

#### Responsables scientifiques :

Pierre-Yves Baudot (IRISSO, Université Paris-Dauphine PSL)

[pierre-yves.baudot@dauphine.psl.eu](mailto:pierre-yves.baudot@dauphine.psl.eu)

Aude Lebrun (CURAPP / Université de Picardie Jules Verne et IRISSO / Université Paris-Dauphine PSL) [aude.lebrun@u-picardie.fr](mailto:aude.lebrun@u-picardie.fr)

*Black Lives Matter, Gras Politique, #MeToo* : Au sein de ces mouvements, les termes « concerné·es » et « allié·es » ont pris une importance cruciale. Leur utilisation traduit la volonté d'affirmer une nouvelle division du travail militant en distinguant deux rôles. D'une part, parce qu'ils considèrent appartenir à un groupe minorisé, des militant·es revendiquent être les seul·es à pouvoir légitimement porter la parole au nom d'une cause. D'autre part, les allié·es, ne partageant pas les mêmes conditions d'existence, sont placé·es dans un rôle de soutien, dont ils ne peuvent prétendre tirer de bénéfices. Les relations entre concerné·es et allié·es structurent, au moins depuis le XIX<sup>e</sup> siècle (Marx et Useem 1971), des controverses et des luttes de classement entre mouvements sociaux, analysées de longue date par les sciences sociales. Dans quelle mesure cette problématique est-elle aujourd'hui renouvelée ? Comment modifie-t-elle les carrières militantes et les répertoires d'action des mouvements sociaux actuels ? C'est sur ces questions que cette section entend apporter des éclairages, à partir de travaux empiriques. La sociologie des mouvements sociaux a forgé plusieurs notions pour comprendre la mobilisation de militant·es diversement intéressé·es au succès du mouvement. La théorie de la mobilisation des ressources considère par exemple, dans une perspective entrepreneuriale, que l'investissement de *conscience constituents* abaisse les coûts de la mobilisation par l'apport de nouvelles ressources (McCarthy et Zald 1977). L'approche en termes de champs insiste davantage sur les luttes symboliques visant à imposer un porte-parolat légitime et sur le capital symbolique que la possession de caractéristiques marginalisées procure pour la représentation (Goldberg 2003; Husu 2013). D'autres travaux se sont intéressés aux effets que cette division du travail pouvait avoir sur la production des identités collectives et de leurs frontières symboliques (Lamont 1999) et sur la capacité à élargir la palette des soutiens (Gawerc 2021). Des travaux français ont insisté sur les rapports de pouvoir que cette co-présence reproduit (Mathieu 1999; Jacquemart 2013). Des éléments intéressants peuvent également être trouvés dans les travaux portant sur les collectifs « communautaires », en « non-mixité », ou entre personnes concernées (Charpenel 2016; Gallot et Jacquemart 2023; Laplanche-Servigne 2014; Quéré 2022). Récemment, des travaux de psychologie sociale (Carlson et al. 2020) ou de management (Park et al. 2020) étatsuniens à destination d'un lectorat militant ont cherché à définir ce que signifie être un·e « bon·ne » allié·e. En décalant la perspective, nous voulons ici faire porter le travail de redéfinition des rôles, des carrières des répertoires d'action et des savoirs militants que produit l'introduction de cette dichotomie entre concernés et alliés. Cette section thématique encourage ainsi les communications portant sur l'un ou l'autre des trois axes suivants :

1. Un premier axe s'intéresse à la genèse de ces rôles : l'utilisation récente des termes alliés et concernés renvoie-t-elle à des pratiques nouvelles dans les collectifs ? Comment ces termes circulent-ils dans l'espace des mouvements sociaux ?
2. Un second axe se penche sur l'utilisation de ces termes au sein des collectifs : comment sont définies et discutées les frontières des rôles entre les militant·es ? Qu'est-ce que cela fait aux processus de décision, aux pratiques de représentation, aux répertoires d'action et aux savoirs produits par ces organisations militantes ?
3. Finalement, un dernier axe interroge ce que font ces catégories aux carrières militantes en termes d'engagement, de maintien ou de défection de certaines mobilisations (Agrikoliansky 2017). Dans quelle mesure est-ce qu'elles créent de nouvelles opportunités militantes, tant en termes d'engagement que de rôles tenus dans les organisations ?

*Black Lives Matter, Gras Politique, #MeToo, Justice pour Adama: in the United-States as in France, a new set of terms have taken a greater place in social movements recently: “allies” and “allyship” in the US, “allié-es” and “personnes concernées” in France. The use of these terms reflects an ongoing dynamic in the division of labor in social movements, introducing a distinction between two roles. On the one hand, some activists claim a right to speak on behalf of a cause and a minority group they consider to be a part of. On the other hand, allies, by not sharing the same conditions of existence, are assigned to a supporting role, from which they cannot claim the same benefits. The relations between these groups structure major controversies and classification struggles among social movements, at least since the 19<sup>th</sup> century (Marx, 1971). To what extent is this issue being revisited today? How is it affecting careers and collective action repertoires? These are the questions this section aims to shed light on, through empirical based studies.*

*Social movement studies have developed some concepts in order to understand the joint mobilization of activists who share diverse interests in the success of a movement. The resource mobilization theory, for example, considers in an entrepreneurial perspective that the involvement of conscience constituents lowers the cost of collective action by bringing in new resources (McCarthy et Zald 1977; McAdam 1988). The sociology of fields places a greater emphasis on the symbolic conflicts to impose a legitimate representation based on marginalized characteristics (Goldberg 2003; Husu 2013). Other studies have focused on the effects this division of labor could have on the production of collective identities and their symbolic frontiers (Lamont 1999) and on the ability to broaden support (Gawerc 2021). Some French scholars have emphasized the power struggles this co-presence reproduces (Jacquemart 2015; Mathieu 1999). Interesting elements can also be found in work on women-only groups, self-help or community organizations (Charpenel 2016; Gallot et Jacquemart 2023; Laplanche-Servigne 2014; Quéré 2022). More recently, American studies in social psychology (Carlson et al. 2020) or in organizational behavior (Park et al. 2020) have tried to define, for an activist readership, what it means to be a « good » ally. By changing the perspective, we want to focus on the redefinition of roles, careers, repertoires of action and activism knowledge produced by the introduction of this dichotomy between those who are primarily concerned and those allied. This thematic section encourages communications on one of these three sets of issues:*

- 1. The first section looks at the origins of these roles: does the recent use of these terms reflect new approaches within the organizations? How do these terms circulate within the space of social movements (Mathieu 2021)?*
- 2. A second axis will focus on the use of these terms within the organizations: how are these roles defined and discussed between activists? How does this impact decision-making processes, representative claims, collective action repertoires and activism knowledge produced by those movements?*
- 3. Finally, the communications can question what these categories do to activists' careers in terms of commitment, persistence or defection (Agrikoliansky 2017). To what extent do they create new opportunities for activists, both in terms of recruitment and status within the organizations?*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Agrikoliansky, Éric. 2017. « Les “carrières militantes”. Portée et limites d'un concept narratif ». In *Sociologie plurielle des comportements politiques*, édité par Olivier Fillieule, Florence Haegel, Camille Hamidi, et Vincent Tiberj, 167-92. Académique. Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2017.01.0167>.
- Carlson, Juliana, Cliff Leek, Erin Casey, Rich Tolman, et Christopher Allen. 2020. « What's in a Name? A Synthesis of “Allyship” Elements from Academic and Activist Literature ». *Journal of Family Violence* 35 (8): 889-98. <https://doi.org/10.1007/s10896-019-00073-z>.
- Charpenel, Marion. 2016. « Les groupes de parole ou la triple concrétisation de l'utopie féministe ». *Education et sociétés* 37 (N° 1): 15-31.
- Gallot, Fanny, et Alban Jacquemart. 2023. « Quelles pratiques féministes de la non-mixité ? » *Travail, genre et sociétés* 49 (1): 161-64. <https://doi.org/10.3917/tgs.049.0161>.
- Gawerc, Michelle I. 2021. « Coalition-Building and the Forging of Solidarity across Difference and Inequality ». *Sociology Compass* 15 (3): e12858. <https://doi.org/10.1111/soc4.12858>.
- Goldberg, Chad Alan. 2003. « Haunted by the Specter of Communism: Collective Identity and Resource Mobilization in the Demise of the Workers Alliance of America ». *Theory and Society* 32 (5/6): 725-73.
- Husu, Hanna-Mari. 2013. « Bourdieu and Social Movements: Considering Identity Movements in Terms of Field, Capital and Habitus ». *Social Movement Studies* 12 (3): 264-79. <https://doi.org/10.1080/14742837.2012.704174>.

- Jacquemart, Alban. 2013. « L'engagement féministe des hommes, entre contestation et reproduction du genre ». *Cahiers du Genre* n° 55 (2): 49-63.
- ———. 2015. « Les hommes dans les mouvements féministes: socio-histoire d'un engagement improbable ». Archives du féminisme. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Lamont, Michèle, éd. 1999. *The Cultural Territories of Race: Black and White Boundaries*. Chicago, IL: University of Chicago Press. <https://press.uchicago.edu/ucp/books/book/chicago/C/bo3639166.html>.
- Laplanche-Servigne, Soline. 2014. « Quand les victimes de racisme se mobilisent ». *Politix* n° 108 (4): 143-66.
- Marx, Gary T., et Michael Useem. 1971. « Majority Involvement in Minority Movements: Civil Rights, Abolition, Untouchability ». *Journal of Social Issues* 27 (1): 81-104. <https://doi.org/10.1111/j.1540-4560.1971.tb00637.x>.
- Mathieu, Lilian. 1999. « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises ». *Revue française de sociologie* 40 (3): 475-99. <https://doi.org/10.2307/3322825>.
- ———. 2021. « The Space of Social Movements ». *Social Movement Studies* 20 (2): 193-207. <https://doi.org/10.1080/14742837.2019.1630267>.
- Mc Carthy, John D., et Mayer N. Zald. 1977. *Social Movements in an Organizational Society: Collected Essays*. 1er édition. Routledge.
- McAdam, Doug. 1988. *Freedom Summer*. New York: Oxford University Press.
- McCarthy, John D., et Mayer N. Zald. 1977. « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory ». *American Journal of Sociology* 82 (6). <https://doi.org/10.1086/226464>.
- Park, Jun Won, Preeti Vani, Sidney Saint-Hilaire, et Michael Kraus. 2020. « Disadvantaged Group Activists' Attitudes toward Advantaged Group Allies in Social Movements ». PsyArXiv. <https://doi.org/10.31234/osf.io/umzk2>.
- Quéré, Lucile. 2022. « Repousser les frontières des normes corporelles et sexuelles. Effets de l'engagement dans le self-help féministe sur la sphère intime ». *Sociétés contemporaines* 126 (2): 93-119. <https://doi.org/10.3917/soco.126.0093>.

## ST 6

### Institutions diplomatiques, recompositions des régimes et transformation de l'État

#### *Diplomatic institutions, political regimes and transformation of the state*

##### Responsables scientifiques :

Guillaume Beaud (CERI-Sciences Po - UMR7050)

[guillaume.beaud@sciencespo.fr](mailto:guillaume.beaud@sciencespo.fr)

Yohanan Benhaïm ( Institut Français d'Études Anatoliennes - UAR 3131)

[yohanan.benhaim@ifea-istanbul.net](mailto:yohanan.benhaim@ifea-istanbul.net)

Depuis deux décennies, l'école anglaise des relations internationales, dans le sillage d'une nouvelle littérature distinguant les études diplomatiques comme sous-domaine des théories des relations internationales (Hocking 1999, Hocking et Spence 2005, Constantinou, Kerr et Sharp 2016), s'est attachée à penser le rôle de l'institution diplomatique dans l'établissement de normes au sein de la société internationale et des relations interétatiques (Wiseman 2011). Le travail d'Iver Neumann (2002) a amorcé une sociologie des institutions diplomatiques et donné à voir les avantages de la méthode ethnographique pour étudier comment les dynamiques institutionnelles (normes, recrutement, carrières...) contribuent à définir la manière dont les États appréhendent et conduisent leur politique étrangère (Neumann 2012, Lequesne 2017).

Ces travaux tendent toutefois à minorer que l'institution diplomatique s'inscrit, en tant qu'appareil administratif, au cœur de processus historiques de formation de l'État et d'arrangements liant État et régime politique. Si la sociologie des institutions et des pratiques diplomatiques reste fortement liée à l'analyse de la politique étrangère (Ekman 2013, Levallant 2016, Lequesne 2017), elle ne s'inscrit en effet que rarement dans un dialogue avec la sociologie de l'administration et de l'action publique (Haglund 2015, Meijer et Genieys 2018), ou l'étude des régimes politiques. Comme l'explicitait Jan Melissen : « L'accent prédominant mis par les études diplomatiques sur la diplomatie en tant qu'institution, (...) s'est fait au détriment de l'exploration du lien entre le pouvoir et la diplomatie » (Melissen 2011).

Or la relation entre recompositions politiques et transformations de l'État est au cœur du renouveau néo-institutionnaliste de l'étude de l'État (Evans et al. 1985), qui a ouvert la voie à une abondante littérature sur des contextes de démocratisation, en Europe post-1945 (Rouquet 1993, Baruch 2003, Gravier 2004), et dans les anciens pays communistes (Minck et Szurek 1998, Jobard 2003). De même, en contextes autoritaires, la traditionnelle division du travail entre littératures sur l'État et sur les régimes (Slater et Fenner 2011) a laissé place à des travaux replaçant l'État et ses bureaucraties au cœur de transformations de régimes (Slater 2010, Hassan 2020, Wang 2022, Baczko et Dorransoro 2023). Cependant, à de rares exceptions (Benhaïm 2021, Beaud 2022, 2023), souvent issus de travaux d'historiens (Dullin 2001, Gürpınar 2013, Six 2017), l'étude des acteurs diplomatiques est absente des travaux interrogeant les modalités de transformation des régimes politiques.

Cette section thématique entend défendre le caractère heuristique de l'examen des arrangements entre institution diplomatique et régimes politiques pour rendre compte des recompositions plus larges de l'État en période de changement pluriels (révolution, démocratisation, coup d'État, reprise autoritaire, décolonisation, sécession...). Toute recomposition politique génère en effet un même dilemme pour les nouveaux gouvernements, dans ses relations avec le ministère de Affaires étrangères : si les nouveaux régimes sont tentés de refondre radicalement l'institution diplomatique pour maximiser leur loyauté, ils entendent également s'assurer du maintien d'un certain niveau de compétence, comme il a été montré sur d'autres administrations (Hood et Lodge 2006). Nous entendons ainsi explorer la manière dont les pratiques professionnelles des diplomates, leurs interactions avec d'autres secteurs de l'administration, mais aussi les modalités de recrutement, de formation, de politisation, ou d'organisation des carrières évoluent lors de périodes de changement politique et participent en retour à consolider les dynamiques de transformation des régimes. Résolument comparative, cette section encourage à ce titre les propositions de communications portant sur des périodes historiques et espaces géographiques divers. Elle entend particulièrement valoriser les propositions portant sur des États extra-occidentaux afin de combler leur faible représentation en sociologie de l'État et en études diplomatiques.

*In the past two decades, the English school of international relations, that emerged of a new literature distinguishing diplomatic studies as a sub-field of international relations (Hocking 1999, Hocking and Spence 2005, Constantinou, Kerr, Sharp and Wiseman 2016), has focused on the role of the diplomatic institution in establishing norms within international society and inter-state relations (Wiseman 2011). The work of Iver Neumann (2002) initiated a sociology of diplomatic institutions and showed the benefits of ethnography as a method to study how institutional dynamics (shared norms, organisation of recruitment, careers, etc.) shape the states' behaviour and foreign policy (Neumann 2012, Lequesne 2017).*

*However, this scholarship has downplayed that diplomatic institutions, as administrative apparatuses, are themselves fashioned by historical state-making processes, and are governed by arrangements linking states to political regimes. While the sociology of diplomatic institutions and practices remains closely linked to the analysis of foreign policy (Ekman 2013, Levaillant 2016, Lequesne 2017), there is only few attempts of dialogue with the sociology of administration and public action (Haglund 2015, Meijer and Genieys 2018), or the study of political regimes. As Jan Melissen argues: "the predominant focus in diplomatic studies is on diplomacy as an institution, as well as on process, change and innovation in diplomatic modes, has been to the detriment of exploring the power-diplomacy nexus" (Melissen 2011).*

*The relationship between political recompositions and transformations of the state is at the heart of the neo-institutionalist revival of the study of the state (Evans et al. 1985), which paved the way for an abundant literature on contexts of democratisation in post-1945 Europe (Rouquet 1993, Baruch 2003, Gravier 2004, Vincent 2022) and in the former communist countries (Minck and Szurek 1998, Jobard 2003). Similarly, in authoritarian contexts, the traditional division of labour between literature on the state and on regimes (Slater and Fenner 2011) has given way to works that place the state and its bureaucracies at the heart of regime transformations (Slater 2010, Hassan 2020, Wang 2022, Baczko and Dorronsoro 2023). However, with rare exceptions (Benhaïm 2021, Beaud 2022, 2023), often stemming from the work of historians (Dullin 2001, Gürpınar 2013, Six 2017), the study of diplomatic actors has remained absent from works questioning the modalities of political regime transformation.*

*This thematic section aims to fill this theoretical gap, by advocating for the heuristic character of examining the arrangements between diplomatic institutions and political regimes in order to account for the broader recompositions of the state in periods of plural change (revolution, democratisation, coup d'état, authoritarian revival, decolonisation, secession, etc.). Any political recomposition generates a similar dilemma for new governments in their relations with the Ministry of Foreign Affairs: while new regimes are tempted to radically overhaul the diplomatic institution in order to maximise their loyalty, they also want to ensure that a certain level of competence is maintained (Hood and Lodge 2006). Our aim is to explore how the professional practices of diplomats, their interactions with other sectors of the state, and the ways in which recruitment, training, politicisation and career evolve during periods of political change, and in turn help to consolidate the dynamics of regime transformation. This section is resolutely comparative, and therefore encourages proposals for papers covering a variety of historical periods and geographical areas. It is particularly keen to encourage proposals focusing on non-Western case studies.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Baruch, O. (sous la dir.) (2003), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard.
- Baczko, A, Dorronsoro, G. (2023). Une révolution bureaucratique avortée. Les énarques et l'État au Mali. *Politique africaine*, 67(3), 75–96.
- Beaud, G. (2022). The Making of a Diplomatic Elite in a Revolutionary State: Loyalty, Expertise and Representativeness in Iran's Ministry of Foreign Affairs. In Lequesne, C. (Ed.) *Ministries of Foreign Affairs in the World. Actors of State Diplomacy* (pp. 89–115). Leiden: Brill.
- Beaud, G. (2023). Negotiating Public Service Bargains in Postrevolutionary Times: The Case of Iran's Diplomatic Corps. *Governance*, 36(3), 909–931.
- Benhaïm, Y. (2021) *À la conquête de l'État. Politique étrangère et transformation du champ politico-administratif en Turquie*. Thèse de doctorat non publiée, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Constantinou, C., Kerr, P., Sharp, P. (2016), *The Sage Handbook of Diplomacy*, Sage Publications.
- Dreyfus, F. (2004). *L'administration dans les processus de transition démocratique*. La Sorbonne.

- Dullin, S. (2001). *Des hommes d'influences : les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*. Paris, Payot.
- Evans, P., Rueschemeyer, D., Skocpol, T. (1985). *Bringing the State Back In*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Ekman, A. (2013). *The Shaping of National Diplomatic Practices : Chinese Diplomacy as a Case Study*. PhD Thesis, Sciences Po Paris.
- Gravier, M. (2004). Dénazification et décommunisation dans la fonction publique allemande : deux politiques d'épuration ? In Dreyfus, F. (Ed.) *L'administration dans les processus de transition démocratique* (pp. 45–70). Paris, Publications de la Sorbonne.
- Gürpınar, D. (2013). *Ottoman Imperial Diplomacy: A Political, Social and Cultural History*. London, Bloomsbury Publishing.
- Haglund, E. (2015). Striped pants versus fat cats: Ambassadorial performance of career diplomats and political appointees. *Presidential Studies Quarterly*, 45(4), 663–678.
- Hassan, M. (2020). *Regime threats and state solutions: bureaucratic loyalty and embeddedness in Kenya*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Hocking, B. (1999), *Foreign ministries. Change and adaptation*, Palgrave Macmillan.
- Hocking, B. (2005), Spence, D., *Foreign ministries in the European Union. Integrating Diplomats*, Palgrave Macmillan.
- Hood, C., Lodge, M. (2006). *The politics of public service bargains: reward, competency, loyalty - and blame*. Oxford, Oxford University Press.
- Jobard, F. (2003). Usages et ruses des temps l'unification des polices berlinoises après 1989. *Revue française de science politique*, 53, 351-381.
- Lequesne, C. (2017). *Ethnographie du Quai d'Orsay. Les pratiques des diplomates français*. Paris, CNRS Éditions.
- Lequesne, C. (Ed.) (2022). *Ministries of Foreign Affairs in the World. Actors of State Diplomacy*. Leiden, Brill.
- Levailant, M. (2016), *Inde, une diplomatie sous-dimensionnée*, Thèse de doctorat en science politique, Sciences Po Paris.
- Meijer, H., and Genieys, W. (2018), « Sociologie de l'action publique et la politique étrangère », in Lequesne, C. and Meijer, H. (Eds), *La politique étrangère: approches disciplinaires*. University of Montreal Press.
- Mink, G., and Szurek, J.C. (1998), « L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires », *RFSP*, Vol. 48, 3-41.
- Murray, S., Sharp, P., Wiseman, G., Crikemans, D., & Melissen, J. (2011). The Present and Future of Diplomacy and Diplomatic Studies. *International Studies Review*, 13(4), 709–728
- Rouquet F. (1993), *L'épuration dans l'administration française. Agents de l'État et collaboration ordinaire*. CNRS Éditions.
- Six, P.-L. (2017). The Party Nobility. Cold War and the Shaping of an Identity at the Moscow State Institute of International Relations (1943-1991). PhD Thesis, European University Institute.
- Slater, D. (2010). *Ordering power: contentious politics and authoritarian leviathans in Southeast Asia*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Slater, D., Fenner, S. (2011). State power and Staying Power: Infrastructural mechanisms and authoritarian durability. *Journal of International Affairs*, 6(1), 15–29.
- Wang, Y. (2022). *The rise and fall of imperial China: the social origins of state development*. Princeton, Princeton University Press.

## ST 7

### La représentation politique vue par les acteurs de la démocratie : conflits et ambivalences

#### *Political representation as seen by democratic actors: conflicts and ambivalences*

##### Responsables scientifiques :

Camille Bedock (CNRS, Centre Emile Durkheim, Institut d'Études Politiques de Bordeaux)

[c.bedock@sciencespobordeaux.fr](mailto:c.bedock@sciencespobordeaux.fr)

Sébastien Rojon (d'Étude de la Vie Politique, Université libre de Bruxelles)

[sebastien.rojon@ulb.be](mailto:sebastien.rojon@ulb.be)

Les attentes sur le système politique des acteurs de la démocratie (citoyens mais aussi élus, mouvements sociaux et groupes d'intérêt) ont ces dernières années fait l'objet d'un très fort intérêt scientifique. L'analyse des « *process preferences* » (Bengtsson 2012; Fernández-Martínez, Alarcón Pérez, et Font Fábregas 2022) s'est d'abord beaucoup questionnée sur l'existence de préférences pour des modèles susceptibles de se substituer à la représentation politique, comme le gouvernement d'experts (Hibbing et Theiss-Morse 2002), les assemblées citoyennes (Bedock et Pilet 2021; Pilet et al. 2022) ou la démocratie directe (Schuck et de Vreese 2015; Werner 2020). Plusieurs mouvements sociaux d'ampleur (Gilets jaunes, les Indignados) ou encore de nouveaux partis politiques (Partis pirates, Mouvement Cinq Etoiles) ont construit leur succès sur une critique profonde de la représentation politique traditionnelle (Hayat 2022; Vittori 2020; Deseriis 2020), basée sur la distinction et l'indépendance des élus (Manin 1995). D'autres travaux encore suggèrent que même parmi les élus, certains seraient prêts à remettre en cause leur monopole sur la décision politique (Close 2020; Junius et al. 2020).

Une bonne partie de la littérature fait le postulat implicite que puisque les citoyens sont de plus en plus défiant de leurs représentants et de leurs institutions, ils rejettent aussi le modèle du gouvernement représentatif. Une pléthore d'études portant sur les préférences pour des « alternatives » à la démocratie représentative force ainsi les répondants à choisir entre le gouvernement représentatif et d'autres acteurs. Pour autant, de plus en plus de travaux convergent vers la même conclusion : la représentation politique est indépassable, y compris pour les acteurs qui sont les plus critiques de son fonctionnement actuel. Au-delà d'une critique très partagée des limites de la représentation-distinction et des représentants politiques, mêmes les acteurs engagés dans une critique profonde du fonctionnement actuel de la démocratie ne pensent pas possible de se passer complètement de représentants qui prennent des décisions pour l'ensemble de la communauté. Par exemple, s'intéressant au cas du 15-M et de Podemos, Héloïse Nez montre que ce sont des rapports pluriels à la représentation qui sont en tension dans le mouvement, et que la volonté de mettre fin à la représentation-mandat est loin d'y être hégémonique (Nez 2020). D'autres travaux montrent qu'au sein des Gilets jaunes, plutôt que la volonté de se débarrasser de la représentation politique, c'est sa profonde rénovation qui est attendue (Bedock et al. 2020). D'autres auteurs montrent que la très grande majorité des citoyens ne perçoivent pas les différents acteurs de la démocratie comme incompatibles, mais soutiennent des modèles hybrides et complexes dans lesquels la représentation politique garde toute sa place (Pilet et al. 2020; Hibbing et al. 2023). Des travaux qualitatifs confirment la difficulté pour beaucoup de citoyens à concevoir des alternatives à une démocratie représentative qu'ils critiquent par ailleurs (Gourgues et al. 2021; García-Espín 2022). Quant au cas des élus, l'immense majorité d'entre eux se refuse à donner davantage qu'une place consultative aux citoyens en dehors du moment électoral (Rangoni, Bedock, et Talukder 2021; Jacquet, Niessen, et Reuchamps 2022).

Cependant, si la représentation politique est indépassable, ses modalités sont très loin de faire consensus (Pilet, Bedock, et Vandamme 2021; Vandamme 2023). C'est précisément l'objet de cette section thématique. Elle vise à interroger la manière dont les acteurs de la démocratie (citoyens, élus, mouvements sociaux, groupes d'intérêt) définissent ce que doit être la représentation, le rôle et l'autonomie du représentant, les qualités qu'il doit incarner, ou encore le rôle des citoyens au sein du système politique. Mobilisant les outils de la théorie politique et de la sociologie politique, elle invite les communications qui s'interrogent sur les attentes sur la représentation des acteurs de la démocratie. Les contributions théoriques ou empiriques, mobilisant des méthodes de toutes

natures (qualitatives, mixtes, ou quantitatives), sur des échelles aussi bien locales qu'internationales sont bienvenues.

*In recent years, there has been a great deal of scientific interest in the expectations that democratic actors (citizens, but also elected representatives, social movements and interest groups) have of their political system. The analysis of process preferences (Bengtsson 2012; Fernández-Martínez, Alarcón Pérez, and Font Fábregas 2022) initially focused on preferences for models replacing political representation, such as government of experts (Bertsou 2022; Bertsou and Caramani 2020; Hibbing and Theiss-Morse 2002), citizens' assemblies (Bedock and Pilet 2021; Pilet et al. 2022; Walsh and Elkink 2021) or direct democracy (Schuck and de Vreese 2015; Werner 2020; Werner and Marien 2022). Several large-scale social movements (Gilets jaunes, the Indignados) or even new political parties (Pirate parties, Five Star Movement) have built their success on a deep criticism of traditional political representation (Hayat 2022; Vittori 2020; Deseriis 2020), based on the distinction and the independence of elected representatives (Manin 1995). Other studies suggest that even among elected representatives, some would be prepared to share their decision-making power with citizens (Close 2020; Junius et al. 2020).*

*The underlying assumption in the literature on citizens' conceptions of/preferences for democracy seems to be that, because citizens are increasingly distrusting of representative actors and institutions, they are by default less inclined towards a representative model of government. This has led to a plethora of studies investigating public support for 'alternatives' to representative democracy by forcing respondents to choose between being governed by elected representatives versus other actors. However, an increasing number of studies are converging towards the same conclusion: political representation is unsurpassable, even for those who are most critical of the way it currently operates. Beyond a widely shared criticism of the limits of representation based on distinction and of political representatives, even the actors who are deeply critical of the way democracy currently works do not think we could do without representatives who make decisions for the whole community. For example, Héloïse Nez's study of 15-M and Podemos shows that there is a variety of visions of representation within the movement that are in tension, and that the desire to put an end to mandate-representation is far from hegemonic (Nez 2020). Other works show that within the Gilets jaunes, participants do not expect to get rid of political representation but expect its profound renovation (Bedock et al. 2020b). Other authors still show that the vast majority of citizens do not perceive the different actors as incompatible, but support hybrid and complex democratic models in which political representation retains its full place (Pilet et al. 2020; Hibbing et al. 2023). Qualitative research confirms that many citizens do not devise alternatives to the current representative model even if they criticize it (Gourgues et al. 2021a; García-Espín 2022). As for elected representatives, the vast majority of them refuse to give citizens more than a consultative role outside the electoral process (Talukder, Bedock, and Rangoni 2022; Rangoni, Bedock, and Talukder 2021; Jacquet, Niessen, and Reuchamps 2022).*

*Although political representation is unsurpassable, the ways in which it should be organized are not consensual and call the current model into question (Pilet, Bedock, and Vandamme 2021; Vandamme 2023). This is precisely the purpose of this thematic section. It aims to examine the way in which democratic actors (citizens, elected representatives, social movements, interest groups) define what representation should be, the role and autonomy of representatives, the qualities they should embody, and the role of citizens within the political system. Drawing on the tools of political theory and political sociology, it invites papers that explore the expectations of democratic actors regarding representation. Theoretical or empirical contributions mobilizing various methods (qualitative, mixed or quantitative) and various scales of analysis (local or international) are welcome.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Bedock, Camille, Loïc Bonin, Pauline Liochon, et Tinette Schnatterer. 2020. « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes ». *Participations* 28 (3): 221-46. <https://doi.org/10.3917/parti.028.0221>.
- Bedock, Camille, et Jean-Benoit Pilet. 2021. « Who Supports Citizens Selected by Lot to be the Main Policymakers? A Study of French Citizens ». *Government and Opposition* 56 (3): 485-504. <https://doi.org/10.1017/gov.2020.1>.
- Bengtsson. 2012. « Citizens' perceptions of political processes: A critical evaluation of preference consistency and survey items ». *revista internacionalde sociología* 70 (2): 45-64.

- Close, Caroline. 2020. « Rapport au système représentatif et soutien à la démocratie directe et délibérative. Analyse comparée des attitudes des élus nationaux en Europe ». *Participations* N° 26-27 (1): 193-222.
- Deseriis, Marco. 2020. « Digital movement parties: a comparative analysis of the technopolitical cultures and the participation platforms of the Movimento 5 Stelle and the Piratenpartei ». *Information, Communication & Society* 23 (12): 1770-86. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2019.1631375>.
- Fernández-Martínez, José Luis, Pau Alarcón Pérez, et Joan Font Fábregas. 2022. « What Drives Process Preferences? The Role of Perceived Qualities of Policymakers and Party Preferences ». *Acta Política* 57 (1): 117-42. <https://doi.org/10.1057/s41269-020-00176-2>.
- García-Espín, Patricia. 2022. « Weak agency and preferences for participatory democracy: discourses of Spanish people in positions of socioeconomic disadvantage ». *Democratization* 29 (6): 1035-54. <https://doi.org/10.1080/13510347.2022.2031989>.
- Gourgues, Guillaume, Alice Mazeaud, Héloïse Nez, Jessica Sainty, et Julien Talpin. 2021. « Les français veulent-ils plus de démocratie ? Analyse qualitative du rapport des citoyens à la politique ». *Sociologie* 12 (1): 1-19.
- Hayat, Samuel. 2022. « Unrepresentative Claims: Speaking for Oneself in a Social Movement ». *American Political Science Review* 116 (3): 1038-50. <https://doi.org/10.1017/S0003055421001210>.
- Hibbing, John R., et Elizabeth Theiss-Morse. 2002. *Stealth Democracy: Americans' Beliefs About How Government Should Work*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- Hibbing, John R, Elizabeth Theiss-Morse, Matthew V Hibbing, et David Fortunato. 2023. « Who Do the People Want to Govern? » *Party Politics* 29 (1): 3-15. <https://doi.org/10.1177/13540688211050064>.
- Jacquet, Vincent, Christoph Niessen, et Min Reuchamps. 2022. « Sortition, Its Advocates and Its Critics: An Empirical Analysis of Citizens' and MPs' Support for Random Selection as a Democratic Reform Proposal ». *International Political Science Review* 43 (2): 295-316. <https://doi.org/10.1177/0192512120949958>.
- Junius, Nino, Joke Matthieu, Didier Caluwaerts, et Silvia Erzeel. 2020. « Is It Interests, Ideas or Institutions? Explaining Elected Representatives' Positions towards Democratic Innovations in 15 European Countries ». *Frontiers in Political Science* 2. <https://doi.org/10.3389/fpos.2020.584439>.
- Manin, Bernard. 1995. *Principes du gouvernement représentatif*. Paris: Calmann-Lévy.
- Nez, Héloïse. 2020. « Du 15M à Podemos : des légitimités en tension autour de la représentation ». In *Etudier la légitimité démocratique au XXI<sup>e</sup> siècle*, édité par Ludvine Damay et Vincent Jacquet, 95-106. Louvain-la-Neuve: Editions Academia - L'Harmattan.
- Pilet, Jean-Benoit, Camille Bedock, et Pierre-Etienne Vandamme, éd. 2021. *Improving, Bypassing or Overcoming Representation?* Lausanne: Frontiers Media SA.
- Pilet, Jean-Benoit, Damien Bol, Davide Vittori, et Emilien Paulis. 2022. « Public Support for Deliberative Citizens' Assemblies Selected through Sortition: Evidence from 15 Countries ». *European Journal of Political Research*. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12541>.
- Pilet, Jean-Benoit, David Talukder, Maria Jimena Sanhueza, et Sacha Rangoni. 2020. « Do Citizens Perceive Elected Politicians, Experts and Citizens as Alternative or Complementary Policy-Makers? A Study of Belgian Citizens ». *Frontiers in Political Science* 2. <https://doi.org/10.3389/fpos.2020.567297>.
- Rangoni, Sacha, Camille Bedock, et David Talukder. 2021. « More Competent Thus More Legitimate? MPs' Discourses on Deliberative Mini-Publics ». *Acta Política*, juin. <https://doi.org/10.1057/s41269-021-00209-4>.
- Schuck, Andreas R. T., et Claes H. de Vreese. 2015. « Public Support for Referendums in Europe: A Cross-National Comparison in 21 Countries ». *Electoral Studies* 38 (juin): 149-58. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2015.02.012>.
- Vandamme, Pierre-Étienne. 2023. « Can Democratic Innovations Reconcile Citizens with Representative Institutions? » *Acta Política*, mai. <https://doi.org/10.1057/s41269-023-00299-2>.
- Vittori, Davide. 2020. *Il valore di uno. Il Movimento 5 Stelle e l'esperimento della democrazia diretta*. Roma: Luiss University Press.
- Werner, Hannah. 2020. « If I'll Win It, I Want It: The Role of Instrumental Considerations in Explaining Public Support for Referendums ». *European Journal of Political Research* 59 (2): 312-30. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12358>.

## ST 8

### La fabrique des identités et des subjectivités militantes dans les mondes arabes (post)révolutionnaires

#### *The making of identities and activist subjectivities in (post)revolutionary Arab worlds*

##### Responsables scientifiques :

Lina Benchechor (Mesopolhis, AMU) [benchechor.lina@gmail.com](mailto:benchechor.lina@gmail.com)

Léo Fourn (IRD, CEPED) [leofourn@gmail.com](mailto:leofourn@gmail.com)

Les protagonistes des soulèvements survenus dans le monde arabe à partir de 2010 ont souvent été désignés à partir de catégories telles que “le peuple”, “les jeunes” ou “les femmes”. Au-delà de ces désignations globalisantes, quels sont les processus de (trans)formation des identités militantes en contexte (post)révolutionnaire ? Dans le sillage de la sociologie interactionniste, qui envisage l’identité comme un processus continu tout au long des trajectoires biographiques, nous nous intéressons à la fois aux identifications assignées et aux appartenances revendiquées. Cette ST invite ainsi à réfléchir à la fluidité des identités militantes dans des contextes de bouleversement de l’ordre social et politique (révolution, restauration autoritaire ou guerre). Des réajustements identitaires successifs accompagnent les transformations des rapports des révolutionnaires à l’événement lui-même et à ses issues. Comment les identités militantes survivent-elles alors, au long cours, à l’essoufflement des dynamiques révolutionnaires ? Nous examinerons par ailleurs la manière dont ces identités s’articulent avec d’autres appartenances (professionnelles, familiales et/ou communautaires), avec lesquelles elles peuvent être associées mais aussi entrer en tension.

Afin d’analyser la production des identités militantes en période (post)révolutionnaire, cette ST s’articulera autour de trois axes de réflexion :

##### Axe 1. Subjectivations militantes en (trans)formation

Les soulèvements ont donné lieu à des processus de subjectivation refondant les appartenances de leurs protagonistes, notamment à travers l’adoption de l’identité révolutionnaire et la redéfinition de leurs réseaux de sociabilité. Dans cette perspective, nous envisageons de retracer les évolutions des perceptions et des présentations de soi des militant·es, à l’aune d’une décennie post-révolutionnaire marquée par des bouleversements profonds dans les sphères publique et privée. Des groupes d’appartenance minoritaires (ethnies, régions, confessions, genres et orientation sexuelle) et sectoriels (exemple des diplômés-chômeurs) ont été à l’origine de revendications propres, contribuant ainsi à renverser les stigmates longtemps associés à ces catégories sociales.

##### Axe 2. Catégorisations exogènes du militantisme

Quels sont les acteurs externes aux mouvements de protestation qui ont contribué à produire ces catégories (militant·es, activistes, féministes, islamistes, etc.) et à les redéfinir au fil du temps ? On peut penser aux soutiens étrangers qui font circuler des catégories qualifiant le militantisme qui sont reprises et traduites localement. Les régimes menacés, quant à eux, produisent des contre-discours et des catégorisations visant à disqualifier leurs opposant·es, en les décrivant comme terroristes, traîtres ou agents de l’étranger. De la même façon, nous pouvons nous questionner au sujet de la production de la catégorie de martyrs de la révolution, qu’elle soit d’origine institutionnelle (étatique ou partisane) ou émanant de réseaux communautaires.

##### Axe 3. Identités militantes et catégories analytiques

En adoptant une posture réflexive, il serait pertinent d’analyser la façon dont les recherches en sciences sociales manient ces catégories lors d’enquêtes de terrain. Une réflexion pourra ainsi être menée au sujet des méthodes d’enquête permettant d’analyser les expressions et les matérialités des processus identitaires. Nous pourrions par exemple questionner l’usage de la méthode biographique, qui permet de retracer l’évolution des appartenances militantes, ou encore les méthodes d’analyse des productions langagières militantes diffusées dans l’espace public (slogan, discours, pratiques artistiques, etc.). Cela nous conduira à une discussion autour du lexique employé pour désigner le militantisme en contexte.

Les communications attendues seront ainsi particulièrement attentives à l'analyse processuelle des parcours biographiques, au prisme des jeux de revendications et d'identifications militantes en contexte révolutionnaire ou de crise.

*The protagonists of the uprisings in the Arab world since 2010 have often been referred to by categories such as "the people", "youth" or "women". Beyond these global designations, what are the processes involved in shaping militant identities in a (post)-revolutionary context? In the wake of interactionist sociology, which views identity as an ongoing process throughout biographical trajectories, we are interested in both assigned identifications and claimed affiliations. This Thematic Section (TS) invites us to reflect on the fluidity of activist identities in contexts of upheaval in the social and political order (revolution, authoritarian restoration or war). Successive identity readjustments accompany transformations in revolutionaries' relationships to the event itself and its outcomes. How, then, do militant identities survive over the long term, when revolutionary dynamics run out of steam? We will also examine how these identities relate to other affiliations (professional, family and/or community), with which they may be associated but also come into tension.*

*To analyze the production of militant identities in the (post)-revolutionary period, this TS will focus on three axes of reflection:*

*1. (Trans)formation of militant subjectivations*

*The uprisings gave rise to processes of subjectivation that recast the sense of belonging of their protagonists, notably through the adoption of revolutionary identity and the redefinition of their social networks. We plan to trace the changes in activists' self-perceptions and self-presentations in a post-revolutionary decade marked by profound upheavals in public and private spheres. Minority groups (ethnic groups, regions, faiths, genders and sexual orientation) and sectoral groups (such as unemployed graduates) have made their own demands, helping to reverse the stigma long associated with these social categories.*

*2. Exogenous categorizations of activism*

*Which actors from outside the movements have contributed to produce these categories (activists, feminists, Islamists, etc.) and redefine them over time? We can think of foreign supporters who promote categories qualifying activism that are taken up and translated locally. Threatened regimes, for their part, produce counter-discourses and categorizations aimed at disqualifying their opponents, describing them as terrorists, traitors or agents of foreign power. In the same way, we can question the production of the category of revolutionary martyrs, whether of institutional origin (state or political organizations) or emanating from community networks.*

*3. Activist identities and analytical categories*

*By adopting a reflexive posture, it would be pertinent to analyze the way in which social science research handles these categories during fieldwork. In this way, we can reflect on the survey methods used to analyze the expressions and materiality of identity processes. For example, we might question the use of the biographical method, which enables us to trace the evolution of militant affiliations, or the methods used to analyze militant language productions disseminated in the public arena (slogans, speeches, artistic practices, etc.). This will lead to a discussion of the lexicon used to designate militancy in context.*

*Expected papers will pay attention to the processual analysis of biographical trajectories, through the prism of militant claims and identifications in revolutionary or crisis contexts.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

## ST 9

### Comparer les syndicalismes à l'aune du capitalisme financiarisé *Comparing trade unions in the context of financialized capitalism*

#### Responsables scientifiques :

Sophie Bérout (Université Lumière Lyon 2) [sophie.beroud@univ-lyon2.fr](mailto:sophie.beroud@univ-lyon2.fr)

Isil Erdinç (Université libre de Bruxelles) [isil.erdinc@ulb.be](mailto:isil.erdinc@ulb.be)

La section thématique entend interroger les possibilités de comparer l'action des syndicats dans différents contextes nationaux, tout en intégrant des dimensions internationales et transnationales qui pèsent sur les reconfigurations de celle-ci. Les syndicats, dans leur diversité, sont confrontés au pouvoir économique et politique des multinationales, aux flux des capitaux, à la circulation transnationale des travailleurs.e.s et aux effets de la division internationale du travail. Depuis plusieurs décennies, ils ont assisté à un renversement du compromis salarial qui caractérisait le mode fordiste de production et à un démantèlement progressif des États sociaux. Dès lors, quelles sont les marges d'action qui restent aux syndicats dans ces différentes configurations ? Comment se recomposent leurs relations avec des pouvoirs publics plus soucieux de garantir leur note auprès des agences de notation que de la recherche de l'intérêt général ?

L'objectif de cette section thématique est justement de discuter des modalités de la comparaison des syndicalismes, d'interroger les effets éventuellement convergents des politiques néo-libérales par-delà les cadres nationaux et de réfléchir à la pertinence des indicateurs utilisés.

Les propositions pourront s'articuler autour de trois axes :

#### 1. Comparaison par enjeux

Richard Hyman met l'accent sur les éléments heuristiques des méthodes de comparaison par enjeux<sup>1</sup>. Quelques exemples sont ceux qui portent sur le rôle des mouvements ouvriers pendant la transition vers la démocratie en Amérique latine<sup>2</sup> ou sur les réactions des syndicats face aux licenciements massifs au Japon et en Grande-Bretagne<sup>3</sup>. En se focalisant sur des enjeux qui vivent, les travaux qui suivent cette méthode étudient en particulier les tensions au sein des syndicats. On pourra se demander en quoi des enjeux tels que la crise écologique, la crise migratoire, les inégalités de genre, de classe et d'ethnicité ont modifié les pratiques syndicales sur différentes échelles ?

#### 2. Comparaisons par études de cas

Comparer par étude de cas est une autre méthode pour étudier l'action syndicale. Par local, on comprend notamment les secteurs d'activité, l'échelle de l'entreprise (avec notamment l'exemple des multinationales) et les territoires au sein d'un même pays. Cette réflexion permet d'appréhender des nouveaux modes de représentation et d'action syndicale, ainsi que les pratiques quotidiennes, la capacité d'organisation et la production des identités collectives. Quelles variations locales en termes de dynamiques institutionnelles, de pratiques syndicales et d'adhésion syndicale ?

#### 3. Dimension transnationale de l'action syndicale

La méthode de comparaison incorporée<sup>4</sup> fait également partie des méthodes mobilisées en sociologie des relations professionnelles. Cette méthode de comparaison combine les études de cas concrètes et les généralisations théoriques permettant de mettre en avant une unité dans la diversité sans ignorer les spécificités de chaque cas<sup>5</sup>. Cela permet de décloisonner les recherches en aires culturelles et de trouver des régularités comparables entre les grèves, mobilisations et conflits qui semblent être incomparables. Quelles possibilités de

---

<sup>1</sup> Richard Hyman, « La recherche comparative sur le syndicalisme : état des lieux », *Sociologie et Sociétés*, vol. 30, 2, 1998, p. 10-11.

<sup>2</sup> Samuel Valenzuela, « Labour Movements in Transitions to Democracy », *Comparative Politics*, Jul., 1989, Vol. 21, No. 4 (Jul., 1989), pp. 445-472.

<sup>3</sup> Miriam Golden, *Heroic Defeats : The Politics of Job Loss*, Cambridge : Cambridge University Press, 1997.

<sup>4</sup> Philip McMichael, « Incorporating comparison within a world-historical perspective : An alternative comparative method », *American Sociological Review*, Jun 1990, 55, 3, p. 391.

<sup>5</sup> Joerg Nowak, *Mass strikes and social movements in Brazil and India. Popular mobilisation in the long depression*, Palgrave, UK, 2021.

dialogue et de comparaison des mobilisations ouvrières, des syndicalismes et des relations professionnelles dans différents aires géographiques ?

*The thematic section aims to examine the possibilities of comparing trade union action in different national contexts, while integrating the international and transnational dimensions that influence its reconfiguration. Trade unions, in all their diversity, are confronted with economic and political power of multinational companies, capital transfers, transnational circulation of workers and international division of labour. Over the last few decades, they have witnessed a reversal of the wage compromise that characterized the Fordist mode of production, and a gradual dismantling of social states. What space for action does this leave for trade unions? How do they reconsider their relations with public authorities mostly concerned with securing their rating from rating agencies than with the pursuit of general interest?*

*The aim of this thematic section is precisely to discuss the modalities of comparing trade unionisms, to question the possible convergent effects of neo-liberal policies beyond national frameworks, and to reflect on the relevance of the indicators used.*

*Proposals for this section may be structured around three themes:*

#### *1. Comparisons through issues*

*Richard Hyman (1998) highlights the heuristic value of issue-based comparison methods. Examples include the role of workers' movements during the transition to democracy in Latin America (Valenzuela, 1989) or trade union reactions to mass layoffs in Japan and Great Britain (Golden, 1997). By focusing on conflictual issues, research that follow this method point out the tensions within labour movement. How have issues such as the ecological crisis, migration, gender, class and ethnic inequalities altered trade union practices on different scales?*

#### *2. Comparaisons through case studies*

*Comparing through case studies is another method of studying trade union action. By local, we mean sectors of activity, the corporate level (with the example of multinationals) and territories within the same country. What are the local variations in terms of institutional dynamics, union practices and membership?*

#### *3. The transnational dimension of trade union action*

*Another method used in the sociology of industrial relations is that of incorporated comparison (McMichael, 1990). This comparative method combines concrete case studies and theoretical generalizations to highlight a unity in diversity without ignoring the specificities of each case (Nowak, 2021). This makes it possible to decompartmentalize research into cultural areas and find comparable regularities between strikes, mobilizations and labour conflicts that seem to be incomparable. What are the possibilities for dialogue and comparison between workers' mobilizations, trade unionism and industrial relations in different geographical areas?*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### **Références / References**

- Baccaro, Lucio, Howell Chris, *Trajectories of Neoliberal Transformation. European Industrial Relations Since the 1970s*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.
- Golden, Miriam, *Heroic Defeats : The Politics of Job Loss*, Cambridge : Cambridge University Press, 1997.
- Hyman, Richard, « La recherche comparative sur le syndicalisme : état des lieux », *Sociologie et Sociétés*, vol. 30, 2, 1998, p. 1-20.
- McMichael, Philip, « Incorporating comparaison within a world-historical perspective : An alternative comparative method », *American Sociological Review*, Jun 1990, 55, 3, p. 385-397.
- Nowak, Joerg, *Mass strikes and social movements in Brazil and India. Popular mobilisation in the long depression*, Palgrave, UK, 2021.
- Sagnes Jean, dir., *Histoire du syndicalisme dans le monde, des origines à nos jours*, Toulouse, Privat, 1994.

- Valenzuela, Samuel, « Labour Movements in Transitions to Democracy », *Comparative Politics*, Jul., 1989, Vol. 21, No. 4 (Jul., 1989), pp. 445-472.
- Waterman, Peter, “Social-movement unionism : A new union for a new world order”, *Review* (Fernand Braudel Center), 1993, pp. 245-278.

## ST 10

### La fabrique des ministères. Penser les restructurations des administrations centrales et de leurs agences

#### *Making Ministries. Exploring the Reorganizations of Ministerial Departments and their Agencies*

##### Responsables scientifiques :

Philippe Bezes (CNRS / Centre d'études européennes et de politique comparée, CEE, Sciences Po) [philippe.bezes@sciencespo.fr](mailto:philippe.bezes@sciencespo.fr)

Scott Viallet-Thévenin (Centre de sociologie des organisations, CSO, Sciences Po & University of Potsdam) [scott.viallet-thevenin@m4x.org](mailto:scott.viallet-thevenin@m4x.org)

Les ministères ; entendus comme les formes organisationnelles comprenant administrations centrales et établissements publics, sont des acteurs majeurs des politiques publiques. Ils façonnent largement leur élaboration, contrôlent les activités des administrations déconcentrées et des agences, voire d'acteurs privés, et coordonnent les multiples acteurs qui participent à l'action publique. Dans les négociations, ils défendent des priorités politiques et des manières de faire et de penser en concurrence avec d'autres ministères. Malgré leur rôle central, nous faisons le constat qu'ils restent sous-investis comme objet, empiriquement mais aussi théoriquement. De nombreuses enquêtes ont étudié l'action de telle ou telle direction, dans le cadre de l'analyse d'une politique publique mais plus rarement celle de ministères pris dans leur globalité. Des monographies historiques retracent les grandes lignes de l'histoire de certains ministères. Mais les ministères sont rarement analysés en tant que forme organisationnelle en elle-même. Dans les enquêtes où ils apparaissent, leur rôle est souvent réduit au contexte d'une réforme. Le ministère a longtemps été une échelle oubliée, même si de nombreux travaux disparates existent, par exemple sur les restructurations de Whitehall en Grande-Bretagne ou si des travaux récents explorent quantitativement les évolutions des portefeuilles ministériels ou des unités internes. Toutefois, les enjeux globaux de leur restructuration, leur degré de changement et de continuité, les modalités d'articulation entre les directions et les agences qui les composent, la trajectoire historique de leur recomposition, leurs évolutions, leurs rôles, restent mal connus.

En prenant les ministères pour objet, nous invitons à les considérer comme des entités sociales, dont la construction reste à interroger. D'autant que les reconfigurations des frontières et de la division du travail des architectures administratives ont pris de l'ampleur avec l'institutionnalisation des politiques de réforme administrative à partir des années 1980. Les politiques de l'organisation sont devenues une technique de gouvernement en soi. Objets de démantèlements fréquents, de recompositions permanentes, quelle consistance, quelle épaisseur, quelle cohérence ont les ministères et quelles sont leurs composantes ? Sont-ils réductibles aux agences et administrations qui les composent ? Comment penser les processus qui structurent et animent les ministères ?

Nous proposons plusieurs axes de discussion pour cette session thématique, comme autant de fils conducteurs de communications possibles :

- l'évolution historique/longitudinale de grandes directions ministérielles en relation avec les autres acteurs du ministère (acteurs politiques, autres directions, services déconcentrés, agences)
- la création de nouveaux portefeuilles ministériels et de grands ministères à durée courte (identité nationale) ou longue (ministère du développement durable)
- de grands événements organisationnels affectant un ministère (créations, fusions, scissions, démantèlement). Comment ces derniers sont-ils mis en œuvre ? De quels conflits sont-ils issus ? Et quelles représentations de l'action publique portent-ils ?
- les relations entre ministères et agences et le rôle que les administrations centrales jouent dans le pilotage/coordination des entités à distance (établissements publics) - les administrations centrales ont-elles été dépossédées de leurs attributions par les agences ? De quelle manière leurs attributions ont évolué ?

La section est aussi ouverte à des communications proposant de théoriser l'évolution des ensembles ministériels (théorie des champs, principal/agent, analyse de réseaux, etc.).

Enfin, les communications pourraient réfléchir à l'existence de formes organisationnelles typiques de ministères sur des bases comparatives en France, ou en proposant des comparaisons européennes et internationales.

*Ministries - understood as the organizational forms comprising central administrations and public agencies - are major players in public policy. They largely shape policy-making, control the activities of devolved administrations and agencies, and even private actors, and coordinate the many players involved in policies. In negotiations, they defend political priorities as well as institutional ways of thinking and doing in competition with other ministries. Despite their central role, they remain under-investigated as an object, both empirically and theoretically. Many studies have explored the actions of specific ministerial departments, as part of a public policy analysis, but more rarely those of ministries as a whole. Historical monographs trace the broad outlines of the history of certain ministries. But ministries are rarely analyzed as an organizational form in themselves. In the scholars where they do appear, their role is often reduced to the context of a reform. The ministry has long been a forgotten scale, even if many disparate works exist, for example on the restructuring of Whitehall in Great Britain, or if recent works quantitatively explore the evolution of ministerial portfolios or units.*

*However, little is known about the overall issues at stake involved in their restructuring, their degree of change and continuity, the ways in which the directorates and agencies that make them up are linked, the historical trajectory of their remaking, their evolutions and their roles.*

*By taking ministries seriously as our object, we invite participants to consider them as social entities, whose construction remains to be questioned. All the more so as the reconfiguration of the boundaries and division of labor of administrative architectures gained momentum with the institutionalization of administrative reform policies from the 1980s onwards. Organizational policies have become a technique of government in their own right. Subject to frequent dismantling and permanent recomposition, what consistency, thickness and coherence do ministries have, and what are their components? Can they be reduced to the agencies and administrations that make them up? How can we think about the processes that structure and drive ministries?*

*We propose several lines of discussion for this thematic session, as possible threads of papers:*

- the historical/longitudinal evolution of major ministerial departments in relation to the ministry's other players (political players, other departments, decentralized services, agencies)*
- the creation of new ministerial portfolios and large short-term (national identity) or long-term (sustainable development ministry) ministries*
- major organizational events affecting a ministry (creations, mergers, splits, dismantling). How are these events implemented? What conflicts have they given rise to? And what representations of policies do they convey?*
- relations between ministries and agencies, and the role played by central administrations in steering/coordinating remote entities (public establishments, agencies) - have central administrations been dispossessed of their responsibilities by agencies? How have their responsibilities changed?*

*The section is also open to papers proposing to theorize the evolution of ministerial ensembles (field theory, principal/agent, network analysis, etc.).*

*Finally, papers could explore the existence of typical organizational forms of ministries on a comparative basis in France, or by proposing European and international comparisons.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

Références / References

- Bezes, Philippe, et Patrick Le Lidec (2016), « Politiques de l'organisation. Les nouvelles divisions du travail étatique », *Revue française de science politique*, vol. 66, no. 3-4, pp. 407-433.
- Bezes, Philippe, Florence Descamps et Scott Viallet Thévenin (2019), « Bercy: empire ou constellation de principautés? » *Pouvoirs*, janvier, n° 168
- Dubois, Vincent (1999). La politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique. Paris, Belin.
- Eymeri-Douzans, J. M., & Bouckaert, G. (2013). La France et ses administrations: un état des savoirs: France and its public administrations: A state of the art, Bruylant.
- Kuipers, S., Yesilkagit, K., & Carroll, B. (2021), "Ministerial influence on the machinery of government: Insights on the inside", *West European Politics*, 44(4), 897-920.
- Lascoumes, P., Bonnaud, L., & Martinais, E. (2014). *Le développement durable: une nouvelle affaire d'État*. Paris, PUF.
- Lecler, Romain. « Naissance et mort d'une direction aux Affaires étrangères ». *Politix* n° 112, no 4 (2015): 197-222.
- MacCarthaigh, M. (2012), "Mapping and understanding organizational change: Ireland 1922–2010. *International Journal of Public Administration*, 35(12), 795-807.
- Marsh, D., Richards, D., & Smith, M. (2001). *Changing Patterns of Government: Reinventing Whitehall?*. Springer.

## ST 11

### Minorités de sexualité et de genre dans les institutions : discriminations, inclusion, résistances

#### *Sexual and gender minorities in institutions: discrimination, inclusion and resistance*

##### Responsables scientifiques :

Emilie Biland (Sciences Po, Centre de Sociologie des Organisations, Institut Universitaire de France) [emilie.bilandcurinier@sciencespo.fr](mailto:emilie.bilandcurinier@sciencespo.fr)

Estelle Fisson (Triangle, Université Lumière Lyon 2 & EHESS) [estelle.fisson@ehess.fr](mailto:estelle.fisson@ehess.fr)

Si les travaux de science politique sur les LGBTI+ tendent à se développer en France, ils portent souvent sur l'action collective en tant qu'espace relativement autonome du champ politique et de l'Etat (Mathieu 2011). Contrairement aux travaux étudiant les dimensions institutionnelles des mobilisations féministes (Bereni et Revillard 2012), la portée de ces mobilisations sur les institutions est encore faiblement documentée par la littérature francophone, de même que les expériences concrètes des personnes LGBTI+ dans ces espaces très codifiés. Suivant une définition classique de sociologie politique des institutions, celles-ci englobent « les systèmes politiques et administratifs, les grandes organisations qui encadrent la vie sociale, les dispositifs plus ou moins stabilisés qui régissent les interactions, les partis politiques et les syndicats, les Eglises, voire des entreprises collectives durables » (Lagroye et Offerlé 2011, p. 14). Nombre d'entre elles (police, justice, prison, école) sont historiquement des espaces de disciplinarisation des corps et des sexualités, de sorte que la présence, plus visible qu'auparavant, de personnes LGBTI+ dans leurs rangs, de même que l'existence de politiques les visant explicitement, demandent à être questionnée. Cette section se déploiera autour de deux axes :

- 1) Discriminations, stigmatisation, inclusion
  - Quels sont les mécanismes de stigmatisation des LGBTQI+ transversaux aux différentes institutions, et quelles sont les idiosyncrasies de chacune d'elles ?
  - En quoi les discours et pratiques hétéro-cisnormatifs peuvent faire l'objet d'une explication croisée entre dispositions des agent-es, contexte politique et social, et attentes institutionnelles ?
  - Observe-t-on une diversité de discours et pratiques intra-institutionnels sur ces enjeux ? Comment le cadrage antidiscriminatoire et/ou en termes de diversité est-il approprié à la base, au sommet ou dans les niveaux intermédiaires des hiérarchies institutionnelles ?
  - Dans quelle mesure les changements politiques et juridiques contemporains (ouverture du mariage et de la filiation, pénalisation de l'homophobie et de la transphobie etc.) conduisent-ils à des changements organisationnels ?
- 2) Résistances, *agency*, mobilisations
  - Qu'est-ce qui conduit des personnes LGBTI+ à s'investir dans différentes institutions (plutôt que dans d'autres contextes professionnels ou politiques) ? Comment les socialisations institutionnelles interagissent-elles avec les socialisations de genre et de sexualité antérieures ? *A contrario*, quelles sont les conditions de l'*exit* institutionnel (Hirschman 1970) ?
  - Quelles sont les stratégies mises en place par les LGBTI+, individus « discréditables » au sens de Goffman (1975), pour composer avec le stigmaté, entre *passing* hétérosexuel ou cisgenre, dissociation des sphères privées et publiques, et visibilité ? Dans quelles conditions cette expérience minoritaire peut-elle faire l'objet d'un retournement du stigmaté, en mettant par exemple en avant les qualités d'empathie et de compréhension des publics minorisés et/ou des femmes ?
  - Les institutions sont-elles des espaces de dépolitisation ou au contraire de politisation des personnes LGBTI+ ? Permettent-elles le déploiement d'un « espace de la cause LGBT » (Bouvard 2020), à cheval sur la sphère militante et la sphère professionnelle ? Ces personnes sont-elles plus contestataires que leurs

collègues de travail, ou davantage porté-es à la conformité institutionnelle pour limiter le risque de discrédit ? Quels sont les déterminants organisationnels et biographiques de chaque posture ? Enfin, quel est le rôle des *insider activists* qui se mobilisent dans les grandes organisations publiques et privées (Buchter 2023) quant à la transformation des conditions LGBTI+ dans les institutions ?

- En quoi ces conditions institutionnelles dépendent-elles des différents rapports sociaux (classe, genre, race, âge, validité) au regard desquelles les personnes concernées sont situées ? Dans quelles conditions leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre se révèlent déterminantes dans l'endossement des rôles institutionnels et dans leur perception par autrui ?

Les contributions devront mobiliser des données empiriques solides. L'inscription dans des disciplines variées, telles que la science politique, la sociologie, l'histoire, les études de genre et les aires culturelles, est bienvenue. Les travaux qui mettent la lumière sur le rôle des contextes nationaux et des conjonctures historiques seront valorisés. Les recherches attentives à l'hétérogénéité des minorités de sexualité et de genre, ainsi qu'aux processus de minorisation en leur sein, seront retenus en priorité.

*While political science studies on LGBTI+ issues are getting more frequent and visible in France, they often focus on activism as an autonomous setting from political institutions (Mathieu 2011). Unlike work studying the institutional dimensions of feminist mobilizations (Bereni and Revillard 2012), the impact of these mobilizations on institutions is still poorly documented by French-speaking literature, as are the concrete experiences of LGBTI+ people in these highly codified organizations. Following a classic political sociology definition of institutions, these encompass "political and administrative systems, the major organizations that frame social life, the more or less stabilized arrangements that govern interactions, political parties and trade unions, churches, even enduring collective enterprises" (Lagroye and Offerlé 2011, p. 14). Many of these (police, courts, jails, schools) have historically been locations for the policing of bodies and sexualities, so that the presence, more visible than before, of LGBTI+ people in their ranks, as well as the existence of policies explicitly targeting them, demand to be studied. This section will focus on two major topics:*

*1) Discrimination, stigmatization, inclusion*

- *What are the stigmatization mechanisms for LGBTQI+ people that cut across different institutions, and what are the idiosyncrasies of each?*
- *How can heterocisnormative discourses and practices be explained in terms of agents' dispositions, the political and social context, and institutional expectations?*
- *Is there a diversity of intra-institutional discourse and practice on these issues? How is anti-discrimination and/or diversity framing appropriated at grassroots level, at the top or in the intermediate levels of institutional hierarchies?*
- *To what extent are contemporary political and legal changes (opening up of same-sex marriage and parentage, criminalization of homophobia and transphobia, etc.) leading to organizational changes?*

*2) Resistance, agency, mobilization*

- *What leads LGBTI+ people to get involved in different institutions (rather than in other professional or political settings)? How do institutional socializations interact with previous gender and sexuality socializations? Conversely, what are the conditions for institutional exit (Hirschman 1970)?*
- *How do LGBTI+ people, as "discreditable" individuals (Goffman 1975), cope with stigma, from heterosexual or cisgender passing, to privacy foreclosure and to coming out? Under what conditions can they reverse their stigma, for example by highlighting their ability to empathy and understand minority audiences and/or women?*
- *Do institutions depoliticize or politicize LGBTI+ people? Do they enable the deployment of a "the LGBT cause field" (Bouvard 2020), straddling the activist and professional spheres? Are these people more contentious than their colleagues, or more inclined to institutional conformity to limit the risk of spoiling? What are the organizational and biographical explanation for each attitude? Finally, what role do insider activists who mobilize in large public and private organizations (Buchter 2023) play in transforming LGBTI+ institutional status?*
- *How do these institutional conditions depend on the various social relations (class, gender, race, age, validity) with regard to which they are situated? Under what conditions do sexual orientation and/or*

*gender identity prove decisive in the way they embody institutional roles and in the way the majority perceives them?*

*Contributions should be based on solid empirical data. Contributions from a variety of disciplines, such as political science, sociology, history, gender studies and cultural studies, are welcome. Work that sheds light on national patterns and historical processes will be valued. Research that examines the heterogeneity of sexual and gender minorities, and the processes of minorization within them, will be given priority.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

#### Références / References

- BERENI Laure et REVILLARD Anne, « Les femmes contestent », *Sociétés contemporaines*, 2012, vol. 85, p. 5.
- BOUVARD Hugo, *Gays et lesbiennes en politique : Sociohistoire de la représentation des minorités sexuelles en France et aux États-Unis*, Paris, doctorat en science politique, Université Paris Sciences et Lettres, 2020.
- BUCHTER Lisa, « Militer de l'intérieur : les stratégies des réseaux professionnels LGBT », *Travail, genre et sociétés*, 2023, vol. 49, n° 1, pp. 65-81.
- GOFFMAN Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Éditions de Minuit, 1975.
- HIRSCHMAN Albert O., *Exit, voice and loyalty : responses to decline in firms, organisations and States*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1970.
- LAGROYE Jacques et OFFERLE Michel, *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2011.
- MATHIEU Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, 2011.

## ST 12

### De la crise à l'utopie : enjeux écologiques et renouvellements démocratiques *From crisis to utopia: ecological challenges and democratic renewal*

#### Responsables scientifiques :

Martin Breough (York University, Toronto) [mbreough@yorku.ca](mailto:mbreough@yorku.ca)

Audric Vitiello (Université de Tours) [audric.vitiello@univ-tours.fr](mailto:audric.vitiello@univ-tours.fr)

La crise écologique induit une crise politique, et plus spécifiquement une crise démocratique. Face aux doutes croissants sur la capacité des systèmes démocratiques actuels à relever ce défi, face au risque de « l'assèchement des possibles » (Villalba 2017) par les nécessités environnementales, face au spectre d'une « écologie autoritaire » (Flipo, 2017 ; Bourg et al., 2019), la démocratie est appelée à se renouveler pour devenir écologique et recouvrer sa capacité à « l'auto-limitation » (Castoriadis, 2014 ; Arnsperger, Bourg, 2017).

La théorie politique souligne de longue date que la prise en compte des enjeux écologiques implique des transformations significatives de nos conceptions et de nos institutions démocratiques (Dobson, Lucardie, 1993 ; Dobson, 1998 ; Eckersley, 2004, 2017 ; Bourg, Whiteside, 2010). Le souci de voir les enjeux écologiques mieux intégrés à l'arène politique a ainsi motivé diverses propositions de réformes des institutions représentatives, telles que la création d'une « Académie du futur » (Rosanvallon, 2009), d'une « Assemblée citoyenne du futur » (Bourg et al., 2017), ou encore d'un « Parlement des choses » (Latour 2018). Plus concrètement, les processus politiques ont vu émerger des dispositifs novateurs, tels que les « forums hybrides » organisant le débat public sur les questions technoscientifiques (Callon, Lascoumes, Barthes, 2001), ou plus récemment les Conventions citoyennes, mettant en œuvre des mini-publics délibératifs pour orienter la décision politique (Pech, 2021 ; Landemore, Fourniau, 2022).

Pour autant, ces propositions et ces évolutions sont loin de résumer l'ensemble des perspectives ouvertes par la crise environnementale, et elles ne semblent pas satisfaire une large partie des acteurs mobilisés par les causes écologiques. Loin de constituer un mouvement homogène, l'élaboration théorique et pratique d'une démocratie écologique reste « indisciplinée » (Fourniau et al, 2022) : elle donne lieu à un fourmillement d'idées et d'innovations, qui se déploient bien au-delà des champs académiques ou politiques institués. L'ampleur des changements induits par la crise écologique peut angoisser et paralyser ; elle peut aussi stimuler l'imagination et la créativité, donnant naissance à des projets radicaux de transformation sociale et politique. En témoigne la multiplication des œuvres de fiction et d'anticipation sur le sujet, ainsi que le retour en force du concept de « l'utopie », entendu moins comme un modèle idéal à appliquer que comme une puissance émancipatrice, une ouverture des possibles à l'imagination et à la création (Abensour 2012 ; Wright, 2017 ; Laville, Riot-Sarcey, 2020). Une grande partie des acteurs engagés dans la cause écologique se détourne de la politique institutionnelle, pour privilégier des modalités d'organisation et d'action alternatives, parfois oppositionnelles, parfois propositionnelles et constructives. Le renouvellement démocratique induit par l'enjeu écologique se joue aussi ici, dans cette démocratie « sauvage » (Lefort, 2010) et protéiforme où s'imaginent, s'élaborent et s'expérimentent des formes novatrices de démocratie. C'est cette perspective que la présente section thématique entend explorer, en interrogeant les nouveau(x) imaginaire(s) et les potentiel(s) démocratique(s) qui innervent les pratiques motivées par les causes écologistes, qu'elles soient individuelles ou collectives, qu'elles s'inscrivent dans une logique de contestation des pouvoirs actuels ou de construction d'alternatives sociales écologiques.

La 1<sup>ère</sup> session portera sur la démocratie au sein des structures ou des actions collectives, qu'il s'agisse de mouvements contestataires ou de pratiques alternatives ; la 2<sup>e</sup> session s'intéressera au rapport que les activistes entretiennent avec la démocratie comme vecteur du changement social et politique qu'ils désirent impulser.

*The ecological crisis opens to a political crisis, and more specifically a crisis of democracy. Faced with growing doubts about the ability of current democratic systems to meet this challenge, faced with the risk of "the drying up of the possible" (Villalba 2017) by environmental necessities, which could lead to an "authoritarian ecology" (Flipo, 2017; Bourg et al., 2019), democracy is called upon to renew itself in order to become ecological and recover its capacity for "self-limitation" (Castoriadis, 2014; Arnsperger, Bourg, 2017).*

Political theory has long stressed that taking ecological issues into account implies significant transformations in our democratic conceptions and institutions (Dobson, Lucardie, 1993; Dobson, 1998; Eckersley, 2004; Bourg, Whiteside, 2010). The imperative to see ecological issues better integrated into the political arena has thus motivated various proposals to reform representative institutions, such as the creation of an "Academy of the Future" (Rosanvallon, 2009), a "Citizens' Assembly of the Future" (Bourg et al., 2017), or a "Parliament of Things" (Latour 2018). More concretely, political processes have seen the emergence of innovative devices, such as "hybrid forums" organizing public debate on technoscientific issues (Callon, Lascoumes, Barthes, 2001), or more recently Citizens' Conventions, implementing deliberative mini-publics to guide political decision-making (Pech, 2021; Landemore, Fourniau, 2022).

However, these proposals and developments are far from exhausting the perspectives opened up by the environmental crisis, and they do not seem to satisfy a large proportion of the actors mobilized by ecological causes. Far from constituting a homogeneous movement, the theoretical and practical elaboration of an ecological democracy remains "undisciplined" (Fourniau et al, 2022): it gives rise to an abundance of ideas and innovations, which extend far beyond instituted academic or political fields. The scale of the changes brought about by the ecological crisis can be frightening and paralyzing, but it can also stimulate imagination and creativity, giving rise to radical projects for social and political transformation. For example, the proliferation of works of fiction and anticipation on the subject, as well as the resurgence of the concept of "utopia", understood less as an ideal model to be applied than as an emancipatory power, an opening up of possibilities to imagination and creation (Abensour 2012; Wright, 2017; Laville, Riot-Sarcey, 2020).

A large proportion of actors committed to the ecological cause are turning away from institutional politics, in favor of alternative modes of organization and action, sometimes oppositional, sometimes propositional and constructive. The democratic renewal brought about by the ecological challenge is also at stake here, in this "wild" (Lefort, 2010) and protean democracy, where innovative forms of democracy are being imagined, developed and experimented with. This is the perspective that the present thematic section intends to explore, by questioning the new imaginary(s) and democratic potential(s) that innervate practices motivated by environmental causes, whether they be individual or collective, and whether they are part of a logic of contesting current powers or of building social alternatives based on ecological principles.

Our 1st session will focus on democracy within structures or collective actions, be they protest movements or alternative practices. The 2nd session will analyze the relationship activists have with democracy as a vector for the social and political change they wish to bring about.

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Abensour, M. (2012). *Utopiques 1 : le procès des maîtres rêveurs*, Paris, Sens & Tonka.
- Arnsperger, C., Bourg, D. (2017). *Ecologie intégrale : pour une société permacirculaire*, Paris, PUF.
- Bourg, D., Whiteside, K. (2010). *Vers une démocratie écologique : le citoyen, le savant et le politique*, Paris, Seuil.
- Bourg, D. et al. (2017). *Inventer la démocratie du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Liens qui Libèrent.
- Bourg, D. et al (2019). « Autoritarisme et écologie », *La pensée écologique*, n°4.
- Callon, M., Lascoumes, P., Barthes, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.
- Castoriadis, C. (2014), *De l'écologie à l'autonomie*, Paris, Le Bord de l'eau.
- Dobson, A., Lucardie, P. (1993). *The Politics of Nature : Exploration in Green Political Theory*, New-York, Routledge.
- Dobson, A. (1998). *Justice and the Environment : Conceptions of Environmental Sustainability and Dimensions of Social Justice*, Oxford, Oxford University Press.
- Eckersley, R. (2017). « La démocratie à l'ère de l'anthropocène », *La pensée écologique*, n°1.
- Eckersley, R. (2004). *The Green State : Rethinking Democracy and Sovereignty*, Cambridge, MIT Press.
- Flipo, F. (2017). *L'écologie autoritaire*, Londres, ISTE Editions.
- Fourniau, J-M. et al. (2022), *La démocratie écologique : une pensée indisciplinée*, Paris, Hermann
- Landemore, H., Fourniau, J-M. (2022). « Les assemblées citoyennes, une nouvelle forme de représentation démocratique ? », *Participations*, n°34, p.5-36.
- Latour, B. (2018). « Esquisse d'un Parlement des choses », *Ecologie & politique* n°56, p.47-64
- Laville, J-L., Riot-Sarcey, M. (2020). *Le réveil de l'utopie*, Paris, L'Atelier.
- Lefort, C. (2010). *Le temps présent : écrits 1945-2005*, Paris, Belin.
- Pech, T. (2021). *Le Parlement des citoyens : la Convention citoyenne sur le climat*, Paris, Seuil

- Rosanvallon, P. (2009). « Sortir de la myopie des démocraties », *Le Monde*, 7 décembre 2009
- Villalba, B. (2017). « L'assèchement des choix : pluralisme et écologie », *La pensée écologique*, n°1.
- Wright, E.O. (2017). *Utopies réelles*, Paris, La Découverte.

## ST 13

### Politiques de lutte contre les illégalismes économiques et financiers *Policies to fight economic and financial illegalisms*

#### Responsables scientifiques :

Constantin Brissaud (ISPOLE, Université catholique de Louvain la Neuve)

[cbrissaud@gmail.com](mailto:cbrissaud@gmail.com)

Julien Louis (Université Lyon 2, Triangle) [julien.louis@univ-lyon2.fr](mailto:julien.louis@univ-lyon2.fr)

Cette section thématique propose d'analyser les politiques de lutte contre les illégalismes économiques et financiers avec les outils de la science politique. Préférée à celle de délinquance, la notion d'illégalismes (Lascoumes 1996; Spire 2013; Amicelle 2014) permet d'une part de se distancier de la "raison criminologique" (Bigo, Bonelli, 2014) et d'autre part de s'extraire des catégories formelles du droit pénal.

Ainsi, la notion privilégie non seulement l'étude des transgressions du droit, mais également ses contournements et redéfinitions. Une telle approche est particulièrement heuristique pour étudier les illégalismes économiques et financiers, à propos desquels plusieurs travaux ont montré combien leur catégorisation délictuelle était le fruit de négociations et de rapports de force entre leurs perpétrateurs et les autorités publiques.

Ce constat est bien mis en évidence à propos des pratiques de fraude fiscale (Spire et Weinfeld 2015; Herlin-Giret 2017) ou encore de corruption (Lascoumes 2022). Ces études pointent également la prépondérance en la matière des délinquants "en col blanc" (Sutherland 1983; Chantraine et Salle 2013) dont les positions sociales élitaires favorisent un rapport souple, distancé et tactique à l'égard du droit (Lascoumes et Nagels 2018).

Partant de ce cadre conceptuel, cette section thématique propose d'analyser les politiques de lutte contre les illégalismes économiques et financiers selon trois axes de travail. Les communications seront fondées sur des enquêtes empiriques menées sur des terrains aussi bien français qu'étrangers, internationaux ou comparés.

#### 1. Dynamiques de professionnalisation et d'institutionnalisation

Un premier axe de travail porte sur les professionnels des politiques de lutte contre les illégalismes économiques et financiers.

Il analyse l'émergence d'un ensemble de métiers liés à ces politiques, aussi bien publics (juges et procureurs, inspecteurs des impôts, douaniers, agents de Tracfin, data analysts de la DGFIP...) que privés (compliance officers, commissaires aux comptes, notaires...), ainsi que leurs interdépendances et interpénétrations (Favarel-Garrigues et al. 2009; Vauchez et France 2017). Classiquement, il s'agit d'étudier leurs propriétés sociales, leurs trajectoires et leurs pratiques professionnelles, en surmontant les difficultés spécifiques posées par ce type de terrains (Herlin-Giret 2018).

Enfin, à l'aune de la multiplication des organismes dédiés à la lutte contre ces illégalismes (Parquet national financier, Service d'enquête judiciaire des finances, Agence française anticorruption, HATVP...), les propositions pourront s'attacher aux processus d'institutionnalisation dans lesquels sont prises et auxquels contribuent ces professions.

#### 2. Croisades morales et mobilisations collectives

Le deuxième axe de réflexion porte sur les croisades morales et les mobilisations collectives contre les illégalismes économiques et financiers.

Ceux-ci ont pour particularité ancienne de ne susciter qu'un faible degré de réprobation sociale (Lascoumes 2010). Pourtant, des agents travaillent à publiciser le problème (sur la corruption : Katzarova 2019, Wickberg 2021) et le mettre à l'agenda des autorités (Oxfam ou l'OCDE sur l'évasion fiscale, Transparency International sur la corruption, missions parlementaires, journalistes d'investigation...), et des groupes se mobilisent concrètement pour y remédier (actions judiciaires d'Anticor, plaidoyer de la Maison des lanceurs d'alerte, négociations syndicales de dispositifs "RSE" dans les firmes multinationales...).

Quels sont les ressorts de ces mobilisations ? Quels sont les profils des agents mobilisés ? Quels répertoires d'action ces groupes adoptent-ils ? Et à l'inverse, à quelles stratégies de confinement ou de recadrage alternatif du problème font-ils face ?

### 3. Pratiques de résistance

De manière symétrique, et en accord avec la perspective relationnelle que recouvre la notion d'illégalismes, un dernier axe voudrait enfin inscrire ces politiques de lutte et mobilisations dans le continuum des pratiques de résistance des élites (Agrikoliansky et Collovald 2014; Barrault-Stella et Spire 2017) contre les normes économiques, financières, ou encore fiscales (sur ce dernier point : Spire 2018; Huret 2014; Martin 2013).

Qui fraude et à quel moment de la vie (Bessière et Gollac 2017 et 2020) ? Avec quelles stratégies et quelles pratiques de négociation des illégalismes ? Avec le soutien de quels adjuvants et intermédiaires (avocats, conseillers fiscaux, gestionnaires de patrimoine, banquiers...) ? Au moyen de quels dispositifs techniques et juridiques (niches fiscales, sociétés écrans, paradis fiscaux, secret bancaire, crypto-monnaies...) ?

*This thematic section proposes to analyze the policies dedicated to fight economic and financial illegalisms with the tools of political science. Instead of the notion of "delinquency", the concept of illegalisms (Lascoumes 1996; Spire 2013; Amicelle 2014) allows us to distance ourselves from "criminological reason" (Bigo, Bonelli, 2014) on the one hand, and from the formal categories of criminal law on the other.*

*Thus, the concept of "illegalisms" focuses not only on the study of legal transgressions, but also on their circumvention and redefinition. Such an approach is particularly heuristic for the study of economic and financial illegalisms, about which several works have shown how their criminal categorization was the fruit of negotiations and power relations between their perpetrators and the public authorities.*

*This is clearly demonstrated in the case of tax fraud (Spire and Weinfeld 2015; Herlin-Giret 2017) and corruption (Lascoumes 2022). These studies also point to the preponderance in this criminal area of "white-collar" criminals (Sutherland 1983; Chantraine and Salle 2013) whose elite social positions favor a flexible, distanced and tactical relationship to the law (Lascoumes and Nagels 2018).*

*Within this conceptual framework, this thematic section proposes to analyze policies against economic and financial illegalisms along three lines. Papers will be based on empirical investigations carried out in French, foreign, international or comparative fields.*

#### *1. Dynamics of professionalization and institutionalization*

*The first line of work focuses on the professionals involved in policies to fight economic and financial illegalisms.*

*It analyzes the emergence of a range of professions linked to these policies, both public (judges and prosecutors, tax inspectors, customs officers, anti-laundering agents...) and private (compliance officers, statutory auditors, notaries...), as well as their interdependencies and interpenetrations (Favarel-Garrigues et al. 2009; Vauchez and France 2017). Classically, the aim is to study their social properties, trajectories and professional practices. This means overcoming the specific difficulties posed by this type of fieldwork (Herlin-Giret 2018).*

*Finally, in light of the multiplication of bodies dedicated to combating these illegalisms (specialized prosecutor's offices and investigation services, anti-corruption agencies, public integrity offices...), proposals may focus on the institutionalization processes in which these professions are caught up and to which they contribute.*

#### *2. Moral crusades and collective mobilizations*

*The second line of thought concerns moral crusades and collective mobilizations against economic and financial illegalisms.*

*These types of illegalisms have the long-standing characteristic of provoking only a low degree of social disapproval (Lascoumes 2010). Nevertheless, agents are working to publicize the problem (on corruption: Katzarova 2019, Wickberg 2021) and put it on the authorities' agenda (Oxfam or the OECD on tax evasion, Transparency International on corruption, parliamentary missions, investigative journalists...), and groups are mobilizing concretely to remedy it (legal actions launched by NGOs, advocacy in favor of whistleblowers, negotiations of "CSR" measures by trade unions in multinational firms...).*

*What are the driving forces behind these mobilizations? What are the profiles of the agents mobilized? What repertoires of action do these groups adopt? And, conversely, what strategies of containment or alternative reframing of the problem do they face?*

3. *Resistance practices*

*Symmetrically, and in line with the relational perspective embodied by the notion of illegalisms, a final axis would like to inscribe these policies and mobilizations in the continuum of elite resistance practices (Agrikoliansky and Collovald 2014; Barrault-Stella and Spire 2017) against economic, financial or fiscal norms (on this last point: Spire 2018; Huret 2014; Martin 2013).*

*Who defrauds and at what point in life (Bessière and Gollac 2017 and 2020)? What strategies and practices are used to negotiate illegalisms? With the support of which allies and intermediaries (lawyers, tax advisors, asset managers, bankers...)? By means of what technical and legal devices (tax niches, shell companies, tax havens, banking secrecy, crypto-currencies...)?*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

## ST 14

### Après l'effondrement. Institutions, corps et champs pris dans les changements de régime brutaux *After the collapse. Institutions, bodies and fields caught up in sudden regime changes*

#### Responsables scientifiques :

Florence Brisset-Foucault (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut des mondes africains, Institut universitaire de France) [florence.brisset-foucault@univ-paris1.fr](mailto:florence.brisset-foucault@univ-paris1.fr)  
Choukri Hmed (Université Paris Cité, Philépol, GIS Moyen-Orient et Mondes musulmans) [choukri.hmed@u-paris.fr](mailto:choukri.hmed@u-paris.fr)

Alors que les causes des changements de régime subits ont fait l'objet de nombreux travaux et alors que les périodes critiques ont été au cœur des préoccupations de la science politique française, force est de constater que le chantier de la sociologie de « l'après » a été largement négligé. La ST a pour objectif de faire dialoguer les travaux qui permettent justement de penser ces situations qui dérogent aux routines et procédures institutionnalisées de l'alternance. Les communications s'appuieront sur un matériau empirique dense et prendront pour objet les configurations sociales issues d'événements qualifiés de révolution, de coup d'État, de prise de pouvoir par des groupes rebelles, de libération, d'indépendance, mais aussi d'invasion étrangère ou d'effondrement de la démocratie. Qu'est-ce qui change, qu'est-ce qui demeure dans les différents recoins de l'État et de la société, et comment l'expliquer ? Quelles sont les luttes sociales annexes qui se jouent, et parfois se soldent, à l'aune de ces changements politiques majeurs ?

Les communications pourront s'inscrire dans l'un ou plusieurs des axes suivants :

#### 1. Ethnographie des moments d'effondrement

Ce premier axe invite à prendre au sérieux la question des circonstances matérielles et affectives des changements de régimes subits. Si la sociologie des situations révolutionnaires (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2012) comme la « consolidologie » (Guilhot et Schmitter, 2000) ont permis de mieux saisir les causes et les contextes de ces transformations brutales des régimes politiques, peu de travaux ont jusqu'ici pris le soin de renseigner empiriquement la question de la désobjectivation des institutions (Dobry, 2009, voir cependant Gourisse, 2010). Quel que soit le cas considéré, l'effondrement d'un régime passe par la disparition brutale d'institutions et avec elles les insignes, les symboles, les catégories et la phraséologie caractéristiques du temps révolu. Quelles formes concrètes prend cet effondrement ? Quels types de matériaux sociologiques permettent de l'informer ?

#### 2. Les effets des changements brutaux sur l'administration

Que se passe-t-il dans les différents rouages de l'administration lorsqu'un régime politique s'effondre brutalement ? Cet axe vise à plonger au cœur de différents services de l'État, afin d'explorer les réverbérations du changement politique dans le champ bureaucratique (voir Klaus 2017). Dans quelle mesure la bureaucratie se politise-t-elle ? Différentes configurations existent, des fuites et purges massives au statu quo en passant par la création de nouvelles institutions donnant lieu à l'apparition d'agents de l'État dont les capitaux sont différents de ceux des fonctionnaires de l'ancien régime (Heurtaux 2018). Ces conflits de légitimité, ajustements et hystérésis, la permanence ou le changement des pratiques, des outils et des cultures professionnelles de l'État (bref, la mesure de processus d'institutionnalisation) seront au cœur de cet axe.

#### 3. Les effets des changements de régime brutaux sur la société

Dans quelle mesure, et de quelles manières, le changement social est-il articulé au changement politique ? Peut-on repérer des homologues entre les bouleversements des hiérarchies internes au champ politique, et celles de champs distincts (voir pour le champ scientifique Raymond 2019) ? Il importe de ne pas réduire ces changements au politique, et de les étudier dans toute leur épaisseur. Une focale sur les échos sociaux des changements de

régime politique permet aussi d'interroger les temporalités du changement social (a-t-il été initié en amont de la chute du régime ?). On encourage aussi dans cet axe à documenter les échos des changements de régime brutaux dans les périphéries géographiques et politiques et dans les espaces ruraux (Hegland 2013). C'est, enfin l'analyse des effets potentiels des changements de régime sur les intimités et les trajectoires sociales individuelles, qu'on cherchera à promouvoir dans cet axe (Joris 1991, Rahal 2022).

*While the causes of sudden regime change have attracted a lot of academic attention, and whereas times of crisis have been at the heart of French political science, the sociology of the 'aftermath' has been largely neglected. The aim of this panel is to bring together research on situations that depart from the routines and institutionalised procedures of political alternation. Papers will be based on dense empirical investigations and will focus on the social configurations resulting from events described as "revolution", "coup d'état", seizure of power by rebel groups, "liberation", "independence", but also foreign invasion or the collapse of democracy. What changes, what remains in the various corners of the State and society, and how can this be explained? What are the ancillary social struggles that are played out, and sometimes unfold, in the light of these major political changes?*

*Papers may focus on one or more of the following themes:*

1. *Ethnography of moments of collapse*

*This first strand invites to take seriously the question of the material and emotional circumstances of sudden regime changes. While the sociology of revolutionary situations (Bennani-Chraïbi and Fillieule, 2012) and 'consolidology' (Guilhot and Schmitter, 2000) have enabled us to gain a better grasp of the causes and contexts of sudden regime change, to date, few studies have empirically addressed the question of the "de-objectification" of institutions (Dobry, 2009, for an exception see Gourisse, 2010). Whatever the case under consideration, the collapse of a regime involves the sudden disappearance of institutions and with them the insignia, symbols, categories and phraseology characteristic of the "ancien régime". What concrete forms does this collapse take? What kind of sociological material can we use to document it?*

2. *The effects of sudden change on the administration*

*What happens in the various corners of the administration when a political regime suddenly collapses? The aim of this section is to delve into the heart of various government departments in order to explore the reverberations of political change in the bureaucratic field (see Klaus 2017). To what extent does bureaucracy become politicised? Different configurations exist: massive desertion of civil servants, purges, status quo, promotions and demotions, or the creation of new institutions giving rise to the appearance of state agents whose capital is different from that of the civil servants of the old regime (Heurtaux 2018). The conflicts of legitimacy, dynamics of adjustment and hysteresis, the permanence or change of practices, tools and professional cultures of the State (in short, the evaluation of institutionalisation processes) will be at the heart of this axis.*

3. *The effects of abrupt regime change on society*

*To what extent, and in what ways, is social change linked to political change? Can we identify homologies between the disruptions in hierarchies within the political field and those in distinct fields (see Raymond 2019 for the scientific field)? It is important not to interpret these social changes as mere reflections of political logics, and, on the contrary, to study them in all their social depth. A focus on the social echoes of regime change also allows to question the temporality of social change (was it initiated before the fall of the regime?). This line of research also wishes to encourage to document the echoes of brutal regime change in the geographical and political peripheries of a given national territory, and in rural areas (Hegland 2013). Finally, it is the analysis of the potential effects of regime change on intimacy and individual social trajectories that we will seek to promote in this strand (Joris 1991, Rahal 2022).*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- BENNANI-CHRAÏBI Mounia et Olivier FILLIEULE, « Retour sur les situations révolutionnaires arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5-6, octobre-décembre 2012.
- DOBRY, Michel. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Presses de Sciences Po, 2009.
- GOURISSE Benjamin, *L'Etat en jeu. Captation des ressources et désobjectivation de l'Etat en Turquie (1975-1980)*, Thèse de doctorat en science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2010.
- GUILHOT, Nicolas, et Philippe C. SCHMITTER. « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, vol. 50, no. 4-5, 2000, p. 615-632.
- HEGLAND Mary Elaine, *Days of Revolution. Political Unrest in an Iranian Village*, Redwood City, Stanford University Press, 2013.
- HEURTAUX Jérôme, « Downgrading and Recycling the Elite of a Fallen Regime. Ben Ali's Political Elite Facing Tunisian Revolution », *Historical Social Research*, vol. 43, n°4, 2018, p. 98-112.
- JORIS Lieve, *Danse du Léopard*, Paris, Actes Sud, 2002 (ed. originale 2001).
- KLAUS Enrique, « La restauration autoritaire au prisme des instruments de propagande. Le cas de l'agence Tunis Afrique Presse (TAP) », *Politique africaine*, 146, 2017, p. 49-71.
- RAHAL Malika, *Algérie 1962. Une histoire populaire*, Paris, La Découverte, 2022.
- RAYMOND Candice, « Committed Knowledge : Autonomy and Politicization of Research Institutions and Practices in Wartime Lebanon (1975-1990) », in Richard Jacquemond and Felix Lang (dir.), *Culture and Crisis in the Arab World*, Londres, NY, IB Tauris, p.73-102.

## ST 15

### Les revues de la littérature en science politique : innovations méthodologiques et logicielles, enjeux professionnels et épistémologiques

#### *Conducting a literature review in political science: methodological and software innovations, professional and epistemological issues*

##### Responsables scientifiques :

Vincent Caby (PACTE, Sciences Po Grenoble) [vincent.caby@iepg.fr](mailto:vincent.caby@iepg.fr)

Deborah Galimberti (Sciences Po Saint-Germain-en-Laye) [deborah.galimberti@gmail.com](mailto:deborah.galimberti@gmail.com)

Selon les manuels dédiés aux méthodes de la science politique, la revue de la littérature constitue un "*point de passage obligé*" de toute recherche (Muller [2018] 1990) (voir aussi : Surel 2015 ; Coman et al. 2022). Réaliser une revue consiste à identifier, analyser et synthétiser les publications scientifiques existantes sur leur objet, et à déterminer ce qui est connu, inconnu et débattu vis-à-vis de cet objet (Knopf, 2006). Cet exercice permet aux politistes de vérifier la nouveauté et l'originalité de leur recherche, mettre à distance leurs prénotions et faire science. Cependant, ces manuels disent peu de choses sur les *manières* de faire une revue de la littérature. On n'y trouve pas trace des différentes approches méthodologiques, ni de la réflexion autour des *revues systématiques* dans la science politique anglophone (Arksey & O' Malley 2007 ; Gough et al. 2013). Ils sont silencieux sur les logiciels et outils qui peuvent aider les politistes dans leur travail.

Ailleurs qu'en France, la science politique a développé un intérêt fort pour les revues de la littérature. D'abord, les journaux centraux de la discipline publient un nombre croissant d'articles consistant en des états de l'art. Ces articles suivent des méthodes de revue variées qui intègrent la méta-analyse des recherches quantitatives (Godefroidt 2023) mais aussi de plus en plus qualitatives, à l'instar de méta-ethnographies (Boswell & Smedley 2022). Cette variété est alimentée par l'interdisciplinarité et l'innovation logicielle. Certaines revues consistent en l'importation de protocoles d'autres disciplines (tels que PRISMA, voir : Sabbe et al. 2020). D'autres reposent sur l'application de méthodes quantitatives aux données de bases bibliographiques telles que SCOPUS (l'analyse lexicométrique de résumés – voir : Caby & Frehen 2021). Certains expérimentent des programmes tels que SCITE.AI s'appuyant sur l'IA et indiquant pour un article donné, quels autres articles confirment ou réfutent ses conclusions.

Cet intérêt se traduit aussi par une réflexion autour des contributions des *revues systématiques*. Ces *revues systématiques* ont la particularité de suivre une méthode préétablie, explicite et justifiée (Gough et al. 2012). Une revue est systématique dès lors que son auteur décrit comment il a recherché, identifié, analysé et synthétisé les publications scientifiques existantes sur son objet, et pourquoi. Ces *revues systématiques* recensent un grand volume de publications, grâce aux bases bibliographiques en ligne. Pour leurs tenants, il s'agit d'appliquer aux revues les mêmes standards que ceux qui prévalent pour les enquêtes empiriques : la démonstration d'un effort de transparence et de minimisation des biais (Dacombe 2018).

Il reste cependant à vérifier que ces méthodes de revues tiennent leurs promesses. Leur plus-value doit être testée empiriquement. A quelles conditions permettent-elles de réduire des biais tels que l'approche théorique préférée des auteurs de revues, ou la langue de publication ? A quels autres biais s'exposent-elles ? On pense à ceux inhérents aux bases et indicateurs bibliométriques. Les *revues systématiques* sont souvent associées à une approche positiviste peu attentive à la construction et circulation des concepts. Cependant, ces revues peuvent servir une perspective critique postcoloniale et féministe d'analyse des inégalités épistémiques (Fricker, 2007) dans la fabrique du savoir scientifique (Bacevic, 2021).

C'est l'objectif inédit de cette ST *méthodologique* que de penser la revue de la littérature comme une méthode à part entière. Une réflexion sur les différentes méthodes de revue, les approches épistémologiques, les outils et logiciels, leurs biais, pourrait réunir tous les politistes – compte-tenu qu'il y a consensus sur le fait que toute

recherche en science politique doit s'accompagner d'un état de l'art. C'est à la condition de cette réflexion que les revues de la littérature pourront constituer un outil au service du développement de la discipline, en synthétisant les résultats de nombreuses enquêtes, en évaluant leur qualité, en identifiant des gaps et biais et donc des agendas de recherche.

Les propositions d'article pourront présenter et illustrer une méthode de revue, ou un outil facilitant tout ou partie de cet exercice, dans une perspective réflexive. Ils devront présenter : son contexte d'usage, la posture épistémologique, ses finalités (explorer un objet émergent, trancher une question mature, analyser la structure d'un champ – la circulation transnationale d'un concept, l'évolution d'une question dans le temps, les rapports inégaux entre aires géographiques), ses contraintes (durée, maîtrise technique) et ses bénéfices (en termes de minimisation des biais). Sont bienvenues les propositions comparant les avantages et inconvénients de deux méthodes ou outils.

*Conducting a literature review is a “mandatory step” in any research project (Muller [2018] 1990); Surel 2015; Coman et al. 2022). Conducting a review consists in identifying, analyzing and synthesizing prior scientific publications on a research topic, and determining what is known, unknown and debated (Knopf, 2006). This exercise enables political scientists to verify the novelty and originality of their research, to reflect on their unconscious biases. However, handbooks of political science research methods say little about how to conduct a literature review. There is no mention of the different review methods, or of the growing number of systematic reviews in English-speaking political science (Arksey & O' Malley 2007; Gough et al. 2013). These handbooks remain silent on the software and tools that can help political scientists in their work.*

*Outside France, a strong interest in literature reviews is emerging. Firstly, central journals in the discipline are publishing an increasing number of articles consisting of literature reviews. These articles follow a variety of review methods which include meta-analysis of quantitative research (Godefroidt 2023) but also increasingly qualitative research, as for meta-ethnographies (Boswell & Smedley 2022). This variety is fueled by interdisciplinarity and software innovation. Some reviews involve importing protocols from other disciplines (the PRISMA method, see: Sabbe et al. 2020). Others apply textual quantitative methods to data extracted from bibliographic databases, such as SCOPUS (lexicometric analysis of abstracts - see: Caby & Frehen 2021). Some are experimenting AI models, such as SCITE. AI, to report for a given article which other published research confirm or refute its conclusions.*

*This interest is also reflected on debates about systematic reviews. Systematic reviews have the distinctive feature of following a pre-established, explicit and justified method (Gough et al. 2012). A review is systematic when its author describes how he or she searched for, identified, analyzed and synthesized prior scientific publications on his or her research topic, and why. These systematic reviews take stock of a large volume of publications, thanks to online bibliographic databases. According to advocates of systematic reviews, applying the same standards that prevail for empirical surveys, could contribute to increase transparency and minimising biases (Dacombe 2018).*

*However, it remains an open question whether these review methods fulfill their promises. Their added value should be tested empirically. Under what conditions do they allow to reduce biases such as the theoretical approach of review's authors, or the language of publications? Which other biases are they exposed to? These include the biases inherent to bibliometric databases and indicators. Systematic reviews are often associated to a positivist approach that pays little attention to the construction and circulation of concepts. However, these reviews could also serve postcolonial and feminist perspectives analyzing epistemic inequalities (Fricker, 2007) in the making of scientific knowledge (Bacevic, 2021).*

*The development of meta-analyses, systematic reviews and the diffusion of new AI tools call for a wider reflection on the 'routine' practice of conducting a literature review. The novel contribution of this methodological ST is to consider the literature review as a method in its own right. A reflection on the different review methods, epistemological approaches, tools and software, and their biases, could bring together all political scientists – insofar there is a consensus on the fact that all research projects entail a state of the art. Taking seriously literature reviews and opening up a reflection on review methods can benefit the development of the discipline, by synthesizing the results of numerous existing studies, evaluating their quality, identifying gaps and biases and therefore research agendas.*

*Proposals may illustrate and discuss a review method, or a tool facilitating all or part of this exercise, with a reflexive stance. They might present: the context in which it is used, the epistemological approach, its aims (to explore an emerging subject, to address a well-researched question, to analyze the structure of a field – the transnational circulation of a concept, the evolution of a concept over time, unequal relations between geographical areas), its constraints (timing, technical expertise) and its benefits (in terms of minimizing biases). Proposals comparing the advantages and disadvantages of two methods or tools are welcome.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Arksey H., O' Malley L. (2005) Scoping studies: towards a methodological framework, *Int. Journal of Social Research Methodology*, 8(1), 19-32, doi: 10.1080/1364557032000119616.
- Bacevic, J. (2021). Epistemic injustice and epistemic positioning: towards an intersectional political economy. *Current Sociology*, doi: 10.1177/001139212111057609.
- Boswell, J., & Smedley, S. (2022). The potential of meta-ethnography in the study of public administration: a worked example on social security encounters in advanced liberal democracies. *Journal of Public Administration Research and Theory*, 46.
- Caby, V., & Frehen, L. (2021). How to produce and measure throughput legitimacy? Lessons from a systematic literature review. *Politics and Governance*, 9(1), 226-236.
- Coman, R. et al. (2022). *Méthodes de la science politique : De la question de départ à l'analyse des données*. LLN : De Boeck Supérieur.
- Dacombe, R. (2018). Systematic reviews in political science: what can the approach contribute to political research?. *Political Studies Review*, 16(2), 148-157.
- Déloye, Y., & Mayer, N. (2019). Les trois défis de la science politique française : Retour sur la période 1968-2018. *Idées économiques et sociales*, (1), 28-39.
- Fricker, M. (2007). *Epistemic injustice: power and the ethics of knowing*. Oxford: OUP
- Gough, D. et al. (2013). *An introduction to systematic reviews*. London: Sage
- Godefroidt, A. (2023). How terrorism does (and does not) affect citizens' political attitudes: a meta-analysis. *American Journal of Political Science*, 67(1), 22-38.
- Goyal, N., & Howlett, M. (2018). Lessons learned and not learned: Bibliometric analysis of policy learning. In: C. Dunlop, C. Radaelli, & P. Trein (Eds.), *Learning in public policy* (27-49). Cham: Palgrave Macmillan.
- Greffet, F. (2023). A view from France. *French Politics*, 21, 139-146.
- Knopf, J. W. (2006). Doing a literature review. *PS: Political Science & Politics*, 39(1), 127-132. doi:10.1017/S1049096506060264.
- Mour, C. (2022). La pratique des revues de littérature exploratoires interdisciplinaires au LIEPP. LIEPP
- Muller, P. (2018). *Les politiques publiques*. Paris : PUF
- Hong, Q. (2023) Les revues de littérature systématiques mixtes. LIEPP.
- Sabbe, M., Moyson, S., & Schiffino, N. (2021). Citizen-agency versus state-agency at the frontline in prisons and probation services: A systematic literature review. *Social Policy & Administration*, 55(1), 206-225.
- Smith, A. (2020). A glass half full: the growing strength of French political science. *European Political Science*, 19, 253-271.
- Sural, Y. (2015). *La science politique et ses méthodes*. Paris : Armand Colin

## ST 16

### Diplomatie et gouvernement transnational des ressources minières *Diplomacy and transnational governance of mining resources*

#### Responsables scientifiques :

Sébastien Chailleux (Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim)

[s.chailleux@sciencespobordeaux.fr](mailto:s.chailleux@sciencespobordeaux.fr)

Quentin Deforge (FNRS, Université libre de Bruxelles, REPI / SONYA) [quentin.deforge@ulb.be](mailto:quentin.deforge@ulb.be)

En Europe ou en Amérique du Nord, les transitions énergétiques reposent principalement sur le développement d'industries "vertes" (éoliennes, batteries, etc.) qui nécessitent des matières premières jusqu'ici extraites en faibles quantités, comme le lithium ou le cobalt. En conséquence, un ensemble d'acteurs publics et privés alertent depuis plusieurs années sur le problème de « souveraineté » que soulèvent ces nouveaux besoins (Boudia, 2019), et se mobilisent pour la mise en place de politiques de « sécurisation des approvisionnements ».

Cette section thématique propose de faire de ces enjeux un point d'entrée pour interroger la recomposition de la souveraineté des États, et pour apporter un regard neuf sur le rôle de l'État dans la mondialisation (Lecler, 2019). Ce faisant, elle propose de contribuer à deux débats en cours de développement en science politique. D'abord, un ensemble de travaux récents cherche à la fois à comprendre la nature de la crise actuelle de l'ordre international dit « libéral » (Mearsheimer, 2019), et la façon dont celui-ci est en train de se recomposer (Babic, 2020). Ces travaux ont pour point commun de montrer l'imbrication croissante des rivalités politiques et militaires avec les rivalités d'ordre économique (Gertz et Evers, 2020). En parallèle, en France, certains travaux s'intéressent de façon comparable à l'imbrication des enjeux militaires et politiques avec les enjeux énergétiques pour formuler l'hypothèse d'une « écologie de guerre » (Charbonnier, 2022). Ensuite, un second ensemble de travaux s'intéresse au renouvellement du rôle de l'État dans l'économie en formulant l'hypothèse d'un « nouveau capitalisme d'état » (Alami et al., 2022), ou encore d'un « new economic statecraft », qui se matérialisent par une redéfinition des politiques que mènent les États dans les domaines industriels, commerciaux, et d'investissement (Aggarwal et Reddie, 2020), au point de voir dans l'augmentation croissante des investissements publics à l'étranger l'apparition d'un ordre « post-néolibéral » (Babic, 2021).

Ces questionnements seront articulés autour de trois axes :

- Axe 1 : Diplomatie des ressources minières : Quels sont les acteurs de cette « diplomatie minière » en formation ? Dans quelle mesure s'agit-il d'un processus récent, et comment les acteurs diplomatiques se sont saisis de la question de l'approvisionnement en ressources minières par le passé ? Quelle est la nature des frontières avec d'autres domaines de la politique extérieure, comme la coopération scientifique, la politique de développement ou encore de défense ?
- Axe 2 : Acteurs publics et acteurs privés : Quelle est la nature des relations entre États et entreprises minières et en quoi sont-elles éventuellement en train d'être redéfinies ? Quel rôle jouent les autres acteurs privés (start-up minières, cabinets juridiques et d'analyse de marché, banques d'investissement, etc.) dans ces recompositions ? Dans quelle mesure ces nouvelles formes d'interventions passent-elles par une régulation des marchés internationaux de matières premières ? Comment se redessinent éventuellement les rapports de forces entre pays producteurs et entreprises minières étrangères ?
- Axe 3 : Gouvernement transnational des ressources minières : Dans quelles arènes sont traités ces enjeux d'approvisionnement en matières premières, et en quoi celles-ci conduisent-elles à des traitements différenciés de la question de l'extraction, par exemple en termes de sécurité ou d'environnement ? En quoi les différents acteurs sont-ils porteurs de solutions d'action publique différenciées, par exemple en termes de "transparence" des chaînes de valeur ou de coordination entre États producteurs ? En quoi ces dispositifs remettent-ils éventuellement en question le principe de libre-concurrence ?

*In Europe and North America, energy transitions are mainly based on developing "green" industries (wind turbines, batteries, etc.) that require raw materials extracted in small quantities until today, such as lithium or cobalt. As a result, a range of public and private actors have been warning for several years about the "sovereignty" issue raised by these new needs (Boudia, 2019) and are mobilizing to implement "supply security" policies.*

*This thematic section proposes to make these issues an entry point for questioning the redefinition of state sovereignty and to take a fresh look at the state's role in globalization (Lecler, 2019). In doing so, it proposes to contribute to two emerging debates in political science. Firstly, some recent contributions seek both to understand the nature of the current crisis of the so-called "liberal" international order (Mearsheimer, 2019) and the way in which it is being recomposed (Babic, 2020). What these scientific propositions have in common is the growing interweaving of political and military rivalries with economic ones (Gertz and Evers, 2020). At the same time, in France, some researchers are taking a similar interest in the interweaving of military and political issues with energy issues to formulate the hypothesis of an "ecology of war" (Charbonnier, 2022). Secondly, some contributions have recently focused on the renewal of the state's role in the economy, formulating the hypothesis of a "new state capitalism" (Alami et al., 2022) or a "new economic statecraft," which materializes in a redefinition of the policies pursued by states in the industrial, trade and investment fields (Aggarwal and Reddie, 2020). They see in the growing increase in public investment abroad the emergence of a "post-neoliberal" order (Babic, 2021).*

*These questions will be articulated around three axes:*

*- Axis 1: Diplomacy of mining resources: Who are the actors in this emerging "mining diplomacy"? To what extent is this a recent process, and how have diplomatic actors dealt with the issue of mineral resource supply in the past? What are the boundaries with other areas of foreign policy, such as scientific cooperation, development, or defense policy?*

*- Axis 2: Public and private actors: What is the nature of relations between governments and mining companies, and how are they possibly being reshaped? What role do other private actors (mining start-ups, legal and market analysis firms, investment banks, etc.) play in these re-shaping? To what extent do these new forms of intervention include attempts to regulate international commodities markets? How the balance of power between producer countries and foreign mining companies is being reshaped?*

*- Axis 3: Transnational government of mining resources: In which transnational arenas are mineral resources supply issues addressed, and how do these lead to differentiated treatment of the extraction issue, for example in terms of international security or as an environmental issue? In what way do the various players provide different solutions for public intervention, for example in terms of value chain "transparency" or coordination between producer states? In what way do these mechanisms call into question the principle of free markets?*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Alami, Ilias et al. 2022. "Geopolitics and the 'New' State Capitalism." *Geopolitics* 27(3): 995–1023.
- Aggarwal, Vinod K., and Andrew W. Reddie. 2020. "New Economic Statecraft: Industrial Policy in an Era of Strategic Competition." *Issues & Studies* 56(02): 2040006.
- Boudia, Soraya. 2019. "Quand une crise en cache une autre : la « crise des terres rares » entre géopolitique, finance et dégâts environnementaux." *Critique internationale* N° 85(4): 85–103.
- Babic, Milan. 2020. "Let's Talk about the Interregnum: Gramsci and the Crisis of the Liberal World Order." *International Affairs* 96(3): 767–86.
- Babic, Milan. 2021. "State Capital in a Geoeconomic World: Mapping State-Led Foreign Investment in the Global Political Economy." *Review of International Political Economy* 0(0): 1–28.
- Charbonnier, Pierre. « La naissance de l'écologie de guerre ». *GREEN* 2, no 1 (2022): 76-83.
- Chailleux, Sébastien, Sylvain Le Berre, et Yann Gunzburger. *Ressources minérales et transitions: Trajectoires politiques du sous-sol français au 21<sup>ème</sup> siècle*. 1<sup>er</sup> édition. P.I.E-Peter Lang S.A., Éditions Scientifiques Internationales, 2022.

- Frozel Barros, Natália. « Un océan d'incertitudes : problématisations et mise en forme légale des fonds marins par le travail diplomatique ». These de doctorat, Paris 1, 2019.
- Gertz, Geoffrey, and Miles M. Evers. 2020. "Geoeconomic Competition: Will State Capitalism Win?" *The Washington Quarterly* 43(2): 117–36.
- Hecht, Gabrielle. *Being Nuclear: Africans and the Global Uranium Trade*. Cambridge, MA, USA: MIT Press, 2012.
- Lecler, Romain. *Une contre-mondialisation audiovisuelle. Ou comment la France exporte la diversité culturelle*. Sorbonne Université Presses, 2019.
- Mearsheimer, John J. 2019. "Bound to Fail: The Rise and Fall of the Liberal International Order." *International Security* 43(4): 7–50.
- Riofrancos, Thea. 2020. *Resource Radicals: From Petro-Nationalism to Post-Extractivism in Ecuador*. Durham, NC: Duke University Press.

## ST 17

### Les partis politiques et l'écologie : discours et acteurs *Political parties and environmentalism: discourse and actors*

#### Responsables scientifiques :

Laura Chazel (École des hautes études hispaniques et ibériques (EHEHI), Casa de Velázquez, Madrid) [laura.chazel@sciencespo-grenoble.fr](mailto:laura.chazel@sciencespo-grenoble.fr)

Vincent Dain (Arènes – UMR CNRS, Université de Rennes) [vincent.dain@univ-rennes1.fr](mailto:vincent.dain@univ-rennes1.fr)

L'accélération du dérèglement climatique, la multiplication des mobilisations écologiques ou encore les bouleversements socio-économiques induits par les politiques de transition s'accompagnent d'une intensification du clivage écologie/productivisme (Persico, 2014), à l'origine de transformations dans les systèmes partisans. La progression récente des partis verts en Europe de l'Ouest en est l'une des manifestations les plus patentes. Appelés à devenir incontournables dans la compétition partisane, les enjeux écologiques font l'objet d'appropriations différenciées selon les contextes politiques et les familles de partis. À partir d'études monographiques ou d'analyses comparées, sur des cas français ou internationaux, cette ST propose d'examiner les formes d'appropriation partisane de l'écologie : comment les partis politiques incorporent-ils les questions environnementales et climatiques à leur agenda ? Quels sont les canaux et les acteurs par lesquels s'opère la mise en forme de ces écologies partisanes ?

#### 1/ Les discours partisans :

Comment les partis politisent-ils les questions écologiques et comment celles-ci se traduisent-elles dans les discours de leurs dirigeant-es et militant-es ? De quelle façon ces enjeux s'imbriquent-ils à un corpus idéologique plus large ?

À droite, la littérature a identifié des interrelations possibles entre discours climato-sceptique et idéologie conservatrice (Hourcade et Wagener, 2021). La remise en cause des consensus scientifiques est fréquente dans les discours des partis de droite radicale, qui perçoivent dans les politiques climatiques une menace pour la souveraineté nationale, la liberté d'entreprendre et/ou les modes de vie supposés des classes populaires (Huber et al., 2021 ; Küppers, 2022). Ces discours co-existent avec un travail de « verdissement » de l'extrême-droite qui peut prendre appui sur de solides fondations théoriques et donner lieu à des formes d'« écofascismes » (Dubiau, 2022).

À gauche, des travaux récents se sont intéressés à l'appropriation croissante des enjeux écologiques par les partis de gauche radicale, démontrant des différences notables entre les organisations les plus récentes, nourries des apports de l'écologie politique, et des formations communistes traditionnelles davantage attachés à la matrice productiviste (Keith et Wang, 2020). L'écologisation des partis socialistes et sociaux-démocrates, très variable selon les contextes nationaux, se traduit par des formes d'articulation dont les soubassements et les expressions restent largement à explorer, à l'image de la « social-écologie » revendiquée par le Parti socialiste français. De leur côté, comment les partis verts s'adaptent-ils à l'incorporation croissante des enjeux écologiques par des organisations souvent rivales, parfois partenaires ?

#### 2/ Les réseaux et les acteurs :

Cet axe souhaite rassembler des éclairages sur les processus d'appropriation partisane des enjeux écologiques, par des approches attentives à l'organisation interne des partis, mais aussi à leur inscription dans un environnement social plus large (Sawicki, 1997).

Quels sont les outils mobilisés par les partis pour développer leur agenda écologique ? Peuvent-ils s'appuyer sur des think-tanks qui leur sont adossés ou privilégient-ils des groupes de réflexion interne ? Ont-ils recours à des formes d'expertise extérieure (ONG, cabinets de conseil) ?

Pourront plus largement être interrogés les relations entretenues par les partis avec le champ scientifique, les modalités de transcription des savoirs environnementaux dans l'agenda partisan, ainsi que les rapports aux

mouvements sociaux. Comment les partis investissent-ils les mobilisations écologistes ou les mouvements d'opposition aux politiques de transition ? Peut-on par exemple repérer des circulations militantes entre partis et mobilisations (anti-)écologiques ? Les partis cherchent-ils à recruter des cadres et des candidats issus de ces mouvements ?

*The acceleration of climate change, the growing number of environmental protests and movements, and the socio-economic upheavals caused by transition policies are all accompanied by an intensification of the environmentalism/productivism divide (Persico, 2014), which has led to changes in party systems. The recent rise of green parties in Western Europe is one of the most visible manifestations of this. Environmental issues are becoming an essential part of party competition, and their appropriation varies according to political contexts and party families. Based on monographic studies or comparative analyses of French or international cases, this thematic section (ST) examines the different forms of partisan appropriation of environmentalism: how do political parties incorporate environmental and climate issues into their agendas? What are the channels and actors through which these partisan ecologies are shaped?*

#### *1/ Parties' discourses*

*How do parties politicise environmental issues and how are these issues reflected in the discourse of their leaders and activists? How do these issues fit into a broader ideological corpus?*

*On the right, the literature has identified possible interrelations between climate scepticism and conservative ideology (Hourcade and Wagener, 2021). The questioning of scientific consensus is common in the discourse of radical right parties, which perceive climate policies as a threat to national sovereignty, free-market principles and/or the supposed lifestyles of the working classes (Huber et al., 2021; Küppers, 2022). The 'greening' of the far right also exists and can be based on solid theoretical foundations, giving rise to forms of 'ecofascism' (Dubiau, 2022).*

*On the left, recent studies have looked at the growing appropriation of environmental issues by radical left parties, demonstrating significant differences between the most recent organisations, which have drawn on the contributions of political environmentalism, and traditional communist formations that are more attached to the productivist matrix (Keith and Wang, 2020). The 'greening' of socialist and social-democratic parties, which varies greatly depending on the national context, is reflected in forms of articulation whose foundations and expressions remain largely to be explored, in the image of the 'social ecology' claimed by the French Socialist Party. For their part, how are green parties adapting to the growing incorporation of environmental issues by other organisations that are often rivals, but sometimes partners?*

#### *2/ Networks and actors*

*The aim of this axis is to shed light on the processes by which environmental issues are appropriated by political parties, by taking a close look at the internal organisation of political parties and their place in a wider social environment (Sawicki, 1997).*

*What tools do parties use to develop their environmental agenda? Can they rely on think-tanks or do they favour internal channels? Do they draw on outside expertise, through links with NGOs or consultancies?*

*More broadly, we will be looking at the relationship between parties and the scientific field, the ways in which environmental knowledge is incorporated into the party agenda, and the relationship with social movements. How do parties invest in environmental mobilisations or movements opposing transition policies? Is it possible, for example, to identify a transfer of activists between parties and (anti-)environmental movements? Do parties seek to recruit executives and candidates from these movements?*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

## ST 18

### La Manif pour tous 10 ans après. Résilience et recompositions du militantisme des catholiques conservateurs au sein des droites

#### *La Manif pour tous 10 years later? Resiliency and Restructuring of Catholic Conservative Activists in the Right*

##### Responsables scientifiques :

Blandine Chelini Pont (Université Aix-Marseille, Laboratoire Interdisciplinaire de Droit, Médias et Mutations Sociales) [blandine.chelini-pont@univ-amu.fr](mailto:blandine.chelini-pont@univ-amu.fr)

Yann Raison du Cleuziou (Université de Bordeaux, Institut de Recherche Montesquieu) [yann.raison-du-cleuziou@u-bordeaux.fr](mailto:yann.raison-du-cleuziou@u-bordeaux.fr)

En mai 2013, la loi étendant le droit au mariage aux personnes homosexuelles a fêté ses dix ans. Si cette évolution ne fait plus désormais débat, le contre-mouvement qui s'est structuré pour y résister n'a pas disparu pour autant et s'est élargi à de nouvelles causes, manifestant un *backlash* culturel plus profond (Ivaldi, 2022). Sous un label élargi Marchons enfants !, le collectif La Manif pour tous a organisé d'importantes mobilisations contre l'extension du droit à la PMA en 2019 et en 2020, actualisant un savoir-faire bien rôdé en *pride* conservatrice (Carnac, 2022). En mars 2023, La Manif pour tous a changé de nom en devenant Le syndicat de la famille et se positionne sur l'euthanasie. Cette perpétuation organisationnelle n'a pourtant rien d'un processus linéaire et masque une conflictualité interne et d'importants flux d'entrées, de sorties ou de reconversions militantes (Della Sudda & Avanza, 2017 ; Balas & Tricou, 2019 ; Della Sudda, 2022). L'offre militante en marge de La Manif pour tous s'est considérablement élargie et a pris une dimension internationale (Paternotte & Kuhar, 2017 ; Prearo, 2020 ; Chelini-Pont, 2022). Certains partis politiques ont prétendu leur donner une représentation spécifique : de Sens Commun (devenu Le Mouvement conservateur), au Parti-chrétien Démocrate (devenu Via) ou Reconquête !... Les échéances électorales, tout particulièrement présidentielles, ont été l'occasion d'opérations de courtage électoral ou de promotion de candidats. De François Fillon à Eric Zemmour, si l'échec sanctionne les mobilisations électorales, les équilibres internes aux droites s'en trouvent pourtant transformés (Raison du Cleuziou, 2019). Autonome à l'égard des partis, la nébuleuse conservatrice d'inspiration catholique crée des circulations transpartisanes et travaille au décloisonnement des appareils par la promotion d'options stratégiques, de la « ligne Buisson » à « l'union des droites » (Raison du Cleuziou, 2022). Le conservatisme parvient à se renouveler et à se maintenir dans l'agenda des droites grâce au déplacement constant des constructions idéologiques qui le légitiment (Durant & Sindaco, 2015 ; de Vitry, 2022). De l'opposition à la « théorie du genre » à la dénonciation du « wokisme », c'est un ordre national et naturel qui est érigé en rempart par des journalistes et essayistes qui construisent une actualité conflictuelle et mobilisatrice (Chelini-Pont, 2022). Si la longue durée des mobilisations conservatrices d'inspiration catholique est connue (Tartakowsky, 2014 ; Portier & Béraud, 2017 ; Raison du Cleuziou 2019), les ressorts organisationnels, sociaux, religieux, intellectuels de la résilience de ses militants restent peu questionnés alors même que leurs échecs se succèdent. Les recompositions des identités et des contextes du militantisme restent aussi à décrire. Depuis 2013, la succession des crises a pourtant contribué à infléchir, élargir et renouveler les luttes dans lesquelles ces militants se sont engagés : attentats terroristes de 2015 ; Gilets jaunes ; épidémie de Covid-19 et résistance à la vaccination ; candidature d'Eric Zemmour...

L'objet de cette section thématique est de fédérer les politistes engagés sur ces terrains afin d'établir un bilan des recherches en cours (Sur le contexte français ou d'autres pays comparables). Les panelistes sont invités à analyser les effets d'une décennie de crises sur les trajectoires militantes, mais aussi sociales, religieuses voire professionnelles de ces militants. Deux dimensions pourront être principalement questionnées :

- Le rôle et l'évolution des convictions religieuses personnelles ou collectives comme ressort de la résilience militante mais aussi comme contrainte dans le choix et la forme des engagements possibles.
- Le rôle et l'évolution du sentiment ou de l'expérience de marginalisation sociale ou politique dans le décloisonnement avec des univers militants nouveaux, que ce soit par les réseaux sociaux ou des mobilisations collectives.

*In May 2023, the French law permitting marriage between homosexual persons entered its first decade. As the law is no longer a matter for debate, the countermovement that contested it, did not disappear. It expanded to new causes, reflecting a deeper cultural backlash (Ivaldi, 2022).*

*Under a new enlarged motto - Marchons enfants! – La Manif pour tous organised major mobilizations in 2019 and 2020, against homosexual couples' right to parenthood, updating its competence in conservative prides (Carnac, 2022). In March 2023, La Manif pour tous changed its name for Le Syndicat de la famille (Family Union) and took a stance on euthanasia. This organisational long enduring was by no means a linear process. It hid internal conflicts, major flows of joining or leaving activists and changing targets (Della Sudda & Avanza, 2017 ; Balas & Tricou, 2019 ; Della Sudda, 2022). Militancy rooted in La Manif pour tous grew all around and has taken on an international dimension (Paternotte & Kuhar, 2017; Prearo 2020 ; Chelini-Pont, 2022). Within the movement, some pretended to give it a political form, with new parties like Sens Commun, now Le Mouvement conservateur, or Parti chrétien-démocrate now Via or even Reconquête! French elections, especially the presidential ones, gave opportunity for electoral brokering or mobilizing for conservative candidates. Whereas their commitment to François Fillon or Eric Zemmour failed, they moved internal balance of power in the French Right and transformed it (Raison du Cleuziou, 2019). Out from institutional parties, Catholic conservatives created cross-parties alliances. They helped to opening political apparatuses, by promoting new strategic lines, from the 'Buisson's' one, to that one of the Unified Right (Raison du Cleuziou, 2022). Catholic conservatism renewed itself along the causes. It remained vivid in the right-wing agenda, by building new ideological frames, legitimizing its own impetus (Durant & Sindaco, 2015; de Vitry, 2022). From the battle against 'gender theory' to wokism denouncement, a new Conservative Catholic press erected a national and natural order bulwark, which builds a conflicting and mobilising new agenda (Chelini-Pont, 2022). The long history of Catholic-inspired conservative mobilisations is well known (Tartakowsky, 2014; Portier & Béraud, 2017; Raison du Cleuziou 2019). But their organisational, social, religious, and intellectual resilience despite their repetitive failures, remains unexplored as well as the reshaping of activist identities and contexts. However, since 2013, deep crises helped these activists to influence, broaden and renew their struggle: 2015 terrorist attacks; Gilets jaunes movement; Covid-19 pandemic and anti-vaccine movement; Eric Zemmour's campaigning, etc. This thematic section aims to bring together political scientists working on and interested by Catholic activism in politics and ready to review recent sociological research on Catholicism and rightist parties (In France or in other countries). Panellists could propose papers on the multiple impact left by a decade of social changes on the social, religious, political, or professional background of these militants. Two main aspects could be scrutinized more precisely:*

- What role played the personal or collective religious convictions as springboard for militant resilience, but also as constraint for possible commitments?*
- What role played the feeling or the experiment of social and political discrimination in opening up new activist fields, whether by social networking or collective mobilization?*

**Les propositions de communication (3000 signes max.) devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals (do not trespass 3000 signs) should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

## ST 19

### Logiques et spécificités de la répression associative *Logics and specificity of non-profits repression*

#### Responsables scientifiques :

Vanessa Codaccioni (Université Paris 8, CRESPPA-CSU) [vanessa.codaccioni@univ-paris8.fr](mailto:vanessa.codaccioni@univ-paris8.fr)

Julien Talpin (CNRS, CERAPS, Université de Lille) [julien.talpin@univ-lille.fr](mailto:julien.talpin@univ-lille.fr)

L'étude des phénomènes répressifs s'est concentrée sur leurs formes les plus directes, coercitives et brutales tels les violences policières et les procès<sup>1</sup>, parfois les exécutions, et plus récemment sur des pratiques moins visibles et plus discrètes appelées « soft<sup>2</sup> » ou « covert repression<sup>3</sup> ». Il en va ainsi de la surveillance, du fichage et de l'infiltration, de la disqualification, de la stigmatisation, de l'ostracisation ou encore de l'assèchement des financements<sup>4</sup>. Si ces dernières recherches ont permis d'élargir le spectre d'analyse, elles se sont pourtant principalement concentrées sur l'étude des partis politiques, des organisations militantes et des mouvements contestataires<sup>5</sup>.

Cette section thématique entend s'intéresser à d'autres acteurs collectif ciblés par la répression, peu présents à ce jour dans les travaux sur celle-ci et que la gestion étatique contemporaine invite à regarder de plus près : les associations. En effet, on assiste depuis quelques années, à tout le moins en France, à une intensification de l'encadrement institutionnel des acteurs associatifs qui mérite une caractérisation plus précise : multiplication des dissolutions administratives depuis 2020, création du Contrat d'engagement républicain par la loi « séparatisme » promulguée l'année suivante, procès-verbaux et amendes, criminalisation de membres d'associations antiracistes ou écologistes, fermetures de comptes en banque pour certains d'entre eux ou disqualification de ceux jugés « trop militants », etc. L'enjeu de cette ST sera à la fois de spécifier les pratiques répressives à l'œuvre, d'en interroger les causes et les logiques, mais aussi d'en saisir les effets tant au niveau organisationnel qu'au niveau de celles et ceux qui y sont impliqués.

L'un des premiers enjeux est en effet de se pencher sur ce qu'est, au concret, la répression associative, et d'essayer d'en saisir les singularités, notamment par le biais d'une comparaison avec les autres cibles de la répression que sont les militant.es engagées dans des mouvements contestataires. Si l'on peut faire l'hypothèse d'une circulation des dispositifs, entre ceux utilisés contre les mouvements sociaux et ceux limitant ou empêchant l'activité associative à l'image des dissolutions administratives, on peut aussi supposer une adaptation de la répression aux formes prises par l'engagement. L'analyse de l'action répressive passe en effet par une attention particulière aux enjeux qui la sous-tendent et à leur contextualisation, aux pratiques ordinaires ou exceptionnelles mobilisées pour affaiblir des luttes ou des causes, et aux acteurs impliqués tant dans le ciblage policiaro-judiciaire et politique que dans la mise en œuvre de la répression. Qu'en est-il dans le cas des associations ? Quelle forme prend-elle ? Comment et par qui est-elle mise en œuvre ? Y a-t-il des associations particulièrement visées en raison de leur positionnement dans le champ associatif et des causes qu'elles défendent (antiracisme, laïcité, questions de genre) ? Peut-on repérer une spécificité de la répression d'associations formalisées (statut loi 1901 en particulier) en comparaison de collectifs et mouvements plus informels ? Alors que ces questions apparaissent particulièrement saillantes dans le contexte français, qu'en est-il dans d'autres pays, la répression associative y connaît-elle également une actualité pouvant être rattaché à un contexte autoritaire plus global ? Observe-t-on une nouveauté du phénomène au regard de facteurs politique, économique ou sécuritaire (accroissement de la conflictualité sociale dans le cadre d'un « néo-libéralisme » autoritaire<sup>6</sup>, multiplication des attentats et renforcement de la lutte antiterroriste, crise de légitimité des gouvernants) ou seulement un réinvestissement de tactiques et dispositifs répressifs déjà mobilisés dans le passé ? En quoi par exemple l'usage de la dissolution administrative, au-delà de la fréquence de sa mobilisation, diffère-t-elle entre les années 1930, les années 1970

---

<sup>1</sup> Voir par exemple Davenport 2000 ; Della Porta, Fillieule, 2004 ; Combes, Fillieule 2011 ; Codaccioni, 2018 ; Bloom, 2020

<sup>2</sup> Marx Ferree 2004.

<sup>3</sup> Earl, 2003.

<sup>4</sup> Garcia 2014 ; Talpin, 2016

<sup>5</sup> C'est également le cas de la notion de « contrôle social » de l'activité protestataire, défendue par Jennifer Earl, 2013.

<sup>6</sup> W. Brown, 2018 ; Chamayou, 2018 ; P. Sauvêtre, Dardot, Laval, 2020

et la période contemporaine ? La problématique des variations historiques et contextuelles de la répression associative sera ainsi posée.

L'autre grand enjeu, là encore méconnu en ce qui concerne les associations, est celui des effets de la répression, tant sur ces dernières que sur leurs membres. Les recherches sur l'action répressive ont montré comment elle constituait à la fois une contrainte et une ressource pour les organisations ciblées par le pouvoir, avec d'un côté l'emprisonnement des leaders, la stigmatisation ou l'affaiblissement des soutiens, mais aussi la remobilisation de l'autre. Du point de vue des trajectoires individuelles, et là encore rapportées au mouvement contestataire ou aux partis politiques, l'action répressive peut tout autant contribuer à la radicalisation<sup>7</sup> de leurs membres qu'à l'exit, mais aussi là encore procurer des ressources : savoir-faire anti-répression intégré dans le « capital militant<sup>8</sup> », capital de notoriété, mobilisations des soutiens, amusement et distraction etc<sup>9</sup>. Retrouve-t-on à l'identique ce rapport coût/avantage dans le cadre de la répression associative ? Quelles sont les ressources et contraintes spécifiques que celle-ci constituent pour les acteurs associatifs ? Le sont-elles dans toutes les configurations historiques et dans tous les pays ?

Une attention particulière sera accordée aux communications proposant une perspective socio-historique ou portant sur des terrains étrangers, favorisant ainsi les comparaisons dans l'espace et le temps.

*The study of repressive phenomena has focused on their most direct, coercive and brutal forms, such as police violence and trials, and sometimes executions, and more recently on less visible and more discreet practices known as "soft" or "covert repression". These include surveillance, filing and infiltration, disqualification, stigmatization, ostracization and the drying up of funding. Although recent research has broadened the spectrum of analysis, it has mainly focused on the study of political parties, militant organizations and protest movements.*

*This thematic section focuses on other collective actors targeted by repression, who have received little attention to date in the literature on repression, and whom contemporary state management invites to take a closer look at: non-profits organizations. In recent years, at least in France, we have witnessed an intensification of the institutional channeling of associative actors, which deserves a more precise characterization: multiplication of administrative dissolutions since 2020, creation of the Republican Commitment Contract by the "separatism" law promulgated the following year, tickets and fines, the criminalization of members of anti-racist or environmentalist associations, the closure of bank accounts for some of them, and the disqualification of those deemed "too militant". The goal of this ST will be both to specify the repressive practices at work, to question their causes and logics, and to grasp their effects at both organizational and individual levels.*

*One of the first challenges is to examine the concrete nature of associative repression, and to try to grasp its singularities, notably through a comparison with other targets of repression such as activists involved in protest movements. If we can hypothesize a circulation of devices, between those used against social movements and those limiting or preventing associative activity in the image of administrative dissolutions, we can also suppose an adaptation of repression to the forms of collective action. To analyze repressive action, we need to pay particular attention to the issues that underlie it and their contextualization, to the ordinary or exceptional practices mobilized to weaken struggles or causes, and to the actors involved in both the police-judicial and political targeting and the implementation of repression. What specific form does associative repression take? How and by whom is it implemented? Are specific non-profits particularly targeted due to their position in the associative field and the causes they defend (anti-racism, secularism, gender issues)? Is it possible to identify a specificity in the repression of formalized associations compared to more informal collectives and movements? While these questions seem particularly salient in the French context, what about in other countries, where the repression of associations is also topical and can be linked to a more global authoritarian context? Is the phenomenon new in the light of political, economic or security factors (increasing social conflict in the context of authoritarian "neo-liberalism", increasing number of attacks and strengthening of the fight against terrorism, crisis of legitimacy of governments), or is it simply a reinvestment of repressive tactics and devices already used in the past? In this way, we will explore the historical and contextual variations in associative repression.*

*The other major issue we will tackle deals with the effects of repression, both on non-profits and on their members. Research of repressive action has shown how it constitutes both a constraint and a resource for organizations targeted by the authorities, with the imprisonment of leaders on the one hand, and the stigmatization or weakening of support on the other. From the point of view of individual trajectories, and again in relation to the protest*

---

<sup>7</sup> Voir le dossier coordonné par Daniela Cuadros, Daniella de Castro Roachat (2013)

<sup>8</sup> Matonti, Poupeau, 2004.

<sup>9</sup> Codaccioni, 2011.

*movement or political parties, repressive action can contribute as much to the radicalization of their members as to their exit, but here again it can also provide resources: anti-repression know-how integrated into "militant capital", notoriety capital, mobilization of support, fun and distraction, etc. Is this cost/benefit ratio the same in the context of associative repression? What are the specific resources and constraints that repression represents for non-profits? Are they the same in all historical configurations and in all countries? Particular attention will be paid to papers proposing a socio-historical perspective or focusing on foreign contexts, thus encouraging comparisons in space and time.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

#### Références / References

- Joshua Bloom, « The Dynamics of Repression and Insurgent Practice in the Black Liberation Struggle », *American Journal of Sociology*, n°2, 2020.
- Wendy Brown, *Defaire le demos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Editions Amsterdam, 2018.
- Vanessa Codaccioni, *Répression. L'État face aux contestations politiques*, Paris, Textuel, 2018.
- Vanessa Codaccioni, *Punir les opposants. PCF et procès politiques*, Paris, CNRS Éditions, 2015.
- Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2019.
- Daniela Cuadros, Daniella de Castro Roachat, dossier « Militantisme et répression », *Cultures&Conflits*, n°89, 2013 ?
- Hélène Combes et d'Olivier Fillieule : « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *RFSP*, n°6, 2011
- Pierre Dardot, Christian Laval, Pierre Sauvêtre, « Le néolibéralisme autoritaire au miroir du Brésil », *Sens Public*, 25 juin 2020.
- Christian Davenport (dir.), *Paths To State Repression. Human Rights Violations and Contentious Politics*, Boston, Rowman & Littlefield Publishers, 2000.
- Jennifer Earl, « Tanks, Tear Gas and Taxes: Toward a Theory of Movement Repression », *Sociological Theory*, n° 1, 2003.
- Jennifer Earl, « Repression and the Social Control of Protest », *Mobilization*, 11 (2), 2006.
- Olivier Fillieule, Donatella Della Porta (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
- Oscar José Martín García (2014) « Soft Repression and the Current Wave of Social Mobilisations in Spain », *Social Movement Studies*, 13 (2), 2014.
- Myra Marx Ferree, « Soft Repression : Ridicule, Stigma and Silencing in Gender-Based Movements », In Daniel Myers, Daniel Cress (dir.), *Authority in Contention (Research in Social Movements, Conflicts and Change, vol 25)*, Bingley, Emerald Group Publishing Limited, 2004
- Frédérique Matonti, Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004.
- Julien Talpin, « Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations populaires », *Métropolitiques*, 2016.

## ST 20

### La vérité électorale : fabrique et contestations *The Making of Electoral Truth and its Contestation*

#### Responsables scientifiques :

Hélène Combes (CERI, Sciences-Po) [helene.combes@sciencespo.fr](mailto:helene.combes@sciencespo.fr)

Christophe Voilliot (Sophiapol, Université Paris-Nanterre) [christophe.voilliot@parisnanterre.fr](mailto:christophe.voilliot@parisnanterre.fr)

Ces dernières années, les résultats des élections ont été contestés dans plusieurs pays du monde – des États-Unis à la Bolivie en passant par le Kenya et le Gabon. Dans ces quatre cas, les controverses ont porté sur le décompte des voix et le décalage supposé entre les résultats annoncés par les autorités électorales et les « vrais » résultats. Ces contestations et controverses ont mis à l'épreuve autant des systèmes démocratiques consolidés que des régimes illibéraux. Notre objectif est d'analyser la fabrique de la « vérité électorale », définie comme un accord publiquement exprimé sur les règles de la compétition politique et l'acceptation des résultats des élections. Cet accord est appréhendé comme le produit instable de construits politiques, institutionnels et techniques, à partir des règles régissant les élections sur l'ensemble du cycle électoral. Nous souhaitons nous focaliser sur deux moments : la soirée électorale, peu étudiée dans une perspective de sociologie politique, et la mémoire des élections contestées.

#### Session 1. La construction de la légitimité de l'élection par la soirée électorale

La représentation commune de la soirée électorale comme simple proclamation et discussion des résultats invisibilise des logiques complexes de ce moment suspendu de la production collective des résultats – qui peut d'ailleurs durer selon les contextes d'une soirée à plusieurs mois. Nous souhaitons placer l'analyse de la soirée électorale au cœur de l'analyse de l'acceptation du résultat, élément *in fine* essentiel de la légitimation démocratique.

Nous appréhendons la construction des résultats comme un ensemble de processus collectifs et concurrentiels qui concernent la discussion publique des résultats, mais aussi la boîte noire de leur production. Nous nous intéresserons ainsi à l'ensemble du cycle électoral (constitution du corps électoral, vote, comptage, agrégation, transmission), notamment dans ses aspects matériels et techniques. Il s'agira d'analyser – dans une perspective socio-historique - les concurrences autour de cette production à partir des différents décomptes (comptages parallèles, sondages, sortie des urnes, échantillonnage de bureaux), des professionnels autorisés à produire et commenter ses résultats (personnels d'administration - spécifiques ou non, partisans, sondeurs, journalistes, commentateurs, observateurs), et du rôle des médias dans cette construction.

#### Session 2. « On refait le match » ?

Cette seconde session a pour but d'introduire un décalage dans cette perspective analytique « classique » en prenant comme objet d'étude l'histoire et la mémoire de ces contestations et non les contestations elles-mêmes. Comment expliquer que des controverses autour des verdicts électoraux puissent demeurer vivaces des décennies plus tard, alors qu'à l'inverse beaucoup d'élections contestées semblent perdre l'intérêt ? On interrogera à la fois les instruments de cette mémoire - historiographie, jurisprudence, chronique, etc. -, les éléments qui peuvent lui servir de support - les controverses, les traces archivistiques, les dispositifs d'observation ou de surveillance, l'histoire des notions utilisées pour qualifier ces élections.

Les propositions de communication, pour les deux sessions, pourront être aussi bien des études de cas que des analyses plus larges centrées sur un de ces aspects, sans limitation de temporalité ou d'espace géographique.

*Recent years have seen election results contested in several countries around the world - from the United States to Bolivia, from Kenya to Gabon. In each of these countries, the controversies have focused on the vote count and the alleged discrepancy between the results announced by the electoral authorities and the "real" results. These debates and controversies have put both consolidated democratic systems and illiberal regimes to the test. Our*

*aim is to analyse the making of “electoral truth”, defined as a publicly expressed agreement on the rules of political competition and the acceptance of election results. This agreement is understood as the unstable product of political, institutional and technical constructs, based on the rules that govern the entire electoral cycle. We will focus on two moments: the election night, which has received little attention from a political sociology perspective; and the memory of past contested elections.*

*Session 1. The making of the election’s legitimacy through the election night*

*The common perception of the election night as simply the proclamation and discussion of results fails to take into account the complex logics of this special moment in the collective production of results - which, depending on the context, can last from one evening to several months. Our aim is to bring election night to the centre of the analysis of the final result’s acceptance, which is ultimately an essential element of democratic legitimacy.*

*We consider the actual construction of results as a set of collective and competitive processes that concern public discussion of results, but also the black box of their production. We are therefore interested in the full electoral cycle (constitution of the electorate, voting, counting, aggregation, transmission), especially in its material and technical aspects. We will examine the competition surrounding this production, from a socio-historical perspective, based on the different counts (parallel counts, polls, exit polls, sampling of polling stations), the professionals authorised to produce and comment on the results (administration staff - specific or non-specific, party supporters, pollsters, journalists, commentators, observers), and the role of the media in this construction.*

*Session 2. « Let’s play the game again »?*

*The aim of this second session is to introduce a shift in this “classical” analytical perspective by taking the history and memory of such disputes, rather than the contests themselves, as our object of study.*

*How can we explain the fact that controversies surrounding electoral results are still ongoing decades later, while interest for many contested elections seem to have disappeared? We will examine the instruments of this memory - historiography, case law, chronicles, etc. - as well as the elements that support it - controversies, archives, observation and surveillance systems, etc. - and the history of the concepts used to describe these elections.*

*Paper proposals for both sessions can be case studies or broader analyses focusing on one of these aspects, with no time or geographical restrictions.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 8 December 2023.*

## ST 21

### Religion et politique en Amérique latine : enjeux au regard des tournants autoritaires et conservateurs ? *Religion and Politics in Latin America : Addressing Challenges Amidst Authoritarian and Conservative Shifts*

#### Responsables scientifiques :

Margaux De Barros (Université libre de Bruxelles,  
Centre d'étude de la vie politique – CEVIPOL) [margaux.de.barros@ulb.be](mailto:margaux.de.barros@ulb.be)  
Camille Goirand (Université Sorbonne Nouvelle, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique  
latine (IHEAL) – CREDA-UMR7227 CNRS/USN) [camille.goirand@sorbonne-nouvelle.fr](mailto:camille.goirand@sorbonne-nouvelle.fr)

La participation des acteurs religieux à la vie politique en Amérique latine a été largement examinée, avec des apports importants de la sociologie politique des religions, en particulier à la connaissance des partis religieux (Portier, Raison du Cleuziou 2021). La recomposition du paysage religieux en Amérique Latine, manifestée par le recul du catholicisme et le renforcement des églises pentecôtistes s'observe depuis les dernières décennies du 20<sup>e</sup> siècle (Martin, 1994 ; Bastian, 2001 ; Stoll, 2002 ; Steigena & Cleary, 2007 ; Freston, 2008). Ce poids grandissant se manifeste par la professionnalisation politique d'un nombre croissant de pasteurs, à des postes exécutifs ou législatifs, ainsi que par leur poids dans les processus de mise sur agenda (Machado, 2006 ; Souza, 2009). À cela s'ajoutent les succès électoraux de candidat.es conservateurs et autoritaires soutenus par des églises évangéliques, tels que Jair Bolsonaro (Brésil), Antonio Kast (Chili) ou encore Javier Milei (Argentine). L'ensemble témoigne de l'urgence à mieux connaître et comprendre les ressorts de cette entrée en politique, en particulier pour rendre compte du tournant autoritaire et conservateur qui traverse les Amériques, du Nord au Sud.

En Amérique latine, l'insertion des élu.es évangéliques dans le paysage politique et médiatique participe à la diffusion de positions conservatrices, dominantes au sein des églises néo-pentecôtistes, sur des enjeux tels que l'avortement, la famille ou le genre. (Cuadros, 2018 ; Ruiz, & Michel, 2021). Les succès électoraux de candidat.es conservateurs et autoritaires, soutenus par des églises évangéliques, témoignent de leur ancrage solide et désormais durable au sein des électorats d'Amérique latine. Néanmoins, le rapport au politique des croyants demeure mal connu et les chercheurs divergent quant leur interaction avec acteurs religieux.

Pour cette section thématique, les communications s'articuleront autour des axes suivants :

1/- Comportements politiques de l'électorat dit « chrétien ». Il sera porté attention à la façon dont les acteurs religieux cherchent à façonner concrètement les comportements politiques. L'analyse pourra porter sur les processus de politisation des fidèles et les facteurs qui les amènent à soutenir majoritairement les candidats des droites conservatrices autoritaires. On s'intéressera aux spécificités des socialisations religieuses, aux interactions avec des pasteur.es professionnalisés en politique mais aussi aux trajectoires de vote ou encore aux représentations du politique au sein de cet électorat.

2/- Présence des acteurs religieux en politique (institutions représentatives, action publique). Les communications porteront sur les processus d'entrée en politique d'acteurs religieux, leurs stratégies de positionnement partisan, les modalités variables de l'emprise des institutions religieuse sur la vie politique des sociétés concernées. Il s'agira aussi d'examiner les stratégies de politisation de certains enjeux, et de mettre au jour les interactions entre élites religieuses et politiques, ainsi que les chevauchements entre ces champs.

3/- Enjeux en termes de régimes politiques. Le rapport à la démocratie et à l'autoritarisme des électorats évangéliques et des professionnels de la politique « chrétiens » pourra être examiné par plusieurs prismes : demandes de sécurité, rapport aux forces armées, mémoire des périodes autoritaires voire demandes d'intervention militaire en politique, positions sur les droits humains. Les propositions interrogeront l'articulation entre la présence des évangéliques en politique et les dynamiques autoritaires qui traversent le continent.

Les propositions devront avoir un fort ancrage empirique, entrer en dialogue avec la recherche existante sur leur cas et sur la question, mobiliser des outils méthodologiques originaux, dans une approche comparative. Les

propositions porteront en priorité sur les évangélismes et le catholicisme mais des travaux portant sur d'autres pratiques religieuses – telles que les religions de matrice africaine, le spiritisme, l'islam ou le judaïsme – sont également les bienvenues.

*The participation of religious actors in Latin American politics has received considerable attention, thanks to significant contributions from the field of political sociology of religions, particularly in understanding religious parties (Portier, Raison du Cleuziou 2021). The transformation of the religious landscape in Latin America, marked by the decline of Catholicism and the growing influence of Pentecostal churches since the late 20th century (Stoll, 2002; Steigena & Cleary, 2007), has led to their entry into politics (Bastian, 2001; Freston, 2008). Their increasing influence is evident in their support for various parties and candidates, the rising number of pastors pursuing political careers in executive or legislative roles, and their significant impact on political agenda-setting (Machado, 2006; Souza, 2009). Additionally, the electoral successes of conservative and authoritarian candidates backed by evangelical churches, such as Jair Bolsonaro in Brazil, Antonio Kast in Chile, and Javier Milei in Argentina, highlight the urgency of better understanding the dynamics behind their entry into politics, particularly as it relates to the authoritarian and conservative shift observed across the Americas, from North to South (Mathieu, Collombon 2021).*

*In Latin American societies, the involvement of evangelical elected officials in the political and media spheres contributes to the spread of conservative views, which are predominant within Pentecostal churches, on issues such as abortion, family, and gender (Cuadros, 2018; Ruiz & Michel, 2021). The electoral victories of conservative and authoritarian candidates backed by evangelical churches highlight their strong and lasting foothold within these electorates. Nonetheless, the believers' relationship with politics remains insufficiently grasped, and researchers diverge on the interactions that the faithful have with religious actors.*

*This ST follows three main axes:*

*1/- Political behavior of the so-called 'Christian' electorate. We call for paying attention to how religious actors actively shape political behaviors. The analysis will delve into the processes of political socialization among believers and the factors that lead them to predominantly support candidates from authoritarian conservative parties. We will explore the specifics of religious socialization, interactions with pastors who have taken on political roles, voting trends, and the political outlook within this electorate.*

*2/- Presence of religious actors in politics. Presentations will focus on the processes by which religious actors enter politics, their strategies for positioning themselves within political parties, and the various degrees of influence exerted by religious institutions on the political spheres of the different societies. We will also examine strategies for politicizing certain issues and uncover interactions between religious and political elites, as well as overlaps between these spheres.*

*3/- Political regime-related issues. The relationship between evangelical voters and 'Christian' political professionals and their perspectives on democracy and authoritarianism will be analyzed from various angles, including demands for security, attitudes towards the armed forces, memories of authoritarian periods, or even calls for military intervention in politics, and positions on human rights. The proposals will investigate the interplay between the presence of evangelicals in politics and the authoritarian dynamics that permeate the continent.*

*Proposals should have a strong empirical basis, engage in existing research, on their case-study and on the question, and mobilize original methodological tools, in a comparative approach. Proposals will focus primarily on evangelicalism and Catholicism, but we also welcome contributions on other religious practices such as African-rooted religions, spiritism, Islam, or Judaism.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- BASTIAN, J. P. (2001). Pluralisation religieuse, pouvoir politique et société en Amérique latine. *Pouvoirs*, (3), 135-146.

- CAMURÇA, M. (2023). A relação do catolicismo com o governo Bolsonaro : entre o apoio dos setores conservadores e a crítica das instancias institucionais e dos movimentos progressistas. . Debates Do NER, 207–234.
- CUADROS J. R. (2018). Le basculement religieux latino-américain. Hérodote, 171, 119-134
- FRESTON, P (2008). Evangelical Christianity and Democracy in Latin America. New York, Oxford University Press.
- GARCIA-RUIZ, J. & MICHEL, P. (2011). Amérique latine : les évangéliques en politique. Études, 414, 583-593.
- MACHADO, M. (2006). Política e Religião: A Participação dos Evangélicos nas Eleições. Rio de Janeiro, FGV Editora.
- MATHIEU, L., COLLOMBON M., (2021), Dynamiques des tournants autoritaires, Vulaines S/Seine, Le Croquant.
- PORTIER P., RAISON DU CLEUZIOU Y., (2021), « Partis politiques et religions : entre sacralisation du politique et sécularisation du religieux », Revue internationale de politique comparée, 28 (1-2), p. 11-36.
- SOUZA, A. (2009). "O desempenho político-eleitoral dos evangélicos de 1986 a 2008". Revista Brasileira de História das Religiões, Maringá: v. 1, no 3.
- STEIGENA, T.; CLEARY, E. (eds). (2007). Conversion of a Continent: Contemporary Religious Change in Latin America. New Brunswick, NJ, Rutgers University Press.
- STOLL, D. (2002). ¿América Latina se vuelve protestante? Las políticas del crecimiento evangélico. Madrid, Nódulo.
- VITAL C. (2017). Religião e política : medos sociais, extremismo religioso e as eleições de 2014, Heinrich Böll Stiftung Brasil & Instituto de Estudos da Religião (ISER), Rio de Janeiro.

## ST 22

### L'action publique collaborative par le bas : les coopérations organisationnelles par les problèmes et le territoire

#### *Collaborative governance from below: problem-based local interagency cooperation*

##### Responsables scientifiques :

Thierry Delpuech (Sciences Po Grenoble PACTE, CNRS) [thierry.delpuech@umrpacte.fr](mailto:thierry.delpuech@umrpacte.fr)  
Yves Montouroy (Université des Antilles, LC2S – UMR 8053) [Yves.Montouroy@univ-antilles.fr](mailto:Yves.Montouroy@univ-antilles.fr)

L'action publique collaborative (APC) désigne les dispositifs inter-organisationnels mis en place pour traiter des problèmes transversaux et complexes (Douillet et al., 2019 ; Levin et al., 2012 ; O'Flynn, 2009). Les parties prenantes sont appelées à conjuguer leurs différentes capacités d'actions pour intervenir sur un ou plusieurs aspects du problème, par des actions qui peuvent être conjointes, en coopération ou séparées mais concertées et coordonnées. L'APC a connu des développements importants depuis les années 1990 pour répondre à différents enjeux tels que la sécurité publique (Whelan et Dupont, 2017), le développement territorial (Agranoff et MacGuire, 2003), l'environnement (Christensen et Lægreid, 2007).

Les travaux francophones mettent plutôt l'accent sur la manière dont les acteurs s'approprient des dispositifs d'APC « top-down », c'est-à-dire imposés par des politiques nationales ou européennes. Ils s'intéressent à la manière dont ces dispositifs sont retravaillés sous l'effet des pratiques et des perceptions des personnels des organisations, ce qui a pour effet de faire émerger de nouveaux rôles, de transformer les frontières bureaucratiques, d'engendrer de nouveaux conflits. Trois types d'enjeux sont mis en avant : la répartition des pouvoirs et des ressources, la définition d'une organisation formelle et la conciliation des cultures professionnelles et organisationnelles (Douillet et al., 2023 : 15).

La littérature anglophone place davantage la focale sur les initiatives d'APC qui prennent forme sur le terrain, de façon « bottom-up », grâce au travail effectué par des entrepreneurs locaux de collaboration (O'Flynn, 2011) et des « boundary spanners » (van Meerkerk et Edelenbos, 2018, Williams, 2012). Ceux-ci s'efforcent de construire des alliances dans leur organisation d'appartenance et avec des acteurs extérieurs (McGuire et al., 2010). Ces travaux sont particulièrement attentifs aux conditions d'efficacité pour produire de l'APC et à son évaluation (Vangen et al. 2014 ; Ansel et Gash, 2008).

L'analyse des politiques publiques manifeste un intérêt croissant pour ces collaborations. La littérature sur les reconfigurations de l'État étudie les transformations des rôles des acteurs publics et privés sous les effets d'une action publique décentralisée, programmatique et procédurale (Poupeau, 2013 ; Bezès et Le Lidec, 2016 ; Charbit, 2020 ; Hassenteufel et al., 2020) dans une action publique hybridée (Divay et Slimani, 2018). Par exemple, les acteurs intermédiaires (Nay et Smith, 2002) sont étudiés pour comprendre la construction des interactions inter-organisationnelles et comment des problèmes sont collectivement pris en charge. Les travaux sur la territorialisation de l'action publique analysent le travail politique multiscalaire des représentants des organisations publiques et privées pour construire des agendas communs, des instrumentations défendues collectivement ou, au contraire, s'inscrire dans des conflits (Carter et Smith, 2008 ; Sénégal, 2019 ; Myksvoll et al., 2022 ; Montouroy et al. 2023).

La ST explorera comment les APC produisent de l'action publique par le bas et comment elles sont affectées par les dynamiques de territorialisation. Les contributions pourront examiner comment les participants à une initiative d'APC construisent des représentations partagées des problèmes, des objectifs et des modalités d'action, leur intérêt à collaborer, et ce en lien avec le territoire où se déploie l'APC. Les contributions pourront aussi montrer comment les collaborations se dotent de structures organisationnelles propres, de procédures de travail et d'instruments d'action ou comment l'APC interagit avec les dynamiques informelles de régulation de l'action collective et avec les cadres formels prescrits par des autorités publiques. Enfin, les contributions pourront analyser comment les expériences de collaboration territorialisées transforment les cultures professionnelles et organisationnelles des participants.

*Collaborative governance (CG) refers to inter-organizational networks set up to address cross-cutting and complex problems (Douillet et al., 2019; Levin et al., 2012; O'Flynn, 2009). Stakeholders are called upon to combine their different capacities for action to intervene on one or more aspects of the problem, by means of initiatives that may be joint, cooperative or separate but concerted and coordinated (Divay and Slimani, 2018). CG has developed significantly since the 1990s in response to various issues such as public safety (Whelan and Dupont, 2017), local development (Agranoff and MacGuire, 2003) and environmental issues (Christensen and Lægreid, 2007).*

*CG has developed significantly since the 1990s in response to various issues such as public safety (Whelan and Dupont, 2017), local development (Agranoff and MacGuire, 2003) and environmental issues (Christensen and Lægreid, 2007).*

*French-speaking research tends to focus on how actors appropriate "top-down" CG multiagency arrangements, i.e. those imposed by national or European policies. They are concerned with how these arrangements are transformed under the influence of organizational staff practices and perceptions, leading to the emergence of new roles, the transformation of bureaucratic boundaries, and the generation of new conflicts and cooperations. Three types of issues are highlighted: the distribution of powers and resources, the definition of a formal organization, and the reconciliation of professional and organizational cultures (Douillet et al., 2023: 15).*

*The Anglophone literature focuses more on CG initiatives that take shape on the ground, in a "bottom-up", horizontal and voluntary manner, as a result of the work carried out by local collaboration entrepreneurs (O'Flynn, 2011) and "boundary spanners" (van Meerkerk and Edelenbos, 2018; Williams, 2012). These actors are committed to building alliances within their home organization and with external actors (McGuire et al., 2010). These studies pay attention to the effectiveness of CG initiatives and their assessment (Vangen et al. 2014; Ansel and Gash, 2008). Public policy analysis is showing increasing interest in these collaborations. The literature on reconfigurations of the state studies transformations of both public and private actors' roles which are driven by decentralized, programmatic and procedural public policies (Poupeau, 2013; Bezès and Le Lidec, 2016; Charbit, 2020; Hassenteufel et al., 2020) through the hybridisation of sectoral logics. The work of "Intermediary actors" (Nay and Smith, 2002) is examined to understand how inter-organizational interactions are constructed and how problems are collectively addressed. Work on the territorialization of public action analyzes the multiscalar political work of public and private stakeholders to build shared agendas, collectively promoted policy toolkits or, conversely, engage in conflict (Carter and Smith, 2008; Myksovoll et al., 2022; Sénégal, 2019; Montouroy et al. 2023).*

*ST will explore how CG produce public action from below and what is its impact on territorialization dynamics. Contributions may examine how participants in a local horizontal CG initiative construct shared representations of problems, objectives and implementation repertoires, their interests in collaborating, in relation to the territory in which the CG is deployed. Contributions may also show how collaborations develop their own organizational structures, working procedures and tools for action, or how CG interacts with informal dynamics for regulating collective action and with formal frameworks and policies prescribed by government authorities. Finally, contributions may analyze how experiences of territorialized collaboration transform the professional and organizational cultures of participants.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Agranoff Robert, McGuire Michael, Collaborative Public Management: New Strategies for Local Government, Washington DC, Georgetown University Press, 2003.
- Ansell Chris et Gash Angel, "Collaborative Governance in Theory and Practice. Journal of Public Administration Research and Theory", 18 (4), 2008, p.543-571.
- Bezès, Philippe, Patrick Le Lidec. « Politiques de l'organisation. Les nouvelles divisions du travail étatique », Revue française de science politique, vol. 66, no. 3-4, 2016, p. 407-433.
- Charbit, Claire, "From 'de Jure' to 'de Facto' Decentralised Public Policies: The Multi-Level Governance Approach", The British Journal of Politics and International Relations, 22/4, p. 809-819.
- Christensen Tom, Lægreid, Per, "Beyond NPM? Some Development Features", in T. Christensen and P. Lægreid (eds.) The Ashgate Research Companion to New Public Management, Aldershot, Ashgate, 2011.

- Divay, Gérard, et Youssef Slimani. « Hybridation et intégration dans l'action collective locale : un cadre d'analyse », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, vol. 84, no. 3, 2018, pp. 449-465.
- Douillet, Anne-Cécile, Vincent Lebrou, et Luc Sigalo Santos. « Transversalité », Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques*. 5e édition entièrement revue et corrigée. Presses de Sciences Po, 2019, pp. 658-666.
- Douillet, Anne-Cécile, Vincent Lebrou, et Luc Sigalo Santos. « Franchir les frontières bureaucratiques. (Dé)sectorisation et transversalité dans l'action publique », *Gouvernement et action publique*, 12/1, 2023, pp. 9-26.
- Hassenteufel, Patrick, et al. « Les « déserts médicaux » comme leviers de la réorganisation des soins primaires, une comparaison entre la France et l'Allemagne », *Revue française des affaires sociales*, 1, 2020, pp. 33-56.
- Levin, Kelly, et al. (2012). *Overcoming the Tragedy of Super Wicked Problems: Constraining our Future Selves to Ameliorate Global Climate Change*. *Policy Science*, 45, p. 123-152.
- McGuire Michael, Agranoff Robert, Silvia Chris, *Collaborative Public Administration*, *Public Administration review*, The Foundations of Public Administration Series, American Society for public Administration (ASPA), 2010.
- Myksovoll, Thomas, Tatham, Michaël, Fimreite, Anne Lise, "Understanding bureaucratic support for coerced institutional change", *Governance*, 35/4, 2022, p. 1119-1138.
- Nay, Olivier, Smith, Andy (Dir.), *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Économica, (Études politiques), 2002.
- O'Flynn Janine, "The Cult of Collaboration in Public Policy", *The Australian Journal of Public Administration*, 68:1, 2009, p. 112-116.
- O'Flynn Janine, "Crossing Boundaries in Public Management and Policy: An introduction", in Janine O'Flynn, Deborah Blackman and John Halligan (eds.) *Crossing Boundaries in Public Management and Policy - The international experience*, London and New York, Routledge, 2011, p.3-10.
- Montouroy, Yves, Océane Biabiany, Gilles Massardier. « La mise en œuvre locale des instruments comme vecteur de déclimatisation des politiques publiques. Le cas de la politique agricole et de la filière banane en Guadeloupe », *Gouvernement et action publique*, vol. 011, no. 3, 2022, p. 127-152.
- Poupeau, François-Mathieu. « L'émergence d'un État régional pilote. La recomposition des jeux administratifs autour du ministère de l'Écologie et du Développement durable dans une région française », *Gouvernement et action publique*, 2/2, 2013, p. 249-277.
- Senegas, Léa. « Le soutien du Conseil régional d'Auvergne à l'agriculture biologique : entre volonté politique et intérêts professionnels », *Économie rurale*, vol. 368, no. 2, 2019, p. 19-33.
- Van Meerkerk Ingmar, Edelenbos Jurian, "Becoming a Competent Boundary Spanning Public Servant", in Sullivan H., Dickinson H., Henderson H. (eds) *The Palgrave Handbook of the Public Servant*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019.
- Vangen Siv, Hayes John Paul, Cornforth Chris, "Governing Cross-Sector, Inter-Organizational Collaborations", *Public Management Review*, 17 (9), 2014, p. 1237-1260.
- Whelan Chad, Benoît Dupont Taking stock of networks across the security field: a review, typology and research agenda, *Policing and Society*, 27:6, 2017, p. 671-687.
- Williams Paul, *Collaboration in Public Policy and Practice: Perspectives on Boundary Spanners*. Bristol University Press, Policy Press, 2012.

## ST 23

### Gouverner les opérations militaires. Politiques, acteurs et instruments *Governing military operations. Policies, actors and instruments*

#### Responsables scientifiques :

Delphine Deschaux-Dutard (Université Grenoble Alpes, CESICE) [delphine.deschaux-dutard@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:delphine.deschaux-dutard@univ-grenoble-alpes.fr)

Jean Joana (Université de Montpellier, CEPEL) [jean.joana@umontpellier.fr](mailto:jean.joana@umontpellier.fr)

Depuis une vingtaine d'année, les démocraties occidentales ont été engagées dans de nombreuses opérations militaires. Les spécialistes d'études stratégiques ont mis l'accent sur les changements qui en avaient résulté sur le plan militaire (Farrell, ali, 2013 ; Barno, Bensahel, 2020). Les changements d'ordre politique qu'elles ont entraîné dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques étrangère ou de défense des Etats concernés ont moins été étudiés (Joana, 2020). A l'heure où le retour de la guerre conventionnelle en Europe semble marquer l'entrée des démocraties occidentales dans une nouvelle ère de la compétition stratégique (Schmitt, Tenenbaum, 2023), et où se multiplient les appels à mettre en place une « économie de guerre » pour faire face à ces nouvelles menaces, la mise au jour de ces dispositifs d'action publique particuliers et des logiques qui les structurent apparaît d'autant plus nécessaire.

Par gouvernement des opérations militaires, on entend ici les différents programmes d'action publique — en matière de gestion des personnels militaires, d'équipement des forces armées, de contrôle politique de la force, d'accompagnement diplomatique des opérations conduites — mis en œuvre à l'occasion d'un engagement dans une opération militaire. C'est-à-dire les différents dispositifs d'action publique — d'ordres administratif, financier, organisationnel, bureaucratique mais aussi éventuellement diplomatique — mis en place à l'occasion de ces opérations, ainsi que les jeux d'acteurs — politiques et bureaucratiques, civils et militaires — qui président à leur élaboration et à leur mise en oeuvre. S'intéresser au gouvernement des opérations militaires revient donc à ouvrir la « boîte noire » de la guerre (Daho, ali, 2023) à la période contemporaine.

Au croisement de l'analyse des relations internationales, de la sociologie politique comparée et de la sociologie politique de l'action publique, la section thématique permettra donc de poser un certain nombre de questions : en quoi les opérations militaires modifient-elles les politiques de défense des Etats qui y sont engagés ? Quels sont les effets de ces changements sur les politiques de défense à plus long terme ? En quoi la conduite des opérations militaires modifie-t-elle les rapports entre les acteurs civils et militaires traditionnellement en charge de la formulation des politiques de défense ? Quels sont les usages que les parlementaires font des *war powers* qui leurs sont institutionnellement attribués (Deschaux-Dutard, 2017) ? La conduite des opérations modifie-t-elle les relations entre militaires et diplomates ? Les relations des ministères de la défense avec les industriels en charge de l'équipement des forces armées en sont-elles affectées ?

Pour répondre à ces différentes questions la section thématique privilégiera des contributions mobilisant un matériel empirique et un regard comparatiste sera encouragé.

*Over the last twenty years, Western democracies have been involved in numerous military operations. Strategic studies have focused on the resulting changes in the military area (Farrell, ali, 2013; Barno, Bensahel, 2020). Less attention has been paid to the political changes they have brought about in the development and implementation of the foreign and defence policies of the concerned states (Joana, 2020). The return of conventional warfare to Europe since 2022 seems to have pushed Western democracies into a new era of strategic competition (Schmitt, Tenenbaum, 2023). More and more political leaders call for an "economy of war" to deal with these new threats. Therefore it seems all the more necessary to investigate these particular policy mechanisms and the logics underlying them.*

*We use the term 'government of military operations' here to designate the various public action programmes - including the management of military personnel, the equipping of armed forces, the political control of force and the diplomatic accompaniment of operations - that are implemented during a state engagement in a military operation. In other words, the various mechanisms for public action - administrative, financial, organisational, bureaucratic and possibly diplomatic - underlying these operations, as well as the interplay of political and bureaucratic, civilian and military players involved in their design and implementation. Taking an interest in the government of military operations therefore conducs to opening the 'black box' of war (Daho, ali, 2023) in the contemporary period.*

*At the crossroads of international relations, comparative political sociology and political sociology of public policies, this thematic section will therefore raise a number of research questions to be investigated : how do military operations modify the defence policies of the involved states? What are the effects of these changes on defence policies in the longer term? How does the conduct of military operations alter the relationship between the civilian and military players traditionally formulating defence policy? What uses do parliamentarians make of the war powers that have institutionally at their disposal (Deschaux-Dutard, 2017)? Does the conduct of operations change relations between the military and diplomats? Are defence ministries' relations with the manufacturers responsible for equipping the armed forces affected?*

*To answer these questions, the thematic section will focus on contributions using empirical material, and a comparative perspective will be encouraged.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

## ST 24

### Plus qu'une question de méthode : Approches et analyses de l'éthique de la recherche comme pratique professionnelle

#### *More than a question of method: Approaches and analyses of research ethics as a professional practice*

##### Responsables scientifiques :

Annabelle Dias Félix (Universidade NOVA de Lisboa - CICS.NOVA) [annabellefelix@fcsb.unl.pt](mailto:annabellefelix@fcsb.unl.pt)

Anne-Laure Mahé (London School of Economics and Political Science) [a.mah@lse.ac.uk](mailto:a.mah@lse.ac.uk)

Les enjeux de l'éthique de la recherche font aujourd'hui l'objet d'une attention croissante en science politique, suscitée en particulier par les transformations de la profession de chercheur·euse. Premièrement, le développement d'une recherche par projet, financée par des organes nationaux et internationaux, contribue à la production et diffusion de normes éthiques transnationales qui se traduisent en une série de pratiques s'ajoutant à une charge de travail administrative croissante (Faure, Soulié et Millet 2006). Deuxièmement, la formation à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique fait légalement partie de la formation doctorale en France depuis 2016 pour toutes les disciplines, suscitant le développement d'une offre de formation. Troisièmement, les difficultés croissantes à mener des terrains sous surveillance (Maro et Perrin-Joly 2019) et à accéder aux espaces catégorisés comme "risqués" par les institutions questionnent la capacité des chercheur·euse·s à produire des connaissances. Enfin, la précarisation croissante du métier, allant de pair avec le développement d'une recherche contractuelle et commanditée (Monjardet 1997), influence la façon dont se posent les questions éthiques pour les jeunes chercheur·euse·s, potentiellement amené·e·s à prendre davantage de risques (Marchal 2021).

Partant de ces constats, l'objectif de cette section thématique est d'étudier empiriquement l'éthique de la recherche sous l'angle de la sociologie des professions et des connaissances, c'est-à-dire comme véritable objet de recherche en science politique et non uniquement enjeu méthodologique. En dialogue avec la production scientifique existante sur, d'un côté, les problèmes soulevés par le renforcement de l'éthique institutionnelle vis-à-vis des sciences sociales (Gagnon 2020, Whetung et Wakefield 2018) et, de l'autre, les enjeux méthodologiques de l'application des normes éthiques (Larouche 2019, Felices-Luna 2016, Ndiagna Gning 2014, Brun-Wauthier, Vergés et Vial 2011), cette section thématique vise à réunir des travaux interrogeant systématiquement ce que la profession fait à l'éthique de la recherche, et vice versa.

Cette réflexion paraît d'autant plus urgente au vu de la détérioration des conditions du travail académique, en France et ailleurs: la précarisation, la bureaucratisation et les injonctions à la production scientifique structurent le rapport du/de la chercheur·se à l'éthique et influencent les pratiques de recherche. Ce contexte incite également à réfléchir aux possibilités et limites de la conciliation entre engagement théorique et intellectuel et recherche au concret, en particulier pour les chercheur·euse·s s'inscrivant dans des perspectives décoloniales critiquant les formes de recherche extractives (Igwe, Madichie et Rugara 2022). Par ailleurs, ces tensions impactent les chercheur·euse·s de façon inégale: le genre, la classe sociale, les origines nationales, l'objet de recherche ou même encore l'ancrage institutionnel les accentuent plus ou moins.

Cette section thématique se veut donc un espace de débat théoriquement et méthodologiquement pluraliste, c'est à dire non limité aux approches qualitatives, et transnational. Elle invite des travaux étudiant empiriquement les liens entre éthique de recherche, pratiques professionnelles, et production des savoirs. Parmi les sujets pouvant être abordés se trouvent les tensions entre éthique de la recherche et éthique professionnelle, les stratégies individuelles et collective de gestion de ces tensions, le fonctionnement des comités éthiques et la sociologie des personnes qui y

siègent, la transnationalisation des normes et pratiques, ou encore les rôles et perspectives des enquêté·e·s et des assistant·e·s de recherche, traducteur·ice·s et autres “petites mains” de la recherche. La section est ouverte aux recherches portant sur les pays du Sud Global ainsi qu'aux travaux adoptant un format original (dialogues, recherche visuelle etc.).

*Issues in research ethics have attracted increasing attention in political science, resulting in part from changes in academia as a professional field. First, the development of project-based research, funded by national and international bodies, contributes to the production and dissemination of transnational ethical standards, which translate into a series of practices that add to a growing administrative workload (Faure, Soulié and Millet 2006). Second, training in research ethics and scientific integrity has been a statutory part of doctoral training in France since 2016 for all disciplines, prompting the development of a range of training courses. Third, the growing difficulties of conducting fieldwork under surveillance (Maro and Perrin-Joly 2019) and gaining access to spaces categorized as 'risky' by institutions call into question researchers' ability to produce knowledge. Finally, the increasing precariousness of the profession, which goes hand in hand with the development of contractual and commissioned research (Monjardet 1997), influences the way in which ethical questions are posed for young researchers, who are potentially motivated to take more risks (Marchal 2021).*

*Based on these observations, the aim of this thematic section is to study research ethics empirically from the perspective of the sociology of work and knowledge, i.e., as a genuine research object in political science and not just a methodological topic. In dialogue with the existing literature on, on the one hand, the problems raised by the reinforcement of institutional ethics for social sciences (Gagnon 2020, Whetung and Wakefield 2018) and, on the other hand, the methodological challenges of applying ethical norms (Larouche 2019, Felices-Luna 2016, Ndiagna Gning 2014, Brun-Wauthier, Vergés and Vial 2011), this thematic section wishes to bring together works that systematically question what academia as a profession does to research ethics, and vice versa.*

*This is all the more urgent in view of the deterioration in academic working conditions in France and elsewhere: casualisation, bureaucratisation and demands for scientific production are shaping researchers' relationships with ethics and influencing how research is conducted. This context also challenges the possibilities of conciling theoretical and intellectual commitment with research in practice, particularly for researchers working from decolonial perspectives that are critical of extractive forms of academic work (Igwe, Madichie and Rugara 2022). Moreover, these tensions affect researchers unevenly: gender, social class, national origin, research objects and even institutional affiliations accentuate them to a greater or lesser extent.*

*This thematic section is therefore intended to be a space for debate that is theoretically and methodologically pluralist, not limited to qualitative approaches, and transnational. It invites empirical studies of the links between research ethics, professional practices and the production of knowledge. Topics may include the tensions between research ethics and professional ethics, individual and collective strategies for managing these tensions, how ethics committees work and who sits on them, the transnationalization of norms and practices, and the roles and perspectives of interviewees as well as research assistants, interpreters and all the actors to which academic work can be delegated. The section is open to research focusing on the Global South, as well as work adopting an original format (dialogues, visual research, etc.).*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

## ST 25

### Socialisation politique au travail et comportements électoraux *Political socialization at work and voting*

#### Responsables scientifiques :

Saphia Doumenc (IRES & Laboratoire Triangle UMR 5206) [doumenc.saphia@gmail.com](mailto:doumenc.saphia@gmail.com)  
Baptiste Giraud (Aix-Marseille Université, Laboratoire d'Economie et de Sociologie  
du Travail – LEST, UMR 7317 & IRISSE – UMR 7170-1427)  
[baptiste.giraud@univ-amu.fr](mailto:baptiste.giraud@univ-amu.fr)

L'analyse des modalités d'ancrage social du vote s'est longtemps focalisée sur le rôle des sociabilités familiales ou résidentielles dans la structuration des comportements électoraux (Braconnier, 2010, Girard, 2017 ; Barrault-Stella et al., 2022). Le champ de la sociologie électorale semble cependant connaître un regain d'intérêt pour l'analyse des processus de socialisation politique au travail (Beaumont, 2018 ; Collectif Focale, 2022 ; Achin et al. 2023 ; Giraud, Haute, 2023). Dans le prolongement de ces travaux, cette section thématique a pour objectif de rassembler des communications permettant de mettre en discussion la manière d'analyser le lien entre la condition laborieuse des électeurs et leur rapport au vote. Dans un contexte marqué par les transformations du capitalisme (financiarisation, tertiarisation), des conditions d'emploi et de travail, l'affirmation de l'État libéral et de l'affaiblissement du syndicalisme, comment se reconfigurent les modalités par lesquelles les expériences sociales de travail participent (ou non) à structurer le rapport au vote ? Trois principaux axes de questionnements seront privilégiés.

Le premier porte sur le rôle des organisations syndicales comme intermédiaires du politique et courtiers électoraux. En raison de l'histoire politique du syndicalisme français, ses organisations ont été le plus souvent pensées comme des espaces d'encadrement politique agissant comme des relais de l'action des partis de gauche. Les recompositions internes du champ syndical, marqué par une tendance à la dépolitisation des ressorts de l'engagement syndical, des stratégies des organisations et la remise en cause de l'hégémonie de la CGT, impliquent cependant de repenser les effets de politisation liés à l'appartenance ou à la présence syndicales, d'en saisir l'influence persistante comme d'en cerner les limites et d'en appréhender les formes plurielles, voire a priori paradoxale (Doumenc, à paraître). Comment l'engagement syndical peut-il par exemple s'accompagner de pratiques électorales de droite ou d'extrême droite ? Dans quelle mesure la présence d'équipes syndicales peut-elle faire rempart au vote d'extrême-droite ? Favorisent-elles encore la mobilisation sur les lieux de travail où elles sont implantées ?

Le déclin de l'adhésion syndicale et de la participation aux grèves (Blavier et al., 2020) implique cependant, plus que jamais, d'élargir la focale d'analyse sur la façon dont les socialisations qui se jouent à travers les situations plus ordinaires de travail peuvent agir comme des facteurs de différenciation des préférences électorales. A quelles conditions et de quelles manières la position occupée dans les espaces de travail, la configuration des rapports sociaux de ces derniers et les expériences qui y sont vécues – dans le rapport à la hiérarchie, aux collègues ou clients et usagers – contribue-t-elle à la (dé)mobilisation électorale et à la production des (dé)goûts électoraux ? Dans quelle mesure les espaces du travail participent-ils à l'incorporation de normes sociales et à la reconfiguration des formes de conscience sociale ou écologique façonnant le rapport à l'ordre économique, au vote et aux enjeux électoraux ?

Les liens entre les contextes de travail et le vote ne sont cependant pas à considérer comme une évidence sociologique et politique. De fait, l'évitement du politique (Eliasoph, 2010) caractérise bien des espaces de sociabilités professionnelles. Dès lors, à quelles conditions les espaces de travail peuvent-ils devenir des lieux de discussion politique. Le travail fonctionne-t-il par ailleurs comme un espace de conversion politique ou bien comme un lieu de renforcement et d'activation de dispositions héritées de socialisations hors travail ? Selon quelles modalités différentes le travail structure-t-il les pratiques électorales et les principes de justification du vote en fonction de la pluralité des mécanismes de socialisation politique auquel il s'articule ?

*Analysis of the ways in which voting is socially anchored has long focused on the role of family or residential sociabilities in structuring electoral behavior (Braconnier, 2010, Girard, 2017; Barrault-Stella et al., 2022). However, the field of electoral sociology seems to be experiencing renewed interest in the analysis of political socialization processes at work (Beaumont, 2018, Achin et al. 2023, Giraud, Haute, 2023). Following on from this work, this thematic section aims to bring together papers that will enable us to discuss how to analyze the link between voters' working condition and their relationship to voting. In a context marked by transformations in capitalism (financialization, tertiarization), employment and working conditions, the assertion of the liberal state and the weakening of trade unionism, how are the ways in which the social experiences of work participate (or not) in structuring the relationship to voting reconfigured? We will focus on three main lines of inquiry.*

*The first concerns the role of trade union organizations as political intermediaries and electoral brokers. Because of the political history of French trade unionism, its organizations have most often been thought of as spaces for political framing, acting as relays for the action of left-wing parties. However, the internal recomposition of the trade union field, marked by a trend towards depoliticization of the driving forces behind union involvement and organizational strategies, and the questioning of the CGT's hegemony, means that we need to rethink the politicizing effects of trade union membership and presence, to grasp their persistent influence as well as their limits, and to apprehend their plural, even a priori paradoxical, forms. How, for example, can union involvement go hand in hand with right-wing electoral practices? To what extent can the presence of union teams act as a bulwark against the far-right vote? Do they still encourage mobilization in workplaces where they are present?*

*The decline in union membership and participation in strikes (Blavier et al., 2020) means, however, that more than ever, we need to widen the focus of analysis to the way in which the socializations played out in more ordinary work situations can act as differentiating factors in electoral preferences. Under what conditions and in what ways does the position occupied in workspaces, the configuration of their social relations and the experiences lived there - in relation to hierarchy, colleagues or customers and users - contribute to electoral (dis)mobilization and the production of electoral (dis)tastes? To what extent do workspaces contribute to the incorporation of social norms and the reconfiguration of forms of social or ecological consciousness, shaping our relationship with the economic order, voting and electoral issues?*

*The links between work contexts and voting are not, however, to be taken as a sociological or political given. In fact, the avoidance of politics (Eliasoph, 2010) characterizes many areas of professional sociability. So under what conditions can workplaces become places for political discussion? Does work function as a space for political conversion, or as a place for reinforcing and activating dispositions inherited from socialization outside work? In what different ways does work structure electoral practices and the principles that justify voting, depending on the plurality of political socialization mechanisms to which it is linked?*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Achin Catherine, Aldrin Philippe, Baloge Martin, « Le travail du vote. La socialisation politique au et par le travail chez les moyens et petits moyens », in Éric Agrikoliansky et al., *Ordre social et désordre électoral. Une sociologie du vote en 2017*, Presses Universitaires du Septentrion, à paraître.
- Barrault-Stella Lorenzo, Berjaud Clémentine, Taiclet Anne-France (dir.), *Les ancrages urbains du vote*, Éditions du Croquant, 2022.
- Beaumont Amélie, « Tirer parti de l'ordre établi ? Les socialisations politiques au travail dans l'hôtellerie de luxe », *Politix*, n° 122, 2018 p. 79-105.
- Blavier Pierre, Haute Tristan, Penissat Étienne, « Du vote professionnel à la grève. Les inégalités de participation en entreprise », *Revue française de science politique*, vol. 70, n°4, 2020, p. 443-467.
- Braconnier Cécile, Dormagen Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007.
- Braconnier Cécile, Mayer Nonna (dir.), *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Paris, Presses de Science Po, 2015.
- Buton François, Lehingue Patrick, Mariot Nicolas, Rozier Sabine (dir.), *L'ordinaire du politique*, Éditions du septentrion, 2016.
- Collectif Focale, *Votes populaires ! Les bases sociales de la polarisation électorale dans la présidentielle de 2017*, Éditions du Croquant, 2022.
- Doumenc Saphia, « Gauche, extrême droite, auto-exclusion : une politisation plurielle et déroutante d'engagements syndicaux libertaires », in Catherine Achin et al., *Le vote en contexte(s)*, Éditions du Septentrion, à paraître.
- Eliasoph Nina, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Economica, 2010.
- Girard Violaine, *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2017.

- Giraud Baptiste, « Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d'un décloisonnement empirique et théorique », Politix, n° 86, 2009 p. 13-29.
- Giraud Baptiste, Haute Tristan, « Le travail, espace de politisations différenciées des classes populaires », in Louise Gaxie (coord.), Les classes populaires à l'écart du politique ?, Éditions de la Fondation Gabriel Péri, 2023, p. 117-122.
- Giraud Baptiste, « Les contextes de travail font-ils encore le vote ? Éléments de réflexion à partir du cas des classes populaires », in Catherine Achin et al., Le vote en contexte(s), Éditions du Septentrion, à paraître.
- Peugny Camille, « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés », Revue française de science politique, vol. 65, n°5, 2015, p. 735-759.
- Pudal Romain, Retour de flammes. Les pompiers, des héros fatigués ?, Paris, La Découverte, 2016.
- Sainsaulieu Ivan, Surdez Muriel (dir.), Sens politiques du travail, Paris, Armand Colin, 2012.
- Sawicki Frédéric, Siméant Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », Sociologie du travail, vol. 51, n°1, 2009, p. 97-125.

## ST 26

### Étudier et enseigner les rapports de genre aujourd'hui : nouveaux défis et paradoxes

#### *Studying and Teaching Gender Relations Today: New Challenges and Paradoxes*

##### Responsables scientifiques :

Delphine Dulong (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) [Delphine.Dulong@univ-paris1.fr](mailto:Delphine.Dulong@univ-paris1.fr)

Christine Guionnet (Université de Rennes) [christine.guionnet@univ-rennes.fr](mailto:christine.guionnet@univ-rennes.fr)

Recherches et enseignements sur le genre ont explosé en France, contribuant en partie à rattraper le retard par rapport au monde anglosaxon. Dans nos cours, les étudiant·e·s ne réagissent plus de la même façon qu'il y a quinze ans, face à l'invitation à déconstruire les stéréotypes de genre ; de plus en plus sensibles à l'inconfort des binarités, ils et elles manifestent une « conscience de genre » entretenue par les réseaux sociaux (Varikas, 1991), par l'installation dans le paysage intellectuel d'une série de concepts et auteurs (telle « l'intersectionnalité »), sur fonds de vifs débats et panique « woke » (Mahoudeau, 2022). Partant du sentiment paradoxal d'enfoncer de plus en plus de portes ouvertes auprès de certain·e·s étudiant·e·s, de rencontrer des injonctions sociales croissantes à produire un savoir « utile », tout en étant menacé d'être délégitimé scientifiquement par des objets « impurs », cette ST se propose d'analyser de manière comparative les tensions et défis des études sur le genre. Il s'agit de repenser les difficultés qui s'étaient posées hier (TGS 31, 2014), en se demandant notamment ce que les succès relatifs font à une pensée scientifique du genre et quelles formes de défis nouveaux (*backlash*) ou récurrents elle rencontre, ici ou là.

Les communications pourront porter sur trois questionnements en lien avec cette problématique :

1/ En premier lieu la question de l'institutionnalisation : difficultés et formes nationales spécifiques ou non, rôle de la circulation internationale des idées :

Comment les chercheur·se·s, travaillant sur le genre parviennent-ils/elles à s'insérer dans le monde académique et à développer leurs enseignements selon les pays, disciplines ou établissements ? Si la circulation internationale des catégories d'analyse a favorisé l'essor des *Gender Studies* (Cîrstocea et alii, 2018), travailler sur le genre signifie-t-il la même chose selon les contextes politiques nationaux (Roumanie, Brésil...) ? Comment circulent théories et auteurs et quid des réappropriations, quand on sait combien les concepts franchissent souvent les frontières en se délestant des contextes et rapports sociaux leur ayant donné sens (le « *Theory travels better* » de Morley) ? Existe-t-il des barrières culturelles (cf. Saguy, 2003, sur l'impensable « harcèlement » dans une France aux mœurs courtoises) à la circulation des concepts/recherches ? Est-il pertinent d'opposer un modèle à l'anglosaxonne (parfois idéalisé- Poulain-Deltour, 2014) et un à la française, quant à l'articulation entre science et militantisme ?

2/ Le développement des enseignements sur le genre : quels enjeux et conséquences (professionnalisation, diffusion des connaissances) ?

Lorsqu'existent des cursus complets en études sur le genre, que deviennent les diplômé·e·s ? Que font *aux* études de genre le flux croissant de professionnel·le·s en lien direct avec elles, lui-même nourri des politiques de « *gender mainstreaming* » (chargé·e·s de mission égalité, campagnes contre le harcèlement) ? En quoi les études de genre sont-elles au principe de l'essaimage de nouveaux métiers, d'un nouveau sens commun dans l'espace public ? En quoi ces fonctions et professions inédites ont-elles des effets sur la valorisation ou la redéfinition d'auteur·rice·s et de concepts ?

3/ Comment affronter les critiques adressées aux études sur le genre ?

Qu'advient-il d'une pensée critique, quand elle a la « bonne » fortune de se voir vulgarisée, mais peut du fait de ses usages sociaux se trouver formulée en rhétoriques d'autant plus difficiles à déconstruire qu'elles reposent sur la certitude d'être « du bon côté » ? Comment, dans un contexte si polémique, gérer les courts circuits analytiques (se satisfaire de la mesure comptable des inégalités), les objets tenus pour suspects (coûts de la masculinité hégémonique pour les hommes – Dulong et alii, 2012-), les débats relatifs à la légitimité d'une parole savante (peut-on travailler sur les trans sans l'être) ?

Et d'un autre côté, quelles incidences sur nos activités des critiques parfois contradictoires émanant du champ académique lui-même, allant de la dénonciation des impensés occidentalocentrés et du manque d'intersectionnalité à la stigmatisation de recherches présentées comme « woke »- voire « totalitaires » (Heinich, 2023)- : moindres ressources et reconnaissance institutionnelle, pressions à justifier sans cesse de la « scientificité » de nos travaux et de leur « bon » positionnement entre science et engagement (*Raisons politiques*, 89, 2023) ?

*Research and teaching on gender have exploded in France, allowing it to partly catch up with the English-speaking world. In our courses, students no longer react in the same way as they did fifteen years ago when asked to deconstruct gender stereotypes. They are increasingly sensitive to the discomfort arising out of binarism, and display a 'gender consciousness' nurtured by social networks (Varikas, 1991), by the establishment in the intellectual landscape of a series of concepts and authors (such as 'intersectionality'), and against a backdrop of heated debate and 'woke' panic (Mahoudeau, 2022). This ST proposes a comparative analysis of the tensions and challenges facing gender studies, based on the paradoxical feeling that some students are increasingly pushing open doors, that they are encountering increasing social injunctions to produce 'useful' knowledge, while at the same time being threatened with being scientifically delegitimised by 'impure' objects. The aim is to rethink the difficulties that have arisen in the recent past (TGS 31, 2014), asking in particular what relative successes are doing to scientific thinking on gender and what forms of new (backlash) or recurring challenges it is encountering across countries and different social settings.*

*Papers may focus on three related issues:*

*1/ Firstly, the question of institutionalisation: difficulties and specific national forms, and the role of the international circulation of ideas:*

*How do gender researchers find their place in the academic world and develop their teaching, depending on the country, discipline or institution? While the international circulation of analytical categories has encouraged the growth of Gender Studies (Cîrstocea et alii, 2018), does working on gender mean the same thing in different national political contexts (Romania, Brazil, etc.)? How do theories and authors circulate, and what about re-appropriations, when we know how often concepts cross borders by shedding the social contexts and relationships that gave them meaning (Morley's 'Theory travels better')? Are there cultural barriers (cf. Saguy, 2003, on the unthinkable 'harassment' in polite France) to the circulation of concepts/research? Is it relevant to contrast an Anglo-Saxon model (sometimes idealised - Poulin-Deltour, 2014) and a French model, in terms of the relationship between science and activism?*

*2/ The development of gender teaching: what are the issues and consequences (professionalisation, dissemination of knowledge)?*

*Where comprehensive courses in gender studies exist, what happens to the graduates? What is the role of the growing number of professionals directly involved in gender studies, which is in turn fuelled by gender mainstreaming policies (equality officers, anti-harassment campaigns)? How are gender studies at the root of the spread of new professions and a new common sense in the public arena? How do these new functions and professions affect the development or redefinition of authors and concepts?*

*3/ How can we deal with the criticisms levelled at gender studies?*

*What happens to critical thinking when it has the 'good' fortune to be popularised, but because of its social uses may find itself formulated in rhetoric that is all the more difficult to deconstruct because it is based on the certainty of being 'on the right side'? In such a polemical context, how can we manage analytical shortcuts (e.g. being satisfied with measuring inequalities), suspect objects (e.g. the costs of hegemonic masculinity for men - Dulong et al., 2012), and debates about the legitimacy of a scholarly discourse (e.g. can we work on trans issues without being trans?)?*

*On the other hand, what is the impact on our activities of the sometimes contradictory criticisms emanating from the academic field itself, ranging from the denunciation of Western-centric unthinking and the lack of intersectionality to the stigmatisation of research presented as 'woke' - or even 'totalitarian' (Heinich, 2023): fewer resources and institutional recognition, pressure to constantly justify the 'scientificity' of our work and its 'proper' positioning between science and commitment (*Raisons politiques*, 89, 2023) ?*

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

#### Références / References

- CIRSTOCEA I., LACOMBE D., MARTEU E., *La globalisation du genre. Mobilisations, cadres d'actions, savoirs*. Presses universitaires de Rennes, 2018.
- DULONG D., GUIONNET C., NEVEU É. (dir.), *Boys Don't Cry ! Les coûts de la domination masculine*, Rennes, PUR, 2012.
- HEINICH N., *Le Wokisme serait-il un totalitarisme ?*, Paris, A. Michel, 2023.
- MAHOUDEAU A., *La Panique woke. Anatomie d'une offensive réactionnaire*, Paris, Éditions Textuel, 2022.
- POULIN-DELTOUR W., « Que reste-t-il de nos cours sur le genre ? Témoignage d'un enseignant américain en *French studies* sur un campus américain », *Travail, genre et sociétés*, vol. 31, no. 1, 2014, p. 35-49.
- SAGUY A. C., *What Is Sexual Harassment?: From Capitol Hill to the Sorbonne*, University of California Press, 2003.
- VARIKAS E., « Subjectivité et identité de genre. L'univers de l'éducation féminine dans la Grèce du XIXe siècle », *Genèses*, n° 6, 1991, p. 29-51.

## ST 27

### Politiques des territoires délaissés « *Left behind places* » : *Governance, Politics, and Policy*

#### Responsables scientifiques :

Renaud Epstein (Sciences Po Saint-Germain-en-Laye / Cesdip)

[renaud.epstein@sciencespo-saintgermain.fr](mailto:renaud.epstein@sciencespo-saintgermain.fr)

Max Rousseau (CIRAD / ART-Dev) [max.rousseau@cirad.fr](mailto:max.rousseau@cirad.fr)

En France comme ailleurs, on assiste à un retour de la question des inégalités spatiales dans le débat politique. Il s'opère sous une forme renouvelée. Depuis la fin des années 1970, ces inégalités étaient principalement abordées à l'échelle intra-urbaine, c'est-à-dire celle du quartier, et plus spécifiquement à partir des quartiers marginalisés des métropoles. Elles sont de plus en plus perçues comme relevant d'un clivage plus large opposant des territoires polarisant le capital, les investissements publics, les groupes bien dotés en capitaux d'une part, d'autres territoires affectés simultanément par les restructurations industrielles, l'austérité budgétaire et le déclin démographique d'autre part. Les catégories mobilisées pour désigner ces derniers varient suivant les contextes nationaux : « France périphérique », « *Left behind places* » (lieux délaissés, Grande-Bretagne et USA), « Aree Interne » (zones intérieures, Italie), « Krimpgebieden » (zones en retraction, Pays-Bas), « España vaciada » (Espagne vidée) ou encore « Abgehängte Regionen » (régions en décrochage, Allemagne). Si elles dessinent des géographies qu'il est difficile de rapprocher, ces catégories ont en commun de désigner des espaces doublement délaissés par les transformations du capitalisme et les restructurations de l'Etat, qui seraient de ce fait particulièrement affectées par la montée du « ressentiment » et perméables au « populisme ».

En même temps qu'il opère un déplacement géographique, ce renouvellement du cadrage des inégalités territoriales correspond à l'émergence d'un nouveau clivage politique, activé par des intellectuels et des partis qui opposent différentes catégories de territoires, imputant les difficultés de certains aux politiques développées pour d'autres, à l'image de l'extrême droite qui oppose les « milliards pour les banlieues » et l'abandon de la « France périphérique ». Cette vision biaisée masque la complexité croissante des inégalités territoriales, à l'intérieur des métropoles, mais aussi au sein de la catégorie fourre-tout des « villes moyennes », et enfin dans les espaces de faible densité. Loin d'éclairer les dynamiques politiques à l'œuvre dans les territoires délaissés, cette approche binaire des espaces et des transformations qui les affectent opacifie les régulations sociales et politiques, les (des)alignements électoraux, les mouvements sociaux qui s'y développent.

Portant tout à la fois sur les banlieues marginalisées, les villes en déclin et les espaces ruraux en déprise, la ST vise à croiser des analyses de science politique sur ces trois catégories de territoires, abordés séparément ou relationnellement, dans différents contextes nationaux et à différentes échelles. Ce faisant, elle s'inscrit dans un mouvement de réintroduction de la dimension spatiale dans les analyses de sociologie politique et de sociologie de l'action publique, en miroir du mouvement observable dans la géographie critique anglophone où la question politique est désormais centrale.

Les contributions à cette session thématique s'inscriront dans un ou plusieurs des quatre axes retenus :

- Politique des territoires délaissés Il s'agira ici de comprendre les effets territorialisés des politiques d'austérité et de compétitivité, ainsi que les transformations des politiques nationales à destination des territoires.
- La gouvernance territoriale dans des contextes de déclin. Cet axe explorera l'émergence de formes spécifiques de régulations sociales et politiques.
- les évolutions électorales dans les territoires délaissés. Cet axe s'intéressera notamment à l'importance prise par la cartographie et les explications géographiques du vote en faveur des partis d'extrême-droite et populistes.
- Cadrage politique et mise à l'agenda. Cet axe s'intéressera aux processus de politisation de l'« abandon » des territoires, en considérant notamment les mouvements sociaux et les acteurs qui participent à cette mise à l'agenda.

*In France, as elsewhere, the issue of spatial inequalities is making a comeback in the political debate. This resurgence takes on a renewed form. Since the late 1970s, these inequalities had been mainly addressed at the intra-urban level, focusing on marginalized neighborhoods within metropolitan areas. They are increasingly perceived as part of a broader divide between areas where capital, public investment as well as individuals and groups endowed with various resources are concentrated, on the one hand, and other areas simultaneously affected by industrial restructuring, fiscal austerity and demographic decline, on the other. The categories used to describe these latter territories vary according to the national context: 'Peripheral France', 'Left behind places' (Great Britain and USA), 'Aree Interne' (Inland areas, Italy), 'Krimpgebieden' (Shrinking areas, Netherlands), 'España vaciada' (Emptied Spain) and 'Abgehängte Regionen' (Declining regions, Germany). Despite their disparate geographies, these categories similarly designate spaces that have been affected by both the transformations of capitalism and state restructuring. Such a shared condition would make them particularly susceptible to the rise of "resentment" and "populism."*

*This renewed framing of territorial inequalities corresponds to the emergence of a new political cleavage, activated by intellectuals and political parties that pit different categories of territories against each other, blaming the difficulties of some of the policies developed on other ones. . For example, the french far-right contrasts the "billions for the (metropolitan) suburbs" with the abandonment of "peripheral France". This skewed vision masks the growing complexity of territorial inequalities, not only within metropolitan areas but also within the catch-all category of "medium-sized towns" and finally in sparsely populated areas. Instead of shedding light on the political dynamics at play in the so-called « left-behind places », this binary approach to spaces and the transformations affecting them obscures the social and political regulations, electoral (dis)alignments, and the social movements that develop therein.*

*Encompassing marginalized suburbs, declining cities, and depopulated rural areas, this thematic session aims to cross-examine political science analyses of these three spatial categories, whether considered separately or in relation to each other, in various national contexts and at different scales. In doing so, it is part of a movement to reintroduce the spatial dimension into the analyses of political sociology, mirroring the trend observed in critical geography, where the political dimension has become central.*

*Expected contributions to the thematic session may address one or more of the following four axes:*

- *Policies in and for « left-behind places ». This entails understanding the territorialized effects of austerity and competitiveness policies, as well as the change in national policies targeting these territories.*
- *Local governance in « left-behind places ». The papers in this section will seek to discuss the existence of specific forms of social and political regulation in a context of decline.*
- *Voting patterns in « left-behind places ». The aim will be to analyse the vote in these areas, and the role played by cartography in analyses of the vote in favour of extreme right-wing and populist parties.*
- *Political framing and agenda setting. This final section will look at the processes involved in politicising the 'abandonment' of territories, especially considering the social movements and actors who have taken part in putting it on the agenda.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

## ST 28

### Sociologie politique des cabinets de conseil dans l'action publique *Consultancy firms and public policy: a political sociology*

#### Responsables scientifiques :

Lucille Gallardo (Mesopolhis (UMR 7064), AMU-IEP d'Aix-en-Provence)

[lucille.gallardo@gmail.com](mailto:lucille.gallardo@gmail.com)

Julie Gervais (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP & IRISSO, Université Paris-Dauphine) [gervais\\_julie@yahoo.fr](mailto:gervais_julie@yahoo.fr)

Si le recours aux cabinets de conseil par l'administration publique n'est pas nouveau, l'épidémie de Covid-19 est venue mettre aux premiers plans médiatique et politique la question de leur omniprésence dans la fabrique de l'action publique de nombreux pays (Castonguay 2020; Rice 2020; Collington et Mazzucato 2021; Aron et Michel-Aguirre 2022; Vogelpohl et al. 2022; Mazzucato et Collington 2023). Cette section thématique vise à faire dialoguer les enquêtes actuelles sur l'intervention publique de ces cabinets. Il s'agit plus particulièrement d'interroger en quoi le « grand brouillage » entre les sphères publiques et privées (France et Vauchez 2017), auquel contribuent les entreprises du conseil, vient remodeler les espaces où se définissent l'intérêt général et les conditions d'exercice de la démocratie. Les communications pourront s'inscrire dans l'un ou plusieurs des axes suivants :

#### 1. Acteurs et marché de l'espace du conseil en « affaires publiques »

Ce premier axe invite à faire un état des lieux de la fourniture et de l'utilisation du conseil en « affaires publiques ». Dans un contexte de multiplication du recours au conseil privé et de diversification des prestations proposées, il s'agit de documenter l'hétérogénéité des cabinets et de leurs missions – entre les firmes multinationales intersectorielles et les entreprises spécialisées valorisant un enracinement national, voire local. Quelles hiérarchisations professionnelles coexistent au sein de l'espace du conseil en « affaires publiques » ? Quels en sont les déterminants et les principes de classement (Thine 2006 ; Thine et al. 2013) ? Ce faisant, l'enjeu est également de mieux identifier la nature et l'étendue du recours public au consulting privé et la manière dont il influence ce marché. En quoi l'évolution des règles de commande publique telle que la mise en place des accords-cadres et leur réforme récente en 2022, vient-elle transformer les missions et les conditions structurelles d'intervention des cabinets, tout comme les formes et les pratiques d'alliance et de concurrence au sein de l'espace du conseil en « affaires publiques » ?

#### 2. Les agents publics-privés de l'action publique

Ce deuxième axe propose de documenter les pratiques et les relations professionnelles entre les agents publics et les consultant-es. À la suite d'autres travaux (Belorgey 2010; Hurl 2018; Vogelpohl et Klemp 2018; Bataille 2020; Belorgey 2020; Gautier, Touré et Ridde 2021), il s'agit d'analyser les formes de collaborations et d'alliances, mais aussi de résistances et de conflits que génère l'intervention de consultant-es dans les champs bureaucratique et politique. Comment les agents publics réagissent-ils et elles à la présence des consultant-es et vice-versa ? Quelles positions différenciées peut-on observer dans ces espaces composés d'agents aux statuts variés et aux trajectoires parfois hybrides ? Comment chacun-e pense-t-il ou elle sa légitimité professionnelle et sa valeur ajoutée ? Quelles divisions du travail se mettent en place au sein des équipes souvent syncrétiques ? Il s'agit également d'interroger comment ces collaborations public/privé transforment et (dé)légitiment certaines pratiques et savoirs de gouvernement et/ou promeuvent des formes alternatives de connaissances pratiques et théoriques (modèles, outils, visions réformatrices, etc.) sur le travail bureaucratique et l'action publique.

#### 3. Les effets du conseil privé sur l'action publique

Si quelques travaux ont tenté de mesurer l'impact des consultant-es sur le contenu et « l'efficacité » des politiques publiques (Kirkpatrick et al. 2019; Sturdy et al. 2020), ce type de recherche demeure rare et tend à se focaliser sur la question de la rentabilité des dépenses de conseil au regard de leur efficacité. Ce troisième axe propose d'explorer plus largement la question de la réception des réformes de l'administration conçues ou co-fabriquées par les cabinets de conseil. À partir de cas d'étude précis, il se penchera sur ce que le conseil privé fait à l'action publique, et plus particulièrement ses effets sur les services publics et leurs usager-es, ainsi que sur les fonctionnaires chargé-es de mettre en œuvre leurs réformes.

*While the use of consultancy firms by public administrations is not new, the Covid-19 epidemic has brought to the forefront of the media and politics the question of their omnipresence in the devising of public policy in many countries (Castonguay 2020; Rice 2020; Collington and Mazzucato 2021; Aron and Michel-Aguirre 2022; Vogelpohl et al. 2022; Mazzucato and Collington 2023). The aim of this workshop is to bring together current research on these firms' public intervention. More specifically, the aim is to examine how the 'great blurring' between the public and private spheres (France and Vauchez 2017), to which consulting firms are contributing, is reshaping the spaces in which the common good and the conditions for the exercise of democracy are defined. Papers may focus on one or more of the following themes:*

1. *Players and Markets in the "Public Affairs" Consultancy Space*

*This first theme invites us to evaluate the current provision and use of 'public affairs' consultancy. Against a backdrop of increasing recourse to private consultancy and diversification of the services on offer, the aim is to document the heterogeneity of consultancies and their missions – from multinational, cross-sector firms to specialist companies with national or even local roots. What professional hierarchies coexist within the 'public affairs' consultancy space? What are the determining factors and the principles of classification (Thine 2006; Thine et al. 2013)? In doing so, the challenge is also to better identify the nature and extent of public demand for private consulting and the way in which it influences this market. How have changes in the rules governing public procurement, such as the introduction of framework agreements and their recent reform in 2022, transformed the missions and structural conditions under which consultancies operate, as well as the forms and practices of alliance and competition within the 'public affairs' consultancy sector?*

2. *Public-Private Agents in Public Policy*

*This second axis proposes to document the practices and professional relationships between public agents and consultants. Following on from other works (Belorgey 2010; Hurl 2018; Vogelpohl and Klemp 2018; Bataille 2020; Belorgey 2020; Gautier, Touré and Ridde 2021), the aim is to analyse the forms of collaboration and alliances, as well as resistance and conflicts, generated by the intervention of consultants in the bureaucratic and political fields. How do public officials react to the presence of consultants and vice versa? What differentiated positions can be observed in these areas and among very varied staff, with different statuses and sometimes hybrid backgrounds? How does each person see his or her professional legitimacy and added value? What divisions of labour are established within these often syncretic teams? We will also be looking at how these public/private collaborations transform and (de)legitimise certain government practices and knowledge and/or promote alternative forms of practical and theoretical knowledge (models, tools, reformist visions, etc.) about bureaucratic work and public policies.*

3. *The Effects of Private Consultancy on Public Policy*

*Although a few studies have attempted to measure the impact of consultants on the content and 'effectiveness' of public policies (Kirkpatrick et al. 2019; Sturdy et al. 2020), this type of research is still rare and tends to focus on the question of the cost-effectiveness of consultancy expenditure. This third theme proposes to explore more broadly the question of the reception of administrative reforms designed or co-designed by consultants. Based on specific case studies, it will look at what private consultancy does to public policy, and more particularly its effects on public services and their users, as well as on the civil servants responsible for implementing their reforms.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

**Références / References**

- ARON Matthieu and MICHEL-AGUIRRE Caroline, 2022, Les Infiltrés - Comment les cabinets de conseil ont pris le contrôle de l'État, Paris, Allary, 154 p.
- BATAILLE Nicolas, 2020, Experts et consultants au service de l'action publique locale : une approche pragmatique du travail de l'ingénierie privée, PhD, Tours University, 636 p.
- BELORGEY Nicolas, 2020, « Trajectoires professionnelles et influence des intermédiaires en milieu hospitalier », Revue française d'administration publique, 2020/2, n°174, pp. 405-423.
- BELORGEY Nicolas, 2010, L'hôpital sous pression. Enquête sur le « nouveau management public », Paris, La Découverte (series: « TAP / Série histoire contemporaine »), 336 p.

- CASTONGUAY Alec, 2020, Au coeur de la bataille pour sauver le Québec. Un récit exclusif des dessous de la crise., <https://lactualite.com/politique/la-bataille-pour-sauver-le-quebec/> (accessed 24 November 2021).
- COLLINGTON Rosie et MAZZUCATO Mariana, 2021, Britain's public sector is paying the price for the government's consultancy habit, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/sep/20/britain-public-sector-consultancy-habit-pandemic-private-services> (accessed 29 November 2021).
- FRANCE Pierre and VAUCHEZ Antoine, 2017, Sphère publique, intérêts privés, Paris, Presses de Sciences Po, 198 p.
- GAUTIER Lara, TOURE Laurence and RIDDE Valéry, 2021, « L'adoption de la réforme du système de santé au Mali : rhétorique et contradictions autour d'un prétendu retour de la santé communautaire » in Valéry Ridde (ed.), Vers une couverture sanitaire universelle en 2030 ? Réformes en Afrique subsaharienne, Quebec and Dakar, Éditions Science et Bien Commun, pp. 79-118.
- HURL Christopher, 2018, « Operationalizing austerity: The role of transnational professional service firms in local government restructuring », Innovation: The European Journal of Social Science Research, vol. 31, no 1, pp. 55-67.
- KIRKPATRICK I., STURDY A.J., ALVARADO N.R., BLANCO-OLIVER A. and VERONESI G., 2019, « The impact of management consultants on public service efficiency », Policy and Politics, vol. 47, no 1, pp. 77-95.
- MAZZUCATO Mariana and COLLINGTON Rosie, 2023, « Consultants and the crisis of capitalism », Social Europe, <https://www.socialeurope.eu/consultants-and-the-crisis-of-capitalism> (accessed 28 July 2023).
- RICE Benjamin and Hart Andrew, 2020, What a Spectacularly Ill-Advised Idea Says About McKinsey, <https://nymag.com/intelligencer/2020/11/what-a-spectacularly-ill-advised-idea-says-about-mckinsey.html> (accessed 17 November 2021).
- STURDY A. J., KIRKPATRICK I., REGUERA N., BLANCO-OLIVER A. and VERONESI G., 2020, « The management consultancy effect: Demand inflation and its consequences in the sourcing of external knowledge », Public Administration, vol. 100, n°3, pp. 488-506.
- THINE Sylvain, 2006, « Pierre Bourdieu : Éléments d'une analyse du champ du conseil », Revue française de gestion, 2006/6, n°165, pp. 35-43.
- THINE Sylvain, LAGNEAU-YMONET Paul, DENORD François and CAVENG Rémy, 2013, « Entreprendre et dominer. Le cas des consultants », Sociétés contemporaines, 2013/1, n°89, pp. 73-99.
- VOGELPOHL Anne, HURL Chris, HOWARD Michael, MARCIANO Reut, PURANDARE Uttara et STURDY Andrew, 2022, "Pandemic consulting. How private consultants leverage public crisis management", Critical Policy Studies, vol. 16, n°3, p. 371-381.
- VOGELPOHL Anne and KLEMP Felicitas, 2018, « The creeping influence of consultants on cities: McKinsey's involvement in Berlin's urban economic and social policies », Geoforum, vol. 91, pp. 39-46.

## ST 29

### La digitalisation des pratiques militantes, à quel(s) prix ? Coûts et rétributions des engagements en contexte numérique

#### *When activism gets digital: Costs and Benefits of Online Activism*

##### Responsables scientifiques :

Maximilien Gidon (Sciences Po Toulouse, LaSSP) [maximiliengidon@gmail.com](mailto:maximiliengidon@gmail.com)

Fabienne Greffet (Université de Lorraine, IRENEE) [fabienne.greffet@univ-lorraine.fr](mailto:fabienne.greffet@univ-lorraine.fr)

La généralisation des usages des outils numériques à l'ensemble de l'espace social a contribué, en partie, à des redéfinitions de l'économie de pratiques sociales. Loin de rester en marge de ces dynamiques, les pratiques militantes ont connu un certain renouvellement, que ce soit au niveau des répertoires d'action ou des formes organisationnelles. Néanmoins, les potentialités objectives offertes par ces outils ne suffisent pas à elles seules à expliquer ces changements, toujours dépendants de contextes socio-historiques de possibilité, d'autant plus que leurs usages demeurent faiblement institutionnalisés et tributaires d'une forte sélectivité sociale (Neihsouer, 2016 ; Greffet, Wojcik et Blanchard 2014 ; Théviot, 2013). Ainsi, les pratiques numériques de certains groupes de hackers (Bocquet, 2014, Macq et Jacquet, 2018), pour qui elles constituent à la fois les seuls moyens et les fins de leurs actions politiques, se distinguent des pratiques au sein des partis politiques, pour lesquels elles constituent un moyen parmi d'autres en vue de rationaliser les campagnes électorales (Lefebvre, 2016).

Face à ces imbrications multiples et circulaires, le recours au cadre d'analyse proposé par Daniel Gaxie en termes de coûts et rétributions du militantisme apparaît comme particulièrement heuristique (Gaxie, 1977 et 2005). En effet, il incite à articuler les pratiques numériques aux conditions sociales des investissements et désinvestissements militants, ainsi qu'aux styles de militantisme offerts par les organisations collectives et les dispositions qu'elles nécessitent. Cela constitue un atout précieux dans un contexte de reconfiguration des formes organisationnelles militantes autour de revendications "participationnistes" (Gauja, 2017 ; Gerbaudo, 2022), où les rôles et leurs hiérarchisations sont moins formalisés et déniés. Les intérêts sous-tendant ces engagements sont dès lors plus difficilement objectivables, car moins objectivés. C'est pourquoi cette section thématique invite les chercheuses et chercheurs à articuler leur réflexion autour de deux axes :

- Les rétributions du militantisme en contexte numérique : Existe-il des formes de rétributions nouvelles, liées aux pratiques militantes numériques ? A l'inverse, les rétributions plus traditionnelles sont-elles démonétisées ? Dans quelle mesure les hiérarchies internes et l'accès à des positions se recomposent-ils autour de la détention de ressources numériques ? Les acteur.rice.s qui maîtrisent la structuration et la distribution des rétributions sont-ils toujours les mêmes ? Les participant.e.s à la ST seront invités à explorer ces questions, de même qu'à envisager le rapport critique des militant.e.s à celles-ci (Boyadjian et Wojcik, 2022).
- Les coûts du militantisme en contexte numérique : quel(s) coût(s) les militantes et militants doivent-ils assumer en ligne, qu'il s'agisse de l'abaissement de certains coûts (disponibilité biographique et géographique, capital social, socialisation à l'organisation...) ou de l'accroissement d'autres (dispositions à une pratique isolée, à l'argumentation écrite, à l'auto-discipline, maîtrise technique...) ? Les communications pourront traiter de sujets peu investis par la littérature, à l'instar des coûts psychologiques des usages des outils numériques, notamment via le harcèlement en ligne des militant.e.s (Sobieraj, 2019).

Ces quelques questions soulignent les enjeux généraux que propose d'approfondir cette section en accueillant des recherches explorant dans leurs diversités la numérisation des pratiques militantes et leurs implications sur les trajectoires militantes, que cela soit à l'échelle des organisations ou des militant.e.s. L'engagement est envisagé sans exclusive, aussi bien dans les organisations structurées telles que les partis ou les syndicats, qu'au sein de collectifs plus informels comme les Gilets jaunes.

La section entend contribuer aux débats internationaux sur les effets des usages des outils numériques sur les pratiques militantes dans leurs multiplicités, en restant attentif aussi bien aux dispositifs qu'aux conditions sociales et transformations sociopolitiques qui affectent les engagements politiques. Les propositions peuvent adopter tant des perspectives empiriques, méthodologiques que théoriques. Chacun.e des communicant.e.s retenu.e.s pour cette ST s'engage à présenter sa communication en dix minutes.

*The growing use of digital tools has contributed to redefining social practices. Far from remaining on the margins of these dynamics, activist practices have been renewed, whether in terms of action-repertoire or organisational forms. However, these changes are also dependent on the contexts, as they remain weakly institutionalised and dependent on the social background of activists (Neihouser, 2016; Greffet, Wojcik and Blanchard 2014; Théviot, 2013). As an example, the digital practices of hacker groups (Bocquet, 2014, Macq and Jacquet, 2018), for whom the digital repertoire is central, greatly differ from the digital practices within political parties, where they are part of a bunch of means aiming at rationalizing electoral mobilization (Lefebvre, 2016).*

*To analyse these multiple and circular phenomena, the analytical framework in terms of costs and rewards of activism, initially developed in France by Daniel Gaxie (1977 and 2005), seems relevant, in a sense that it bounds the digital activist practices to their social conditions, and to the styles of activism offered by collective organisations, as well as the skills and competences they require. This framework also helps analysing the reconfiguration of organisational forms around 'participationist' demands (Gauja, 2017; Gerbaudo, 2022), where roles and their hierarchies are less formalised and often denied. It allows the objectivation of interests of activism and activists in a digital context.*

*That's why this section welcomes papers focusing on two areas:*

*\* Rewards of activism in a digital context: which new rewards are linked to activism in a digital context? To what extent are internal hierarchies and access to political positions reshaped around the possession of digital resources or skills? Are the players who control the structuring and distribution of rewards always the same? Participants in the section will be invited to explore these topics, and to consider the critical relationship activists might have with them (Boyadjian and Wojcik, 2022).*

*\* Costs of activism in a digital context: what cost(s) do activists have to face online, whether in terms of lowering some (geographical proximity, social capital, knowledge of the organisation, etc.) or increasing others (isolation, writing skills, self-discipline, technical skills, etc.)? Papers may address topics that have received little attention in the literature so far, such as the psychological costs of using digital tools and the issue of harassment (Sobieraj, 2019).*

*This section offers to explore these two dimensions and the general issues they are linked with. The section welcomes research papers looking at the diversity of the digitisation processes of activist practices and their implications, whether at the level of organisations or activists. Activism is understood here in a broad sense, both within structured organisations such as parties or trade unions, and within more informal groups such as the Yellow vests movement.*

*Proposals may cover empirical, methodological or theoretical perspectives. Each project selected for this section will be presented in ten minutes.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Bocquet, J. (2014), "La culture Pirate à l'épreuve de la forme partisane", *Tracés*, n°26, 89-110.
- Boyadjian, J. et Wojcik, S. (2022), "Une première analyse de l'activité militante en ligne des militants Reconquête, RN, LREM et LFI durant la présidentielle 2022", *Politiques de communication*, n°19, 153-185.

- Gauja, A. (2017), *Party Reform, The Causes, Challenges and Consequences of Organizational Change*, Oxford University Press/ECPR.
- Gaxie, D. (1977), "Economie des partis et rétributions du militantisme", *Revue française de science politique*, vol. 27, n°1, 123-154.
- Gaxie, D. (2005), "Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective", *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n° 1, 157-188.
- Gerbaudo, P. (2022), « Le parti plateforme. La transformation des organisations politiques à l'heure du *Big Data* », *Réseaux*, 2022/6 (N° 236), 37-56.
- Greffet, F., Wojcik, S., Blanchard, G. (2014), "S'engager dans la campagne présidentielle. Les formes multiples de la participation politique en ligne", *Politiques de communication*, n°3, 25-58.
- Lefebvre, R. (2016), « La modernisation du porte-à-porte au Parti socialiste. Réinvention d'un répertoire de campagne et inerties militantes », *Politix*, n° 113, 91-115.
- Macq, H., Jacquet, V. (2018), S'engager dans un cyberparti. Internet et militantisme au sein du parti pirate belge, *Reset*, n° 7, [En ligne] disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/reset/1102>.
- Neihouser M., *Un nouvel espace médiatique. Sociologie de la blogosphère politique française*, Paris, Varenne, 2016.
- Sobieraj, S. (2019), *Credible threat: attacks against women online and the future of democracy*, New York, NY, Oxford University Press, coll. *Oxford studies digital politics series*.
- Théviot, A. (2013), "Qui milite sur Internet ? Esquisse du profil sociologique du « cyber-militant » au PS et à l'UMP", *Revue française de science politique*, vol. 63, n°3, 663-678.

## ST 30

### L'innovation contestataire à l'épreuve de la comparaison *Protest Innovation in France: the Challenges of Comparison*

#### Responsables scientifiques :

Elisabeth Godefroy (Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim)

[elisabeth.godefroy@scpobx.fr](mailto:elisabeth.godefroy@scpobx.fr)

Frédéric Gonthier (Sciences Po Grenoble, PACTE) [frederic.gonthier@iepg.fr](mailto:frederic.gonthier@iepg.fr)

Au cours de la dernière décennie, la France a été traversée par des mouvements sociaux qui ont réactivé l'idée d'un pays protestataire, dont on avait pu relativiser la pertinence (Chabanet et al. 2018). L'apparition de Nuit debout a posé la question de l'émergence d'une « nouvelle ère » contestataire, qui s'intégrerait au niveau transnational aux « mouvements de place » (Guionnet et Wiewiorka 2021). Des Gilets jaunes au Convoi de l'eau, les mobilisations suivantes ont renforcé l'idée d'un renouveau contestataire en France.

De fait, plusieurs similitudes invitent à comparer ces mouvements. On peut d'abord souligner les revendications touchant à la justice sociale et la participation citoyenne (Della Sudda et Guionnet 2021). Il faut également mentionner d'autres éléments structurants, tels que la proximité et de la diffusion de modes d'action et d'organisation qui débordent les cadres traditionnels de la contestation ; un rapport paradoxal aux institutions, entre réhabilitation de l'Etat social et mise à distance des organisations politiques au nom de l'horizontalité (Tartakowsky 2019) ; ou encore l'intensité de la répression policière et judiciaire (Codaccioni 2022 ; Fillieule et Jobard 2020). Enfin, une circulation militante, comme entre Gilets jaunes et mouvement anti-passe sanitaire, semble s'opérer d'une mobilisation à l'autre.

Cette ST vise à proposer un espace de dialogue permettant d'interroger les points communs et différences entre les mouvements sociaux depuis Nuit debout. Elle accueillera aussi bien des propositions comparatives que monographiques, basées sur des enquêtes rétrospectives ou « à chaud » (Paugam et Rui 2020), portant sur les mobilisations survenues du printemps 2016 aux mouvements les plus actuels. Il s'agit ainsi de prendre une juste mesure de l'innovation protestataire qui, si elle s'avère parfois illusoire (Mathieu 2011), pourrait marquer la dernière décennie et caractériser l'émergence d'un nouveau cycle de contestation (Sommier 2020). Trois axes de réflexion seront privilégiés :

1. Sociologie/géographie des participant.e.s et effets politiques de l'engagement : A quel point les segments de la population mobilisés sont-ils distincts d'un mouvement à un autre ? Comment les effets de politisation, logiques d'engagement et trajectoires politiques induits varient-ils selon qu'un même groupe social prend part à une ou plusieurs mobilisations ? Dans quelle mesure les mouvements sociaux de la dernière décennie ont-ils perturbé la division du travail protestataire entre organisations partisans, syndicales et associatives, ainsi que les échelles géographiques de mobilisation associées ? Comment les identités, expériences ou stigmatisations communes suscitées par les mobilisations questionnent-elles à nouveaux frais les clivages politiques et sociaux liés à la classe, au genre, à l'âge ou à l'origine ethno-raciale ?
2. Répertoires d'action et innovation tactique : Dans quelle mesure ces mouvements présentent-ils des innovations en termes de mode d'action ou les combinent-ils de façon originale ? Observe-t-on la diffusion et la circulation de modes d'action innovants d'une mobilisation à une autre ? De quelle manière le succès ou l'échec de pratiques influence-t-il les stratégies des mobilisations suivantes ? Observe-t-on un maintien dans le temps et une normalisation de nouvelles pratiques ou, au contraire, la permanence ou le retour de modalités d'action classiques d'une mobilisation à l'autre ?
3. Réponses de l'État et des partis à la contestation : Face aux transformations de l'action contestataire, comment évolue leur gestion étatique ? Les moyens répressifs mis en œuvre, qu'ils soient judiciaires ou policiers, sont-ils déployés, voire perfectionnés, dans le cadre des mobilisations suivantes ? Au-delà de la répression, dont on doit questionner le caractère systématique, les responsables politiques font-ils œuvre d'inventivité dans leur manière de répondre aux mobilisations et à leurs enjeux ?

*Over the past decade, France has been marked by social movements that have revived the notion of a protest-oriented country, whose relevance had been somewhat questioned (Chabanet et al. 2018). The emergence of Nuit debout raised the issue of new era of protest related to transnational “square movements” (Guionnet and Wieviorka, 2021). From the Yellow Vests to the recent Water Convoy, subsequent mobilizations have further reinforced the notion of a revival of protest in France.*

*As it turns out, similarities between these movements suggest to push forward a comparative research agenda. First, it is worth claims related to social justice and citizen participation are widespread (Della Sudda and Guionnet 2021). Second, it is worth noting structuring factors such as the proximity and diffusion of modes of action and organization that bypass traditional frameworks of protest; a paradoxical relationship with institutions, oscillating between the rehabilitation of the welfare state and distancing from political organizations in the name of horizontalism (Tartakowsky 2019); and the intensity of police and judicial repression (Codaccioni 2022; Fillieule and Jobard 2020). Lastly, intense activist exchange is likely to occur from one mobilization to another, as seen between the Yellow Vests and the anti-vaccine movement.*

*This thematic section aims to open up an exchange investigating similarities and differences between social movements since Nuit debout. It targets both comparative and monographic proposals, based on retrospective or “in heat of the moment” investigations (Paugam and Rui 2020), covering mobilizations from the spring of 2016 to the most current movements. The goal is to gain a better understanding of protest innovations -as well as their limitations (Mathieu 2011) - which could characterize the past decade and mark the emergence of a new cycle of protest (Sommier 2020). Three lines of inquiry will be privileged:*

- 1. Sociology/geography of the participants and political effects of engagement: To what extent are the segments of the mobilized population distinct from one movement to another? How do the effects of politicization, engagement logics, and political trajectories vary when the same social group participates in one or more mobilizations? To what extent have the social movements of the past decade disrupted the division of protest labor between partisan, union, and associative organizations, as well as the geographical scales of associated mobilization? How do common identities, experiences, or stigmas generated by mobilizations challenge political and social divides related to class, gender, age, or ethno-racial origin?*
- 2. Repertoires of action and tactical innovation: To what extent do these movements present innovations in terms of modes of action, or do they combine them in an original way? Do we observe the diffusion and circulation of innovative modes of action from one mobilization to another? In what ways do the success or failure of practices influence the strategies of subsequent mobilizations? Do we observe the persistence over time and normalization of new practices, or conversely, the continuity or return of classic modes of action from one mobilization to another?*
- 3. Responses of the State and parties to the protest: In the face of transformations in protest action, how does their state management evolve? Are repressive measures, whether judicial or police, deployed, or even refined, in subsequent mobilizations? Beyond repression, which needs to be questioned for its systematic nature, do political leaders show inventiveness in how they respond to mobilizations and their issues?*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Chabanet, Didier, Manlio Cinalli, Anne Muxel, Steven M. Van Hauwaert, et Thierry Vedel. 2018. « A Post-Contentious Turning Point for the Contentious French? Crisis Without Protest in France ». In *Citizens and the Crisis*, (dir.) Marco Giugni et Maria T. Grasso, 115-39. Cham : Springer International Publishing.
- Codaccioni, Vanessa. 2022. « Chapitre 1. Travailler sur la justice et la police dans un contexte de répression accrue ». In *L'enquête en danger*, (dir.) Philippe Aldrin, Pierre Fournier, Vincent Geisser, Yves Mirman, 55-76. Paris : Armand Colin.
- Della Sudda, Magali, et Christine Guionnet. 2021. « Chapitre 15. Nuit Debout, Gilets jaunes : quoi de neuf à l'horizon des mouvements sociaux ? » In *Nouvelle sociologie politique de la France*, (dir.) Thomas Frinault, Christian Le Bart, Erik Neveu, 203-14. Paris : Armand Colin.
- Fillieule, Olivier, et Fabien Jobard. 2020. *Politiques du désordre : la police des manifestations en France*. Paris : Éditions du Seuil.

- Guionnet, Christine, et Michel Wieviorka. 2021. *Nuit debout : des citoyens en quête d'une réinvention démocratique*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Mathieu, Lilian. 2011. *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Paugam, Serge, et Sandrine Rui. 2020. « Enquêter « à chaud » sur les mouvements sociaux ». *Sociologie*, 11(3) 11, 243-249.
- Sommier, Isabelle. 2020. « Cycle de mobilisation ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, (dir.) Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu. Paris : Presses de Sciences Po.
- Tartakowsky, Danielle. 2019. « Les Gilets jaunes, les mouvements sociaux et l'État ». *L'ENA hors les murs*, 2(494), 9-10.

## ST 31

### La fabrique politique et gouvernementale des futurs *The political and governmental manufacture of the future*

#### Responsables scientifiques :

Laurent Godmer (Université Gustave-Eiffel) [laurent.godmer@univ-eiffel.fr](mailto:laurent.godmer@univ-eiffel.fr)  
Laurent Jeanpierre (Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne) [laurent.jeanpierre@univ-paris1.fr](mailto:laurent.jeanpierre@univ-paris1.fr)

Il est devenu coutumier de se représenter les acteurs politiques, en particulier gouvernementaux, comme pris dans un régime temporel marqué par ce que certains historiens appellent le présentisme (Hartog 2003). Plus simplement : « Les régimes démocratiques ont du mal à intégrer le souci du long terme dans leur fonctionnement » (Rosanvallon 2014). Or, l'ordre politique demeure, dans le même temps, enjoint à une orientation vers l'avenir, en résonance, aussi, peut-être, avec un ordre économique capitaliste où les anticipations sont au centre de l'activité, où le futur est un élément central de l'action présente (Beckert 2018). Cette contradiction apparente est certainement un enjeu majeur pour la science politique.

Elle risque d'être d'autant plus exacerbée que certains vont jusqu'à dire qu'un nouvel impératif de projection s'impose aux pouvoirs publics et aux citoyens, en raison du « Nouveau Régime Climatique » (Latour 2015) même si les horizons électoraux ne cessent de rétroagir sur les usages du temps par les politiques (Godmer & Marrel 2015). Dans la conjoncture actuelle, l'avenir semble en effet faire à nouveau l'objet d'une prise de pouvoir forte par les gouvernants. Ainsi observe-t-on comme un tournant néo-futuriste des pratiques de gouvernement, dont témoignent, en France par exemple, des annonces de « retour de la planification ». Les gouvernements tendent à se saisir de l'impératif de projection pour proposer voire imposer des conceptions dominantes de l'avenir par le biais de la naturalisation de visions du futur façonnées par de multiples lieux de pouvoir dont des instances officielles spécialisées (par exemple le Haut-Commissariat au Plan en France, l'Oficina Nacional de Prospectiva y Estrategia en Espagne, le Bureau fédéral du Plan en Belgique).

Certes, l'étude des modalités d'articulation du présent et de l'avenir, du court terme et du moyen ou long terme, n'est pas un problème absolument neuf pour la discipline. Certains de ses aspects ont été étudiés, comme la rationalisation de l'activité politique opérée par les planificateurs dans l'après-guerre française (Dulong 1997), l'histoire des usages politiques de la futurologie ou de la prospective (Andersson, Prat, 2015), l'activité des *think tanks* qui élaborent des scénarios relatifs à l'avenir (Colonos 2014). Mais l'essentiel du travail politique et gouvernemental de fabrication du futur, en particulier pour la période actuelle, reste encore peu analysé. Face aux dérèglements planétaires, il mérite certainement un nouvel examen qui, dans une perspective sociologique, soit attentif aux protagonistes de la construction de l'avenir autant qu'à leurs discours, leurs techniques intellectuelles et leurs instruments.

À titre indicatif et sans doute provisoire, ce travail peut être subdivisé selon les deux axes de cette section thématique : les « projections d'État » (une construction politique de l'avenir « par en haut ») rencontreront ici tout un « travail utopique » (Rozenwajg 2021, projectif ou préfiguratif (fondé sur une construction de futurs « par le bas ») qui prend place dans les organisations partisans – la représentation de l'avenir peut être un axe central du « genre programmatique » (Bué, Fertikh & Hauchecorne 2016) –, syndicales ou associatives, dans les fondations politiques mais aussi dans un ensemble d'utopies réelles ou quotidiennes (Wright 2020 ; Cooper 2013). La fabrique du futur n'est pas réductible au seul champ gouvernemental : la construction du « possible » (Guéguen & Jeanpierre 2022), désirable ou indésirable, comme celle de l'impossible, est toujours l'objet d'une lutte à l'intérieur des sociétés.

La section thématique accueillera des communications relevant de la sociologie politique, de l'analyse des politiques publiques ou de la théorie politique qui étudieront différentes facettes de la fabrication politique et gouvernementale des futurs quels que soient les échelles, les contextes ou les entrées privilégiés. Elles pourront s'inscrire dans le cadre de deux axes :

1/ Le premier axe sera consacré aux « projections d'État », le travail politique de fabrication du futur mené dans les espaces gouvernementaux, soit de manière publicisée dans le cadre des opérations d'accaparement de

l'avenir par les dirigeants, soit de manière discrète par des organismes spécialisés où la construction du futur d'État se donne à voir. Les présentations pourront par exemple interroger les réseaux d'acteurs et les instruments de ces projections, leurs concurrences éventuelles ainsi que leurs circulations, leur rôle dans la prise de décision.

2/ Le second axe portera quant à lui sur le travail extra-institutionnel de projection politique, c'est-à-dire sur le travail politique de construction de l'avenir par des collectifs, des communautés, des mouvements sociaux, des partis et des fondations. Les communications viseront à penser les pratiques de ces organisations relativement à cette activité de projection, les formes et les formats de leurs constructions et les luttes autour de la définition du futur dont elles témoignent.

*It has become commonplace to think of political actors, particularly governmental ones, as caught up in a temporal regime marked by what some historians call "presentism" (Hartog 2003). To put it more simply: "Democratic regimes have difficulty integrating a concern for the long term into their operations" (Rosanvallon 2014). Yet, at the same time, the political order remains enjoined to a future orientation, resonating, too, perhaps, with a capitalist economic order where anticipations are central to activities, where the future is a core element of present action (Beckert 2018). This apparent contradiction is certainly a major issue for political science.*

*It is likely to be all the more exacerbated as a new imperative of projection is being imposed on public authorities and citizens alike, due to the "New Climate Regime" (Latour 2015) even as electoral horizons continue to retroact on politicians' uses of time (Godmer & Marrel 2015). In the current economic climate, the future once again seems to be the object of a strong assumption of power by those in power. In France, for example, we are witnessing a neo-futuristic turn in government practices, as evidenced by announcements of a "return to planning". Governments tend to seize upon the imperative of projection to propose, or even impose, dominant conceptions of the future, through the naturalization of visions of the future shaped by multiple places of power, including specialized official bodies (e.g. the Haut-Commissariat au Plan in France, the Oficina Nacional de Prospectiva y Estrategia in Spain, the Bureau Fédéral du Plan in Belgium).*

*Admittedly, the study of the ways in which the present and the future, the short term and the medium or long term, are articulated, is not an entirely new problem for the discipline. Some aspects of it have already been studied, such as the rationalization of political activity by planners in post-war France (Dulong 1997), the history of the political uses of futurology or foresight (Andersson, Prat, 2015), the activity of think tanks that develop scenarios about the future (Colonomos 2014). But most of the political and governmental work involved in shaping the future, particularly in the current period, remains largely unanalyzed. In the face of global upheaval, it certainly merits a fresh examination that, from a sociological perspective, is attentive to the protagonists in the construction of the future as much as to their discourses, their intellectual techniques and their instruments.*

*By way of illustration, and no doubt on a provisional basis, this work can be subdivided along the two axes of this thematic section: "state projections" (a political construction of the future "from above") will encounter here a whole "utopian work" (Rozencwajg 2021, projective or prefigurative (based on a construction of futures "from below") that takes place in partisan organizations - the representation of the future can be a central axis of the "programmatic genre" (Bué, Fertikh & Hauchecorne 2016) -, trade unions or associations, in political foundations but also in a range of real or everyday utopias (Wright 2020; Cooper 2013). The manufacture of the future is not reducible to the governmental field alone: the construction of the "possible" (Guéguen & Jeanpierre 2022), desirable or undesirable, as well as that of the impossible, is always the object of a struggle within societies.*

*The thematic section will feature papers from the fields of political sociology, public policy analysis and political theory, exploring different facets of the political and governmental manufacture of futures, whatever the scale, context or entry point. They will be organized along two lines:*

*1/ The first axis will be devoted to "state projections", the political work of fabricating the future carried out in governmental spaces, either in a publicized way as part of operations to monopolize the future by leaders, or in a discreet way by specialized organizations where the construction of the state's future is made visible. Presentations may, for example, examine the networks of actors and the instruments of these projections, their possible competition and circulation, and their role in decision-making.*

*2/ The second axis will focus on the extra-institutional work of political projection, i.e. the political work of building the future by collectives, communities, social movements, parties and foundations. Papers will consider the*

*practices of these organizations in relation to this activity of projection, the forms and formats of their constructions, and the struggles over the definition of the future to which they bear witness.*

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

#### Références / References

- Beckert Jens 2018, *Imaginer la Zukunft. Fiktionale Erwartungen und die Dynamik des Kapitalismus* [2016], trad. all. Stephan Gebauer, Berlin, Suhrkamp.
- Bué Nicolas, Fertikh Karim & Hauchecorne Mathieu 2016, *Les programmes politiques. Genèses et usages*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Colonomos Ariel 2014, *La politique des oracles. Raconter le futur aujourd'hui*, Paris, Albin Michel.
- Cooper Davina 2013, *Everyday Utopias. The Conceptual Life of Promising Spaces*, Durham, Duke University Press.
- Dulong Delphine 1997, *Moderniser la politique. Aux origines de la Ve République*, Paris, L'Harmattan.
- Godmer Laurent & Marrel Guillaume 2015, *La politique au quotidien. L'agenda et l'emploi d'une femme politique*, Lyon, ENS Éditions.
- Guéguen Haud & Jeanpierre Laurent 2022, *La perspective du possible. Comment penser ce qui peut nous arriver et ce que nous pouvons faire*, Paris, La Découverte.
- Hartog François 2003, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil.
- Latour Bruno 2015, *Face à Gaïa. Huit leçons sur le nouveau régime climatique*, Paris, La Découverte.
- Rosanvallon Pierre 2014, « La démocratie et la gestion du long terme », in Pierre Rosanvallon, dir., *Science et démocratie*, Paris, Odile Jacob, p. 299-313.
- Rozencwajg Romane 2021, « Le "travail utopique" est-il sexiste ? Les collectifs écologiques et égalitaires à l'épreuve de la division sexuelle du travail », *Civilisations*, vol. 70, n° 1, p. 73-97.
- Wright Erik Olin 2020, *Utopies réelles* [2010], trad. fr. Vincent Farnea et João Alexandre Peschanski, Paris, La Découverte, 2<sup>e</sup> éd.

## ST 32

### Les changements des politiques de santé suite à la crise COVID 19 : une mise en perspective comparative et multi-niveaux *Changes in Health Policy after the COVID 19 crisis: a comparative and multi-level perspective*

#### Responsables scientifiques :

Patrick Hassenteufel (Université Paris-Saclay (UVSQ) et Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, laboratoire Printemps) [patrick.hassenteufel@uvsq.fr](mailto:patrick.hassenteufel@uvsq.fr)  
Sabine Saurugger (Sciences Po Grenoble, UMR Pacte) [sabine.saurugger@iepg.fr](mailto:sabine.saurugger@iepg.fr)

Cette ST vise à analyser, dans une perspective à la fois de moyenne durée et comparative, les effets de la pandémie COVID 19 sur les différentes dimensions des politiques de santé (organisation des soins, prise en charge sanitaire, santé publique, lutte contre les inégalités, politique de recherche et d'innovation, politiques de formation et de gestion des personnels de santé, système d'expertise ...) à différents niveaux (locaux, nationaux, supranationaux). Il s'agit ainsi de prolonger réflexions développées dans un ouvrage collectif paru en 2021 analysant les effets de la crise économique et financière mondiale de 2008 sur les politiques publiques, de manière comparative et à partir des interactions entre les différents niveaux d'action publique. Nous avons développé des perspectives théoriques inscrites dans le cadre d'un constructivisme stratégique et relationnel afin de mieux de mieux saisir le caractère intersectoriel et multi-niveau du changement de politiques publiques, ainsi que ses limites.

Dans cette ST nous souhaitons poursuivre ces réflexions à partir d'analyses de l'influence d'une crise globale – la pandémie du Covid 19 – sur les interactions entre les acteurs des politiques de santé et leurs transformations à différents niveaux – global, européen, national et local- de manière comparative. Nous proposons de partir de la situation antérieure à 2020, marquée notamment par la tension entre les effets de la crise de 2008 (extérieure au système de santé), qui a renforcé les politiques de maîtrise budgétaires déjà en place avant la crise, et la crise de l'offre de soins (en France celle des « déserts médicaux » : interne au système de santé et très progressive) qui a entraîné des changements structurels progressifs remettant en partie en question les politiques de maîtrise des dépenses.

Cette interrogation générale sera déclinée sous la forme de plusieurs questions que nous souhaitons que les communications abordent :

- quand et pourquoi des changements ont lieu et pour quelle raison ?
- pouvons-nous identifier des groupes programmatiques, des coalitions d'acteurs, des entrepreneurs de politiques publiques etc. porteurs de propositions de changements ?
- les réformes réalisées depuis 2020 sont-elles la conséquence du choc lié à la crise pandémique, ou renvoient-elles à des propositions élaborées précédemment ?
- en quoi les rapports de force entre acteurs et leurs interactions (cadres institutionnel, répartition des ressources, préférences...) ont-ils changés depuis 2020 ?
- sous quelles conditions le statu quo dans les politiques de santé prévaut-il ?

Les communications auront donc comme objet de répondre à la question large de savoir si la crise du COVID 19, qui représente un choc brutal, renforce des changements progressifs déjà à l'œuvre, ou si d'autres changements plus soudains peuvent être observés, à partir de l'un ou de plusieurs domaines des politiques publiques de santé (organisation des systèmes de soins, financement des systèmes de santé, couverture et prise en charge des soins, recours aux NTIC, systèmes d'expertise, politique industrielle et d'innovation, formation et recrutement des personnels de santé...). La redéfinition de priorités et d'orientations des politiques de santé, la création de nouvelles institutions, le recours à de nouveaux instruments, et surtout la transformation de systèmes d'action et de relations entre acteurs, aussi bien publics que privés se trouvent au cœur de cette ST. Mais des communications

permettant de rendre compte des limites des effets de la pandémie sur les politiques de santé sont également souhaitées, puisque la question de l'articulation entre changements et continuités est centrale.

*This section aims to analyze, both from a medium-term and comparative perspective, the effects of the COVID 19 pandemic on different dimensions of health policies (organization of care, health care, public health, fight against inequalities, research and innovation policy, health personnel training and management policies, system of expertise, etc. ) at different levels (local, national, supranational). With this panel we will extend and apply our approach developed in a collective volume published in 2021 analyzing the effects of the global economic and financial crisis of 2008 on public policies, from a comparative perspective and based on the interactions between the different levels of public action. We developed theoretical perspectives within the framework of strategic and relational constructivism in order to better understand the intersectoral and multi-level nature of public policy change, as well as its limits.*

*In these panels we will continue these reflections based on the analysis of the influence of a global crisis – the Covid 19 pandemic – on the interactions between actors in the field of health policies and the transformations of these relations at different levels – global, European, national and local. We aim to start from the situation prior to 2020, marked in particular by the tension between the effects of the 2008 crisis (external to the health system), which reinforced the budgetary control policies already in place before the crisis, and the crisis the supply of care (known in France as that of “medical deserts”: internal to the health system and very progressive) which has led to gradual structural changes that partly call into question cost containment policies.*

*This general question will be divided into several subquestions that we encourage applicants to address:*

- when and why takes policy change place?*
- can we identify programmatic groups, actor coalitions, policy entrepreneurs, etc. mediating change?*
- are the reforms carried out since 2020 the consequence of the shock linked to the pandemic crisis, or do they refer to proposals developed previously?*
- how has the balance of power between actors and their interactions (institutional frameworks, distribution of resources, preferences, etc.) changed since 2020?*
- under what conditions does the status quo in health policies prevail?*

*The papers will therefore aim to answer the broad question of whether the COVID 19 crisis, which represents a brutal shock, reinforces the gradual changes already at work, or whether other more sudden changes can be observed, taking place in several areas of public health policy (organization of health care systems, financing of health systems, coverage and reimbursement of care, use of NICTs, systems of expertise, industrial and innovation policy, training and recruitment of health personnel, etc.). The redefinition of priorities and orientations of health policies, the creation of new institutions, the use of new instruments, and above all the transformation of action systems and relations between actors, both public and private, are at the heart of of this ST. Finally, we also encourage communications stating the limits of the effects the pandemic had on health policies, as the panels focus on the central question of the articulation between changes and continuities.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

## ST 33

### Pratiques de l'enquête *Investigation As Social Practice*

#### Responsables scientifiques :

Milena Jakšić (CNRS, Cems / EHESS) [milenajaksic@gmail.com](mailto:milenajaksic@gmail.com)

Nicolas Fischer (CNRS, Cesdip / Université de Versailles St Quentin) [fischer@cesdip.fr](mailto:fischer@cesdip.fr)

Mobilisée aussi bien par des institutions publiques ou privées que par des particuliers, l'enquête sous ses différentes formes – policière, militante, journalistique – demeure plus que jamais aujourd'hui une forme centrale de production d'un savoir sur le monde social, soit comme savoir d'institution visant à informer l'action publique, soit comme instrument critique permettant d'interpeller l'opinion sur une réalité méconnue (Boltanski, 2012 ; Frankel, 2006). Dans le sillage des réflexions originelles de John Dewey (1993), des travaux de Luc Boltanski (2011, 2012) ou des recherches plus récentes autour du « travail de la preuve » (Chappe, Juston Morival et Leclerc, 2022), cette appel à propositions souhaite revenir sur une dimension encore peu décrite en sciences sociales : la réalisation concrète des enquêtes, telles qu'elles se font et telles que les évolutions technologiques les ont transformées. Le premier enjeu d'une recherche sur le travail de l'enquête est épistémologique : il s'agit de réfléchir sur le « paradigme inquisitorial » (Prochasson, 2004) et sur le rapport au monde social qu'il suppose, dès lors que des sociétés se donnent pour but collectif de documenter le réel, d'y rechercher les « anormalités » et de réduire finalement l'incertitude qu'elles ont fait naître. Le second enjeu est plus directement politique : car cette activité d'enquête est au centre de l'émergence historique de l'Etat moderne et de son gouvernement des populations, mais aussi au cœur de la construction des ordres démocratiques modernes, dès lors que l'enquête se fait précisément publique et potentiellement indépendante.

C'est cette diversité des formes passées et présentes de recours à l'enquête qu'il s'agira d'analyser. Loin de se cantonner au format classique de l'enquête judiciaire, les contributions, qui devront s'appuyer sur des matériaux empiriques, pourront s'intéresser à la réalisation d'enquêtes aux formats, objectifs et commanditaires diversifiés. Les propositions de communication pourront s'inscrire dans les trois axes suivants :

1. Enquête institutionnalisée et enquête indépendante. Ce premier axe articulera les perspectives historiques et contemporaines sur l'enquête, en faisant jouer la tension entre sa production institutionnelle et la conduite d'enquêtes indépendantes, souvent thématiques comme « contre-enquêtes ».

Les contributions pourront analyser l'histoire mais aussi le devenir contemporain de ce rapport entre enquête et institutions : si les Etats peuvent désormais puiser dans le vivier des *big data* pour enquêter sur les populations, les contre-enquêtes indépendantes s'appuient parallèlement sur la relative démocratisation des NTIC, qui facilitent la réalisation de documents « alternatifs » sur la réalité sociale. Ces derniers sont aujourd'hui pleinement intégrés à l'activité contestataire, qu'elle émane de particuliers munis d'un simple smartphone, d'organes de presse indépendants (à l'image de la Cellule d'enquête vidéo du *Monde*) ou d'agences privées. Enfin, l'exemple du projet *Forensic Architecture* incite également à penser la globalisation de ces formes de contre-enquêtes (Weizman, 2018).

2. Les espaces-temps de l'enquête. S'il s'agit d'analyser le travail concret de l'enquête, les contributions s'attacheront à la décrire comme un processus non-linéaire, et à la progression parfois chaotique. Elles pourront tout d'abord analyser les conditions épistémologiques et pratiques du déclenchement de l'enquête : soit le constat d'une « anormalité » dans l'ordre normal des choses (Boltanski 2011), dont se saisit une organisation publique ou privée capable de débloquent les moyens nécessaires à l'investigation. Elles pourront également préciser les séquences temporelles et spatiales qui la scandent, et les investissements de forme correspondants : définition d'une méthodologie, collecte puis traitement de données. A ces différents espace-temps de l'enquête sont également associés des acteurs spécifiques – informateurs, fixeurs, experts – dont on étudiera le rôle. Enfin, la place de l'enquête sociologique, qu'elle prenne ces enquêtes pour objet ou qu'elle en participe directement, sera elle aussi interrogée.

3. L'efficacité sociale de l'enquête. Cette thématique prolongera les réflexions précédentes en interrogeant la portée sociale et politique des enquêtes. Qu'est-ce qu'une enquête réussie ? Celle qui obtient gain de cause devant le tribunal ? Qui transforme notre environnement immédiat ? Ou qui mobilise des passions qui nous donnent « raison d'être en rage devant le désastre » (Pecqueux, Vuillerod et Despret, 2022) ? C'est l'articulation entre « des enquêtes » et la diversité des actions collectives qu'elles suscitent, qu'il s'agira ici d'analyser.

Les propositions de communication (5000 signes) comporteront un titre et une courte bibliographie. La problématique, le matériau empirique et les axes d'analyse y seront clairement exposés.

*Mobilized by public or private institutions as much as individuals, investigation may adopt various forms – when conducted by the police, the media, or advocacy groups – but remains today more than ever a central form of knowledge production about the social world, either as institutional knowledge aimed at informing public action, or as a critical instrument to call out public opinions over a little-known reality (Boltanski, 2012; Frankel, 2006). In the wake of John Dewey's original reflections (Dewey, 1993), of Luc Boltanski's work (Boltanski, 2012, 2011) and of more recent research on the "making of evidence" (Chappe, Juston Morival & Leclerc, 2022), this call for abstracts turns to a dimension social sciences rarely grapple with: the actual conduct of investigations, as they are carried out and as technological developments have transformed them. This enquiry is first epistemological: it questions the "inquisitorial paradigm" (Prochasson, 2004) and the peculiar relationship to the social world it implies, for societies whose collective goal becomes ultimately to search for "abnormalities" in the outside world, to document reality, and ultimately to reduce the uncertainty abnormalities have created. The second interest of this research is political: this investigative activity is indeed a key factor of the historical building of the modern state and of its government of populations. It is also at the heart of the construction of modern democratic orders, when investigations go public and are conducted by independent bodies.*

*Our sessions will analyze this diversity of past and present forms of investigation practices. Far from being limited to the study of police/judicial investigations, communication proposals may deal with a diversity of forms, sources or objectives for investigations. All communications should include a sociological approach and be based on empirical material. They may focus particularly on the following three axes:*

*1. Institutionalized investigation / independent investigation. This first section will connect historical and contemporary perspectives on investigation, and will elaborate on the tension between its institutional production and the conduct of independent investigations, often referred to as "second" or "counter" investigations.*

*Contributions will analyze both the history and contemporary development of this relationship between investigation and institutions: while states can now draw on Big Data to produce diversified surveys on populations, independent counter-investigations rely in parallel on the diffusion of NICTs, which facilitates the production of "alternative" documents on social reality. Such counter-investigations have become common ways to express dissent, whether it comes from individuals using a smartphone, from independent media (such as Le Monde's Video Investigation Unit) or from private investigation companies. Finally, the case of the Forensic Architecture project also points to the globalization of these forms of counter-investigation (Weizman, 2018).*

*2. Survey time and space. This section will analyze the actual work involved in carrying out an investigation. Contributions will describe it as a non-linear process, with a sometimes chaotic progression. They will start by analyzing the epistemological and practical conditions of the launch of an investigation: in other words, how an "abnormality" in the normal order of things (Boltanski 2011) is spotted and seized by a public or private organization with the necessary means to start further enquiry. They will also specify the temporal and spatial sequences that punctuate it, and the corresponding "investments of form": definition of a methodology, data collection and processing. Specific actors associated with these different investigative time-spaces, such as informants, "fixers" or experts, will also be studied. Finally, contributions may focus on the role of sociological investigation, which may contribute to these investigations, or study them as objects.*

*3. The social efficiency of investigations. This theme extends the reflection by examining the social and political impact of investigations. What is a successful investigation? One that wins in court? One that transforms our immediate environment? Or one that raises passions, giving us "reason to rage in the face of disaster"*

*(Pecqueux, Vuillerod & Despret, 2022)? Our final interrogation will deal with the connection between "investigations" and the diversity of collective actions they may generate.*

*Abstracts (5000 signs) shall include a title and a short biography of author(s), and will clearly expose the main question, empirical material and key themes of the communication.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

#### Références / References

- Boltanski Luc, 2012, *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard.
- Boltanski Luc, 2011, « Une étude en noir », *Tracés*, vol. 20, n° 1, p. 49-73.
- Chappe Vincent-Arnaud, Juston Morival Romain et Leclerc Olivier, 2022, « Faire preuve : pour une analyse pragmatique de l'activité probatoire. Présentation du dossier », *Droit et société*, vol. 110, n° 1, p. 7-20.
- Dewey John, 1993, *Logique: la théorie de l'enquête*, 2e édition, Paris, Presses universitaires de France.
- Frankel Oz, 2006, *States of inquiry. Social investigations and print culture in nineteenth-century Britain and the United States*, Baltimore (Md.), Johns Hopkins University Press.
- Pecqueux Anthony, Vuillerod Jean-Baptiste, Despret Vinciane, 2022, « Enrichir le monde. Entretien avec Vinciane Despret », *Tracés*, n°22, p. 141-170.
- Prochasson Christophe, 2004, « L'enquêteur, le savant et le démocrate. Les significations cognitives et politiques de l'enquête », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, vol. 22, n° 1, p. 7-14.
- Weizman Eyal, 2018, *Forensic architecture: violence at the threshold of detectability*, Brooklyn (N.Y.), Zone Books.

## ST 34

### Une démocratie sur le fil. Les ressources humaines du processus électoral *Democracy on the edge. The human resources of the electoral process*

#### Responsables scientifiques :

Sébastien Vignon (Université de Picardie Jules-Verne, CURAPP-ESS)

[sebastien.vignon@u-picardie.fr](mailto:sebastien.vignon@u-picardie.fr)

Laurent Le Gall (Université de Brest, CRBC) [llegal2@univ-brest.fr](mailto:llegal2@univ-brest.fr)

Tandis que la « crise de la démocratie » (la difficulté de trouver des assesseurs en serait une énième déclinaison) ne cesse d'être auscultée au risque de devenir une catégorie en soi, il s'agit de revenir sur une partie de la « tuyauterie démocratique » sans laquelle les « respirations » électorales ne seraient pas possibles. L'exploration du travail des « petites mains de la démocratie » invite à s'intéresser autant à l'arrière-cour d'un espace concret du suffrage (le bureau de vote), dont la routinisation occulte la chaîne de l'institution qui en garantit l'existence, qu'à documenter ce que l'on oublie un peu trop aisément : nul ordre politique ne saurait tenir sans une gamme d'investissements et de compétences qui en authentifient le bien-fondé. Division du travail depuis la production des circulaires jusqu'à la mise en place du bureau de vote, endossage de rôles par des agents qui sont tenus de faire fonctionner au mieux une ingénierie de l'élection, acquisition et développement de savoirs techniques qui reposent aussi sur une croyance dans le « bienfait démocratique » (il s'agit d'être à la hauteur de l'élection comme quand des acteurs entrent en scène)... : pari est fait, à la suite de ce qu'avaient proposé Romain Bertrand et ses collègues (Cultures of Voting. The Hidden History of the Secret Ballot, 2006), que les communications ouvriront des pistes et apporteront une moisson de réflexions aux fins de donner un peu plus d'épaisseur à ce qui fait « la journée d'un scrutateur ».

La section thématique vise à réunir des contributions originales portant sur des situations diversifiées (analyses comparées, analyses localisées) empiriquement étayées, aux perspectives théoriques et méthodologiques variées (ethnographie, approches statistiques, socio-histoire, etc.). Elle entend contribuer à une réflexion sur la matérialité de l'élection qui ne saurait se confondre avec sa seule technicité. Il se trouve en effet, pour qui a mis les pieds dans le Service élections d'une municipalité ou a tenu un bureau de vote, que l'organisation préalable qui préside à l'impeccabilité du « moment électoral » renvoie tout autant à une « orchestration sans chef d'orchestre », pour paraphraser Pierre Bourdieu, tant les rôles sont nombreux et cadrés, qu'à ce que notre « démocratie de la participation » demeure aussi : une « démocratie sur le fil ». Par là même, nous suggérons de privilégier les interrogations concernant ce qui fait que la démocratie électorale tient debout en se bardant de procédures et d'instruments (une enquête sur les utilisations des codes électoraux serait pour le moins bienvenue) appelés à pallier ses fragilités en pariant, entre autres, sur les impératifs de la certification des résultats – songeons ici à la fonction des observateurs électoraux ou encore au renouvellement des modes de contestation avec l'émergence des machines à voter. Si l'on part de cette évidence qu'à l'instar de la création de l'œuvre d'art, dont Howard Becker a montré qu'elle répondait à toutes sortes d'activités et d'interactions, le vote est un acte individuel produit collectivement, alors on admettra qu'il y a matière, dans l'observatoire privilégié que constitue la « tuyauterie démocratique », à remettre sur le métier ce que le petit théâtre de l'élection raconte : les investissements moraux et sociaux qui y sont à l'œuvre, les rétributions minimales qui concourent au « travail bien fait », les formes de reconnaissance qui engagent à poursuivre et contribuent à la pérennité d'un ordre démocratique en ses routines. La section thématique se veut profondément exploratoire puisque les travaux la concernant demeurent, à l'heure actuelle, éparpillés et somme toute rares. Elle espère être un jalon dans le travail d'approfondissement de ce qui, concrètement, fait de la démocratie électorale un espace social à nul autre pareil.

*While the 'crisis of democracy' (the difficulty of finding assessors is yet another example) is constantly being examined, at the risk of becoming a category in itself, the aim is to take a look at part of the 'democratic plumbing' without which electoral 'breathing space' would not be possible. Exploring the work of the 'small hands of democracy' invites us to look as much at the backyard of a concrete space of suffrage (the polling station), whose routinisation obscures the chain of the institution that guarantees its existence, as at documenting what we forget*

*a little too easily: no political order can stand without a range of investments and skills that authenticate its validity. The division of labour from the production of circulars to the setting up of the polling station, the assumption of roles by agents who are required to make election engineering work to the best of their ability, the acquisition and development of technical knowledge that is also based on a belief in the "democratic good" (the aim is to be as good at the election as when the actors take to the stage)... : following on from Romain Bertrand and his colleagues' proposal (Cultures of Voting. The Hidden History of the Secret Ballot, 2006), it is hoped that the papers will open up new avenues and provide a wealth of food for thought in order to give a little more substance to what makes up 'the day of a scrutineer'.*

*The thematic section aims to bring together original contributions dealing with a variety of situations (comparative analyses, localised analyses), empirically supported, with varied theoretical and methodological perspectives (ethnography, statistical approaches, socio-history, etc.). Its aim is to contribute to a reflection on the materiality of elections, which should not be confused with their mere technicality. Indeed, anyone who has ever worked in a local authority elections department or manned a polling station will know that the prior organisation required to ensure that the 'electoral moment' is impeccable is as much a matter of 'orchestration without a conductor', to paraphrase Pierre Bourdieu, given the large number of roles involved, as it is of what our 'participatory democracy' remains: a 'democracy on the edge'. By the same token, we suggest that priority be given to examining how electoral democracy is held together by the procedures and instruments (an investigation into the use of electoral codes would be welcome, to say the least) designed to compensate for its fragility, betting, among other things, on the imperatives of certifying results - think here of the role of electoral observers or the renewal of methods of contestation with the emergence of voting machines. If we start from the obvious premise that, just like the creation of a work of art, which Howard Becker has shown to be the result of all kinds of activities and interactions, voting is an individual act produced collectively, then we can admit that there is much to be said for the privileged observatory that is the 'democratic plumbing', to go back over what the little theatre of elections has to say: the moral and social investments that go into it, the minimal rewards that come with 'a job well done', the forms of recognition that encourage people to carry on and contribute to the durability of a democratic order in its routines. This thematic section is intended to be deeply exploratory, since the work in this area is currently scattered and, on the whole, rare. It hopes to be a milestone in the work of exploring in greater depth what, in concrete terms, makes electoral democracy a social space like no other.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

## ST 35

### Alliances et coalitions des mouvements LGBTI+ : mécanismes de convergence et communautés de lutte

#### *Alliances and coalitions for LGBTI+ movements: bringing together and building communities of struggle*

##### Responsables scientifiques :

Corto Le Perron (Framespa/UT2J, CEMS/EHESS) [corto.leperron@ehess.fr](mailto:corto.leperron@ehess.fr)

Camille Morin-Delaunay (Framespa/UTJ2, CPDS- CAPED / UDEM)

[camille.morin-delaunay@univ-tlse2.fr](mailto:camille.morin-delaunay@univ-tlse2.fr)

Si les études sur les alliances et les convergences du mouvement lesbien, gay, bisexuel, trans' et intersexe (LGBTI+) s'inscrivent depuis quelques années déjà dans la recherche anglophone, elles sont encore peu développées en France. Le cas des luttes LGBTI+ apparaît particulièrement éclairant pour saisir les diverses formes d'alliances nouées par des mobilisations minoritaires. La littérature scientifique a commencé à documenter les conditions de possibilité de ces coalitions, mais n'a que peu cherché à rendre compte de ce que la fabrique de ces alliances produit sur les parties prenantes. Des travaux ont montré les logiques de mise en lien avec certaines mouvances féministes (Michard et Chetcuti 2003; Zeller 2018; Morin-Delaunay 2020), le mouvement ouvrier et certains partis de gauche (Avramito 2016; Le Perron 2023). Néanmoins, les formes que prennent les relations avec les mouvements antiracistes, anti-carcéralistes, paysans ou écologistes sont encore peu documentées. Ces éléments amènent à interroger le caractère naturel des alliances (Chauvin 2005), ainsi que la multipositionnalité des militant·es et ses effets sur la structuration des communautés de lutte (Collectif Sombrero 2018). Cette section thématique vise à rassembler des études empiriques (issues de toutes les sciences sociales) qui se concentrent sur les dynamiques collectives de construction d'un mouvement social, et peuvent s'inscrire dans un des trois axes ci-dessous :

##### *Axe 1 – Coalitions externes et convergences avec d'autres formations contestataires*

Ce premier axe propose de s'intéresser aux convergences avec d'autres organisations de lutte. Il s'agit d'observer ces convergences, qu'elles prennent l'aspect de « rencontres improbables » (Vigna et Zancarini-Fournel 2009; Jacquemart 2015) ou de rapprochements plus attendus. Cela permet de penser l'espace des mouvements sociaux depuis une perspective qui met en avant le caractère processuel et interactionnel de la formation d'alliances (Mathieu 2009). Les spécificités de ces coalitions méritent d'être discutées, plus spécifiquement concernant :

- la prise en charge des revendications LGBTI+ par des organisations et collectifs de lutte comme les syndicats et partis politiques (Fillieule 2015; Fisson 2023)
- les liens avec d'autres formations contestataires : féministes, anti-racistes, anti-carcéralistes, écologistes
- les alliances avec les groupes conservateurs, ces « étranges compagnons de lit » (Whittier 2014) et autres « alliés objectifs »
- la circulation d'idées et de répertoires d'action, le partage de ressources matérielles et symboliques, le rôle de la multi-positionnalité des militant·es

##### *Axe 2 – Alliances internes et communauté(s) de lutte*

Ce deuxième axe vise à étudier des alliances intra-mouvements pour analyser comment se définit une communauté de lutte. On peut supposer que ces alliances n'ont pas tout à fait les mêmes enjeux ni les mêmes formes, notamment en ce que ces dynamiques touchent au cœur de la définition de la militance LGBTI+. Cette approche permet de mettre en avant des interrogations plus spécifiques aux luttes LGBTI+, et par exemple :

- le caractère naturel ou évident de ces alliances, leurs fondements théoriques et matériels, l'importance du contexte historique et spatial (Tamagne 2006; Mieli et Prearo 2008)
- les mixités au sein du mouvement

- le processus de construction d'une communauté, l'établissement de ses frontières, la définition des sujets de lutte et de l'identité collective
- l'irruption du queer, les tentatives de convergence entre approches queer et matérialistes (Floyd 2009; Noyé 2017), en lien avec le renouvellement générationnel (Fourment 2023)
- les dynamiques d'inclusion des personnes bies, trans puis intersexes, la question de l'autonomie des divers mouvements et de leurs convergences partielles

### *Axe 3 – Politiques et pratiques LGBTI+ de l'alliance*

Ce troisième axe invite à penser les enjeux transversaux de la construction d'alliances afin de saisir les ficelles du travail de coalition (Staggenborg 1986). Les propositions pourront concerner notamment :

- les conséquences positives des alliances, victoires, partages d'expertise et transferts de capitaux dont militant (Matonti et Poupeau 2004)
- les coûts d'une alliance pour les groupes qui s'y investissent, difficultés organisationnelles, dilution/invisibilisation, épuisement/désinvestissement des militant-es (Matsuda 1991; Samek 2015)
- le rôle des alliances dans la légitimité politique, la question de la représentation/représentativité (Fraser 1990; Young 2002; Bereni et Lépinard 2003)
- la recherche comme forme d'alliance, positionnement scientifique des chercheur-es et implication dans les mobilisations LGBTI+

*While studies of alliances and convergences in the Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex (LGBTI+) movement have been part of English-language research for some years now, they are still underdeveloped in France. The case of LGBTI+ struggles is particularly enlightening for understanding the various forms of alliances forged by minority mobilizations. Scientific literature has begun to document the conditions that make these coalitions possible, but has made little attempt to account for the impact of these alliances on the parties involved. Works have shown the logics of linking up with certain feminist movements (Michard et Chetcuti 2003; Zeller 2018; Morin-Delaunay 2020), the labor movement and certain left-wing parties (Avramito 2016; Le Perron 2023). Nevertheless, the forms taken by relations with anti-racist, anti-carceral, farmers and pro-environment movements are still poorly known. This leads to question the naturalness of alliances (Chauvin 2005), as well as the multipositionality of activists (Collectif Sombrero 2018). This conference aims to bring together empirical studies (from various social sciences) that focus on the collective dynamics of building a social movement, and may fall into one of three axes below:*

### *Axis 1 - External coalitions and convergences with other protest formations*

*This first axis focuses on convergences with other protest organizations. The aim is to observe these convergences, whether they are "improbable encounters" (Vigna et Zancarini-Fournel 2009; Jacquemart 2015) or more expected events. It thus seizes the space of social movements from a perspective that emphasizes the processual and interactional nature of alliance formation (Mathieu 2009). The specific features of these coalitions deserve to be discussed,*

- especially with regard to:*
- *how organizations such as unions and political parties align with LGBTI+ (Fillieule 2015; Fisson 2023)*
  - *links with other protest formations such as feminism, anti-racism, anti-carceralism, environmentalism*
  - *alliances with conservative groups, "strange bedfellows" (Whittier 2014) and other "objective allies"*
  - *the circulation of ideas and contentious tactics, the sharing of material and symbolic resources, the role of activists' multipositionality*

### *Axis 2 - Internal alliances and community(ies) of struggle*

*The aim of this second axis is to study intra-movement alliances in order to analyze how a community of struggle is defined. We can assume that these alliances do not have quite the same stakes or the same forms, particularly insofar as these dynamics go to the heart of the definition of LGBTI+ activism. This approach brings to the fore questions more specific to LGBTI+ struggles, such as:*

- *the naturalness or obvious nature of these alliances, their theoretical and material foundations, the importance of historical and spatial context (Tamagne 2006; Mieli et Prearo 2008)*
- *the process of building a community, establishing its boundaries, defining the subjects of struggle and collective*

identity

- *the emergence of queer, and attempts at bringing together queer and materialist approaches (Floyd 2009; Noyé 2017), in connection with generational renewal (Fourment 2023)*
- *the dynamics of inclusion of Bisexual, Trans and Intersex people, the question of the autonomy of the various movements and their partial convergence*

Axis 3 - LGBTI+ alliance politics and praxis

*This third axis invites us to think about the cross-cutting issues involved in building alliances, in order to grasp the tricks of the « coalition work » (Staggenborg 1986). Proposals may focus on:*

- *the positive consequences of alliances: victories, sharing of expertise and transfers of capital, including « militant capital » (Matonti et Poupeau 2004)*
- *the costs of alliances for the groups involved: organizational difficulties, dilution/invisibilization, activists' exhaustion/disinvestment (Matsuda 1991; Samek 2015)*
- *the role of alliances in political legitimacy, the question of representation/representativeness (Fraser 1990; Young 2002; Bereni et Lépinard 2003)*
- *research as a form of alliance, scientific positioning of researchers and involvement in LGBTI+ mobilizations*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

Références / References

- Avramito, Maurice. 2016. « Quand les gais et les lesbiennes voient rouge ! La Commission Nationale Homosexuelle de la LCR et le devenir biographique de ses militant-e-s ». Université de Lausanne.
- Bereni, Laure, et Éléonore Lépinard. 2003. « La parité, contresens de l'égalité ? Cadrage discursif et pratiques d'une réforme ». *Nouvelles Questions Feministes* Vol. 22 (3): 12-31.
- Chauvin, Sebastien. 2005. « Les aventures d'une "« alliance objective »". Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XXe siècle » 4 n°158: 111-30.
- Collectif Sombrero. 2018. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*. Actes Sud.
- Fillieule, Olivier. 2015. « Pride and prejudice. How Homosexuals and Lesbians Came Out Politically in the Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) 1975-1979 ». In . Montréal.
- Fisson, Estelle. 2023. « La diversité est-elle soluble dans la lutte des classes ? Les droits LGBT, un nouveau défi syndical » 1 (n° 49): 83-101.
- Floyd, Kevin. 2009. *The Reification of Desire: Toward a Queer Marxism*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Fourment, Émeline. 2023. « Non-mixités féministes et inclusion des personnes trans' : un clivage générationnel ? » *Travail, genre et sociétés* 49 (1): 165-68.
- Fraser, Nancy. 1990. « Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy ». *Social Text*, n° 25/26: 56-80.
- Jacquemart, Alban. 2015. *Les hommes dans les mouvements féministes : Socio-histoire d'un engagement improbable*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Le Perron, Corto. 2023. « Splendeurs et misères des alliances. La Commission nationale homosexuelle de la LCR (1975-1983) et la fabrique d'une coalition pour le mouvement homosexuel ». In *Lesbiennes, pédés, arrêtons de raser les murs. Luites et débats des mouvements lesbiens et homosexuels (1970-1990)*, par Hugo Bouvard, Ilana Eloit, et Mathias Quéré, 39-60. Paris: La Dispute.
- Mathieu, Lilian. 2009. « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de « Nous sommes la gauche » à Occupation » 59 n°1: 77-96.
- Matonti, Frédérique, et Franck Poupeau. 2004. « Le capital militant. Essai de définition ». *Actes de la recherche en sciences sociales* no 155 (5): 4-11.
- Matsuda, Mari J. 1991. « Beside My Sister, Facing the Enemy: Legal Theory out of Coalition ». *Stanford Law Review* 43 (6): 1183-92.
- Michard, Claire, et Natacha Chetcuti. 2003. *Lesbianisme et féminisme : histoires politiques*. Paris: L'Harmattan.
- Mieli, Mario, et Massimo Prearo. 2008. *Éléments de critique homosexuelle. Italie les années de plomb*. Paris: EPEL.
- Morin-Delauryère, C. 2020. « Étude comparée de Rennes et de Paris : une autre histoire des relations entre les mouvements féministe et lesbien en France (1970-1980) » 33/n°2: 89-105.
- Noyé, Sophie. 2017. « Matérialisme et queer dans la troisième vague féministe française ». In *Féminismes du XXIe siècle : une troisième vague ?*, 135-46. Archives du féminisme. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Samek, Alyssa A. 2015. « Pivoting Between Identity Politics and Coalitional Relationships: Lesbian-Feminist Resistance to the Woman-Identified Woman ». *Women's Studies in Communication* 38 (4): 393-420.

- Staggenborg, Suzanne. 1986. « Coalition Work in the Pro-Choice Movement: Organizational and Environmental Opportunities and Obstacles ». *Social Problems* 33 (5): 374-90.
- Tamagne, Florence. 2006. « Histoire des homosexualités en Europe : un état des lieux ». *Revue d'histoire moderne contemporaine* no 53-4 (4): 7-31.
- Vigna, Xavier, et Michelle Zancarini-Fournel. 2009. « Les rencontres improbables dans "les années 68" ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 101 (1): 163-77.
- Whittier, Nancy. 2014. « Rethinking coalitions: Anti-pornography feminists, conservatives, and relationships between collaborative adversarial movements ». *Social Problems* 61 (2): 175-93.
- Young, Iris Marion. 2002. *Inclusion and Democracy*. Oxford: Oxford University Press.
- Zeller, Justine. 2018. « Réflexion sur les liens entre féminisme et « lesbianisme » : la Maison des femmes de Toulouse ». *Les Cahiers de Framespa. Nouveaux champs de l'histoire sociale*, n° 29 (novembre).

## ST 36

### Socio-histoire de la mondialisation économique libérale *Socio-history of liberal economic globalization*

#### Responsables scientifiques :

Romain Lecler (Université du Québec à Montréal) [lecler.romain@uqam.ca](mailto:lecler.romain@uqam.ca)

Yohann Morival (Université de Lille) [yohann.morival@univ-lille.fr](mailto:yohann.morival@univ-lille.fr)

La mondialisation économique libérale fait l'objet de nombreux débats, que ce soit pour critiquer ses impensés sociaux et écologiques, pour en dénoncer les héritages postcoloniaux ou pour en constater la structure inégalitaire (Börzel & Zürn 2020 ; Lake, Martin & Risse 2021). Afin d'éclairer ces débats, cette ST ambitionne de restituer à la mondialisation économique contemporaine son historicité, d'en retracer les possibles inexplorés, les territoires progressivement associés et les formes de contestations enfouies.

Ce faisant, il s'agit de participer, avec les outils de la socio-histoire, au courant des travaux sur la diffusion internationale du libéralisme économique (Fourcade-Gourinchas & Babb 2002 ; Slobodian 2018). Toutefois, la mondialisation libérale reste encore souvent majoritairement saisie par le prisme des échanges transatlantiques, des organisations économiques internationales et des circulations de capitaux (Clift 2018).

La ST propose ainsi d'aborder plusieurs pistes de décentrement par rapport aux travaux existants sur les généalogies de la mondialisation économique libérale. Décentrement par rapport à l'espace atlantique, en dirigeant l'attention par exemple d'autres espaces comme l'ex-bloc socialiste, l'Asie du Sud et de l'Est, les mondes arabes, etc. Décentrement par rapport aux acteurs traditionnellement étudiés que sont les organisations économiques internationales et leurs experts, en s'intéressant par exemple aux acteurs privés ou aux groupes professionnels. Décentrement par rapport à la dimension financière, en exhumant d'autres dimensions moins explorées de la mondialisation économique libérale, mais qui relèvent tout autant de l'économie politique internationale (environnement, santé, inégalités, culture, éducation, etc.).

Afin de permettre une discussion entre les communications, la ST propose d'analyser le moment des années 1960 – 2000, période de l'augmentation rapide du nombre d'acteurs économiques privés, de constitutions de réseaux et de recomposition des espaces internationaux avec la fin de guerre froide et l'affirmation de nouveaux acteurs (étatiques et non étatiques). Trois axes de questionnement seront particulièrement attendus dans les propositions de communication :

#### 1) Explorer les autres espaces de la mondialisation économique libérale

La ST invite à soumettre des propositions portant sur les socio-histoires de la mondialisation économique libérale élaborées ailleurs que dans l'espace transatlantique, ou situées à l'articulation entre plusieurs espaces. Ainsi, la période étudiée est particulièrement intéressante pour saisir les modalités de l'intégration progressive du bloc socialiste dans l'ordre économique libéral, la structuration de nouveaux acteurs économiques privés ou encore la progressive intégration de nouveaux espaces dans l'espace économique libéral. Quels autres projets de la mondialisation libérale et quelles alternatives ont émergé dans ces autres espaces ? Comment la mondialisation libérale s'y est diffusée, réfractée, y a été contestée ?

#### 2) Les acteurs de la mondialisation néolibérale

Ensuite, la ST invite à soumettre des propositions permettant d'interroger les acteurs de la mondialisation néolibérale au-delà des seules organisations économiques internationales. L'objectif est de faire ressortir les pratiques d'un cercle plus élargi d'acteurs impliqués dans les projets de la mondialisation libérale comme les réseaux, associations et groupes professionnels, les cercles élitaires transnationaux, les clubs élitistes transnationaux ou les syndicats internationaux. Quelles sont les structures de ces groupes, les dynamiques de diffusion des savoirs néolibéraux ? Comment la diversité des acteurs étudiés et de leurs pratiques éclaire les divergences, les prises de position et les contestations de la mondialisation néolibérale ?

#### 3) Restituer les autres projets de la mondialisation néo-libérale

Depuis quelques années, plusieurs travaux ont questionné la résilience du néo-libéralisme. D'autres ont proposé une sociologie des formes de contestation de la mondialisation libérale (Kay & Evans 2018). En lien avec ces questionnements, ce dernier axe de questionnement invite à faire interroger les remises en cause de la

mondialisation économique libérale, ses agendas oubliés, mais aussi les formes d'hybridation du libéralisme dans son processus de diffusion internationale. Il s'agira aussi d'exhumer les autres dimensions économiques de la mondialisation au-delà des seuls enjeux financiers, ou encore de proposer une socio-histoire des critiques, contestations et remises en cause de la mondialisation économique libérale (postcoloniale, environnementale, sociale, etc.).

*Liberal economic globalization is the subject of much debate, whether it be to criticize its social and ecological blind spots, to denounce its postcolonial legacies or to note its inegalitarian structure (Börzel & Zürn 2020; Lake, Martin & Risse 2021). In order to shed light on these debates, this TS proposes to restore contemporary economic globalization to its historicity, tracing its unexplored possibilities, progressively associated territories and buried forms of contestation.*

*In so doing, we intend to join the current of work on the international spread of economic liberalism (Fourcade-Gourinchas & Babb 2002; Slobodian 2018), with a socio-historic methodology. Until now, liberal globalization has often been captured through the prism of transatlantic trade, international economic organizations and capital flows (Clift 2018). The TS wishes to underline three paths to shift the focus on other genealogies of liberal economic globalization. First, it suggests to redirect attention away from the Atlantic area, towards other areas such as the former Socialist bloc, South and East Asia, the Arab world, etc. Away from international economic organizations and their experts, that are traditionally scrutinized, towards private actors or professional groups. Away from the financial dimension, towards less explored dimensions of liberal economic globalization, which are nevertheless just as much a part of international political economy (environment, health, inequalities, culture, education, etc.).*

*To enable a productive discussion between the papers, the TS proposes to center around the 1960s - 2000s, a period of rapid growth in the number of private economic actors, the formation of networks and the reconfiguration of international spaces, with the end of the Cold War and the assertion of new state and non-state actors. In order to do so, we welcome proposal that examined the three following areas :*

*1) Exploring other spaces of liberal economic globalization*

*The TS invites proposals on socio-histories of liberal economic globalization developed outside the transatlantic space, or at the interface with other regions. For example, the period under study is particularly interesting to understand the gradual integration of the socialist bloc into the liberal economic order (cf. Morival), or the gradual integration of Chinese economic elites into the liberal economic space (cf. De Graaf). What other liberal globalization projects and alternatives have emerged in these other spaces? How has liberal globalization been disseminated, refracted and contested in those spaces?*

*2) The actors of neoliberal globalization*

*The TS welcomes proposal that helps to rethink neoliberal globalization beyond international economic organizations. The aim is to highlight the practices of a wider circle of actors involved in liberal globalization projects, such as networks, associations and professional groups, transnational elite circles, transnational elitist clubs or international trade unions. What are the structures of these groups, and the dynamics of neoliberal knowledge dissemination? How does the diversity of these actors and their practices shed light on divergences, positions and challenges to neoliberal globalization?*

*3) Restoring the other projects of neo-liberal globalization*

*In recent years, several works have questioned the resilience of neo-liberalism (cf. V. Schmidt). Others have proposed a sociology of forms of contestation of liberal globalization (Kay & Evans 2018). The challenge here will be to use the tools of socio-history to bring to the surface the questioning of liberal globalization, its forgotten agendas, but also the forms of hybridization of liberalism in its process of international diffusion. We then welcome proposal that aims to unearth the other economic dimensions of globalization, beyond financial issues, and to propose a socio-history of critiques, contestations and challenges to liberal economic globalization (post-colonial, environmental, social, etc.).*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

ST 37

La monographie dans l'étude des espaces politiques locaux :  
actualité et renouvellement

*Monographs in the study of local political spaces: topicality and renewal*

**Responsables scientifiques :**

Rémi Lefebvre (Université de Lille) [remi.lefebvre@univ-lille.fr](mailto:remi.lefebvre@univ-lille.fr)

Jessica Sainty (Avignon université, LBNC) [jessica.sainty@univ-avignon.fr](mailto:jessica.sainty@univ-avignon.fr)

Alors que l'approche comparée apparaît pleinement légitime en sciences sociales, la pertinence de la monographie semble plus fragile. Déjà, Durkheim insistait sur l'utilisation de « la méthode comparative [comme] la seule qui convienne à la sociologie » (2006, p.217). Aux débuts de la science politique, en France comme aux Etats-Unis, le recours à la monographie était largement répandu, en sociologie électorale (Goguel, 1951 ; Berelson et al., 1968) comme en sociologie du pouvoir local (Dahl, 1971 ; Lagroye, 1973 ; Stone, 1989) ou de l'action publique (Pressman, Wildavsky, 1984), avant d'être relégué à l'arrière-plan. Même si les approches microscopiques apparaissent créditées d'une légitimité scientifique renouvelée dans diverses régions des sciences sociales, en science politique, le « local » a longtemps été considéré comme a-théorique et comme un objet scientifique mou, obligeant les chercheur.e.s à déjouer par avance la présomption stigmatisante de localisme. Les approches localisées du politique se sont certes largement développées dans la science politique française, à partir des années 1990, tant en sociologie politique (Briquet, Sawicki, 1989) qu'en sociologie de l'action publique notamment à la faveur des réformes de décentralisation (Nay, 1997 ; Borraz, 1998 ; Desage, 2005 ; Mattina, 2016), ou encore en sociologie politique de l'international (Massicard, 2005), permettant de mettre en lumière les dynamiques propres aux espaces politiques locaux. Cependant, l'utilisation du « microscope » par les politistes (Sawicki, 2000) est encore souvent discutée pour sa capacité à monter en généralité à partir des cas étudiés, l'analyse du pouvoir local ayant largement érigé la comparaison en norme, notamment dans les études urbaines (Guéranger, 2012 ; Pinson, 2019).

Pourtant, les avantages de la méthode monographique sont attestés. Elle présente des intérêts pratiques non négligeables (collecte des matériaux, cohérence des données, connaissance fine d'un territoire et de ses acteurs, etc.), permettant de mettre en œuvre des études intensives et approfondies, ou ce que C. Geertz (1998) qualifie de « descriptions denses ». Par une démarche plus inductive, la monographie permet enfin de prêter attention aux spécificités de chaque cas, sans chercher à imposer des cadres analytiques surplombants (Rayner, 1998).

Néanmoins, la démarche monographique n'est pas sans risque : il convient de se prémunir des écueils symétriques de l'enfermement et du holisme monographiques pour ne pas surestimer la singularité du terrain observé (Hamidi, 2012), comme de la méconnaissance des particularités locales qui conduit inversement à la généralisation abusive. Le *lieu* de la recherche peut-il en constituer l'unique *objet* ? A quelles conditions une généralisation du site étudié est-elle valide, sans pour autant « bondir d'un coup du local au global », sans céder à « la rhétorique de l'exemple » inhérente à la démarche monographique ? Quelle est la portée du « microscope » pour les politistes ? Comment se prémunir des généralisations abusives ? Pourquoi faire le choix de la monographie ? S'attacher à un cas n'implique pas de renoncer à toute montée en généralité théorique ou à la recherche de régularités observables, comme autant d'horizons structurants de la recherche.

Cette proposition de ST entend rassembler des propositions analysant les apports de la monographie pour appréhender les espaces politiques locaux (en France ou sur des terrains internationaux), en permettant de mieux comprendre comment les dimensions économiques, sociales et politiques s'imbriquent pour (re)définir le politique au niveau local. Il s'agit de rassembler des questionnements théoriques sur les apports de la monographie et plus empiriques sur ses conditions matérielles de réalisation. La ST pourrait ainsi fournir un espace de discussion pour réactualiser et croiser expériences, pratiques, difficultés et écueils de l'exercice monographique sur des terrains variés et complémentaires.

Sont attendues des contributions originales, portant sur des cas français ou étrangers ; les matériaux mobilisés pourront être quantitatifs et/ou qualitatifs. Les propositions de communications, en français ou en anglais, d'une

longueur de 4000 signes maximum (hors bibliographie), devront parvenir aux deux responsables de la ST avant le 8 décembre 2023.

*While the comparative approach appears fully legitimate in the social sciences, the relevance of the monograph seems more fragile. Already, Durkheim insisted on the use of "the comparative method [as] the only one suitable for sociology" (2006, p.217). In the early days of political science, both in France and the USA, monographs were widely used in electoral sociology (Goguel, 1951; Lazarsfeld et al., 1944), the sociology of local power (Dahl, 1965; Lagroye, 1973; Stone, 1989) and the sociology of public action (Pressman, Wildavsky, 1984), before being relegated to the background. Even if microscopic approaches appear to be enjoying renewed scientific legitimacy in various areas of the social sciences, in political science, the "local" has long been considered a-theoretical and a soft scientific object, forcing researchers to thwart in advance the stigmatizing presumption of localism. Localized approaches to politics have certainly been widely developed in French political science since the 1990s, both in political sociology (Briquet, Sawicki, 1989) and in the sociology of public action, particularly in the wake of decentralization reforms (Nay, 1997; Borraz, 1998; Desage, 2005; Mattina, 2016), or even in the political sociology of international affairs (Massicard, 2005), shedding light on the dynamics specific to local political spaces. However, the use of the "microscope" by political scientists (Sawicki, 2000) is still often discussed for its ability to ascend in generality from the cases studied, as the analysis of local power has largely erected comparison as a norm, particularly in urban studies (Guéranger, 2012; Pinson, 2019).*

*Yet the advantages of the monographic method are well documented. It offers non-negligible practical benefits (collection of materials, consistency of data, detailed knowledge of a territory and its actors, etc.), enabling the implementation of intensive, in-depth studies, or what C. Geertz (1998) describes as "dense descriptions". Through a more inductive approach, monographs allow us to pay attention to the specificities of each case, without seeking to impose overhanging analytical frameworks (Rayner, 1998).*

*Nevertheless, the monographic approach is not without its risks: we must guard against the symmetrical pitfalls of monographic confinement and holism, to avoid overestimating the singularity of the field observed (Hamidi, 2012), as well as the ignorance of local particularities that conversely leads to over-generalization. Can the research site be its sole object? Under what conditions is a generalization of the site studied valid, without "leaping all at once from the local to the global", without giving in to the "rhetoric of the example" inherent in the monographic approach? What is the scope of the "microscope" for political scientists? How can we guard against abusive generalizations? Why choose monographs? Focusing on a single case does not imply abandoning any attempt at theoretical generality or the search for observable regularities, as the structuring horizons of research.*

*The aim of this ST proposal is to bring together proposals analyzing the contribution of monographs to the understanding of local political spaces (in France or in international contexts), by providing a better understanding of how economic, social and political dimensions interweave to (re)define politics at the local level. The aim is to bring together theoretical questions on the contributions of monographs and more empirical ones on the material conditions under which they are carried out. In this way, ST could provide a discussion forum for updating and cross-referencing experiences, practices, difficulties and pitfalls of the monographic exercise in a variety of complementary fields.*

*Original contributions are expected, focusing on French or foreign cases; the materials mobilized may be quantitative and/or qualitative. Proposals for papers, in French or English, must be no longer than 4,000 characters (excluding bibliography) and must be sent to the two ST coordinators by December 8, 2023.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Berelson B., Lazarsfeld P., Gaudet H., 1968, *The people's choice : how the voter makes up his mind in a presidential campaign*, New-York, Columbia University Press.
- Borraz O., 1998, *Gouverner une ville : Besançon (1959-1989)*, Rennes, PUR.
- Briquet J.-L., Sawicki F., 1989. « L'analyse localisée du politique », *Politix*, 2, n°7-8, 7-8, p. 6-16.
- Dahl R., 1971, *Qui gouverne ?*, Paris, Armand Colin.

- Desage F., 2005, *Le consensus communautaire contre l'intégration intercommunale : séquences et dynamiques d'institutionnalisation de la Communauté Urbaine de Lille (1964-2003)*, thèse de science politique, Université de Lille.
- Durkheim E., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, 2006.
- Geertz C., 1998, « La description dense », *Enquête* [En ligne], 6 | 1998, URL : <http://journals.openedition.org/enquete/1443>
- Goguel F., 1951, « Esquisse d'un bilan de la sociologie électorale française », *Revue française de science politique*, 1, 3, p. pp.277-297.
- Guéranger D., 2012, « La monographie n'est pas une comparaison comme les autres. Les études de l'intercommunalité et leur territoire », *Terrains & travaux*, 21, 2, p. 23-36.
- Hamidi C., 2012, « De quoi un cas est-il le cas ? Penser les cas limites », *Politix*, 4 (n° 100), p. 85-98.
- Lagroye J., 1973, *Société et politique : J. Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pedone.
- Massicard E., 2005, *L'Autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF.
- Mattina C., 2016, *Clientélismes urbains : gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Paris, Presses de Science Po.
- Nay O., 1997, *La région, une institution : la représentation, le pouvoir et la règle dans l'espace régional*, Paris, L'Harmattan.
- Pinson G., 2019, « Penser par cas, penser par comparaison. Études urbaines et pratique des monographies comparées », in Authier J.Y. (dir.), *D'une ville à l'autre. La comparaison internationale en sociologie urbaine*. Paris, La Découverte, p. 43-66.
- Pressman J., Wildavsky A., 1984, *Implementation: How Great Expectations in Washington Are Dashed in Oakland; Or, Why It's Amazing that Federal Programs Work at All*, University of California Press.
- Rayner H., 1998, « Le point de vue aérien de Robert Putnam. À propos de Making Democracy Work », *Politix*, vol. 11, n°42, p. 179-204.
- Sawicki F., 2000, « Les politistes et le microscope », in Bachir M. (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, CURAPP.
- Stone C., 1989, *Regime Politics: Governing Atlanta (1946-1988)*, University Press of Kansas.

## ST 38

### Crises et échelles d'action publique Outre-mer *Crises and scales of public action in overseas France*

#### Responsables scientifiques :

Clémentine Lehuger (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne) [clementine.lehuger@laposte.net](mailto:clementine.lehuger@laposte.net)

Jan Verlin (Université Lyon 3 Jean Moulin) [jan.verlin@sciencespo.fr](mailto:jan.verlin@sciencespo.fr)

L'action publique dans les territoires d'Outre-mer se caractérise par un ensemble de dérogations et d'adaptations résultant d'une tension historique entre un cadre réglementaire général et les particularités de chaque territoire. Cette complexité administrative est mal reflétée par la catégorie "Outre-mer"; qui masque la diversité des trajectoires de ces territoires, Celle-ci s'est encore accentuée avec l'introduction de statuts "sur mesure" des collectivités territoriales ultramarines. La multiplication de crises sociales et politiques constituent un autre biais par lequel cette diversité se manifeste. Ces crises de plus en plus fréquentes dans les Outre-mer révèlent le sentiment de marginalisation des sociétés ultramarines par rapport à la métropole. Ils suscitent souvent des réponses spécifiques de la part du gouvernement central, rappelant ainsi l'utilisation historique des colonies comme "laboratoires d'expérimentation" par l'État colonial.

Face au paradoxe d'un État régalien qui s'affirme en situation de crise en Outre-mer tout en s'adaptant à cette diversification des trajectoires, cette section thématique vise à examiner la spécificité de l'action publique de ces territoires regroupés sous la bannière "Outre-mer". Elle cherche notamment à comprendre comment cette action publique est produite dans l'interaction des différentes échelles de gouvernement outre-mer entre politique local, régionale et métropolitain et comment elle affecte les sociétés concernées. Pour ce faire, cette ST invite des analyses de processus de création et d'adaptation de politiques concrètes comme première entrée thématique.

La ST souhaite également explorer les effets de l'action de l'État sur les populations ultramarines, en mettant en lumière les rapports de pouvoir asymétriques qui caractérisent le contexte postcolonial des Outre-mer et comment le rapport complexe entre les populations et l'État postcolonial se manifeste à travers des mouvements de protestation populaires.

Nous souhaitons structurer la discussion par deux axes.

1/ Le premier axe de recherche se concentre sur l'examen des relations politiques, administratives et sociales situé sur différentes échelles au sein de l'État Outre-mer. Cela englobe les interactions entre les différents acteurs territoriaux et leurs relations avec l'État central. Comment l'action publique ultramarine se manifeste dans des politiques spécifiques ? Comment peut-on analyser l'impact des différentes trajectoires politiques des territoires outre-mer dans la mise en œuvre et la contestation de politiques locales ? Comment l'action publique s'adapte différemment aux contextes politiques locaux ? Et par quelle approche comparative est-il possible d'analyser ces processus d'adaptation ?

2/ Le deuxième axe de recherche se focalise sur l'analyse de l'action publique dans le contexte des "crises", qui peuvent revêtir diverses formes telles qu'environnementales, politiques, sociales, migratoires, sanitaires et économiques. Cependant, il est essentiel d'adopter une perspective réflexive concernant la compréhension interne de l'action publique dans les territoires d'Outre-mer. Comment les acteurs de l'Etat outre mer conçoivent-elles la crise et leur rôle pendant la crise ? Comment interagissent-ils avec les autres échelles de gouvernement concernées par la crise ? Cette entrée doit également permettre d'aborder la question de la nature politique de la crise, dont la définition ne peut être dissociée d'enjeux de gouvernement outre-mer.

Les propositions de communication (1 page maximum précisant cadre théorique, hypothèses, terrain et méthodes) sont à envoyer avant le 8 décembre à Clémentine Lehuger et Jan Verlin.

*Public action in the French overseas territories is characterized by a series of derogations and adaptations resulting from a historical tension between a general regulatory framework and the particularities of each territory. This administrative complexity is poorly reflected by the category "Overseas", which masks the diversity of the trajectories of these territories. This has been further accentuated by the introduction of "tailor-made" statutes for overseas territorial authorities. The multiplication of social and political crises is another way in which this diversity manifests itself. These increasingly frequent crises in the French overseas territories reveal the marginalization of overseas societies in relation to metropolitan France. They often elicit specific responses from the central government, recalling the historical use of the colonies as "experimental laboratories" by the colonial state.*

*Faced with the paradox of a regal State that asserts itself in a crisis situation in overseas France while adapting to this diversification of trajectories, this thematic section aims to examine the specificity of public action in these territories grouped under the banner "Overseas". In particular, it seeks to understand how this public action is produced in the interaction of the different overseas scales of government between local, regional and metropolitan politics, and how it affects the societies concerned. To this end, this ST invites analyses of the processes involved in creating and adapting concrete policies as its first thematic entry point.*

*The ST also wishes to explore the effects of state action on overseas populations, highlighting the asymmetrical power relations that characterize the postcolonial context of overseas France and how the complex relationship between populations and the postcolonial state manifests itself through popular protest movements.*

*We intend to structure the discussion along two lines.*

*1/ The first line of research focuses on the examination of political, administrative and social relations located on different scales within the overseas state. This encompasses the interactions between the various territorial players and their relations with the central state. How does public action in overseas France manifest itself in specific policies? How can we analyze the impact of the different political trajectories of overseas territories on the implementation and contestation of local policies? How does public action adapt differently to local political contexts? And what comparative approach can be used to analyze these adaptation processes?*

*2/ The second line of research focuses on the analysis of public action in the context of "crises", which can take various forms such as environmental, political, social, migratory, health and economic. However, it is essential to adopt a reflexive perspective on the internal understanding of public action in overseas territories. How do overseas state actors perceive the crisis and their role during it? How do they interact with other levels of government affected by the crisis? This approach should also address the political nature of the crisis, whose definition cannot be dissociated from overseas government issues.*

*Paper proposals (specifying theoretical framework, hypotheses, field and methods) should be sent by December 8 to Clémentine Lehuger and Jan Verlin.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

## ST 39

### Faire de la crise une opportunité : quand la difficulté devient ressource pour les organisations internationales

#### *Turning crisis into opportunity : when international organizations get resources from hardships*

##### Responsables scientifiques :

Mathilde Leloup (Institut d'Études Européennes, Université Paris 8 et chercheuse, CRESPPA-LabToP) [mathilde.leloup@univ-paris8.fr](mailto:mathilde.leloup@univ-paris8.fr)

Anaëlle Vergonjeanne (Sciences Po Paris, CERI & Sciences Po Lille, CERAPS) [anaelle.vergonjeanne@sciencespo.fr](mailto:anaelle.vergonjeanne@sciencespo.fr)

Si les crises multiples auxquelles est confronté le multilatéralisme ont été amplement décrites et discutées, les transformations des organisations internationales dans ce contexte restent encore méconnues. Cette section thématique propose donc d'analyser les réactions des organisations internationales face à ces situations dans un contexte général de « crise du multilatéralisme » (Devin, 2022; Fernandez, Holeindre, 2022). Dans les diverses crises touchant directement à leurs mandats (conflits armés, catastrophes naturelles, événements internationaux), les organisations internationales font l'objet d'attentes et bien souvent de critiques (Nay, 2021) de la part d'un nombre croissant d'acteurs dans différentes arènes (organes de l'ONU, réseaux sociaux, etc.) (Leloup, 2023). Les réponses à ces demandes semblent varier considérablement.

Partant de la littérature abondante sur la relation entre organisations internationales et crise (Ambrosetti, Buchet de Neuilly, 2009; Olsson, Verbeek, 2013), ce panel visera donc moins à qualifier les types de crises touchant les organisations internationales qu'à expliquer la réponse de ces dernières face à ces situations délicates, lors desquelles leur existence et leur raison d'être sont parfois directement questionnées. Ces réponses peuvent aller de la réaction substantielle (provoquant un changement institutionnel au sein de l'organisation par exemple) à l'absence de réaction, en passant par la réaction de surface (par la mise en place de stratégie de communication, de nouveaux éléments de langage, etc.). En 2012 par exemple, l'UNESCO est confrontée à l'une des plus graves crises depuis sa création en 1945, celle de la destruction systématique de sites culturels classés sur la liste du patrimoine mondial par des groupes terroristes. La réaction du personnel de l'UNESCO, que nous qualifions ici de « réaction de surface », a permis, en renforçant la communication de l'organisation par le biais de la campagne Unite4Heritage, de répondre aux nombreuses critiques adressées à l'organisation sur les réseaux sociaux et de devenir un interlocuteur direct du Conseil de sécurité (par l'adoption de trois résolutions sur la protection du patrimoine culturel entre 2013 et 2017).

Ce panel donnera lieu à une comparaison entre les réactions de différentes organisations internationales face à des situations de crise en fonction de leur nature (agences spécialisées comme l'UNESCO, corps d'experts indépendants, départements du secrétariat général, etc.). Les communications seront l'occasion d'aborder différents points :

- La nature de la crise détermine-t-elle la réaction de l'organisation internationale ? La remise en cause qu'elle porte en son sein vise-t-elle les valeurs de l'organisation (les droits humains, l'humanisme, ou encore l'universalisme comme dans le cas de la destruction du patrimoine mondial), sa réputation (comme dans le cas des agressions sexuelles perpétrées par les Casques bleus de l'ONU) ou encore son fonctionnement bureaucratique (conduisant parfois à une lenteur dans la réponse à apporter à des crises urgentes) ?
- Quels sont les facteurs qui influencent le type de réaction d'une organisation internationale face à une situation de crise ? S'agit-il avant tout d'une question de budget, ou encore d'une question de volonté politique de la part des États membres ?

- Enfin, dans quelles conditions une crise peut-elle devenir une opportunité, ou au contraire porter un coup fatal à une organisation internationale (en provoquant par exemple le remplacement d'une organisation par une autre : la SDN par l'ONU, l'ancienne commission des droits de l'homme par le conseil des droits de l'homme)?

La mise en perspective de cas d'études diversifiés à partir de contributions originales aura pour but de tester voire d'étendre notre typologie afin de mieux comprendre comment les institutions internationales répondent aux situations de crises.

*While the multiple crises facing multilateralism have been amply described and discussed, the transformations of international organizations in this context remain insufficiently understood. This thematic section therefore proposes to analyze the reactions of international organizations to crisis situations in the general context of 'crisis of multilateralism' (Devin, 2022; Fernandez, Holeindre, 2022). In the various crises directly affecting their mandates (armed conflicts, natural disasters, international events), international organizations are the object of expectations and very often of criticism (Nay, 2021) from a growing number of actors in different arenas (UN bodies, social networks, etc.) (Leloup, 2023). Responses to these demands appear to vary widely.*

*This panel finds its foundations in the abundant literature on the relationship between international organizations and crisis (Ambrosetti, Buchet de Neuilly, 2009; Olsson, Verbeek, 2013). Instead of qualifying the types of crises affecting international organizations, it will seek to explain their responses to these situations, during which their existence and raison d'être are sometimes directly questioned. The aim will be to examine the types of reactions international organizations adopt in these crisis situations, ranging from substantial reactions (e.g. bringing about institutional change within the organization) to superficial reactions (e.g. implementing communication strategies, developing new language) or a complete absence of reaction. In 2012, for example, UNESCO was faced with one of the most serious crises since its creation in 1945: the systematic destruction of cultural sites on the World Heritage List by terrorist groups. In this case, the reaction of UNESCO staff can be described as a 'superficial reaction'. By strengthening its communication through the Unite4Heritage campaign, UNESCO responded to the numerous criticisms leveled at the organization on social networks, but also became a direct interlocutor of the Security Council (through the adoption of three resolutions on the protection of cultural heritage between 2013 and 2017).*

*This panel will compare the reactions of different international organizations to crisis situations, depending on their nature (specialized agencies such as UNESCO, bodies of independent experts, departments of the General Secretariat, etc.). The presentations will address a number of issues:*

- *Does the nature of the crisis determine the reaction of the international organization? Does it call into question the values of the organization (human rights, humanism, or even universalism, as in the case of the destruction of the World heritage), its reputation (as in the case of the sexual assaults perpetrated by UN peacekeepers) or its bureaucratic operation (sometimes leading to a slow response to urgent crises)?*
- *What factors influence the reaction of an international organization to a crisis situation? Is it primarily a question of budget, of political will on the part of member states, or else?*
- *Finally, under what conditions can a crisis become an opportunity, or, on the contrary, be deadly to an international organization? (e.g. by triggering the replacement of one organization by another: the League of Nations by the UN, the former Commission on Human Rights by the Human Rights Council)*

*The aim of this thematic session is to test and extend the typology of reactions developed, in order to better understand how international institutions adapt to crisis situations.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

Références / References

- Ambrosetti, D., Buchet de Neuilly, Y., 2009, « Les organisations internationales au cœur des crises », *Cultures & Conflits*, vol. 75, no. 3, pp. 7-14.
- Cox, R., 1994, 'The Crisis in World Order and the Challenge to International Organization', *Cooperation and Conflict*, vol. 29, no. 2, pp. 99-113.
- Devin, G., Placidi-Frot, D., 2011, « Les évolutions de l'ONU : concurrences et intégration », *Critique internationale*, no. 53, pp. 21-41.
- Dobry, M., 2009, *Sociologie des crises politiques*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Fernandez, J. et Holeindre, J.-V., 2022, *Nations désunies ? La crise du multilatéralisme dans les relations internationales*, Paris, CNRS éditions, pp. 11-21.
- Keohane, R., 1975, 'International Organization and the Crisis of Interdependence', *International Organization*, vol. 29, no. 2, pp. 357-365.
- Leloup, M., 2023 'Turning destruction into an opportunity: understanding the construction of Timbuktu's "success story" by UNESCO' in José Antonio Gonzalez Zarandona, Emma Cunliffe and Melathi Saldin (ed.), *Routledge Handbook of Heritage Destruction*, Abingdon: Routledge, pp. 230-241.
- Nay, O., 2021, 'La fabrique d'une norme d'institution. Comment la Banque mondiale s'est approprié l'idée de participation' dans Marieke Louis, Delphine Lagrange et Olivier Nay (dir.), *Le tournant social de l'international. Les organisations internationales face aux sociétés civiles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 69-95.
- Newman, E., 2007, *A crisis in global institutions? Multilateralism and international security*, Abingdon, Routledge Global Institutions.
- Olsson, E.-K., Verbeek, B., 2013, 'International organizations and crisis management', in Bob Reinalda, *Routledge Handbook of International Organizations*, Abingdon, Routledge, pp. 324-336.
- Roitman, J. et al., 2019, « Anti-Crisis: penser avec et contre les crises ? », *Critique internationale*, no. 85, pp. 107-121.

## ST 40

### Transnationalisme et diplomatie d'influence : Attractivité et instrumentalisation des acteurs privés à l'étranger

#### *Transnationalism and diplomacy of influence: Attractiveness and instrumentalization of private actors abroad*

##### Responsables scientifiques :

Christian Lequesne (Sciences Po, Paris) [christian.lequesne@sciencespo.fr](mailto:christian.lequesne@sciencespo.fr)  
Emilija Pundziūtė-Gallois (Université Vytautas Magnus de Kaunas) [emilija.p.g@gmail.com](mailto:emilija.p.g@gmail.com)

La littérature de relations internationales s'intéresse depuis longtemps à l'interaction entre les Etats et les acteurs non-étatiques. Il existe par exemple une abondante littérature sur le rôle que jouent les ONG dans la politique internationale des Etats. Ces études interactionnistes posent généralement la question du pouvoir des acteurs non-étatiques dans la décision diplomatique ou la décision de politique étrangère.

Dans les études francophones, il existe une dimension moins travaillée qui est le rapport entre les diplomaties d'influence des Etats et les acteurs privés. Par diplomatie d'influence, il faut entendre des pratiques qui cherchent à attirer des acteurs au-delà des frontières grâce aux instruments d'une action institutionnelle volontariste. L'Etat d'origine comme l'Etat de résidence cherchent ainsi à faire usage de la transnationalisation des acteurs privés pour se renforcer. Ce n'est nullement un hasard si la diplomatie d'influence s'accorde souvent bien avec les recettes néolibérales des Etats dans la confection des politiques publiques. L'un des modes opératoires du néolibéralisme consiste pour l'Etat à promouvoir les partenariats avec les acteurs privés. Empiriquement, on observe que les Etats qui développent des diplomaties d'influence actives ont souvent une certaine facilité à faire de l'acteur privé un partenaire, rompant ainsi avec une conception régaliennne de la diplomatie. La construction de la diplomatie d'influence vise des objectifs politiques qui peuvent être très divers : gain économique, diffusion d'un modèle culturel, consolidation identitaire, rapprochement idéologique.

Dépassant le cadre de la « diplomatie publique » et valorisant la société civile dans sa complexité, au-delà des acteurs organisés et institutionnalisés (telles les ONG), la ST cherche à éclairer les interactions public-privé dans la diplomatie contemporaine. Si, comme l'écrit Martin Wight, « l'habileté des gouvernements à parler aux peuples par-dessus des têtes d'autres gouvernements » est devenue classique, la diplomatie d'influence prend de nouvelles formes qui rendent son étude nécessaire.

La ST fait appel à des contributions originales qui abordent le rapport entre diplomatie d'influence et transnationalisation des acteurs privés dans des contextes étatiques divers. Des études de cas sur les Etats européens et non-européens sont bienvenus, dans le but de favoriser une comparaison globale. Si les travaux empiriques, résultant d'enquêtes de terrain, sont particulièrement appréciés, les travaux plus théoriques conceptualisant le changement en diplomatie ou le rapport entre transnationalisme et Etat sont également recherchés.

Plusieurs domaines d'interaction entre la diplomatie d'influence et les acteurs privés intéressent particulièrement la ST.

- La diplomatie des diasporas (pour les Etats d'origine comme pour les Etats de résidence) ;
- La diplomatie d'attractivité des étudiants étrangers ;
- La diplomatie d'attractivité d'acteurs économiques ciblés (retraités comme en Thaïlande et au Portugal, investisseurs immobiliers, « exilés » fiscaux, candidats à la naturalisation)
- La diplomatie idéologique (accueil des réfugiés et des oppositions politiques, comme l'opposition biélorusse par la Lituanie)
- La diplomatie du renseignement (mise en place de moyens à l'étranger pour recueillir des informations auprès d'acteurs privés ciblés).

La sociologie des acteurs, les processus de construction de la relation diplomatique, les effets sur les politiques publiques des Etats d'origine et de résidence intéressent la réflexion de la ST.

Les chercheur(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à rédiger un abstract de 2500 signes, en anglais ou en français, qu'ils adresseront par mail.

*International relations literature has long been studying the interaction between states and non-state actors. There is, for example, an abundant literature on the role played by NGOs in the international politics of states. These interactionist studies generally raise the question of the power of non-state actors in diplomatic or foreign policy decision-making.*

*In French-language literature, there is a dimension that has received less attention, namely the relationship between states' diplomacy of influence and private actors. The term "diplomacy of influence" refers to practices that seek to attract actors beyond national borders by means of deliberate institutional action. In this way, both home and host countries seek to leverage the transnationalization of private players to increase their power. It is no coincidence that diplomacy of influence often goes hand in hand with the neo-liberal recipes of state policy-making. One type of the neoliberal modus operandi is for the state to promote partnerships with private players. Empirically, we can observe that states that actively develop diplomacy of influence often find it relatively easy to turn private players into partners, thus breaking with a regalian conception of diplomacy. The construction of diplomacy of influence pursues political objectives that can be very diverse: economic gain, dissemination of a cultural model, consolidation of identity, ideological rapprochement.*

*Going beyond the framework of "public diplomacy" and assessing the civil society in all its complexity, beyond organized and institutionalized actors (such as NGOs), this ST seeks to shed new light on public-private interactions in contemporary diplomacy. If, as Martin Wight writes, the "skill of governments in speaking to peoples over the heads of other governments" has become classic, the diplomacy of influence is taking on new forms that make its examination especially relevant.*

*The ST is looking for original contributions that address the relationship between diplomacy of influence and the transnationalization of private actors in diverse contexts of state action. Case studies on European and non-European states are welcome, with the aim of fostering a global comparison. While empirical work resulting from field surveys is particularly appreciated, more theoretical work conceptualizing change in diplomacy or the relationship between transnationalism and the state is also sought after.*

*Several areas of interaction between diplomacy of influence and private actors are of particular interest to this ST:*

- Diaspora diplomacy (for both home and host countries);*
- Diplomacy to attract foreign students;*
- Diplomacy to attract targeted economic players (retirees, as in Thailand and Portugal, real estate investors, tax "exiles", applicants for naturalization).*
- Ideological diplomacy (welcoming refugees and political opponents, such as the Belarusian opposition in Lithuania).*
- Intelligence diplomacy (deploying resources abroad to gather information from targeted private players).*

*The sociology of actors, the processes of construction of diplomatic relations, and the effects of such diplomacy on public policies of the countries of origin and residence are all of interest to the ST.*

*Interested researchers are invited to submit an abstract of 2,500 characters, in English or in French, by e-mail.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

## ST 41

### Les « Chambres » consulaires et leurs réseaux : quelle contribution à l'action publique ?

#### *Consular "Chambers" (representative bodies for craft, commerce, industry or agriculture actors) and their networks: what contribution to public policy?*

##### Responsables scientifiques :

Sophie Louey (Centre de Sociologie des Organisations, Sciences Po Paris)

[sophie.louey@sciencespo.fr](mailto:sophie.louey@sciencespo.fr)

Jean-Marie Pillon (IRISSO- Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sociologie, Paris Dauphine) [jean-marie.pillon@dauphine.psl.eu](mailto:jean-marie.pillon@dauphine.psl.eu)

La littérature sur le tournant néolibéral des politiques publiques présente l'intérêt de mettre l'accent sur la contribution des acteurs privés à l'écriture voire à la mise en œuvre des programmes d'action publique. Toutefois à une échelle plus locale, les travaux d'histoire de l'économie et les approches territorialisées de l'action publique ont, de longue date, souligné à quel point la mobilisation des intérêts privés constitue une constante, si ce n'est le moteur, des politiques de développement. Les Chambres dites consulaires (d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie, des Métiers et de l'Artisanat) sont des institutions légales faisant partie des groupements patronaux (Offerlé, 2009) contribuant à la production et la mise en œuvre de l'action publique. Soumises à des prérogatives, elles ont aussi la possibilité de proposer des services à leurs adhérents selon les ressources dont elles disposent et les politiques qu'elles mettent en place.

Cette ST vise à rassembler des chercheurs et des chercheuses travaillant sur les Chambres, leurs acteurs et leurs réseaux. Un tel espace de discussion aurait vocation à réduire le hiatus entre la science politique et les études empiriques de l'économie pour souligner l'apport des méthodes issues des sciences politiques dans la compréhension des stratégies individuelles et collectives des milieux d'affaires. Schématiquement ces interrogations peuvent être décomposées selon trois axes.

##### Axe 1. Des institutions au cœur de l'action publique

Un premier axe portera sur la contribution des Chambres à l'action publique qu'elle soit locale ou nationale (Lemerrier, 2003).

Les Chambres sont des institutions publiques destinées à défendre les intérêts privés de leurs ressortissants. Parcourues de tensions entre leurs prérogatives, elles contribuent à l'action publique en mobilisant des ressources qui leur sont propres et/ou extérieures. Des travaux montrent ainsi combien elles contribuent à un « gouvernement privé » de l'action publique aux échelons locaux (Healy, 2007).

Il s'agira aussi de questionner les réformes des dernières décennies sur le réseau consulaire pour éclairer notamment les effets sur leurs contributions à l'action publique. En effet, se saisir de l'activité des chambres avec les outils de la science politique paraît d'autant plus stimulant qu'elles n'ont pas échappé, sur la période récente, à différentes « politiques d'organisation » (Bezès et Le Lidec, 2016). Ces dernières sont supposées rationaliser leur intervention à moindre frais ce qui peut appeler à une réflexion sur les effets de bords de ces redimensionnements. En témoigne la régionalisation des CCI et ses effets d'éloignement vis-à-vis de leur public.

##### Axe 2. Celles et ceux qui font les Chambres et que les Chambres font

Un second axe portera sur les salariés et/ou les élus des Chambres.

Si les élus patronaux ont été les sujets de plusieurs travaux, plus rares sont ceux qui éclairent les rôles des salariés patronaux et, en particulier ceux des Chambres. Il s'agira alors ici de se pencher sur ces corps afin de comprendre comment, à la façon dont par exemple les relations entre élus politiques et collaborateurs d'élus ont été étudiés (Beauvallet et Michon, 2017), le travail de représentation consulaire s'exerce tant du côté des salariés au service des ressortissants et de leurs élus que de celui des élus patronaux.

Les évolutions des scrutins consulaires (Andolfatto, 1993) pourront être analysées afin de comprendre ce qu'elles provoquent en termes d'accès à la représentativité patronale. Cet axe pourra également explorer les modalités d'accès et d'éventuelles circulations parmi les positions de salariés ou d'élus consulaires.

### Axe 3. Les chambres opératrices de l'action publique

Historiquement pourvoyeuses de services à leurs adhérents et à leur public, les Chambres ont été largement mobilisées par les processus de délégation de l'action publique si bien qu'elles font aujourd'hui figure d'opératrices dans nombre de domaines : formation, emploi ou encore développement local. Par ailleurs, le cas de l'agriculture tend à souligner la capacité des Chambres à appliquer des orientations stratégiques qui leur sont propres, en soutien de l'agriculture conventionnelle notamment. Mais comment s'y prennent les Chambres pour rendre leurs services ? Quelles modalités d'organisation de l'activité favorisent-elles, selon quelle rationalité et pour quelle sélection des publics ? Sont-elles toutes également en mesure de favoriser certaines orientations ? En regardant les Chambres comme, et depuis, un « guichet », il nous semble stimulant d'appeler les chercheurs travaillant sur ces espaces à s'interroger sur la « politique du guichet » qu'elles mènent (Dubois, 1999).

*The literature on the neoliberal turn in public policy in France suggest an increasing contribution of private actors to the writing and implementation of public action programs. At the local level, however, economic history and territorial approaches to public action have long emphasized the contribution of private interests to local development policies. The so-called "consular" Chambers (of Agriculture, Commerce and Industry, Trades and Crafts) are legal institutions belonging to employers' associations (Offerlé, 2009) that contribute to the production and implementation of public action. Subject to prerogatives, they are also able to provide services to their members according to the resources at their disposal and the policies they implement.*

*This panel aims to attract researchers working on Chambers, their players and their networks. The aim is to bridge the gap between political science and empirical economic studies, and to highlight the contribution of political science methods to understanding the individual and collective strategies of the business community.*

*Broadly speaking, these questions can be addressed along three axes:*

#### *Axis 1. Institutions at the heart of public action*

*The first focus will be on the Chambers' contribution to public action, whether local or national (Lemercier, 2003). The Chambers are public institutions designed to defend the private interests of their members. Despite the tensions between their prerogatives, they contribute to public action by mobilizing their own and/or external resources. Studies have shown the extent to which they contribute to the "private government" of public action at local level (Healy, 2007). We will also examine the consular network reforms of recent decades, in order to shed light on their impact on public action. Indeed, examining the activities of chambers with the tools of political science seems all the more stimulating given that they have not escaped, over the recent period, various "organization policies" (Bezes and Le Lidec, 2016). These are supposed to rationalize their intervention at lower cost, which may call for reflection on the side effects of these resizing measures. A case in point is the regionalization of the Chambers of Commerce and its effects of distancing them from their public.*

#### *Axis 2. Those who make up the Chambers and whom the Chambers make up*

*A second axis will focus on the employees and/or elected representatives of the Chambers. While a number of studies have focused on employers' elected representatives, fewer have shed light on the roles of employers' employees and, in particular, those working for the Chambers. The aim here is to look at these bodies in order to understand how, in the same way as the relationships between elected politicians and their staff (Beauvallet and Michon, 2017), the work of consular representation is carried out both by employees in the service of nationals and their elected representatives, and by employers' elected representatives. Variations in consular voting (Andolfatto, 1993) can be analyzed to understand what they entail in terms of access to employer representativeness. This axis could also explore the modalities of access and possible circulation among the positions of employees or consular elected representatives.*

#### *Axis 3. Chambers as operators of public action*

*Historically providers of services toward their members and the general public, the "consular" Chambers have been largely mobilized by the process of delegating public services. Today, they act as operators in a number of fields:*

*training, employment and local development. Moreover, the case of agriculture tends to underline the Chambers' ability to apply their own strategic orientations, particularly in support of conventional agriculture. But how do the Chambers deliver their services? How do they organize their activities, and how do they rationalize and select their audiences? Are they all equally capable of promoting certain orientations? By looking at the Chambers as a "guichet", it seems to us stimulating to call on researchers working on these spaces to question the "guichet politics" they pursue (Dubois, 1999).*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Andolfatto Dominique, « Les élections consulaires. Histoire politique et état des lieux », *Politix*, n°23, 1993, p. 25-43.
- Beauvallet Willy et Michon Sébastien (dir.), *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2017.
- Bezés Philippe et Le Dilec Patrick, "Politiques de la fusion. Les nouvelles frontières de l'état territorial", *Revue Française de science politique*, vol. 66, 2016, p. 507-541.
- Dubois Vincent, *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 1999.
- Healy Aisling, *Le gouvernement privé de l'action publique urbaine : sociologie politique de la « gouvernance métropolitaine » du Grand Lyon*, Thèse de Science Politique, Université Lyon 2, 2007.
- Lemercier Claire, *Un si discret pouvoir. Aux origines de la chambre de commerce de Paris 1803-1853*, La Découverte, 2003.
- Offerlé Michel, *Sociologie des organisations patronales*, La Découverte, 2009.

## ST 42

### Explorer la socialisation politique en situation autoritaire *Exploring political socialisation in authoritarian situations*

#### Responsables scientifiques :

Nadine Machikou Ngaméni (Université Yaoundé 2) [adngameni@yahoo.fr](mailto:adngameni@yahoo.fr)  
Marie-Emmanuelle Pommerolle (Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne)  
[Marie-Emmanuelle.Pommerolle@univ-paris1.fr](mailto:Marie-Emmanuelle.Pommerolle@univ-paris1.fr)

Cette session thématique entend explorer les processus de socialisation politique en situation autoritaire. Comment sont transmis, dans des contextes de répression, d'autocensure et de secret, les jugements sociaux et politiques ? Comment se positionne-t-on, enfant et adolescent, dans une société travaillée par des clivages forts, et un rapport méfiant - ou au contraire de remise de soi - aux institutions étatiques ? Comment ces processus de socialisation contribuent-ils à la consolidation d'un ordre autoritaire ?

En faisant dialoguer des littératures rarement rapprochées, celle sur la socialisation, celle sur la « jeunesse » (notamment dans les pays du « Sud ») et celle sur la sociologie politique comparée des autoritarismes, cette problématique ouvre des perspectives nouvelles, à la fois pour comprendre les fondements micro-sociologiques des ordres autoritaires, la particularité des modalités du commandement en leur sein, mais aussi leurs dynamiques historiques.

Dans des contextes de limitation de l'expression publique, il est nécessaire d'adopter une définition extensive de la socialisation politique qui « englobe tout un ensemble de représentations qui débordent largement du champ politique au sens strict : représentations des divisions sociales, des rapports de classe, des mécanismes de privation et de distribution, hiérarchisation des conflits [...] » (Maurer 2000) et qui sont transmises dans une multiplicité de lieux (familles élargies, Églises, écoles, associations locales). Ce vaste champ d'investigation conduit à s'interroger sur la façon dont la situation autoritaire encadre et imprègne ces ordres sociaux micro, comment ces derniers la nourrissent, et ce notamment dans le prolongement des situations coloniales de coercition (Bayart 2008). Cette diversité des instances de socialisation invite également à penser les possibles contradictions entre ces dernières, et à faire nôtre l'idée d'un individu pluriel, même en situation autoritaire (Lahire 1999) Nous reprenons aussi à notre compte l'idée que l'événement est producteur de socialisation (Ihl 2002), ce qui conduit à proposer d'étudier des « moments » spécifiques de socialisation.

A partir de là, on pourra explorer, à l'aide d'études de cas, la spécificité des lieux de socialisation évoqués afin d'y déceler les modalités de discipline mais aussi les formes de contestation qu'elles génèrent (comme dans les écoles ou les Églises, par exemple). On pourra s'interroger également sur les modalités concrètes de transmission des jugements politiques et sociaux ordinaires (programmes et interactions scolaires, discussions informelles et privées, sermons, etc...), et sur la production du sens pratique dans le rapport aux institutions et aux dominants en général. Comment, par exemple, s'apprend et se justifie la relation clientélaire, prégnante dans ce type de contexte politique ? On examinera enfin les dynamiques historiques de cette socialisation politique. Les « transitions démocratiques », et aujourd'hui les restaurations autoritaires, sont faites d'autant d'événements durant lesquels sont éprouvées et renouvelées ces socialisations. Ils constituent aussi un nouveau répertoire d'actions politiques. Il semble alors important de réfléchir à ce qu'ils peuvent produire comme attentes, comme déceptions, et comme nouvelles dispositions.

Les contributions pourront explorer les axes évoqués plus haut, à partir d'études de cas, contemporaines ou historiques, sans limitation géographique ni de temporalité.

Compte tenu des contextes étudiés et de l'objet (la socialisation des plus jeunes), les contributions décriront précisément les protocoles d'enquête, leurs limites, les difficultés rencontrées et les façons de les dépasser, afin d'enrichir la discussion méthodologique.

*This thematic session aims to explore the processes of political socialisation in authoritarian situations. How are social and political judgements transmitted in contexts of repression, self-censorship and secrecy? How do children and teenagers position themselves in a society marked by strong divisions and a relationship of mistrust with - or, on the contrary, of surrender to - state institutions? How do these socialisation processes contribute to the consolidation of an authoritarian order?*

*By bringing together literature on socialisation, on 'youth' (particularly in the 'Global South') and on the comparative political sociology of authoritarian regimes, this session opens up new perspectives for understanding the micro-sociological foundations of authoritarian orders, the specific nature of the forms of command within them, and their historical dynamics.*

*In contexts where public expression is limited, it is necessary to adopt a broad definition of political socialisation, which "encompasses a whole set of representations that go well beyond the political field in the strict sense: representations of social divisions, class relations, mechanisms of deprivation and distribution, hierarchy of conflicts [...]" (Maurer 2000), and which are transmitted in a multiplicity of instances (Churches, schools, extended families, local associations). This vast field of investigation raises questions about the way in which the authoritarian situation frames and permeates these micro social orders, and how the latter nourish it, particularly in the wake of colonial situations of coercion (Bayart 2008). This diversity of socialisation instances also invites us to consider the possible contradictions between them, and to endorse the idea of a plural individual, even in an authoritarian situation (Lahire 1999). We also take on board the idea that events produce socialisation (Ihl 2002), which leads us to propose studying specific 'moments' of socialisation.*

*On this basis, we welcome case studies exploring the specific nature of the places of socialisation we have mentioned, in order to identify the forms of discipline and also the forms of contestation they generate. We might also look at the concrete ways in which ordinary political and social judgements are passed on (through school curricula and interactions, informal and private discussions, sermons, etc.), and at the production of a "sens pratique" in the relationship with institutions and the dominant in general. How, for example, is the patron-client relationship, which is so prevalent in this type of political context, learned and justified? Finally, we will examine the historical dynamics of this political socialisation. Democratic transitions" and today's authoritarian restorations are events during which these socialisations are tested and renewed. They also constitute new repertoires of political action. It therefore seems important to reflect on what expectations, disappointments and new dispositions they may produce.*

*Contributions will explore the issues mentioned above, based on contemporary or historical case studies, with no geographical or temporal limitations.*

*Given the contexts studied and the subject (the socialisation of young people), the contributions will describe in detail the survey protocols, their limitations, the difficulties encountered and ways of overcoming them, in order to enrich the methodological discussion.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### **Références / References**

- Bayart, Jean-François, « Hégémonie et coercition en Afrique subsaharienne. La 'politique de la chicotte' », *Politique africaine*, vol. 110, n°2, 2008, p. 123-152.
- Ihl, Olivier, « Socialisation et événements politiques », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, n°2 et 3, 2002, pp. 125-44
- Lahire, Bernard, *L'Homme pluriel : les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1999
- Maurer, Sophie, *École, famille et politique : Socialisations politiques et apprentissage de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique*, Dossier d'Étude de la CNAF, n°15, décembre 2000.

## ST 43

### Repenser les dynamiques instables de politiques publiques en régime de conflictualité et d'incertitude

#### *Rethinking the uncertain dynamic of policy process in a regime of conflict and instability*

##### Responsables scientifiques :

Céline Mahieu (Centre de recherche en Approches sociales de la santé, Ecole de santé  
publique - Université Libre de Bruxelles) [celine.j.mahieu@ulb.be](mailto:celine.j.mahieu@ulb.be)  
Philippe Zittoun (ENTPE-Université de Lyon,) [pzittoun@gmail.com](mailto:pzittoun@gmail.com)

Lorsque l'on regarde les décisions gouvernementales de ces dernières années, que ce soit au cours des problèmes et crises environnementaux, sanitaires, financiers, énergétiques, sociaux, on ne peut être que frappé par la façon dont les gouvernements enchaînent les mesures « temporaires », « réversibles » et/ou « ciblées » mais aussi les « expérimentations » dans les politiques publiques qu'ils conduisent n'hésitant pas à modifier, ajuster ou même effectuer des revirements de position dans des temporalités très courtes, soulignant la montée en puissance d'un nouveau rapport au temps et à l'espace dans les modes de gouverner.

Or, si les théories et approches qui se développent depuis les années 1990 pour saisir les politiques publiques avaient déjà remis en cause la linéarité et la spatialité des théories systémiques, incrémentalistes et séquentielles des années 1970, elles se trouvent aujourd'hui en difficulté pour rendre compte de ces ajustements rapides, de ces revirements fréquents et de la multiplication de ces décisions temporaires. Il faut dire que si elles ont remis en cause l'idée de l'unicité d'un système politique, elles y ont substitué des configurations appelées « policy subsystem », « policy stream » ou encore « policy community » qui forment « l'unité première de l'analyse »<sup>1</sup> et qui par leur niveau méso ne permettent pas de saisir la fragmentation beaucoup plus complexe et fine de ces sous-systèmes. On trouve ainsi, y compris chez les anciens partisans de ces concepts, de plus en plus de questionnements sur leur pertinence<sup>2</sup>, sur l'insuffisante prise en compte du degré de fragmentation des espaces de politiques publiques<sup>3</sup> et les risques d'invisibilisation des phénomènes que ce décalage génère<sup>4</sup>.

Pour mieux comprendre les phénomènes à la fois plus instables et arythmique qui caractérisent les formes de gouvernements contemporains, nous voudrions au sein de cette ST nous interroger sur les façons de réduire d'abord la focale en repartant des « situations »<sup>5</sup> concrètes où se déploient ces processus. Une telle réduction permet non seulement de mieux appréhender les espaces et les temporalités où se façonnent les accords et les disputes mais aussi de questionner la fabrique plus ou moins mouvante de concepts trop souvent considérés dans ces approches processuelles comme fixes tels que les formes d'intéressement, de valuation, d'enrôlement, de problématisation et de résolution qui y prennent place. Il s'agit enfin de saisir la façon dont ces situations se juxtaposent et s'enchevêtrent pour former un assemblage hétérogène où coexiste une diversité de temporalités et de configurations au cours desquelles les politiques publiques se forment et se déforment tout autant que les coalitions qui les portent ou les critiquent. Nous voudrions ainsi inviter des communications théoriques, empiriques ou méthodologiques qui proposent d'étudier les processus de politiques publiques à travers ces espaces fragmentés et ces temporalités multiples.

---

<sup>1</sup> "the primary unit of analysis for understanding policy process": Paul A. Sabatier et Christopher M. Weible, « The advocacy coalition framework », *Theories of the policy process* 2 (2007): 189.

<sup>2</sup> Zachary A. McGee et Bryan D. Jones, « Reconceptualizing the Policy Subsystem: Integration with Complexity Theory and Social Network Analysis », *Policy Studies Journal* 47, n° 51 (2019): S138-58, <https://doi.org/10.1111/psj.12319>.

<sup>3</sup> Jacob S. Hacker et al., *The American Political Economy: Politics, Markets, and Power* (Cambridge, United Kingdom ; New York, NY: Cambridge University Press, 2021).

<sup>4</sup> Philippe Zittoun, Frank Fischer, et Nikolaos Zahariadis, *The Political Formulation of Policy Solutions : Arguments, Arenas and Coalitions*, Bristol University Press, 2021,

<sup>5</sup> Christopher K. Ansell, *Pragmatist Democracy: Evolutionary Learning as Public Philosophy* (Oxford ; New York: Oxford University Press, 2011).

*When we look at government decisions in recent years, whether in the context of environmental, health, financial, energy or social problems and crisis, it is striking to see how governments have made repeatedly “temporary”, “targeted”, “timely”, as well as “experiments” policies. They do not hesitate to modify, adjust or even reverse their decisions in very short timeframes, highlighting the rise of new relationship to time and space in mode of governance.*

*However, if the theories that have been developing since 1990s to understand public policies had already challenged the linearity and the spaciality of the systemic, incrementalism and step-by-step theories of the 1970s, they now face difficulties in accounting for these rapid adjustments, frequent reversals and the proliferation of temporary decisions. It should be noted that while they have questioned the idea of the uniqueness of a political system, they have substituted it with configurations called “policy subsystems”, “policy streams”, “policy communities” which constitute the primary unit of analysis” and, at their meso-level, do not capture the much more complex and nuanced fragmentation of these subsystems. Thus, even among former proponents of these concepts, there is an increasing questioning of their relevance and the risks of invisibility of the phenomena shaped by this gap.*

*To better understand the increasingly unstable and arhythmic phenomena characterizing contemporary forms of governance, within research framework, we aim in this panel to explore ways to narrow the focus by starting from concrete “situations” where these processes unfold. Such reduction not only help in gaining a better understanding of the spaces and the times where agreements and disputes are shaped but also questions the more or less processual construction of concepts often considered fixed in these process-oriented approaches, such as interestment, valuation, enrolment, problematization, resolution that come in the process. Finally, it is about grasping how these situations juxtapose and interweave to shape a heterogeneous assemblage where a diversity of temporalities and configurations coexist in the formation and deformation of public policy as well as the coalitions that support or critique them. We would like to welcome theoretical, empirical or methodological papers that propose to study policy process through these fragmented spaces and multiple temporalities.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 8 December 2023.***

## ST 44

### *Une reconfiguration des politiques culturelles par de « nouveaux » enjeux en Europe et dans les Amériques ?*

### A reconfiguration of cultural policies by "new" issues in Europe and the Americas?

#### Responsables scientifiques :

Lisa Marx (Sciences Po Grenoble) [lisa.marx@iepg.fr](mailto:lisa.marx@iepg.fr)

Jonathan Paquette (École d'études politiques, Université d'Ottawa)

[jonathan.paquette@uottawa.ca](mailto:jonathan.paquette@uottawa.ca)

Les politiques culturelles seraient essentiellement des politiques instrumentales (Gray 2007; 2014; Kann-Rasmussen 2023), n'appréhendant pas tant la culture pour sa valeur intrinsèque que pour sa valeur extrinsèque (Ratiu 2009), pour ce qu'elle pourrait apporter à une autre mission économique ou sociale de l'État. Cette instrumentalité serait même le moteur du changement des politiques culturelles, comme l'ont constaté des chercheurs qui soulignent des rapprochements entre politiques culturelles et développement économique, économie créative, ou encore leurs usages comme leviers de développement local (Négrier et Teillet 2014; Bordat et Teillet 2014; Doustaly 2022). Pour certains, cette instrumentalité ne résulte pas tant de pressions externes que d'efforts d'acteurs au sein même du secteur qui, de manière stratégique, entrepreneuriale ou en raison de certains idéaux, verraient la culture comme un outil complémentaire à la mise en œuvre d'autres missions. Dès lors, il s'agit dans cette session d'explorer comment les politiques culturelles prennent en charge de « nouveaux » enjeux en Europe et dans les Amériques, leurs éventuelles convergences et la manière dont ces dynamiques reconfigurent le secteur et ses frontières.

Sur le plan théorique, cette session thématique permettra non seulement de faire état des nouvelles forces cherchant à transformer les rapports entre la culture et d'autres domaines d'action publique (Vich, 2019), mais aussi d'interroger les savoirs, les expertises et les (nouveaux) métiers que ces enjeux permettent d'habiliter. De nouveaux acteurs (médiateurs socio-culturels, professionnels de la participation, etc.) et des nouvelles pratiques sont ainsi légitimés et il s'agira d'analyser leurs circulations, tant à l'international qu'entre secteurs des politiques publiques. Nous souhaitons inviter des contributions relevant notamment, mais pas exclusivement, de trois enjeux pour lesquels on observe des rapprochements avec les politiques culturelles :

*Développement durable.* La logique de la durabilité en culture s'est affirmée notamment à partir d'initiatives comme l'Agenda 21 de la culture, une plateforme et une communauté de pratique influente dont les efforts ont inspiré plusieurs villes, des gouvernements nationaux et régionaux (Brun *et al.*, 2022). Les appels au développement durable exigent aussi de repenser les croisements entre politiques culturelles et tourisme culturel afin de limiter les effets néfastes du tourisme de masse.

*Culture et santé.* En Amérique du Nord et dans certains pays européens, les prescriptions culturelles font désormais partie la panoplie des modes d'intervention du secteur médical. Musées, théâtres et centres culturels se proposent d'accueillir de nouveaux publics à des fins curatives, qu'il s'agisse de lutter contre la dépression ou contre les maladies dégénératives touchant des personnes âgées. Médecins, professionnels de santé, médiateurs culturels et gestionnaires des organismes culturels collaborent afin d'institutionnaliser la pratique. Plus largement, « l'idée selon laquelle l'art et de la culture permettrait d'améliorer la santé physique et mentale » (Mathieu et Alexander, 2022 : 5) se retrouve dans de nombreux rapports publics et même dans les sondages d'opinion (Eurobaromètre, 2017).

*Inégalités sociales.* Cet enjeu plus classique des politiques culturelles – la recherche des années 1980 et 1990 retrace les efforts pour transformer les politiques culturelles pour lutter contre les effets d'exclusion – se déploie aujourd'hui à une échelle plus vaste, visant la cohésion sociale, l'intégration des populations migrantes, la lutte contre l'exclusion des populations autochtones, des communautés LGBTQ et autres populations marginalisées et minorisées. Des

programmes de *community culture* cherchent à favoriser les pratiques culturelles émanant des quartiers populaires (en Amérique latine, en Espagne, au Royaume-Uni), soulignant les enjeux de circulation.

*Cultural policies are essentially instrumental policies (Gray 2007; 2014; Kann-Rasmussen 2023), apprehending culture not so much for its intrinsic value as for its extrinsic value (Ratiu 2009), for what it could contribute to another economic or social mission of the state. This instrumentality is considered to be the driving force behind cultural policy change, as several researchers have noted, highlighting the links between cultural policies and economic development, the creative economy, or the use of cultural policies as levers for local development (Négrier and Teillet 2014; Bordat and Teillet 2014; Doustaly 2022). For some, this instrumentality results not so much from external pressures as from the efforts of actors within the sector itself who, strategically, entrepreneurially or because of certain social ideals, see culture as a tool that complements the implementation of other social or political missions. This session will therefore explore how cultural policies in Europe and the Americas are addressing "new" issues, the extent to which they converge, and how these dynamics are reconfiguring the sector and its boundaries.*

*The aim of this thematic session is to provide an overview of the new forces at work in changing cultural policies. From a theoretical standpoint, this thematic session will not only allow us to take stock of the new forces seeking to transform the relationship between culture and other areas of public action (Vich, 2019), but it will also allow us to question the knowledge, expertise and (new) professions that these new issues empower, thereby legitimizing new actors and new practices. We also aim to analyze the circulation of these actors and practices, both internationally and between public policy sectors. In particular (but not exclusively), we would like to invite contributions on three issues: sustainable development, health and culture, and social inclusion.*

*Sustainable development. The links between cultural policies and sustainable development are perceptible at several levels. Over the past decade, the logic of sustainability in culture has been affirmed by initiatives such as Agenda 21 for culture, an influential platform and community of practice whose efforts have inspired many cities, as well as national and regional governments (Brun, et al., 2022). Calls for sustainable development also require us to rethink the intersections between cultural policies and cultural tourism, in order to limit the harmful effects of mass tourism on the world's major tourist sites and cities.*

*Culture and health. In Canada and the United States, cultural prescriptions are becoming an integral part of the medical sector's range of interventions. Museums, theaters and cultural centers are welcoming new audiences for curative purposes, from tools to combat depression to degenerative diseases in elderly populations. Doctors, health professionals, cultural mediators and managers of cultural organizations are now working together to institutionalize the practice. More broadly, "the idea that art and culture can improve physical and mental health" (Mathieu and Alexander, 2022: 5) can be found in numerous public reports and even opinion polls (Eurobarometer, 2017).*

*Social inequalities. The political science literature of the 1980s and 1990s illustrates the importance of the efforts undertaken by several governments to transform cultural policies in order to combat the effects of exclusion of working-class audiences engendered by policies deemed too elitist. Today, the agenda is much broader, and cultural policy claims to support social cohesion, the integration of migrant populations, and the fight against the cultural exclusion of indigenous populations, LGBTQ communities and other marginalized and minority populations. Community culture programs in Latin America, Spain and the UK seek to promote cultural practices emanating from working-class neighborhoods, highlighting issues of policy transfer.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

## ST 45

### Politique(s) de l'interdiction. Étudier les configurations de prohibition et de sortie de la prohibition

#### *The politics of prohibition. Studying the configurations of prohibition and exit from prohibition*

##### Responsables scientifiques :

Ivana Obradovic (OFDT – CESSP – CESDIP) [ivana.obradovic@ofdt.fr](mailto:ivana.obradovic@ofdt.fr)  
Anne-France Taiclet (Université Paris 1 – CESSP) [aftaiclet@univ-paris1.fr](mailto:aftaiclet@univ-paris1.fr)

Figure centrale des pratiques de gouvernement, propriété fondamentale du pouvoir d'État, l'interdiction est un instrument volontiers envisagé dans la régulation politique de certains domaines, comme la santé et l'environnement (produits chimiques tels que pesticides, plastiques, molécules pharmaceutiques ou psychotropes, énergies fossiles, usages de certains espaces, procédés de production, etc.). Symétriquement, les processus de légalisation connaissent au 21<sup>e</sup> siècle une dynamique forte (cannabis, don d'organes, euthanasie, jeux d'argent en ligne, PMA et GPA, ...). Par ailleurs, certaines pratiques, typiquement l'avortement, peuvent donner lieu à des processus contradictoires, dans le temps ou dans l'espace.

La ST propose d'interroger, dans une perspective comparative, les processus socio-politiques qui se déploient autour de l'interdiction, qu'il s'agisse d'y recourir ou d'en sortir, comme modalité de gouvernement en conjoncture routinière dans les régimes démocratiques. Nous souhaitons mettre en discussion des contributions portant sur des objets et secteurs variés, dans des contextes politiques et nationaux également diversifiés, l'objectif étant de réfléchir, par les régularités et les contrastes, aux propriétés caractéristiques des configurations d'interdiction.

Les communications pourront contribuer à l'un des trois axes suivants :

##### Axe 1 – Interdire ou autoriser : configurations décisionnelles

La ST invite à s'intéresser aux processus et aux mobilisations socio-politiques qui conduisent à des décisions d'interdiction ou de levée de l'interdiction, avec un intérêt particulier pour les trajectoires des énoncés d'interdiction (Zittoun et Chailleux, 2021) ou de légalisation, les jeux d'échelles ainsi que pour les luttes de cadrages (Obradovic, 2018). Les contributions pourront ainsi comparer les registres de justification politique de l'interdiction comme de la légalisation, et s'interroger sur ce qui rend possible et acceptable le recours à l'interdiction (plutôt, par exemple, qu'au répertoire du gouvernement des conduites (Dubuisson-Quellier, 2016) ?

Dans cet axe, nous souhaitons interroger particulièrement la politisation de ces processus. Comment le plaidoyer pour l'interdiction/la légalisation est-il mis en politique, notamment sur le marché électoral ? Peut-on identifier des agendas (anti-)prohibitionnistes partisans typiques de mouvements conservateurs ou progressistes ?

##### Axe 2- Les configurations pratiques de l'interdiction

La ST cherchera à répertorier des « arts d'interdire » en documentant les modalités pratiques de gouvernement de l'interdit. Cela peut viser les dispositifs (par exemple la diversification des instruments d'application de la loi et de la justice pénale (Gautron et Retière, 2014)) autant que les agents sociaux de l'interdiction. Au-delà des agents étatiques habilités, qui sont les alliés visibles (groupes militants, lanceurs d'alerte, plaignants, ...) mais aussi les relais discrets (citoyens surveillants, professionnels de terrain) du rappel à l'ordre prohibitionniste ?

Un intérêt particulier de la ST résidera dans l'examen des situations de « quasi-prohibition », i.e. des dispositifs qui, tout en n'interdisant pas formellement, rendent impossible ou visent l'éradication, fût-ce graduellement, à l'image de « l'interdiction par l'autorisation » (Boullier, 2019), des politiques d'extinction (Taiclet, 2021), ou des *TRAP laws* états-uniennes (Austin et Harper, 2018) dont les exigences réglementaires inatteignables produisent *de facto* des déserts médicaux en matière d'IVG.

Axe 3- De la prohibition à la régulation : ce que légaliser veut dire

Il s'agit ici de réfléchir aux configurations de déverrouillage de l'interdit, particulièrement quand elles passent par le développement d'un marché. La suppression de l'infraction pénale attachée à une pratique ou de l'interdit légal appliqué à un produit est loin d'épuiser la compréhension des situations de sortie de la prohibition. La légalisation peut être envisagée comme une recomposition du contrôle, de l'encadrement et du dosage de la pénalité. Au-delà d'une simple dichotomie interdit/autorisé (Bergeron, Nouguez, 2014), il s'agit de comprendre la reconfiguration des compromis entre efficacité économique, enjeux fiscaux et préoccupations morales (Trespéuch, 2019). La ST s'intéressera ainsi à un aspect majeur de la légalisation, celui de l'organisation et de la régulation du ou des marchés qui lui sont associés (Obradovic, 2022).

Les propositions (environ 3 000 signes) précisant les méthodes, matériaux empiriques et principaux résultats, sont à envoyer par courriel aux deux responsables de la ST d'ici le 8 décembre 2023.

*A central feature of governmental practices and a fundamental property of state power, prohibition is an instrument readily envisaged in the political regulation of certain fields, such as public health and the environment (targeting chemical products such as pesticides, plastics, pharmaceutical or psychotropic molecules, fossil fuels, the use of certain spaces, production processes, etc.). Symmetrically, legalization processes are experiencing strong momentum in the 21st century (e.g., cannabis, organ donation, euthanasia, online gambling, medically assisted procreation and surrogacy, etc.). In addition, certain practices, such as abortion, can give rise to contradictory processes, both in time and space.*

*From a comparative perspective, the ST proposes to examine the socio-political processes that unfold around prohibition, whether to resort to it or to get out of it, as a modality of government in the routine conjuncture of democratic regimes. Our aim is to discuss contributions on a variety of objects and sectors, in equally diverse political and national contexts, with the aim of reflecting, through regularities and contrasts, on the characteristic properties of configurations of (de)prohibition.*

*Papers may contribute to one of the following three areas:*

#### *1. To ban or not to ban? The political decision-making processes*

*The ST invites takes an interest in the socio-political processes and mobilizations that lead to decisions to ban or lift bans (Obradovic, 2018), with a particular focus on the interplay of scales and framing struggles (Zittoun & Chailleux, 2021). Contributions will thus be able to compare the registers of political justification for bans and question what makes recourse to bans possible and acceptable (rather, for example, than to the repertoire of the "conduct of conduct" (Dubuisson-Quellier, 2016)? Symmetrically, we will be looking at struggles to reduce the scope of the ban (delays or postponements, derogations or exceptions, or even "moralizing" strategies allowing to escape the ban and persist).*

*In this section, we would like to focus on the politicization of these processes. How is advocacy of prohibition/legalization put into politics, particularly on the electoral market? Can we identify partisan (anti-)prohibitionist agendas typical of conservative or progressive movements?*

#### *2. Prohibition in practices*

*The ST will seek to identify the "arts of prohibition" by documenting the practical ways in which prohibition is governed. This may involve mechanisms (for example, the diversification of law enforcement and criminal justice instruments (Gautron, Retière, 2014)) as well as the social agents of prohibition, beyond authorized state agents. Who are the visible allies (activist groups, whistle-blowers, complainants, ...) but also the discreet relays (citizen monitors, field professionals) of the prohibitionist call to order?*

*The ST will be particularly interested in examining situations of "quasi-prohibition", i.e. systems which, while not formally prohibiting, make a practice impossible or orchestrate eradication, albeit gradually, as in "prohibition through authorization" (Boullier, 2019), extinction policies (Taiclet, 2021), or U.S. TRAP laws (Austin and Harper, 2018), whose unattainable regulatory requirements de facto produce medical deserts in the field of abortion.*

### 3. From prohibition to regulation: what legalizing means

*The aim here is to consider the ways in which prohibition can be lifted, particularly when this is achieved through the development of a market. Eliminating the criminal offence attached to a practice or the legal prohibition applied to a product is far from exhausting our understanding of situations in which bans are lifted. Legalization can be seen as a recomposition of control, supervision and the dosage of sanctions. Beyond a mere prohibited/authorized dichotomy (Bergeron, Noguez, 2014), we need to understand the reconfiguration of trade-offs between economic efficiency, fiscal stakes, and moral concerns (Trespeuch, 2019). The ST will thus focus on a major aspect of legalization, that of the organization and regulation of the market(s) associated with it (Obradovic, 2022).*

*Proposals (approx. 3,000 characters) specifying methods, empirical materials, and main results, should be emailed to the two ST organizers by December 8, 2023.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Austin N, Harper S., « Assessing the impact of TRAP laws on abortion and women's health in the USA », *BMJ Sex Reprod Health* 2018;44:128–134.
- Bergeron H., Noguez E., "Les frontières de l'interdit. Le commerce de cannabis » in Steiner P., Trespeuch M., *Marchés contestés. Quand le marché rencontre la morale*, Presses universitaires du Mirail, 2014.
- Boullier, 2016, *Toxiques légaux. Comment les firmes chimiques ont mis la main sur le contrôle de leurs produits*, La Découverte, 2019.
- Daillère A., « L'amende forfaitaire, arme du (non)droit », *Champ pénal/Penal Field*, 26, 2022
- Dubuisson-Quellier S. (dir.), *Gouverner les conduites*, Presses de Sciences Po, 2016
- Obradovic I., *Le cannabis*, La Découverte, collection Repères, 2022
- Obradovic I., « Vers la fin de la prohibition ? Convergences et disparités des initiatives de régulation du cannabis aux États-Unis », *Politique américaine*, n°30, 2018
- Taiclet A-F., « Du temps concédé. L'allongement temporel comme produit des luttes politiques autour des restructurations du secteur public : le cas de l'extinction des charbonnages en France », *Gouvernement et action publique*, 2021/2, p. 89-111.
- Trespeuch M., « Le marché des jeux d'argent : une concurrence sous contrôle », *Regards croisés sur l'économie*, n°25, 2019, p. 115-125.
- Zittoun P., Chailleux S., *L'État sous pression. Enquête sur l'interdiction française du gaz de schiste*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.

## ST 46

### Politisations locales des enjeux agricoles *Local politization of agricultural issues*

#### Responsables scientifiques :

Jeanne Pahun (Laboratoire Lisis) [Jeanne.pahun@gmail.com](mailto:Jeanne.pahun@gmail.com)

Léa Sénégas (Laboratoire Arènes) [Senegas.lea@hotmail.fr](mailto:Senegas.lea@hotmail.fr)

Les changements de l'action publique agricole ont été jusqu'ici principalement étudiés selon un prisme sectoriel à l'échelle des États-nations (Muller & Jobert, 1987) ou des organisations internationales (Fouilleux, 2000) longtemps garants de la formulation de ces politiques publiques. Or, sous l'effet de mouvements de décentralisation (Berriet-Sollicec & Trouvé, 2010; Perraud, 2001) et de l'environnementalisation des politiques locales (Lorrain et al., 2018), les collectivités territoriales sont de plus en plus nombreuses en France et en Europe à se saisir des thématiques agricoles au sein d'un panel varié de politiques locales – agricoles, alimentaires, d'aménagement, de gestion de l'eau, de biodiversité, climatiques, et/ou énergétiques. Cette section thématique questionne l'évolution de l'action publique agricole à l'aune de ce changement d'échelle et du cadrage intersectoriel dont sont l'objet les politiques agricoles locales.

Si les innovations territoriales de régulation du secteur agricole bénéficient d'une attention croissante dans les champs académiques de l'économie (Trouvé & Berriet-Sollicec, 2008) ou de la sociologie des transitions sociotechniques (Lamine & Chiffolleau, 2012; Velly, 2017), la littérature en science politique s'est concentrée jusque-là principalement sur l'investissement local des représentants professionnels (Hobeika, 2016; Samak, 2013) et le transfert de compétences dans le cadre de la PAC (Benoit, 2015). Les ressorts politiques de la fabrique de l'action publique locale demeurent quant à eux peu étudiés. Or, il se joue autour de la définition et de la mise en œuvre de l'action publique locale des phénomènes de politisation des enjeux agricoles – activation de la variable partisane, influence politique de groupes d'intérêts rivaux, mise en politique publique – qui questionnent l'évolution de la régulation publique du secteur. Afin d'appréhender les différentes facettes de cette politisation, les communications pourront s'inscrire dans les trois axes de discussion ci-dessous.

- (i) Avec le développement des interventions des collectivités locales, les idées, discours et controverses sur les sujets agricoles alimentent le forum des élus locaux. Les orientations agricoles diffèrent-elles selon la place des élus sur l'échiquier politique ? Les enjeux agricoles réactivent-ils des clivages déjà présents ou participent-ils à l'activation de nouveaux conflits partisans ? La territorialisation de l'action publique atténue-t-elle les idéologies partisans qui structurent les débats nationaux (Arnaud et al., 2007) ?
- (ii) Interroger la politisation implique également d'analyser le travail politique (Smith, 2019) entrepris par les organisations du secteur – élites agricoles et leurs challengers – ainsi que d'autres entrepreneurs de cause pour influencer l'action publique locale. Le changement d'échelle constitue-t-il une opportunité d'imposer de nouveaux cadrages du problème public de l'agriculture conventionnel ? Les élites agricoles parviennent-elles au contraire à confiner la contestation (Fouilleux & Jobert, 2017) en réactivant un néocorporatisme à l'échelle locale ?
- (iii) Enfin, la mise en œuvre des programmes d'action publique permet de révéler de nouveaux rapports de force. Face à une administration peu experte sur ces nouveaux enjeux, les élus parviennent-ils à renforcer leur capacité de gouverner ? Les faibles ressources humaines et techniques des collectivités territoriales constituent-elles au contraire une opportunité pour l'affirmation des élites agricoles ? Comment se traduisent concrètement ces concurrences dans l'instrumentation et la gouvernance de l'action publique ?

De manière transversale à ces trois axes, nous serons particulièrement attentives au dévoilement des circulations (Béal et al., 2015) – des idées, du personnel, des « solutions » de politiques publiques – entre niveaux d'intervention au local et avec les échelles nationales et/ou internationales. Les propositions de communications d'une longueur approximative de 5 000 signes devront comporter une courte bibliographie et sont attendues pour le 8 décembre 2023.

Up to now, changes in agricultural public action have mainly been studied from a sectoral perspective at the level of nation-states (Muller & Jobert, 1987) or international organizations (Fouilleux, 2000), long in charge of the formulation of these public policies. However, as a result of decentralization movements (Berriet-Sollicec & Trouvé, 2010; Perraud, 2001) and the environmentalization of local policies (Lorrain et al., 2018), more and more local authorities in France and Europe are taking up agricultural issues within a varied range of local policies—agricultural, food, planning, water management, biodiversity, climate, and/or energy. This thematic section examines the evolution of agricultural public action in the light of this rescaling movement and the cross-sectoral framing of local agricultural policies.

While territorial regulatory innovations in the agricultural sector are receiving increasing attention in the academic fields of economics (Trouvé & Berriet-Sollicec, 2008) or the sociology of socio-technical transitions (Lamine & Chiffolleau, 2012; Velly, 2017), political science has so far focused mainly on the local investment of professional representatives (Hobeika, 2016; Samak, 2013) and the transfer of legal competencies under the CAP (Benoit, 2015). Little research has been done on the political forces behind local public action. Yet, the definition and implementation of local public action give rise to phenomena that politicize agricultural issues—activation of the partisan variable, political influence of rival interest groups, public policy-making—which call into question the evolution of public regulation of the sector. In order to grasp the various aspects of this politicization, papers may be presented along the three lines of discussion below.

- (i) With the development of local government intervention, ideas, speeches and controversies on agricultural issues are fueling the forum of local elected representatives. Do agricultural orientations differ according to the position of elected officials on the political spectrum? Do agricultural issues reactivate existing cleavages, or do they contribute to the activation of new partisan conflicts? Does the territorialization of public action attenuate the partisan ideologies that structure national debates (Arnaud et al., 2007)?
- (ii) Interrogating politicization also involves analyzing the political work (Smith, 2019) undertaken by sector organizations—farming elites and their challengers—as well as other cause entrepreneurs to influence local public action. Does the change of scale represent an opportunity to impose new framings of the public problem of conventional agriculture? On the contrary, do agricultural elites succeed in confining contestation (Fouilleux & Jobert, 2017) by reactivating neocorporatism on a local scale?
- (iii) Finally, the concrete implementation of public action programs reveals new balances of power. Faced with an administration with little expertise in these new issues, how can elected representatives strengthen their capacity of governing? On the contrary, do the limited human and technical resources of local authorities represent an opportunity for agricultural elites to assert themselves? How does this competition play out in the instrumentation and governance of public action?

Cutting across these three axes, we will pay particular attention to unveiling the circulations (Béal et al., 2015)—of ideas, personnel, public policy "solutions"—between local levels of intervention and national and/or international scales. Proposals should be approximately 5,000 characters in length, with a short bibliography, and are due by December 8, 2023.

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**  
*Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.*

#### Références / References

- Arnaud, L., Bart, C. L., Pasquier, R., & Collectif. (2007). *Idéologies et action publique territoriale ? : La politique change-t-elle encore les politiques ?* PU Rennes.
- Béal, V., Epstein, R., & Pinson, G. (2015). La circulation croisée. *Gouvernement et action publique*, N° 3(3).
- Benoit, M. (2015). Reconfiguration de l'État et renouvellement de l'action publique agricole : L'évolution des politiques agroenvironnementales au Québec et en France [Thesis, Montpellier].
- Berriet-Sollicec, M., & Trouvé, A. (2010). La politique agricole commune est-elle territoriale ? In B. Hervieu, N. Mayer, P. Muller, F. Purseigle, & J. Rémy (Éds.), *Les mondes agricoles en politique* (p. 397-414). Les Presses Science Po.
- Daugbjerg, C., & Swinbank, A. (2012). An introduction to the 'new' politics of agriculture and food. *Policy and Society*, 31(4), 259–270.

- Fouilleux, E. (2000). Entre production et institutionnalisation des idées : La réforme de la politique agricole commune. *Revue française de science politique*, 50(2), JSTOR.
- Fouilleux, E., & Jobert, B. (2017). Le cheminement des controverses dans la globalisation néo-libérale. *Gouvernement et action publique*, VOL. 6(3), Article 3.
- Hobeika, A. (2016). *Les représentations de la FNSEA : Profession, Etat, marchés (Orne, années 1980-2015)* [These de doctorat, Paris, EHESS].
- Lamine, C., & Chiffolleau, Y. (2012). Reconnecter agriculture et alimentation dans les territoires : Dynamiques et défis. *Pour*, 215-216(3-4), 85-92.
- Lorrain, D., Halpern, C., & Chevauché, C. (2018). *Villes sobres : Nouveaux modèles de gestion des ressources*. PRESSES DE SCIENCES PO.
- Muller, P., & Jobert, B. (1987). *L'Etat en action*. Presses Universitaires de France- PUF.
- Perraud, D. (2001). Les politiques agricoles et rurales dans les régions : Une nouvelle organisation des pouvoirs publics en Europe? *Économie rurale*, 261(1).
- Samak, M. (2013). When organic farmers shuffle professional representation. Institutionalisation of organic farming in the Alpes-Maritimes. *Politix*, 103(3).
- Smith, A. (2019). Travail politique et changement institutionnel : Une grille d'analyse. *Sociologie du travail*, 61(1).
- Trouvé, A., & Berriet-Sollic, M. (2008). 2nd pilier de la Politique Agricole. Commune et régionalisation : Vers plus de cohésion ? *Revue d'Economie Regionale Urbaine*, mars(1).
- Velly, R. L. (2017). *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs : Une promesse de différence*. Presses des Mines.

ST 47

**Corps et politisation**  
*Politicisation and the body*

**Responsables scientifiques :**

Lucile Quéré (Centre en Etudes Genre, Université de Lausanne) [lucile.quere@unil.ch](mailto:lucile.quere@unil.ch)

Lucile Ruault (CNRS, Cermes3) [lucile.ruault@cnrs.fr](mailto:lucile.ruault@cnrs.fr)

Cette section thématique a pour ambition de faire dialoguer des contributions qui articulent corps et politisation. Les travaux sur les liens entre corps et politique se sont majoritairement intéressés à la représentation politique pour montrer les logiques sexuées, raciales et sexuelles de l'incarnation politique (Sineau, 2001 ; Achin et Dorlin, 2008 ; Fassin, 2008). Au sein de la sociologie des mouvements sociaux, c'est principalement *via* des registres d'action protestataire comme la grève de la faim (Siméant, 2009) et la redécouverte des émotions (Traini, 2009 ; Sommier, 2020) que le corps a fait son entrée. Pour autant, dans un contexte de forte visibilité des enjeux politiques liés au corps, que l'on pense par exemple au renouveau mondial des mobilisations féministes ou LGBTQI+ qui le politisent de longue date (Pavard et al., 2020 ; Bouvard et al., 2023) ou aux crises sanitaire et climatique qui mettent sur le devant de la scène les questions corporelles (Bécot et al., 2019 ; Gelly et al., 2021), l'articulation entre corps et politisation demeure trop peu étudiée.

La section thématique propose trois axes visant à mettre en relation différentes études de cas croisant une approche élargie de la politisation (Boughaba et al., 2019) avec une sociologie attentive au corps et aux inégalités qui le construisent. Dans un premier axe, il s'agit de réunir des travaux qui questionnent les manières dont les acteur·rice·s politisent stratégiquement le corps et ses enjeux. On pourra alors s'intéresser tant à la manière dont sont construites les revendications sur ces enjeux qu'aux répertoires d'action mobilisés afin d'affirmer la dimension politique des questions corporelles. Quelles définitions de ce qui est corporel et de ce qui est politique sous-tendent les revendications ? Comment le corps, et quel type de corps est-il mis à contribution dans les actions menées pour le politiser ? Dans cet axe, on pourra aussi prêter attention à la manière dont les institutions et les politiques publiques répondent à ces revendications.

Un deuxième axe propose de faire dialoguer des travaux qui s'intéressent aux logiques corporelles des processus de socialisation politique. Au-delà des mobilisations et des politiques publiques qui portent spécifiquement sur les questions corporelles, il s'agit de considérer le corps comme une entrée pertinente pour saisir les processus de politisation individuelle et les rapports sociaux qui les structurent. Les contributions pourront alors étudier la manière dont les rapports au corps et les vécus corporels (performances, pratiques d'entretien du corps, handicaps, parures et marquages, douleurs, maladies, sexualité, pratiques de santé, etc.) façonnent les rapports politiques au monde social. Elles pourront aussi s'intéresser à la dimension proprement corporelle de l'activité politique, qu'elle soit militante ou professionnalisée. Le pari étant que ces sphères politiques gagnent à être analysées comme des arènes de socialisation corporelle.

Un troisième axe est consacré aux enjeux méthodologiques soulevés par l'observation des liens entre corps et politisation. On peut se demander comment un questionnement sur le corps peut amener à repenser les outils méthodologiques dont on dispose pour l'analyse du politique, en particulier l'infra-politique. Si l'approche ethnographique peut sembler privilégiée pour saisir les gestes et les postures, les expressions faciales et les tonalités de la voix, elle n'est pas la seule possible. Comment retrouver la trace des corps dans les archives politiques et militantes ? Comment saisir les socialisations corporelles préalables, et celles à l'œuvre dans les processus de politisation ? Les contributions pourront aussi questionner la place du corps de l'enquêteur·rice. Quelle matière pour l'objectivation sociologique fournit-il et à quelles conditions ?

La section thématique accueillera des contributions originales et empiriquement étayées portant sur des contextes nationaux diversifiés. Les analyses localisées et/ou comparées sont encouragées. Le dialogue entre ces différentes contributions entend réinterroger les processus de politisation et de socialisation politique au prisme du corps.

*The aim of this thematic section is to bring together contributions that examine the links between the body and politicization processes. In a context of high visibility of issues related to the body, as illustrated by the worldwide revival of feminist mobilisations that have politicised them for a long time (Pavard et al., 2020) or by the covid and climate crises that are bringing health issues to the fore (Gelly et al., 2021; Bécot et al., 2019), this link between the body and politicisation is still under-researched. Yet the role of the body in politics has been broadly investigated. Research has particularly focused on political representation and shown the gendered, racial and sexual logics of political embodiment (Sineau, 2001; Achin and Dorlin, 2008; Fassin, 2008). Beyond certain registers of action such as the hunger strike (Siméant, 2009), the sociology of social movements had “rediscovered” emotions (Sommier, 2020) and the body at the same time.*

*The thematic section proposes three axes aimed at bringing together different case studies combining a broad approach to politicisation (Boughaba et al., 2019) with a sociology of the body and the inequalities that shape it. First, the aim is to bring together studies that examine the ways in which political actors strategically politicise the body and its issues. Studies will examine the way in which claims are built and the repertoires of action mobilised to assert the political dimension of bodily issues. Which definitions of what is bodily and what is political underpin these claims? What is the place of the body in the collective actions trying to politicise it? And which type of body? This section will also examine the way in which institutions and public policies respond to these claims.*

*The second strand will bring together research on the body and political socialisation. Beyond social movements and public policies that deal specifically with bodily issues, the aim is to consider the body as a relevant entry point for understanding the processes of individual politicisation and the power relations that structure them. Contributions will examine how relationships to the body and bodily experiences (performance, body maintenance practices, disabilities, adornments and physical markers, pain, illnesses, sexuality, health practices, etc.) shape political relationships to the social world. They may also look at the corporeal dimension of political activity, whether militant or professional. The political spheres can thus be analysed as arenas of socialisation to the body.*

*A third strand will be devoted to methodological issues. How questioning the body can lead us to rethink the methodological tools at our disposal to examine politics, and more specifically infrapolitics? The ethnographic approach is not the only one for capturing gestures and postures, facial expressions and tones of voice. How can we trace bodies in political and activist archives? How can we grasp primary bodily socialisations, and those at work in politicisation processes? Contributions may also question the place of the researcher’s body. What material does it provide for sociological objectification, and under what conditions is it possible?*

*The thematic section will welcome original contributions based on empirical studies on a variety of national contexts. We encourage comparative and/or local analyses. The ambition of the dialogue between these different contributions is to re-examine the institutional and non-institutional dimensions of politics through the prism of the body.*

<p><b>Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.</b> <i>Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel’s conveners before 8 December 2023.</i></p>
--

## ST 48

### Répercussions des mobilisations conservatrices sur les politiques publiques : comparaison, transnationalisation, méthodes *Public policy implications of conservative mobilizations: comparison, transnationalization, methods*

#### Responsables scientifiques :

Damien Simonneau (Institut national des langues et civilisations orientales - INALCO /  
CESSMA) [dam.simonneau@gmail.com](mailto:dam.simonneau@gmail.com)  
Carla Tomazini (University of Warwick / Printemps - UVSQ) [carlatomazini@gmail.com](mailto:carlatomazini@gmail.com)

Mobilisations anti-migrants, anti-grévistes, anti-fiscalité, anti-tourisme, anti-genre, anti-avortement : ces dernières décennies, nous avons constaté une augmentation des mobilisations en-dehors du processus électoral, particulièrement axées sur la défense de causes morales (Della Sudda 2022; Amenta 2022). Ces mobilisations sont souvent catégorisées comme conservatrices ou réactionnaires, ou comme *ugly movements* (Tarrow 1994) ou *unlovable groups* (Fielding 1981). Leur intérêt réside principalement dans la préservation ou la restauration de l'ordre social et politique (Agrikoliansky et Collovald 2014).

Alors que l'action collective conservatrice avait suscité peu d'intérêt jusqu'à très récemment (Poulson, Caswell, et Gray 2014), en particulier dans le monde francophone (Agrikoliansky et Collovald 2014), l'accession de gouvernements d'extrême droite au pouvoir dans plusieurs pays constitue désormais un défi permanent pour les chercheurs et l'action publique. Ces phénomènes mondiaux incitent à discuter des éventuelles similitudes ou, à l'inverse, des particularités des contextes socio-politiques dans lesquels ils se manifestent.

Cette session vise à analyser les conséquences de la montée des mobilisations conservatrices sur l'action publique et les implications politiques qui en découlent dans une perspective comparée. Allant au-delà des phases de construction du problème public et de *l'agenda-setting* (Amenta et al. 2010), il s'avère crucial d'examiner leur influence sur l'ensemble du cycle des politiques publiques, ainsi que dans les usages bureaucratiques et la communication gouvernementale.

Trois axes de réflexion sont suggérés :

I. Les temps de l'action publique : Quels sont les « contenus » des controverses des mobilisations conservatrices et les instruments des politiques publiques en jeu ? Jusqu'à quel point les acteurs sont-ils enclins à faire des compromis pour influencer les politiques publiques (Avanza 2018) ? Quels effets sur les politiques publiques (non-décision, démantèlement, affaiblissement de la mise en œuvre, etc.) ? Quels liens ces mouvements entretiennent avec les partis, notamment d'extrême droite (Dechezelles et Luck 2011) ? Comment se combinent les variables institutionnelles, territoriales et sectorielles dans l'action des protestataires (Dupuy et Halpern 2009) ? Quelles politiques publiques produisent des effets de *feedback* de la part des acteurs conservateurs (Pierson 1993; Tomazini 2018) ? Les mobilisations conservatrices ciblent des domaines tels que les politiques sociales, l'immigration, la sécurité, mais aussi d'autres moins prévisibles comme la culture et l'environnement : comment, dès lors, construire la comparabilité des cas (Simonneau 2019; Froio 2019) ?

II. Transnationalisation de l'action publique : Il reste à évaluer la capacité de ces mouvements à générer une opposition aux politiques progressistes à différents niveaux, du local à l'international, et la façon dont ils s'intègrent dans le contexte du « tournant néolibéral », qui met l'accent sur les valeurs économiques. Il est essentiel de repérer les entrepreneurs politiques transnationaux qui jouent un rôle central dans les campagnes conservatrices, en utilisant les réseaux transnationaux comme un élément essentiel de leur stratégie et identité. Comment ces acteurs s'engagent-ils dans les arènes et organisations internationales ?

III. Réseaux sociaux et recours à de nouvelles méthodologies : Les mobilisations conservatrices profitent en général davantage des réseaux sociaux lorsqu'ils sont mieux structurés, financés et formés à l'utilisation des outils en ligne (Schradie 2019). Il est aussi indispensable de procéder à l'analyse de l'usage des réseaux sociaux (Froio 2017; Froio et Ganesh 2019), notamment pour l'organisation des manifestations de rue, ainsi que d'examiner les stratégies de pétitions en ligne. Quelles stratégies de cadrage sont employées? Est-ce que la diffusion d'informations (ou la désinformation) en ligne donne aux acteurs la capacité d'influencer la (re)définition des politiques?

*Anti-migrants, anti-strike, anti-tax, anti-tourism, anti-gender, anti-abortion mobilizations: in recent decades, we have witnessed an increase in mobilizations outside the electoral process, particularly focused on promoting moral causes (Della Sudda 2022; Amenta 2022). These mobilizations are often categorized as conservative or reactionary, or as "ugly movements" (Tarrow 1994) or "unbelovable groups" (Fielding 1981). Their interest lies essentially in the preservation or restoration of the social and political order (Agrikoliansky and Collovald 2014).*

*While conservative collective action had attracted limited interest until recently (Poulson, Caswell, and Gray 2014), particularly in the French-speaking world (Agrikoliansky and Collovald 2014), the rise to power of far-right governments in several countries represents a pressing challenge for researchers and for public policies. These global phenomena prompt a discussion of potential similarities or, conversely, the peculiarities of the socio-political contexts in which they manifest.*

*This session aims to analyze the consequences of the rise of conservative mobilizations on public action and the resulting political implications from a comparative perspective. Looking beyond the phases of public issue framing and agenda setting (Amenta et al. 2010), it is crucial to examine their influence throughout the entire cycle of public policies, as well as in bureaucratic practices and government communication.*

*Three main topics are suggested:*

*I. Public policy horizons: What are the "contents" of controversies in conservative mobilizations and the policy instruments at stake? To what extent are actors inclined to compromise to influence public policies (Avanza 2018)? What are the effects on public policies (non-decision, dismantling, implementation weakening, etc.)? What connections do these movements have with parties, especially far-right ones (Dechezelles and Luck 2011)? How do institutional, territorial, and sectoral variables combine in the actions of protestors (Dupuy and Halpern 2009)? Which public policies result in feedback effects from conservative actors (Pierson 1993; Tomazini 2018)? Conservative mobilizations target areas such as social policies, immigration, security, but also less predictable ones like culture and the environment: how, therefore, to build comparability of cases (Simonneau 2019; Froio 2019)?*

*II. Transnationalizing conservative policies: What remains to be assessed is the capacity of these movements to generate opposition to progressive policies at different levels, from local to international, and how they fit into the context of the "neoliberal turn," with its emphasis on economic values. It is essential to identify the transnational political entrepreneurs who play a central role in conservative campaigns, using transnational networks as an essential element of their strategy and identity. How are these actors involved in international arenas and organizations?*

*III. Social networks and the use of new methodologies: Conservative mobilization generally takes greater advantage of social networks once they are better structured, funded and trained in the use of online tools (Schradie 2019). It's additionally essential to analyze the use of social networks (Froio 2017; Froio and Ganesh 2019) - particularly when it comes to organizing demonstrations - and to investigate online petitioning strategies. What framing strategies are employed? Does the dissemination of information (or misinformation) online give actors the ability to influence the (re)définition of policies?*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- Agrikoliansky, Éric, et Annie Collovald. 2014. « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ? » *Politix* N° 106 (2): 7.
- Amenta, Edwin. 2022. « Why U.S. Conservative Movements are Winning: It's not Trump—It's the Institutions ». *Mobilization: An International Quarterly* 27 (1): 27-45.
- Amenta, Edwin, Neal Caren, Elizabeth Chiarello, et Yang Su. 2010. « The Political Consequences of Social Movements ». *Annual Review of Sociology* 36: 287-307.
- Avanza, Martina. 2018. « Plea for an Emic Approach Towards 'Ugly Movements': Lessons from the Divisions within the Italian Pro-Life Movement ». *Politics and Governance* 6 (3): 112-25.
- Dechezelles, Stéphanie, et Simon Luck. 2011. *Voix de la rue ou voie des urnes: mouvements sociaux et partis politiques*. Res publica. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Della Sudda, Magali. 2022. « Participation conservatrice ». In *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation*, édité par R. Lefebvre, S. Rui, G. Gourgues, G. Petit, J.-F. Fourniau, S. Hayat, L. Blondiaux, I. Casillo, S. Wojcik, et J. Zetlaoui-Léger, GIS Démocratie et Participation. <https://www.dicopart.fr/participation-conservatrice-2022>.
- Dupuy, Claire, et Charlotte Halpern. 2009. « Les politiques publiques face à leurs protestataires ». *Revue française de science politique* 59 (4): 701.
- Fielding, Nigel. 1981. *The National Front*. London: Routledge.
- Froio, Caterina. 2017. « Nous et les autres: L'altérité sur les sites web des extrêmes droites en France ». *Réseaux* n° 202-203 (2): 39-78.
- ——. 2019. « Comparer les droites extrêmes: État de l'art critique et pistes pour de futurs chantiers de recherche ». *Revue internationale de politique comparée* Vol. 24 (4): 373-99.
- Froio, Caterina, et Bharath Ganesh. 2019. « The transnationalisation of far right discourse on Twitter: Issues and actors that cross borders in Western European democracies ». *European Societies* 21 (4): 513-39.
- Pierson, Paul. 1993. « When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change ». *World Politics* 45 (4): 595-628.
- Poulson, Stephen C., Cory P. Caswell, et Latasha R. Gray. 2014. « Isomorphism, Institutional Parochialism, and the Study of Social Movements ». *Social Movement Studies* 13 (2): 222-42.
- Schradie, Jen. 2019. *The revolution that wasn't: how digital activism favors conservatives*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.
- Simonneau, Damien. 2019. « Des murs incomparables ? Enjeux et élaboration d'une comparaison des mobilisations pro-barrière en Israël et en Arizona (États-Unis): » *Revue internationale de politique comparée* Vol. 24 (4): 349-72.
- Tarrow, Sidney. 1994. *Power in Movement: social movements, collective action and politics*. Cambridge studies in comparative politics. Cambridge: Cambridge Univ. Press.
- Tomazini, Carla. 2018. « Entre polarisation et politisation : Bolsa Família, talon d'Achille de Dilma Rousseff ? » *Lusotopie* 17 (1): 69-87.

ST 49

En partenariat avec l'*American Political Science Association (APSA)*

Splendeurs et misères du système de santé français : un modèle paradoxal ?  
*The French Health Care Paradox: The Best or Worst of Times?*

Responsables scientifiques :

Elisa Chelle (Université Paris Nanterre) [elisa.chelle@parisnanterre.fr](mailto:elisa.chelle@parisnanterre.fr)

Isabel M. Perera (Cornell University) [isabel.m.perera@cornell.edu](mailto:isabel.m.perera@cornell.edu)

L'épidémie de Covid-19 a renouvelé l'attention autour de la dimension politique des dispositifs sanitaires (Bergeron et al., 2018), depuis le consentement politique des populations aux choix étatiques opérés. La politique française du « quoi qu'il coûte » a déclenché des financements massifs dans la santé, rompant ainsi avec des décennies de coupes budgétaires. Les réformes engagées pendant le premier quinquennat Macron (« Ma Santé 2022 ») se sont données pour mission de résorber les déserts médicaux (offre territoriale de soins, déroulement des études de médecine, investissement dans les infrastructures). Pour autant les mobilisations des personnels soignants (infirmières, internes, médecins généralistes), bien que récurrentes, n'ont jamais été aussi prégnantes. Le burnout à l'hôpital a été mis en avant pour demander une amélioration des conditions de travail. La crise pandémique a donc ouvert des fenêtres d'opportunité pour le personnel médical. Le système de santé français est régulièrement présenté en France comme en crise voire au bord de l'effondrement.

Or, dans une perspective internationale, ce même système de santé a pu apparaître comme une référence, notamment en matière de protection assurantielle ou de faiblesse des restes-à-charge en comparaison avec les pays de l'OCDE (Or et al., 2023). L'Organisation mondiale de la santé (2000) avait qualifié le système de santé français comme le meilleur au monde. Par contraste, la santé publique a pu être présentée comme le parent pauvre de la politique de santé française. Dans le domaine du cancer, la prévention peine à progresser – un facteur qui contribue à faire du cancer la première cause de mortalité en France (et non les maladies cardio-vasculaires, comme dans le reste de l'Europe (Or et al., 2023, p. xxv). En revanche, d'autres grands indicateurs sont plutôt favorables. Par exemple, en moyenne, l'OCDE estime que les Français vivent deux ans de plus que les habitants des autres pays développés, en partie en raison d'une moindre prévalence de l'obésité, et malgré une consommation d'alcool et de tabac supérieure à la moyenne (Organisation de coopération et de développement économiques, 2021).

Cette section thématique accueillerait des papiers interrogeant les paradoxes du système de santé français, non spécifiques à la pandémie de Covid-19. Ils devront examiner au moins une caractéristique de la politique de santé française, éventuellement dans une perspective comparée. Par exemple, le rôle de l'État, l'hôpital public, la décentralisation, la place des mouvements sociaux, les agencements public-privé, l'inscription dans l'Union européenne, l'organisation des soins, le modèle de financement de la santé, l'universalité de la couverture assurantielle. Les domaines d'application pourront être variés : médecine générale, politique vaccinale, santé mentale, recherche clinique, expertise, santé publique... Cette section thématique donnera lieu à la publication d'un numéro spécial de *French Politics* en 2025 (remise des papiers à l'automne 2024, 8 000-10 000 mots). Les communications pourront être présentées en français ou en anglais, mais les papiers finaux devront être rédigés en anglais. Les soumissions à l'AFSP en anglais feront ainsi l'objet d'une attention particulière.

*The Covid-19 epidemic has renewed attention to the politics of health (Bergeron et al., 2018), laying bare the importance of range of issues: from how elites make public policy decisions to whether the public consents to them. France's "whatever it costs" policy has increased health care funding massively, breaking with decades of budget cuts. The reforms undertaken during the Macron's first term ("Ma Santé 2022") aimed to tackle medical deserts (by improving health care supply across the territory, reforming medical education accordingly, and investing in related infrastructure). At the same time, health care workers (nurses, interns, GPs) have never been so mobilized and militant. Their protests, though recurrent in recent history, have become especially prevalent. With rising burnout levels motivating calls to improve working conditions in hospitals, the pandemic crisis has opened up a*

*window of opportunity for medical staff seeking to change public policy. In their telling, the French health care system is in crisis, even on the brink of collapse.*

*Yet international analysts view this same health system as a model, noting in particular its generous insurance coverage and low out-of-pocket expenses (Or et al., 2023). The World Health Organization (2000) described the French health care system as the best in the world. To be sure, France's public health policy is less developed than the country's health care system. For example, cancer screening and prevention systems have long struggled – a factor that contributes to cancer's place as the leading cause of death in France (and not cardiovascular disease, as in the rest of Europe) (Or et al., 2023, p. xxv). On the other hand, other major indicators are quite positive. For example, the OECD estimates that, on average, French people live two years longer than people in other developed countries, partly as a result of the lower prevalence of obesity (and despite their above-average alcohol and tobacco consumption, Organisation for Economic Co-operation and Development, 2021).*

*This thematic section welcomes papers that interrogate the paradoxes of the French health care system, including and beyond the pandemic. They should examine at least one feature of French health care policy, possibly from a comparative perspective. Examples include: the role of the State, the public hospital, decentralization, the role of social movements, public-private arrangements, the role of the European Union, the organization of care, financing models, or insurance coverage. Moreover, these questions can apply to a variety of health care sub-areas, such as general medicine, vaccine policy, mental health, clinical research, expertise, public health, etc. This thematic section will lead to the publication of a special issue of French Politics in 2025 (papers due autumn 2024, 8'000-10'000 words). Papers may be presented in French or English, but the final papers must be written in English. Submissions in English are strongly encouraged.*

**Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 8 décembre 2023.**

***Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 8 December 2023.***

#### Références / References

- BERGERON, Henri and Patrick CASTEL. Sociologie politique de la santé. 2nd ed. Paris: PUF. 2018.
- OR, Zeynep, Coralie GANDRE, Anna-Veera SEPPÄNEN, et al. France: Health System Review 2023. Report 25(3). The European Observatory on Health Systems and Policies. 2023.
- ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT. Health at a Glance 2021: OECD Indicators. Highlights for France. [s.n.]. 2021.
- WORLD HEALTH ORGANIZATION. "World Health Organization Assesses the World's Health Systems." February 7, 2000.

ST 50

En partenariat avec l'Association Marocaine de Science Politique (AMSP)

État des lieux de la science politique au Maroc

Les informations sur cette ST seront disponibles prochainement.